



24.060

200 Franken sind genug!
(SRG-Initiative).
Volksinitiative

200 francs, ça suffit !
(initiative SSR).
Initiative populaire

Erstrat – Premier Conseil

CHRONOLOGIE

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 02.06.25 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 11.06.25 (FORTSETZUNG - SUITE)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 12.06.25 (FORTSETZUNG - SUITE)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 22.09.25 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 24.09.25 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 26.09.25 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 26.09.25 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Wir führen eine allgemeine Aussprache über die Volksinitiative und behandeln auch den Rückweisungsantrag sowie das Eintreten auf den direkten Gegenentwurf.

Klopfenstein Broggini Delphine (G, GE), pour la commission: L'initiative populaire, "200 francs, ça suffit ! (initiative SSR)", ne propose pas une réforme, mais un véritable démantèlement de la cohésion nationale. Réduire le budget de la SSR de moitié, c'est fragiliser un pilier de notre démocratie, fragiliser ce qui unit les deux côtés de la Sarine, les deux côtés du Gothard. Ce n'est pas simplement supprimer quelques émissions, mais c'est menacer de disparition la diversité des contenus, la diversité de toutes nos régions linguistiques. En s'en prenant ainsi à notre service public, on pousse les minorités culturelles vers des médias étrangers: une Suisse romande absorbée par TF1, un Tessin tourné vers la RAI, une région romanche réduite au silence. Est-ce là l'identité que ce Parlement veut laisser aux futures générations ? Tandis que les autres pays du monde investissent dans leurs médias à l'étranger pour renforcer le "soft power", la Suisse se retirerait du jeu comme si elle avait décidé de perdre cette guerre de l'information. On peut se rassurer ici, et je parle au nom de la majorité de la Commission des transports et des télécommunications qui l'a bien compris, comme d'ailleurs le Conseil fédéral, qui l'a aussi exprimé dans son message du 19 juin 2024. C'est une opposition nette et claire à cette initiative, une opposition par 17 voix contre 8 au terme de six séances de travail les 14 octobre et 4 novembre 2024, ainsi que les 13 janvier, 10 février, 24 mars et 28 avril 2025.

Nous sommes donc réunis aujourd'hui pour discuter d'une initiative qui touche au cœur de notre démocratie, à savoir le service public médiatique. On le sait, la SSR garantit une information indépendante et accessible à toute la population, tout en luttant contre les fake news. Elle assure une représentation équitable des régions et des langues du pays. Elle soutient la cohésion nationale, la culture suisse et la démocratie. La SSR est un pilier central du paysage médiatique suisse. Elle est aujourd'hui menacée par l'initiative de l'UDC.

Que vise cette initiative ? L'initiative 24.060, "200 francs, ça suffit ! (initiative SSR)", modifie la Constitution et notamment son article 93. Elle réduit la redevance radio et télévision à 200 francs par an pour les ménages, contre 335 francs à l'heure actuelle, et supprime entièrement la redevance pour les entreprises. Les initiants et initiantes estiment que, avec 900 millions de francs par an, la SSR peut maintenir un service public de base. Que ressort-il des auditions ? On a eu l'occasion d'entendre les auditions de beaucoup d'acteurs et d'actrices qui nous ont montré le retour du terrain, ce qui était indispensable pour se faire une idée totale du paysage. La SSR a averti que la perte de 750 millions de francs entraînerait 2500 suppressions de postes, la fermeture de studios régionaux et un recul dramatique de l'offre culturelle, sportive et linguistique. Les cantons, de leur côté, s'opposent unanimement à l'initiative. Le service régional est vital pour la formation de l'opinion locale et la cohésion nationale. Les cantons voient un risque de centralisation excessive et la perte des journaux





régionaux, avec évidemment des effets négatifs sur l'emploi régional. On le sait : la Suisse romande et le Tessin sont particulièrement touchés. Les représentants et représentantes des médias privés craignent aussi cette initiative. Ils expriment des inquiétudes communes sur la concurrence de la SSR, surtout dans le numérique et le sport, et demandent une redéfinition des rôles et des règles pour un paysage médiatique plus équitable. Les représentants culturels, sportifs et des minorités linguistiques ont tous exprimé un refus catégorique. CinéSuisse, par exemple, défend l'investissement de la SSR dans le cinéma suisse. La SSR joue un rôle central dans la création de valeur de l'industrie cinématographique. Cela a naturellement un impact culturel, mais aussi un impact économique important. Les productions cinématographiques constituent un moteur de croissance dans de nombreuses régions de notre pays. La "Lia Rumantscha" a également été entendue. C'était un plaisir de les entendre, de les avoir pour nous exprimer exactement le retour du terrain. La "Lia Rumantscha" a averti que le romanche serait gravement menacé. Il faut le rappeler : le romanche est quasi exclusivement diffusé par les médias de service public à sa petite communauté linguistique – le romanche est parlé par environ 50 000 personnes. Cette faible audience ne permet donc pas de gérer des revenus publicitaires suffisants pour financer une offre médiatique autonome. C'est l'occasion ici de rappeler la mission constitutionnelle de la SSR, soit celle de servir les quatre langues nationales de notre pays : l'allemand, le français, l'italien et bien sûr aussi le romanche. Swiss Olympic, de son côté, dénonce la disparition de la visibilité pour les sports non commerciaux. L'organisation considère la SSR comme un partenaire essentiel, offrant une couverture sportive de qualité, diversifiée et multilingue. Une réduction significative de la redevance pourrait compromettre cette couverture, affectant particulièrement les sports moins médiatisés.

Ensuite, on a eu le débat politique. On s'est fait un avis sur cette initiative et on a discuté d'un éventuel contre-projet. Le Conseil fédéral a proposé un contre-projet, via une adaptation de l'ordonnance, qui consiste en une réduction progressive de la redevance à 300 francs d'ici 2029 et une exonération des entreprises ayant un chiffre d'affaires allant jusqu'à 1,2 million de francs. Mais, au-delà de cette proposition, qu'on ne va pas traiter, puisqu'elle concerne l'ordonnance et qu'on n'a pas la main dessus, la commission a proposé d'autres contre-projets. Toutes ces autres tentatives ont échoué les unes après les autres.

Le 13 janvier 2025, la commission a d'abord adopté un contre-projet indirect de justesse, par 13 voix contre 12, orienté autour d'une diminution de la redevance, sans montant clair articulé, et une exonération des entreprises. Cette proposition sera refusée par la CTT-E en février. Le 25 mars 2025, nouvelle tentative, avec cette fois-ci un montant articulé autour de 300 francs et toujours une exonération pour les entreprises. Cette proposition a été rejetée, par 13 voix contre 12, tandis qu'une version avec une suppression progressive pour les entreprises a été adoptée, par 13 voix contre 11 et 1 abstention. Cette dernière sera cependant rejetée par la CTT-E le 15 avril 2025, par 9 voix contre 3. Le 29 avril 2025, la CTT-N, par 17 voix contre 8, décide de recommander le rejet de l'initiative sans contre-projet. Les discussions ont donc été assez importantes et assez lourdes, mais, à la fin, on est très clairement arrivé à une conclusion unanime, en tout cas une conclusion très claire, qui est de recommander le rejet de l'initiative, par 17 voix contre 8.

AB 2025 N 739 / BO 2025 N 739

Quels sont les enjeux pour l'avenir et de quoi a-t-on discuté? Au terme de ces longs débats, deux constats s'imposent. L'initiative 24.060 est radicale, elle menace la diversité linguistique, l'égalité d'accès à l'information et la cohésion nationale. La commission confirme qu'il faut recommander le rejet pur et simple de l'initiative sans alternative parlementaire, tout en laissant la porte ouverte à des réformes futures ciblées, des coopérations avec les privés, un recentrage numérique, une évaluation des coûts. Tout cela est important, mais ne doit pas se faire à travers le démantèlement proprement dit du service public. La Suisse a besoin d'un service public médiatique fort et diversifié – ceci a clairement été dit. Il ne s'agit pas de préserver un système par inertie, mais bien de le faire évoluer intelligemment en phase avec les nouvelles réalités et sans le démanteler. Au nom de la majorité de la commission, je vous invite donc à recommander le rejet de l'initiative 24.060 pour préserver ce bien commun qu'est une information accessible, une information pluraliste et dans toutes les langues du pays. La majorité de la commission propose également de rejeter les deux propositions de minorité qui nous sont soumises ici. La proposition défendue par la minorité Fischer Benjamin, qui vise entre autres à alléger sensiblement les charges financières des ménages, mais plus clairement des entreprises, a été refusée, par 14 voix contre 8 et 3 abstentions. La proposition défendue par la minorité Pult, qui envisage une nouvelle forme de financement via un fonds indépendant alimenté par une légère hausse de la TVA permettant un allègement équitable sans nuire aux services publics, a été rejetée, par 16 voix contre 9 et 3 abstentions.

Candinas Martin (M-E, GR), für die Kommission: Heute und nächste Woche beraten wir die Volksinitiative "200



Franken sind genug! (SRG-Initiative)". Diese fordert eine Senkung der Abgabe für Radio und Fernsehen von heute 335 auf 200 Franken pro Haushalt. Gleichzeitig sollen Unternehmen vollständig von der Abgabepflicht befreit werden. De facto geht es um eine Halbierung der heutigen SRG. Die SRG dürfte künftig nur noch Radio- und Fernsehprogramme finanzieren, die einen "unerlässlichen Dienst für die Allgemeinheit erbringen" – was immer das konkret bedeuten mag.

Ihre Kommission für Verkehr und Fernmeldewesen hat sich intensiv und sorgfältig mit der vorliegenden Volksinitiative auseinandergesetzt. Die Kommission hat dieses Geschäft in insgesamt neun Sitzungen beraten. Wir haben das Initiativkomitee, Vertreterinnen und Vertreter der SRG und privater Medienhäuser, Vertreter der Kantone, der Wissenschaft, der Wirtschaft und der Zivilgesellschaft angehört. Auch haben wir zahlreiche Berichte von der Verwaltung eingefordert. Unser Ziel war es, uns ein fundiertes Bild zu machen und genau zu verstehen, welche Auswirkungen eine Annahme dieser Initiative hätte.

Nach intensiver Diskussion entschied sich die Kommission zweimal mit knapper Mehrheit für die Ausarbeitung eines indirekten Gegenvorschlags. Die entsprechenden parlamentarischen Initiativen enthielten weitreichende Elemente: eine vollständige Befreiung der Unternehmen von der Abgabe, eine weitere Reduktion der Abgabe für die Haushalte, eine stärkere Kooperation der SRG mit privaten Medien sowie die Stärkung der Unabhängigen Beschwerdeinstanz. Die Schwesterkommission des Ständerates lehnte die parlamentarischen Initiativen 25.400 und 25.433 unserer Kommission jeweils deutlich ab, dies mit der Begründung, dass der Gegenvorschlag des Bundesrates, den dieser im Rahmen seiner Kompetenzen auf Verordnungsebene beschlossen hat, bereits sehr weit gehe.

Unsere Kommission nahm die Beschlüsse der Schwesterkommission zur Kenntnis. Einen dritten Versuch für einen indirekten Gegenvorschlag lehnte die Kommission mit 14 zu 8 Stimmen bei 3 Enthaltungen ab. Entsprechend hat Kollege Fischer den vorliegenden Rückweisungsantrag eingereicht. Die Minderheit Fischer Benjamin will einen indirekten Gegenentwurf ausarbeiten, mit welchem eine effizientere Ausgestaltung des Service public im Bereich Radio und Fernsehen erreicht werden soll. Dieser beinhaltet mehr oder weniger die gleichen Elemente, die schon zweimal von der Schwesterkommission verworfen wurden. Namens der Kommission bitte ich Sie, den Rückweisungsantrag der Minderheit Fischer Benjamin abzulehnen.

Was beinhaltet der Gegenvorschlag des Bundesrates? Die Haushaltsabgabe wird ab 2027 schrittweise auf 300 Franken gesenkt. Unternehmen mit einem Jahresumsatz von bis zu 1,2 Millionen Franken werden vollständig von der Abgabe befreit. Rund 80 Prozent aller Unternehmen werden künftig keine Abgabe mehr zahlen. Dieser Gegenvorschlag bedeutet, dass die SRG in Zukunft 17 Prozent weniger Mittel zur Verfügung hat. Sie muss bis 2029 mindestens 270 Millionen Franken sparen. Das ist ein immenser Sparauftrag in sehr kurzer Zeit, eine Herausforderung sondergleichen, an der sich so mancher Unternehmer im freien Markt die Zähne ausbeissen würde.

Nun zur Initiative: Wieso beantragt die Kommissionsmehrheit, die SRG-Initiative zur Ablehnung zu empfehlen? Erstens würde die SRG in ihrer heutigen Form nicht mehr existieren. Eine Halbierung der Mittel bedeutet nicht einfach ein bisschen weniger Programm – sie bedeutet strukturelle Verwerfungen. Regionalstudios müssten schliessen, Inhalte massiv reduziert, ganze Formate eingestellt werden. Betroffen wären nicht nur Eigenproduktionen, Kultur- und Sportsendungen, sondern auch die Sichtbarkeit der Sprachminderheiten. Mit der Hälfte des heutigen Budgets könnte die SRG weder ihre föderale Struktur noch ihre Viersprachigkeit aufrechterhalten. Der öffentliche Rundfunk würde auf eine schmale, zentralisierte Nachrichtenproduktion reduziert – ein medialer Torso statt einer integrativen Plattform für die Schweiz.

Zweitens gefährdet die Initiative zentrale Pfeiler unserer direkten Demokratie. Die SRG trägt tagtäglich dazu bei, dass sich die Bürgerinnen und Bürger eine fundierte Meinung bilden können: auf Augenhöhe, in allen Landessprachen, unabhängig und faktenbasiert. Sie schafft Zugänge, auch für jene, die nicht in urbanen Zentren wohnen, die keine Tageszeitung lesen oder auf ausländischen Plattformen unterwegs sind. Mit einer Schwächung der SRG droht die gesellschaftliche Debatte fragmentierter, polarisierter und anfälliger für Desinformation zu werden – ein Risiko, das im aktuellen geopolitischen Umfeld kaum hoch genug eingeschätzt werden kann.

Drittens hätte eine Annahme der Initiative gravierende wirtschaftliche Folgen. Eine Reduktion der SRG-Ausgaben um über 750 Millionen Franken trifft nicht nur das Unternehmen selbst, sondern die ganze Wertschöpfungskette: Produktionsfirmen, Technikdienstleister, Kulturschaffende, Lieferanten. Laut BAK Economics drohen ein gesamtwirtschaftlicher Schaden von rund 788 Millionen Franken und der Verlust von insgesamt über 6000 Arbeitsplätzen, dies überproportional in peripheren Regionen, in denen die SRG eine stabile Arbeitgeberin ist.

Auch die privaten Medienhäuser, die heute in vielfacher Weise mit der SRG kooperieren – das wurde gerade kürzlich kommuniziert –, wären durch eine Austrocknung der gemeinsamen Infrastrukturen betroffen. Mit ih-



ren Kooperationen ist die SRG nämlich auch Garant für einen insgesamt starken und gesunden Medienplatz Schweiz. Es trifft also nicht nur die SRG, es trifft die ganze Medienbranche.

Viertens ist die Initiative medienpolitisch rückwärtsgewandt. Sie erlaubt ausdrücklich nur noch die Finanzierung von Radio- und Fernsehangeboten. Das heisst: Digitale Formate, das Streaming von Filmen und Serien, Sport auf der App, Podcasts oder News auf Social-Media-Kanälen – genau das, was heute ein wachsender Teil des Publikums konsumiert – dürften nicht mehr aus der Abgabe finanziert werden. Damit würde die SRG in der digitalen Transformation zurückgebunden. Gerade junge Menschen, die kaum noch klassische TV-Kanäle nutzen, verlören den Zugang zu einem zeitgemässen öffentlichen Medienangebot und damit zu verllässlicher, unabhängiger Information.

Fünftens ist die Grundannahme der Initiative, mit 200 Franken lasse sich ein gleichwertiger Auftrag erfüllen, schlicht unrealistisch. Die Anforderungen der Bundesverfassung an den Service public gelten weiterhin: Versorgung aller Sprachregionen, Förderung der Kultur, Bildung, unabhängige Information, Barrierefreiheit. Doch mit nur 200 Franken pro

AB 2025 N 740 / BO 2025 N 740

Haushalt, ohne Unternehmensabgabe und mit sogar noch höherer Ausschüttung an private Sender, wie sie die parlamentarischen Initiativen Bauer und Chassot fordern, die der Ständerat am 5. Juni behandeln wird, bleibt schlicht keine Basis für eine glaubwürdige Umsetzung. Die Folge wäre ein reiner Sparbetrieb, nicht ein effizienter, sondern ein amputierter Service public. Es wäre ein Angebot, das weder Breite noch Tiefe hat und den verfassungsmässigen Auftrag nicht mehr erfüllen kann.

Ich fasse zusammen: Die Kommission für Verkehr und Fernmeldewesen empfiehlt Ihnen mit 17 zu 8 Stimmen, die Initiative zur Ablehnung zu empfehlen. Die Initiative schiesst weit über das Ziel hinaus. Sie gefährdet, was sich in Jahrzehnten bewährt hat und was wir gerade in Zukunft dringender denn je brauchen: eine starke, unabhängige, vielfältige Medienlandschaft mit nationaler Ausstrahlung und regionaler Verankerung.

Jetzt noch etwas zum direkten Gegenvorschlag, zur Minderheit Pult: Diese will einen vom Bundeshaushalt unabhängigen Fonds einrichten. Zur Finanzierung von Radio und Fernsehen sowie anderer Formen der öffentlichen fernmeldetechnischen Verbreitung von Darbietungen und Informationen sollen der Normalsatz der Mehrwertsteuer um 0,4 sowie der Sondersatz für Beherbergungsleistungen um 0,2 Prozentpunkte erhöht werden. Die Kommission hat diesen Antrag mit 16 zu 9 Stimmen abgelehnt. Sie erachtet die heutige Finanzierung als zweckmässig und will die Mehrwertsteuer nicht für diesen Zweck erhöhen, dies nicht zuletzt, weil aktuell Erhöhungen der Mehrwertsteuer für andere Bereiche debattiert werden.

Namens der Kommissionsmehrheit bitte ich Sie, die Minderheitsanträge Fischer Benjamin und Pult abzulehnen und die Volksinitiative zur Ablehnung zu empfehlen.

(discurra sursilvan) Ans laschain engaschar comunablamain per ina ferma SSR per l'entir pajais, per tut las regiuns, a favur da nossas linguas naziunalas.

Fischer Benjamin (V, ZH): Die Minderheit beantragt Ihnen – das hat der Kommissionssprecher bereits gesagt –, die Volksinitiative an die Kommission zurückzuweisen, mit dem Auftrag, einen indirekten Gegenvorschlag auszuarbeiten. Damit wollen wir endlich eine differenzierte Diskussion über die SRG und über den medialen Service public führen und dringend notwendige Reformen in Angriff nehmen. Der Kommissionssprecher hat es ebenfalls gesagt: Ihre KVF hat dem zugestimmt, wollte einen solchen Gegenvorschlag, aber die Schwesterkommission wollte partout nichts davon wissen.

Nun beginnen wir diese Monsterdebatte mit 76 Votantinnen und Votanten auf der Liste. Sie werden immer wieder hören – wie es jetzt auch schon der Fall war –, dass es um den nationalen Zusammenhalt gehe, dass man, um das Funktionieren der politischen Institutionen und gar um das Funktionieren unserer Demokratie zu gewährleisten, auf keinen Fall dieser Initiative zustimmen dürfe. Und wir sagen Ihnen natürlich, dass man dieser Initiative unbedingt zustimmen müsse, um endlich die Bevölkerung und die Haushalte zu entlasten, um endlich dem veränderten Nutzerverhalten, dem veränderten Medienkonsum gerecht zu werden. Wir sagen Ihnen, dass sich das SRG-Angebot immer weiter vom Kernauftrag entfernt und in den Bereichen Sportrechte und Unterhaltung ausdehnt, insbesondere aber im Online-Bereich. Und wir sagen Ihnen, dass das die Angebotsvielfalt und letztlich auch die Akzeptanz gefährdet, weil eine Wettbewerbsverzerrung stattfindet, weil die SRG in den Bereich der Privaten vordringt, und zwar ohne Leistungsauftrag.

Bevor wir dies alles aber nun des Langen und Breiten diskutieren, wollen wir hier einen allerletzten Versuch wagen, doch noch die inhaltliche Diskussion zu führen, die es braucht. Wir möchten, dass es doch noch eine Möglichkeit für einen indirekten Gegenvorschlag gibt, wie dies Ihre Kommission eigentlich auch wollte, um den Service public effizienter zu gestalten, um die Rolle der SRG in den Bereichen Unterhaltung und Sport



klarer zu umreissen. Zu fragen ist: Kann es sein, dass die SRG mit Gebührengeldern horrende Summen für Sportlizenzen bezahlt und somit Private verdrängt? Kann es sein, dass die SRG immer weiter in den Online-Bereich vordringt?

Der Kommissionssprecher hat gesagt, die Annahme der Initiative würde die Online-Aktivitäten verunmöglichen. Ich sehe das anders. Ich sage: Selbstverständlich soll die SRG ihre Inhalte, die sie für Radio und Fernsehen produziert, auch online weiterverbreiten dürfen. Dass ein "Echo der Zeit", das im Radio läuft, dann auch noch als Podcast erscheint, ist okay; ich habe kein Problem damit. Aber die Frage ist, wie stark sich die SRG rein im Online-Bereich, mit zusätzlichen exklusiven Online-Inhalten ausbreiten soll. All das muss doch hier endlich einmal diskutiert werden. Das fordern wir seit Jahren, und die Initiative wäre jetzt die Gelegenheit gewesen, endlich diese inhaltliche Diskussion zu führen.

Ein weiterer zentraler Punkt ist die Stärkung der unabhängigen Aufsicht und die Klärung der Frage – ich habe es gesagt –, welche Rolle wir hier bei der Ausgestaltung der Konzession haben. Das sind Grundsatzfragen, die wir ernsthaft angehen müssen.

Das Initiativkomitee ist tiefenentspannt. Wir sind überzeugt, dass wir diese Abstimmung gewinnen können. Sie wissen das auch. Sie wissen das auch, deshalb wollte auch eine Mehrheit Ihrer Kommission einen Gegenentwurf ausarbeiten. Jetzt waren die Ständeräte aber gerade nicht zu überzeugen, und ich habe das Gefühl, dass bei vielen von Ihnen jetzt die Devise ist: "Augen zu und durch". Aber ich sage Ihnen: Spätestens dann, wenn die Initiative angenommen wird, werden wir diese Diskussion ohnehin führen müssen – also führen wir sie doch besser jetzt.

Wir sagten immer, dass es die falsche Reihenfolge sei, erst den Betrag festzulegen und dann darüber zu diskutieren, was die SRG eigentlich tun soll. Wir hätten es immer anders gewollt; wir haben diese Diskussion hier drin seit Jahren verlangt, aber sie hat leider nicht stattgefunden. Also sehen Sie diesen Antrag als ein letztes Angebot, hier Hand zu bieten.

Stimmen Sie diesem Rückweisungsantrag zu, damit wir endlich die lang ersehnte inhaltliche Diskussion führen können – und wenn nicht, dann freue ich mich auf den Abstimmungskampf.

Töngi Michael (G, LU): Herr Kollege, ich habe eine Frage. Ich hätte mich dieser inhaltlichen Diskussion auch nicht verweigert, nur steht jedoch im Antrag Ihrer Minderheit, der indirekte Gegenentwurf solle eine Entlastung der Haushalte bringen und die Rolle der SRG solle im Bereich Unterhaltung, Sport und Online-Aktivitäten eingegrenzt werden. Wo lese ich hier irgendetwas von einer inhaltlichen Diskussion?

Fischer Benjamin (V, ZH): Das ist genau die Diskussion, die wir fördern müssen. Die SRG hat sich vom Kernauftrag wegbewegt. Man kann ihr das auch nicht unbedingt zum Vorwurf machen, denn es hat sich in der Medienlandschaft halt sehr viel verändert. Wir müssen diese neuen Realitäten auch anerkennen.

Es geht darum, eine Entlastung für die Haushalte zu erwirken. Heute haben sehr viele, gerade junge Leute, diverse Abos von Streamingdiensten, von anderen Angeboten, und vielleicht wollen sie noch eine Zeitung online abonnieren, die sie dann auch bezahlen müssen. Da kommen hohe Kosten zusammen. Sehr viele und gerade junge Leute – übrigens auch Leute, die damals gegen die "No Billag"-Initiative waren, weil sie sagten, dass die SRG durchaus ihren Platz habe – sagen mir, dass der Preis für die SRG-Gebühr unverhältnismässig hoch sei. Es ist ein Ungleichgewicht entstanden zwischen dem, was sie bezahlen, und dem, was sie tatsächlich konsumieren.

Pult Jon (S, GR): "200 Franken sind genug!" Das tönt harmlos, und das tönt vielleicht sogar verlockend fürs Portemonnaie. Doch diese Initiative ist nicht harmlos. Sie ist gefährlich, und sie ist unehrlich. Die Initiative tut nämlich so, als ginge es um eine finanzielle Entlastung, aber sie verschweigt die Folgen, und sie verschleiern das wahre Ziel. In Wahrheit ist diese Initiative ein Frontalangriff auf die SRG, auf die Medienvielfalt, auf den Service public, auf die unabhängige Information in unserem Land – und damit auf das, was die Schweiz

AB 2025 N 741 / BO 2025 N 741

kulturell, gesellschaftlich und politisch zusammenhält, nämlich eine gemeinsame Öffentlichkeit in der Schweiz, über vier Sprachen, über Stadt und Land, über 26 Kantone hinweg.

Solche Initiativen kommen nicht aus dem Nichts. In ganz Europa stehen öffentlich-rechtliche Medien unter ideologischem Dauerbeschuss, ob durch die AfD in Deutschland, die FPÖ in Österreich, Orban in Ungarn, die italienischen Postfaschisten oder Trump-Nachahmer anderswo. Sie alle wollen die unabhängige Information schwächen und kritischen Journalismus mundtot machen. Die 200-Franken-Initiative passt genau in dieses Muster. Sie spricht von Entlastung, zielt aber auf etwas anderes ab. Sie zielt auf die Macht über die Information, weg von der öffentlichen Kontrolle, hin zu privat dominierten, oft ausländischen Plattformen. Das ist gefährlich



für unsere Demokratie, für unsere Vielfalt, für die Souveränität unseres Landes.

Denn machen wir uns nichts vor: Wer die SRG halbiert, halbiert nicht nur ein paar Programme, sondern er untergräbt die mediale Selbstbestimmung der Schweiz. Ein Land wie unseres braucht starke eigene Medien. Wir dürfen uns nicht auf Tiktok, Youtube und Inhalte aus dem Ausland verlassen, um die Welt zu verstehen. Mediale Souveränität ist Teil unserer demokratischen Souveränität. Dazu gehört eine starke, eine unabhängige SRG. Kein anderes Unternehmen in Europa produziert so vielfältig, so föderal, so mehrsprachig, und das mit dem kleinsten Budget aller öffentlichen Sender. Wenn man der SRG die Hälfte der Mittel entzieht, bedeutet das einen Rückzug aus der Fläche, aus den Regionen, aus der italienischen, aus der rätoromanischen und auch aus der französischsprachigen Schweiz. Als Bündner weiss ich, was das für uns heissen würde.

Die Idee öffentlich-rechtlicher Medien entstand nach dem Zweiten Weltkrieg, inspiriert vom BBC-Modell. Es sind Medienhäuser, die eben nicht Parteipropaganda betreiben und nicht wirtschaftlichen Interessen dienen, sondern alle Bürgerinnen und Bürger mit faktenbasierter, vielfältiger Information versorgen, weil eine Demokratie eben informierte Menschen braucht. Diese Idee ist heute aktueller denn je. In Zeiten der Desinformation und der algorithmischen Erregung und Manipulation braucht es ein Gegengewicht. Studien, etwa von der Universität Oxford, zeigen: Wo öffentlich-rechtliche Medien stark sind, ist die Bevölkerung besser informiert und die Debatte pluralistischer und fairer.

Die Initiative will den Service public zerschlagen, gibt aber vor, Haushalte und Wirtschaft zu entlasten. Wenn es hier wirklich darum ginge, hätte sie andere Wege vorgeschlagen. Deshalb lehnen wir von der Minderheit Pult nicht nur die Initiative ab, sondern auch deren Rückweisung an die Kommission. Der Antrag auf Rückweisung atmet den genau gleichen Geist wie die Initiative: mehr Abbau, mehr Zerschlagung, keine zukunftsfähige Lösung.

Wir legen heute eine echte Alternative vor, nämlich einen direkten Gegenvorschlag. Dieser will einen unabhängigen Fonds schaffen, gespiesen aus einem kleinen, festen Anteil der Mehrwertsteuer – der Normalsatz würde um 0,4 Prozentpunkte erhöht, der reduzierte Satz für Beherbergungen um 0,2 Prozentpunkte. Damit entlasten wir die Mehrheit der Haushalte und sämtliche Unternehmen, denn die heutigen Abgaben entfallen. Gleichzeitig sichern wir stabile, sicher finanzierte Mittel für den Service public. Der Fonds würde mit der Wirtschaftsleistung wachsen, und das teure und unbeliebte Serafe-Inkasso würde überflüssig. Unser Vorschlag zeigt: Es gibt einen Weg, der entlastet, ohne die Stimme der Schweiz leiser zu drehen, ohne Kahlschlag beim Service public, ohne Rückzug aus der Fläche, ohne Zerstörung der gemeinsamen schweizerischen Öffentlichkeit. Die SRG ist nicht perfekt, aber sie ist notwendig. Der Bundesrat hat ihr mit seiner Verordnungsanpassung bereits 270 Millionen Franken an Sparmassnahmen auferlegt. Auch das war falsch, und auch das können wir mit dem direkten Gegenvorschlag korrigieren.

Deshalb bitte ich Sie namens der Minderheit Pult: Lehnen Sie die unnötige und falsche Rückweisung ab, lehnen Sie die gefährliche Halbierungs-Initiative selbstverständlich ebenfalls ab, und unterstützen Sie den direkten Gegenvorschlag. Treten Sie ein für eine starke SRG, eine demokratische schweizerische Öffentlichkeit, die sich als Schweiz selbst erzählen kann.

Badran Jacqueline (S, ZH): Fulminant, Herr Pult! Wir haben vorhin gehört, dass es nicht um die Zerstörung der SRG gehe, sondern nur um die Reduktion auf ihren Kerninhalt, und dazu müsse man den Sport und die Unterhaltung streichen. Was sagen Sie dazu, dass überall da, wo man die öffentlich-rechtlichen Informationen reduziert – das weiss man aus wissenschaftlichen Studien –, die Nachfrage implodiert, die Leute weggehen und die Öffentlich-Rechtlichen ihren Auftrag nicht mehr wahrnehmen können?

Pult Jon (S, GR): Ich bestätige das, was Sie gesagt haben, Frau Kollegin Badran, genau das sagt die Forschung. Abgesehen davon ist die Vermittlung von schweizerischer Kultur, von schweizerischem Sport aus meiner Sicht doch auf allen Ebenen Teil des Kernauftrags des Service public. Die Schweiz wird nicht nur zusammengehalten, weil die Bürgerinnen und Bürger gute Informationen haben – das ist fundamental –, sondern sie wird auch zusammengehalten, weil es schweizerische Kultur gibt, die man überall im Land konsumieren kann, weil Schweizer Sport gezeigt wird, und zwar im Free TV, weil schweizerische Unterhaltung existiert und produziert wird. Das fördert den Zusammenhalt des Landes genauso wie die Information, und deshalb ist diese Geschichte, man müsse nur noch Information machen, zutiefst falsch. Sie schwächt die Grundidee des Service public, sie schwächt die Schweiz und die schweizerische Mediensouveränität.

Tuena Mauro (V, ZH): Herr Kollege Pult, Sie haben jetzt gegenüber Frau Nationalrätin Badran vom Zusammenhalt gesprochen, und Sie haben hier von den Sportübertragungen gesprochen. Teilen Sie die Meinung, dass es für die Schweiz wohl irrelevant ist, ob ein Schweizer "Tatort" produziert wird oder nicht? Notabene ist er mit 2,4 Millionen Franken pro Folge die teuerste Sendung. Ist der Schweizer "Tatort" tatsächlich nötig?



Gehört er zum Service-public-Auftrag? Dies sage ich auch im Hinblick darauf, dass er in Deutschland kaum gesehen wird und immer schlechte Kritiken einfährt.

Pult Jon (S, GR): Ich hätte jetzt nicht erwartet, dass Sie, Herr Tuena, sozusagen zum Anwalt der deutschen Kritiker werden. Ich sage Ihnen etwas Grundsätzliches dazu: Das Falscheste, was wir als Parlamentarierinnen und Parlamentarier tun können, ist es, uns aufzuspielen, als ob wir die Programmdirektion wären. Das ist genau nicht die Idee eines unabhängigen – in der Schweiz übrigens nicht einmal öffentlich-rechtlich, sondern privat organisierten – Medienhauses mit öffentlichem Auftrag. Das Programm ist Sache der Programmdirektion und der Leute, die dafür eingestellt und bezahlt werden. Wenn wir hier beginnen, unser Fernseh- und Radioprogramm selber zusammenzustellen, dann führt das zur Katastrophe. Die Menschen hätten nichts mehr, was sie gerne konsumieren.

Aber was ich Ihnen sagen kann: Selbstverständlich ist es wichtig, dass auch Schweizer Filme, Schweizer Serien – von mir aus auch der Schweizer "Tatort" – produziert werden, das schafft doch einen gemeinsamen Kitt. Und wenn die Deutschen das nicht schauen, dann ist mir das eigentlich egal – ich würde ihnen aber wünschen, dass sie es schauen. Wichtig ist doch, dass die Schweizerinnen und Schweizer eigene Serien, Filme, Produktionen haben, die von der Schweiz erzählen, damit die Schweiz in der medialen Kultur repräsentiert ist. Das ist mediale Souveränität, und das ist kulturelle Souveränität – und das wollen Sie mit dieser Initiative schwächen.

Pamini Paolo (V, TI): Collega Pult, ha parlato in maniera molto veemente e convinta in difesa dello sport nazionale. Mi sfugge però che cosa c'entri la proiezione del Moto GP e della Formula 1 con questa sua presa di posizione.

Pult Jon (S, GR): Per tante persone in Svizzera anche il Moto GP e la Formula 1 sono importanti. Però, sono d'accordo, non si tratta di uno sport nazionale.

AB 2025 N 742 / BO 2025 N 742

Ma anche qui, è completamente sbagliata l'idea che se la SSR non producesse o non mostrasse più certe cose verrebbero mostrate da altre aziende mediatiche svizzere. O la gente guarda e ascolta i canali della SSR o va ad ascoltare i canali dei Paesi esteri. È proprio per questo che a livello dell'informazione, della cultura e sì, anche dello sport, vogliamo difendere la voce svizzera e anche la visione svizzera sul mondo.

Marti Min Li (S, ZH): Wir erleben im Moment eine Medienkrise, und wir erleben, dass gleichzeitig autoritäre Regimes auf dem Vormarsch sind. Die Ursachen für die Medienkrise sind vielfältig. Die herkömmlichen Geschäftsmodelle funktionieren nicht mehr, und die Bedürfnisse der Konsumentinnen und Konsumenten haben sich gewandelt. Dahinter stehen die technologische Entwicklung und der Aufstieg der Plattformen der amerikanischen Tech-Giganten, die den Medien sowohl die Werbegelder wie auch die Aufmerksamkeit der Menschen entziehen. Gleichzeitig funktionieren sie nicht wie herkömmliche Medien, übernehmen keine Verantwortung für Inhalte, sind nicht an journalistische Prinzipien gebunden, und so finden sich dort journalistische Inhalte neben Propaganda und Fake News. Deren Unterscheidung wird mit fortschreitender Entwicklung der künstlichen Intelligenz nur noch schwieriger werden. Die Medienkrise wird damit auch zur Vertrauenskrise. Den klassischen Medien wird immer weniger geglaubt, immer weniger vertraut, aber die Alternativen sind nicht besser.

Es wird häufig gesagt – und ich habe das hier drin auch schon gesagt –, dass Medien wichtig sind für die Demokratie. Historisch gesehen stimmt das allerdings nicht immer. Medien können eben auch schlecht sein für die Demokratie. Sie können auf die Demokratie zersetzend wirken, sie können Propaganda verbreiten, Stimmungen schüren. Medien sind nur dann wichtig für die Demokratie, wenn sie unabhängig sind, wenn sie kritisch sind und wenn sie sich auch trauen, die Mächtigen anzugehen.

Die öffentlich-rechtlichen Sender wurden insbesondere in Europa auch als Korrektur derjenigen Fehler der Vergangenheit gegründet, durch welche Medien mittels staatlichen Einflusses oder privat konzentrierten Reichtums zu Propagandainstrumenten wurden. Den privaten Medien geht es bekanntlich schlecht. Ob sie und wer die nächsten Jahre überstehen kann, ist noch unsicher, zumal es Verleger gibt, auch in der Schweiz, deren Interesse am Journalismus eher gering ist. Die Service-public-Medien bleiben damit jene Garanten dafür, dass es sowohl einen kritischen Journalismus als auch eine Plattform für den kritischen Diskurs gibt. Die Bestrebungen der Tech-Oligarchen sind nämlich andere: Es geht ihnen nicht darum, eine Plattform für den kritischen Diskurs zu bieten, sondern in erster Linie darum, durch einen Mix aus Überwachung und Kontrolle, Desinformation, Sucht und Spielen, wie es der österreichische Verleger Armin Thurnher treffend formulierte, die eigene Macht, den eigenen Reichtum zu sichern.



Diese Zeit würde eigentlich danach rufen, die SRG zu stärken. Es passiert allerdings das Gegenteil. Das stetige Trommelfeuer von rechts, flankiert von gewissen privaten Verlegern, zeigt seine Wirkung: Die SRG wird geschwächt, auch wenn wir Nein sagen zur Halbierungs-Initiative. Die Gebührensenkung, die Bundesrat Albert Rösti veranlasst hat, zwingt die SRG dazu, 17 Prozent einzusparen. Das geht nicht ohne empfindliche Einbussen, die gerade diejenigen ärgern, die zur SRG stehen und die eine starke SRG wollen.

Jetzt ist die SRG zusätzlich eine Vereinbarung mit dem Verlegerverband Schweizer Medien eingegangen, laut der die SRG vor allem gibt und mit welcher der Verlegerverband nur jenes vereinbarte, was eigentlich selbstverständlich sein sollte, nämlich die Halbierungs-Initiative abzulehnen. Ich sehe es als positiv an, wenn die Medien zusammenarbeiten und versuchen, den Medienplatz Schweiz gegenüber den Tech-Giganten zu stärken und zu schützen. Warum dies aber nur gehen soll, wenn gleichzeitig die SRG digital geschwächt wird, ist mir nicht einsichtig.

Natürlich kann man auch die SRG kritisieren. Man kann trefflich darüber diskutieren, ob ihre Strategien und auch ihre Zukunftsvorstellungen immer sinnvoll sind. Aber eine zerstörte SRG kann nicht so einfach wiederaufgebaut werden. Sie ist bei aller Kritik immer noch eine Garantin für eine mediale und journalistische Abdeckung aller Regionen, aller Sprachen und damit wichtig und elementar für den Erhalt des nationalen Zusammenhalts, was in diesem Land der verschiedenen Sprachen und Kulturen nicht ganz so einfach ist.

Kollege Pult hat vorhin seinen Antrag für einen direkten Gegenvorschlag vorgestellt, der ermöglichen würde, sowohl Haushalte wie Unternehmen zu entlasten, ohne der SRG Substanz zu entziehen. Leider wird diese Idee voraussichtlich keine Mehrheit finden, was zeigt, dass es nicht um die Entlastung der Haushalte oder der Unternehmen geht, sondern nur um die Schwächung der SRG.

Ich bitte Sie, den Antrag der Minderheit Pult zu unterstützen und den Antrag der Minderheit Fischer Benjamin und die Halbierungs-Initiative abzulehnen, damit wir irgendwann über die Zukunft der SRG sprechen können und nicht immer nur über deren Abschaffung.

Tuosto Brenda (S, VD): Aujourd'hui, un ménage suisse paye 92 centimes par jour, moins qu'un café, pour bénéficier d'un service public audiovisuel de qualité, indépendant, plurilingue, accessible à toutes et à tous. Ce n'est pas un luxe, c'est une condition de base pour une démocratie vivante. Avec l'initiative "200 francs, ça suffit !", il est proposé de ramener cette contribution annuelle de 335 à 200 francs et de supprimer totalement la redevance des entreprises. À première vue, cela peut sembler séduisant, mais en réalité ce serait une saignée budgétaire de 750 millions de francs, soit la moitié du budget de la SSR. Avec une telle coupe, 2500 emplois seraient supprimés, dont près de 1000 rien qu'en Suisse romande et plus de 500 en Suisse italienne. Ce serait une perte massive pour les régions, pour les langues minoritaires et pour la diversité du paysage médiatique. Ce serait la fin également des 17 studios régionaux, des productions locales, des émissions culturelles et sportives suisses, remplacées par des contenus standardisés ou, pire, étrangers. La RTS n'aurait plus les moyens de produire ni à Genève ni à Lausanne. L'information indépendante, pluraliste, produite selon des standards professionnels stricts cèderait du terrain aux logiques commerciales, aux plateformes internationales, aux algorithmes et aux fake news.

Et comment alors garantir le travail journalistique d'investigation pour rétablir les faits ? Ce n'est pas seulement la SSR qu'on attaque, c'est notre capacité à nous informer librement, à nous comprendre entre régions, à nous rassembler dans notre société, à défendre notre démocratie, mais surtout et aussi à nous connecter avec les besoins de notre population. Détruire cette architecture pour un gain apparent de 37 centimes par jour n'a aucun sens. Ce n'est pas en sabrant la redevance pour quelques centimes par jour qu'on défend le pouvoir d'achat, mais c'est en agissant là où les dépenses pèsent vraiment. Le Parti socialiste s'engage concrètement depuis des années avec l'initiative d'allègement des primes, le renforcement des subventions cantonales, notamment dans le canton de Vaud, le combat pour une caisse unique, le blocage des loyers abusifs, le soutien aux hausses des salaires dans le domaine de la santé et du service public ou encore la transition énergétique équitable, la gratuité ciblée des transports publics. Voilà de vraies mesures pour soulager le pouvoir d'achat des ménages. Dans un monde de désinformation où la méfiance envers les institutions progresse, affaiblir notre service public audiovisuel revient à fragiliser nos fondations démocratiques. Pour 92 centimes par jour, nous préservons un bien commun qui garantit l'accès à des contenus fiables, diversifiés et représentatifs de toute la Suisse. Ce prix est juste et il est nécessaire, d'autant que le Conseil fédéral souhaite déjà amener une modification de 335 à 300 francs par année avec une modification de l'ordonnance.

Le groupe socialiste vous appelle donc à rejeter fermement l'initiative et à soutenir la proposition de la minorité Pult.

Silberschmidt Andri (RL, ZH): Die Schweiz ist einzigartig. Sie ist nicht nur einzigartig wegen ihrer direkten

**AB 2025 N 743 / BO 2025 N 743**

Demokratie, sondern sie ist auch einzigartig wegen ihrer sprachlichen und kulturellen Vielfalt. Dass die Demokratie funktioniert, bedingt, dass es Menschen gibt, die informieren und die auch den Fakten verpflichtet sind. Diese Aufgabe übernehmen unter anderem die Medien in der Schweiz; es sind private Medien, es ist die SRG. Die Medienlandschaft ist vielfältig, und die Medien erfüllen den Zweck, dass die Bürgerinnen und Bürger gut informiert sind und somit für unsere Schweizer Demokratie auch Entscheidungen treffen und Verantwortung übernehmen können.

Die privaten Medien erstellen dort ein Angebot, wo es refinanzierbar ist, und zwar über eine Nutzergebühr, über ein Abo und über Werbung. Die öffentlichen Medien spielen dort eine wichtige Rolle, wo eben die privaten Medien kein oder nur ein geringes Angebot zur Verfügung stellen. Sie komplementieren somit die privaten Medien.

Im Zeitalter der Digitalisierung und vor allem der künstlichen Intelligenz ist das Schaffen und Verbreiten von Informationen sehr viel einfacher und kostengünstiger geworden. Das führt aber dazu, dass es auch neue Gefahren gibt: Es gibt ausländische Staaten, ausländische Interessen, die mit Bots und Fake News versuchen, die Schweizer Demokratie zu untergraben und Entscheidungen in ihrem Sinne zu beeinflussen, was nicht im Interesse der Schweiz ist. Umso wichtiger sind daher Menschen, die Medienschaffenden, die die Bevölkerung aufklären und die Dinge einordnen, sei das bei den privaten oder sei das bei den öffentlichen Medien – ich will das nicht werten.

Wir haben nun eine Volksinitiative vorliegen, die zur Folge hätte, dass das Budget der SRG halbiert würde. In der Kommission hat sich die FDP-Liberale Delegation stark dafür eingesetzt, dass es einen Gegenvorschlag aus dem Parlament zu dieser Initiative gibt. Uns ist vor allem ein Dorn im Auge, dass Firmen eine Abgabe bezahlen müssen für etwas, wofür sie keine direkte Gegenleistung erhalten. Natürlich kann man jetzt argumentieren und sagen: Auch Firmen profitieren von einer Wirtschaftsberichterstattung, auch Firmen profitieren davon, dass die Medienlandschaft gut funktioniert. Aber dann müsste man das konsequenterweise über die Steuern finanzieren und nicht über eine Abgabe, weil eine Abgabe eigentlich dort erhoben wird, wo es auch eine direkte Gegenleistung gibt, z. B. für eine Firma. Das ist hier nicht der Fall, weshalb wir versucht haben, die Firmenabgabe mittels eines Gegenvorschlags aus dem Gesetz zu streichen. Wir wollten aber entsprechend nicht nur die Firmen entlasten, sondern auch diesen ordnungspolitischen Sündenfall, den wir als Parlament begingen, als diese Firmenabgabe ins Gesetz geschrieben wurde, wieder rückgängig machen.

Leider ist die ständerätliche Kommission zweimal nicht auf einen Gegenvorschlag eingetreten. Sie war und ist der Ansicht, dass die Verordnungsanpassung von Bundesrat Rösli ausreichend sei. Diese entlastet vor allem die ganz kleinen Firmen, und sie entlastet die Haushalte. Aufgrund dieser Ausgangslage ist die FDP-Liberale Fraktion zum Schluss gekommen, dass sie die Volksinitiative ablehnen wird; den bundesrätlichen Vorschlag einer Verordnungsanpassung, die wir hier im Parlament nicht direkt unterstützen können, werden wir so indirekt mittragen.

Bitte erlauben Sie mir, noch ein Wort zur kürzlich getroffenen Vereinbarung zwischen den öffentlichen und privaten Medien zu sagen: Aus unserer Sicht ist es sehr wichtig, dass die SRG und die privaten Medien einen Schritt aufeinander zugegangen sind und dass sich die SRG in gewissen Themen beschränkt, gerade wenn es um Online-Textbeiträge oder auch um Sportübertragungen geht. Es ist wichtig, dass sie dort, wo heute ein privates Angebot herrscht, den Privaten auch Raum lässt. Ich glaube, davon profitieren beide Seiten. Wenn die private Medienlandschaft gestärkt wird, dann haben wir alle etwas davon. Es bringt nichts, wenn sich die privaten Medien und die SRG konkurrenzieren. In diesem Sinne danke ich allen sehr, die involviert waren in dieses wahrscheinlich schon fast historische Ereignis, indem die privaten und öffentlichen Medien einen gemeinsamen Nenner gefunden haben, wodurch hoffentlich die privaten Medien in Zukunft weniger stark von der SRG konkurrenziert werden.

Badran Jacqueline (S, ZH): Kollege Silberschmidt, Sie haben vorhin gesagt, dass die Unternehmen über die Wirtschaftsberichterstattung auch profitieren würden. Ich bin Unternehmerin. Können Sie nachvollziehen, dass ich hochgradig daran interessiert bin, gut informierte – und zwar nicht nur über Wirtschaftsthemen – sowie gut unterhaltene Mitarbeiter zu haben, die nicht nur seichte Medien konsumieren? Denn das wäre der Fall, wenn z. B. die Unterhaltung gestrichen würde und sie kein solides Angebot mehr hätten. Können Sie nachvollziehen, dass man das nicht über Steuern finanzieren will? Denn dann würde das Angebot zum Spielball der Politik werden. Jetzt haben wir ja die Gebühren, damit das nicht passiert.

Silberschmidt Andri (RL, ZH): Besten Dank für Ihre Frage, Kollegin Badran. Die Mitarbeiter meiner Unternehmung gehen nicht zur Arbeit, um unterhalten zu werden, sondern um zu arbeiten. Wenn sie Medien konsu-



mieren, machen sie das entsprechend in ihrer Freizeit, und sie bezahlen es über die Haushaltsabgabe. Meine Firma ist eine juristische Person, sie hat weder Augen noch Ohren – insofern kann sie auch keine Medien konsumieren.

Cottier Damien (RL, NE): C'est un débat important que nous menons aujourd'hui et nous le voyons d'ailleurs par le nombre d'orateurs qui se sont inscrits : si l'on ajoute aux 76 orateurs individuels les représentants des groupes, de la commission et des minorités, on arrive à pas loin de 90 intervenants dans ce débat. C'est donc pratiquement la moitié de notre conseil qui s'exprimera. C'est un débat important sur le service public, sur le rôle des médias dans la société et sur notre identité nationale.

Le premier point, c'est le service public : la radiotélévision reste un bien public important, en particulier dans un pays fédéraliste et dans un pays multilingue et multiculturel comme l'est la Suisse, mais aussi dans un pays qui a une démocratie directe très vivante à tous les échelons et qui a besoin que le débat puisse se passer de manière qualitative – et aussi quantitative, d'ailleurs – dans les médias, dans toutes les régions du pays. Cela nécessite des moyens, des obligations et aussi un rôle de subsidiarité.

Sur le plan des obligations, il faut le noter, il y a un potentiel d'amélioration au niveau de la SSR en matière de neutralité et d'objectivité du contenu, en matière de coopération avec le secteur privé – comme cela a été mentionné plusieurs fois aujourd'hui concernant les médias privés – et aussi dans le fonctionnement de l'organe de surveillance. Nous pensons que des améliorations sont possibles sur ce plan et qu'il est donc important de mener ce débat – et votre commission l'a débuté.

Le deuxième point, c'est évidemment le paysage médiatique qui évolue : les recettes publicitaires, sur le plan mondial, diminuent et la manière de travailler se modifie avec, notamment, de plus en plus de travail online. À ce propos, il est très important que nous ayons ce débat pour examiner quel est le rôle de chacun et quelles sont les limites de la SSR, notamment à l'égard des médias privés face au service public, de manière à éviter que l'on ait un géant SSR qui puisse imposer sa règle à l'ensemble des médias privés. Les médias privés font un travail de qualité et le font souvent avec des moyens proportionnellement beaucoup plus faibles que ceux dont la SSR dispose et ils ne peuvent pas toujours se battre à armes égales. Sur ce plan, il est important d'assurer une concurrence loyale, notamment, comme cela a déjà été évoqué plusieurs fois aujourd'hui à propos de la question de la retransmission du sport, mais aussi du divertissement, d'assurer qu'il y ait une coopération qui soit honnête, "fair", et qui soit raisonnable, entre le média de service public et les télévisions et radios privées ou les acteurs privés d'une manière générale.

Le troisième point, c'est évidemment un débat sur l'identité nationale, puisque la SSR joue un rôle important dans ce domaine dans toutes les régions linguistiques, plus particulièrement dans les plus petites d'entre elles. Il est clair qu'une réduction du budget de la SSR, on le sait, toucherait de manière disproportionnée les plus petites régions linguistiques.

AB 2025 N 744 / BO 2025 N 744

Ce point est important à souligner, je l'ai évoqué, pour que le débat démocratique puisse se faire de manière qualitative dans toutes les régions de notre pays.

La SSR doit faire des efforts de rationalisation, des efforts d'économies ; il est important de les faire. Le Conseil fédéral va dans cette direction avec son contre-projet "doublement indirect", comme je le qualifierais, au niveau de l'ordonnance.

Nous soutenons la direction proposée par le Conseil fédéral, mais nous pensons qu'il faut aller plus loin. Nous nous sommes battus dans ce sens en commission, en proposant un contre-projet indirect, qui, malheureusement, n'a pas été soutenu par la commission soeur du Conseil des États. Il y a eu un second essai et nous maintenons notre position : il faut un contre-projet au Parlement pour débattre au niveau législatif, et pas seulement au niveau de l'ordonnance, de certains des points que je viens de mentionner, notamment pour aller plus loin sur la suppression de la redevance pour les entreprises. C'est une construction intellectuelle tout simplement fausse que de vouloir faire payer les entreprises pour un média qui est consommé par les citoyennes et les citoyens, mais pas par les entreprises ; cela a été évoqué par mon préopinant. C'est un "Fehlkonstrukt". Il faudrait pouvoir abolir cet impôt indirect ou cet impôt caché pour les entreprises ou, en tout cas si on n'arrive pas à le faire dans la totalité, aller plus loin que ce que propose le Conseil fédéral dans ce domaine, pour alléger en particulier toutes les petites et moyennes entreprises de ce pays.

C'est la raison pour laquelle nous soutenons la proposition de renvoi en commission qui a été déposée par notre collègue Benjamin Fischer. Si cette proposition de renvoi ne devait pas être suivie, nous nous opposerions à l'arrêté fédéral 2 – nous demanderions de ne pas entrer en matière – et à la minorité Pult, car nous estimons qu'il ne faut pas financer les médias de service public à travers la taxe sur la valeur ajoutée. Quant à



la proposition de recommandation de l'Assemblée fédérale, nous vous proposons de suivre votre commission et de s'opposer à la proposition individuelle Rutz Gregor, de manière à recommander le rejet de cette initiative. Si nous pensons qu'il faut faire des efforts de rationalisation du côté de la SSR, les efforts qui sont proposés par le Conseil fédéral, même si l'on pourrait aller un petit peu plus loin, sont déjà importants : ils représentent 270 millions de francs d'économies annuelles. La majorité de notre groupe pense qu'il n'est pas raisonnable d'aller plus loin. Une minorité estime toutefois qu'il est possible de faire plus d'économies sur le budget de la SSR de 1,5 milliard. Elle estime aussi qu'il faut abroger cet impôt sur les entreprises, raison pour laquelle une minorité de notre groupe soutiendra la recommandation visant à soutenir l'initiative. La majorité propose donc le renvoi en commission, le rejet de l'arrêté fédéral 2, et de suivre la commission sur la recommandation de vote en proposant le rejet cette initiative.

Schaffner Barbara (GL, ZH): Die Medienwelt befindet sich im Umbruch, und das in atemberaubendem Tempo. Digitalisierung, Plattformökonomie, Social Media, künstliche Intelligenz, was Sie wollen: All das hat die Spielregeln fundamental verändert. Gleichzeitig stehen Medien weltweit unter Druck. Die Finanzierung wird schwieriger, der politische Einfluss nimmt zu, und die Verbreitung von Fake News erschüttert das Vertrauen in die vierte Gewalt. Diese Herausforderungen haben sich in den letzten Jahren weiter verschärft, nicht nur international, sondern auch hier in der Schweiz. Und trotzdem war und ist die Finanzierung unserer Medien immer noch ein Zankapfel. Grössere Reformen, in welche Richtung auch immer, sind fehlgeschlagen. Weder die No-Billag-Initiative noch das Medienpaket hatten an der Urne Erfolg.

Auch in den vorberatenden Kommissionen konnten wir uns zwischen National- und Ständerat nicht auf einen Gegenvorschlag zur SRG-Initiative einigen. Dabei hätte die Initiative als Aufhänger dienen können, um einen systemischen Fehler zu korrigieren und mindestens eine kleine Reform durchzubringen. Die Initiative nimmt aus Sicht der Grünliberalen Fraktion mit der Unternehmensabgabe nämlich einen wichtigen Punkt auf; das haben wir vorhin auch von der FDP-Fraktion gehört. Es ist ein Anachronismus, der aus der Zeit stammt, als Empfangsgeräte über die Beitragspflicht entschieden. Heute zahlen Unternehmen unabhängig von Empfangsgeräten einen Beitrag. Gleichzeitig zahlen aber die Inhaber oder Inhaberinnen und Mitarbeitenden der Firma zuhause nochmals als Privatpersonen. Das ist faktisch eine Doppelbesteuerung. Zwar gibt es eine Freigrenze für kleine Unternehmen. Diese ist aber eher zufällig, und das Anheben dieser Grenze gemäss der Verordnungsänderung von Bundesrat Rösli behebt das Problem nicht grundsätzlich. Deshalb ist es umso bedauerlicher, dass der Ständerat den indirekten Gegenvorschlag abgelehnt hat, der eine gestaffelte Abschaffung der Firmenabgabe vorgesehen und damit eine echte Reform mit Augenmass ermöglicht hätte. Gleichzeitig wäre damit eine Forderung der Initianten erfüllt gewesen. Leider konnten sich diese aber nicht ansatzweise zu einem klaren Statement zum Gegenvorschlag durchringen. Wenn also die Abschaffung der Unternehmerabgabe scheitert – und daran führt jetzt wohl kein Weg mehr vorbei –, haben sich die Initianten dafür selbst an der Nase zu nehmen.

So stehen wir nun vor einer radikalen Vorlage, die für Stimmbürgerinnen und Stimmbürger im ersten Moment attraktiv klingen mag, in der Wirkung aber verheerend ist. Was jetzt als Initiative auf dem Tisch liegt, ist keine Reform, sondern ein Kahlschlag. Für die SRG würde die Umsetzung Einsparungen in der Grössenordnung von 50 Prozent des Gesamtbudgets bedeuten, und das ohne Rücksicht auf bestehende Verpflichtungen, auf Service-public-Aufträge oder auf die sprachregionale Ausgewogenheit.

Ja, es stimmt: In Zeiten stetig steigender Einnahmen hat die SRG vielleicht gewisse Fettpölsterchen angesetzt. Aber darüber, was an ihr genau Fett und was ein lebenswichtiges Organ ist, gehen die Meinungen weit auseinander. Die SRG hat mittlerweile einen harten Sparkurs eingeschlagen – ein schmerzhafter, aber notwendiger Schritt, an dessen Ende eine Budgetreduktion um rund 17 Prozent steht. Auch dieser Prozess braucht Zeit, Planungssicherheit und politisch klar definierte Erwartungen, nicht die Abrissbirne. Mit dieser Initiative entscheiden wir nicht über eine kontrollierte Schlankheitskur – wir entscheiden darüber, ob wir die SRG hungern lassen. Das ist für uns Grünliberale schlicht nicht verantwortbar. Wir sagen darum mit Überzeugung Nein zur SRG-Initiative.

Wir sagen ebenso deutlich Nein zu Versuchen von mehr politischer Einflussnahme auf die SRG, wie dies vonseiten der Initianten immer wieder versucht wird, unter anderem auch mit dem Rückweisungsantrag der Minderheit Fischer Benjamin. Wer dem Service public nämlich Fesseln anlegen will, weil ihm einzelne Inhalte nicht passen, hat das Grundprinzip einer freien Medienlandschaft nicht verstanden.

Ich komme zu einem weiteren Element im Rückweisungsantrag der Minderheit Fischer Benjamin, nämlich zur Abgrenzung zwischen der SRG und privaten Medienhäusern. Da sind inzwischen erfreuliche Fortschritte zu verzeichnen. Die SRG und die privaten Medienhäuser stehen in einem Dialog, nicht zuletzt, um den Streit um die Sportrechte zu entschärfen und tragfähige, gemeinsame Lösungen zu finden. Das ist aber primär eine



Diskussion, die inhaltlich auf Ebene Konzession geführt werden und nicht im Gesetz Niederschlag finden soll. Ja, Medienpolitik ist kompliziert, und es ist eigentlich falsch, nur eine Debatte über die SRG zu führen. Aber heute geht es um die SRG-Initiative und damit ums Geld. Da ist klar: Wer einen starken, vielsprachigen, unabhängigen und vielfältigen Service public will, muss ihn auch finanzieren – fair, transparent und mit Weitsicht. Diese Initiative macht das Gegenteil: Sie zerstört diesen.

Der Vollständigkeit halber muss ich noch ein paar Worte zum direkten Gegenentwurf anführen: Die Grünliberale Fraktion ist grundsätzlich offen für alternative Finanzierungsmodelle für die Medien. Dafür braucht es aber eine breite Auslegeordnung über die möglichen alternativen Finanzierungsquellen wie die Mehrwertsteuer einerseits und die Verwendung der Gelder andererseits. Wir würden uns im Rahmen einer solchen Debatte über eine Gesamtsicht des Mediensystems freuen, vom Parteiblättli bis hin zur "Tagesschau".

AB 2025 N 745 / BO 2025 N 745

Das alles steht aber heute nicht zur Diskussion; heute unterstützt die Grünliberale Fraktion überall die Kommissionsmehrheit.

Weber Céline (GL, VD): Baisser le montant de la redevance de 335 à 200 francs et supprimer la redevance payée par les entreprises, voilà qui paraît attractif à première vue. D'ailleurs, l'initiative met le doigt sur des problèmes que le groupe Vert'libéral a aussi déjà eu l'occasion de relever par rapport à cette redevance. En effet, le fait que des entreprises doivent payer une redevance alors que nous payons déjà toutes et tous une redevance à titre privé est une injustice. Il ne s'agit ni plus ni moins que d'une double imposition, qui n'a pas de justification valable. Il est également incompréhensible qu'un ou une jeune qui quitte le domicile familial pour faire une formation, apprentissage ou études, doive s'acquitter du montant de la redevance, alors que cette même personne pourrait en faire l'économie si elle restait chez ses parents le temps de sa formation. Oui, la redevance telle qu'elle est perçue aujourd'hui pose des problèmes. C'est indéniable.

Quant à la programmation de la SSR, autre point qui semble déranger les initiants, le groupe Vert'libéral est sensible à un juste équilibre entre les interventions et propositions qui viennent de la droite, de la gauche ou du bloc centriste. Nous accordons également une grande importance à l'équilibre de la place donnée aux grands et petits partis nationaux. Et je vous l'accorde, nous ne sommes pas toujours satisfaits. Car oui, comme toute entreprise, la SSR est effectivement perfectible. Mais ce genre de problème se règle par le dialogue, non par une initiative massue ou un contre-projet.

À l'heure des fake news, des réseaux sociaux, de l'intelligence artificielle ou encore du regroupement de certains grands groupes de presse en Suisse alémanique, ne laissant aux Romands que des miettes, le groupe Vert'libéral considère qu'il est fondamental d'assurer un service public permettant de garantir un fameux quatrième pouvoir – les médias – qui soit digne de confiance, car, sans médias fiables, point de démocratie.

Ainsi, afin de corriger les injustices de la redevance tout en maintenant un service public digne de ce nom, le groupe Vert'libéral s'est fortement engagé pour un contre-projet équilibré à cette initiative, un contre-projet qui aurait permis de tenir compte et de corriger certains problèmes soulevés par les initiants, notamment le problème de double imposition en raison de la redevance payée à titre privé et celle payée à titre professionnel, un contre-projet qui aurait également eu l'avantage de ne pas mettre en péril cet échafaudage complexe qu'est la SSR, qui doit tenir compte de quatre régions linguistiques, dans un marché petit, et d'une forte concurrence venant également de l'étranger. Savez-vous par exemple que depuis l'arrêt de la diffusion en FM des radios, les radios françaises ont vu leur audimat grimper au détriment des radios suisses romandes ?

Nous aurions appelé de nos vœux un contre-projet, malheureusement, la commission du Conseil des Etats a rejeté les propositions de la commission de notre conseil, nous laissant ainsi avec rien d'autre que cette initiative extrême qui exige une réduction immédiate et massive du montant de la redevance et qui ne tient compte ni des obligations existantes ni des missions de service public ou de l'équilibre entre les régions linguistiques. Avec cette initiative, nous ne déciderions pas d'une cure d'amaigrissement de la SSR, nous déciderions tout simplement de sa fin. Pour le groupe Vert'libéral, c'est tout simplement irresponsable.

Dans la situation actuelle, nous ne pouvons que regretter le manque d'un contre-projet et recommander de dire non à cette initiative; nous vous invitons à en faire autant. Nous rejeterons la proposition de la minorité Fischer Benjamin qui ne cherche qu'à s'immiscer dans la gestion de la SSR, ce qui est tout sauf libéral ou pragmatique. Nous rejeterons aussi la proposition de la minorité Pult.

Brenzikofer Florence (G, BL): L'initiative SSR vise la réduction de la redevance de radio-télévision de 335 francs à 200 francs pour les ménages et l'exonération totale de l'obligation de payer la redevance pour les entreprises. L'initiative se présente sous la forme d'un projet rédigé et vise à inscrire un nouvel alinéa à l'article



93 de la Constitution fédérale. Dans son message du 19 juin 2024, le Conseil fédéral recommande de rejeter l'initiative populaire sans contre-projet direct ou contre-projet indirect. Toutefois, il a décidé d'un contre-projet au niveau de l'ordonnance. Déjà aujourd'hui, la SSR dispose ainsi de 270 millions de francs en moins. Elle doit donc économiser 17 pour cent de son budget total. L'entreprise est engagée dans un processus de transformation. Cette charge financière est difficile à supporter, et les consommateurs et les consommatrices le ressentent déjà aujourd'hui.

Il y aurait plus de séries achetées que de productions maison, car ces dernières sont nettement plus chères. Ces productions, comme la série "Neumatt", qui parle du changement structurel que traverse l'agriculture, ou les séries "Tschugger", "Maloney", "L'ultim Rumantsch" ou "Winter Palace" ne pourraient plus être financées comme elles l'ont été les dernières années. Il ne serait plus possible de proposer ces productions maison. Si nous voulons une offre large de la SSR, comme véritable maison des médias pour la population suisse, ainsi qu'une structure décentralisée, nous devons veiller à ce qu'elle dispose de suffisamment de moyens.

Pour les Verts suisses, cette initiative qui réduit la redevance a pour but l'affaiblissement du service public. Pour les consommateurs et les consommatrices, cela signifie moins de contenus éducatifs, culturels et informatifs. Cela signifie également, premièrement, une menace sur la démocratie et la cohésion nationale et, deuxièmement, que la couverture médiatique ne serait plus assurée dans toutes les régions, car la SSR soutient aujourd'hui la culture, les minorités linguistiques et les régions périphériques. Une conséquence de la réduction est que la SSR devrait fortement réduire son offre. Cela entraînerait une baisse de 50 pour cent des recettes commerciales et d'autres recettes. Avec son bassin de population plus réduit que la Suisse allemande, la Suisse romande est particulièrement vulnérable. L'initiative SSR entraînerait une réduction drastique des ressources de la RTS, avec un risque avéré de suppression de nombreux postes et la diminution de l'offre de programmes. Le rôle de la SSR en Suisse est clair : la SSR garantit une couverture médiatique dans toutes les régions. Elle soutient la culture, les minorités linguistiques et les régions périphériques. L'initiative "200 francs, ça suffit !" est une attaque frontale contre la diversité des médias. La pression des économies est déjà énorme aujourd'hui et elle fait mal.

C'est pourquoi les Verts et les Vertes rejettent clairement cette attaque frontale : nous disons non à l'initiative de l'UDC.

Deshalb gibt es von uns Grünen eine klare Absage an diesen Frontalangriff. Wir sagen Nein zur Halbierungs-Initiative der SVP; wir sagen Nein zur Schwächung des Service public.

Matter Thomas (V, ZH): Ja, Ihnen als Oberbaselbieterin darf ich schon eine Frage auf Deutsch stellen, nehme ich an. Status quo heute bezahlen wir 335 Franken an Gebühren, unsere Initiative möchte 200 Franken. Die Differenz beträgt 135 Franken, das ist fast der Jahresbetrag eines Halbtaxabos. Meine Frage ist folgende: Wäre es aus grüner Sicht nicht sinnvoller, dass jeder Haushalt gratis ein Halbtaxabo bekommt und dafür eine ein wenig schlankere SRG?

Brenzikofer Florence (G, BL): Danke, Herr Kollege Matter, Oberbaselbieter. Ja, klar, es könnte natürlich auch beim öffentlichen Verkehr eine Reduktion geben; das wissen wir. Es gibt sehr günstige Angebote, zum Beispiel in unserer Region. Aber hier geht es um die Schwächung der SRG. Es gilt bereits heute eine Reduktion des Budgets um 17 Prozent. Das tut dem Unternehmen weh. Es muss schon jetzt Abbau betreiben, und mehr Abbau verträgt es nicht. Das heisst: Die Abgabe von 200 Franken, die Sie mit Ihrer Halbierungs-Initiative verlangen, wäre definitiv eine zu drastische Kürzung, und vor allem würden darunter die Regionen stark leiden, insbesondere das Tessin, aber auch – wir haben es vom Kommissionssprecher gehört – der Kanton Graubünden und die Romandie, wie ich ebenfalls ausgeführt habe.

AB 2025 N 746 / BO 2025 N 746

Töngi Michael (G, LU): Die Medien in der Schweiz leiden alle unter den gleichen Problemen. Sie verlieren Abonnenten, sie verlieren Leserinnen, Zuhörerinnen, Zuschauer, und sie verlieren vor allem Werbeeinnahmen. Die Situation ist dramatisch, denn qualitativ gute Medien sind ein Pfeiler unserer Demokratie.

Welchen Sinn macht es in dieser Situation, die SRG zusammenzustauchen und eine radikale Kürzung ihres Programms zu fordern? Die Initianten können zwei unterschiedliche Motive haben. Das eine ist inhaltlich falsch, das andere ist inhaltlich gefährlich.

Einige glauben tatsächlich, dass eine Kürzung bei der SRG den privaten Medien wieder auf die Beine helfen würde – weil sie dann mehr Platz bekämen, eine Konkurrenz weg sei und die Leute bei einer Kürzung der Haushaltsabgabe das Geld in ein Zeitungsabo stecken würden. Glauben Sie das wirklich? In den letzten zwanzig Jahren ist die Haushaltsabgabe nur gesunken, sie betrug einmal weit über 400 Franken. Glauben



Sie tatsächlich, dass irgendjemand ein zusätzliches Zeitungsabo abschliesst, weil er 135 Franken weniger für die Gebühr bezahlen muss oder auch 35 Franken weniger, wie es der Bundesrat will? Das ist doch unsinnig, denn in der gleichen Zeit, in der die Haushaltsabgabe gesunken ist, ist auch die Zahl der Zeitungsabos stetig gesunken.

Die SRG und die privaten Medien sitzen im gleichen kleinen Schweizer Boot, und das Problem ist nicht die Konkurrenz zwischen der SRG und privaten Zeitungen, sondern die Konkurrenz der grossen Plattformen, die Milliarden von Werbegeldern und sehr viel Aufmerksamkeit absaugen. Es ist tragisch, dass die Initianten dies nicht sehen, und es ist mindestens so tragisch, dass dies auch einige private Medien nicht begreifen und tatsächlich glauben, dass die Leute wieder eine Zeitung abonnieren, wenn die SRG auf einige Textbeiträge verzichtet. Die Ansicht, dass die Privaten profitieren, wenn man der SRG etwas wegnimmt, ist naiv, und sie ist wissenschaftlich nicht belegt. Aber immerhin kann man sagen: Sie ist gutgläubig.

Weniger gutgläubig, sondern vielmehr gefährlich ist das zweite Motiv. Die Initianten arbeiten ja nicht nur gegen die SRG, es sind genau die gleichen Kreise, die auch jegliche Medienförderung für Private nicht unterstützen. Es ist ihnen offenbar gerade recht, wenn nur noch Kurzfutter produziert wird, Erregung und Schlagzeilen die Diskussion prägen, wenn es keine Vertiefung mehr zu Themen gibt und Gratisblätter den Markt beherrschen. Dann werden soziale Medien die Diskussionen noch stärker prägen. Es sind wiederum die gleichen Personen, die jede Regulierung von sozialen Medien ablehnen. Wohin das führt, sehen wir in den Diskussionen immer häufiger. Es graust uns vor den Auswirkungen, vor der Verrohung der Diskussion und vor dem Um-sich-Greifen faktenfreier Erzählungen.

Die Grünen kämpfen für starke Medien, die qualitativ gute Arbeit leisten. Die SRG ist dabei zentral. Sie leistet wichtige Arbeit im Informationsbereich und in den Bereichen Kultur, Sport, Wissenschaftsvermittlung und Unterhaltung für unser Land und aus unserem Land. Die Zerschlagung der SRG in ihrer heutigen Form wäre auch ein Schlag gegen die Demokratie und das Zusammenleben in unserem Land. Wir Grünen sind überzeugt, dass diese Initiative sehr klar abgelehnt werden wird.

Roth Pasquier Marie-France (M-E, FR): Nous sommes réunis aujourd'hui pour débattre d'une initiative qui touche au coeur de notre démocratie, de notre diversité culturelle et de notre cohésion nationale. Le but de l'initiative populaire "200 francs, ça suffit !" est de réduire de moitié le budget de la SSR. Les conséquences désastreuses d'une telle réduction se répercuteraient sur nous toutes et tous. Les régions périphériques et les minorités linguistiques en seraient les premières touchées. La SSR a déjà annoncé qu'en cas d'acceptation de l'initiative elle serait obligée de repenser sa structure décentralisée. Actuellement, la RTS a deux studios principaux en Suisse romande, à Lausanne et à Genève, et six bureaux régionaux, à Fribourg, Sion, Bienne, Moutier, Delémont et Neuchâtel. Cet ancrage dans les régions, au plus près de l'actualité locale, nous permet d'avoir des informations de première main et pertinentes pour toute la Suisse. Alors que les médias privés centralisés suppriment des dizaines de postes chaque année, il est crucial que le service public reste implanté dans nos régions au contact de la population. Sans cela, un désert médiatique se profile dans les régions périphériques.

L'accès à une information fiable, indépendante et pluraliste est une condition et un fondement de la démocratie. Les journalistes doivent pouvoir exercer leur métier afin de garantir ce rôle d'information des citoyennes et citoyens. C'est une condition nécessaire pour permettre le débat démocratique à tous les niveaux.

Cette centralisation de la SSR entraînerait également une limitation de l'offre culturelle et sportive ainsi qu'une baisse de soutien dans les domaines du cinéma et de la musique suisses, notamment populaires. Elle se ferait au détriment de la diversité culturelle, car, que ce soit à travers la transmission de la Saint-Nicolas à Fribourg, des combats de reines en Valais ou du cortège de l'Escalade à Genève, la SSR met en lumière les traditions et les événements locaux. Elle renforce ainsi le sentiment d'appartenance des communautés locales. Je crains que la SSR ne puisse maintenir toutes ses opérations spéciales avec la moitié de son budget actuel.

L'acceptation de cette initiative entraînerait aussi d'importantes suppressions de postes. De nombreuses rédactions spécialisées disparaîtraient. Cette situation est d'autant plus alarmante que le journalisme traverse déjà une crise profonde. Au final, le droit des citoyennes et des citoyens à une information fiable, indépendante et pluraliste paraît plus que jamais remis en question. Or, le droit à l'information assure la qualité du débat public et permet à chacun d'exercer pleinement et en toute lucidité sa citoyenneté. C'est d'autant plus important dans le contexte politique international actuel, dans lequel les fake news et les tentatives de désinformation pullulent sur les réseaux sociaux, une tendance qui est et sera encore plus accentuée par la démocratisation de l'intelligence artificielle.

En conclusion, l'initiative SSR met en péril un bien commun précieux : notre accès à une information de qualité, indépendante et équitablement répartie sur tout le territoire. Je vous prie donc de refuser cette attaque



contre notre droit à l'information et de nous engager pour des médias forts. Le groupe du Centre recommande de refuser cette initiative. Il rejettera également la minorité Fischer Benjamin, qui propose un renvoi à la commission, et la minorité Pult, qui propose un contre-projet en finançant la SSR par un fonds alimenté par une augmentation de la TVA.

Kutter Philipp (M-E, ZH): Es ist zulässig, einen zeitgemässen medialen Service public zu fordern. Ich habe auch nichts dagegen, über die Grenzen des Service public zu diskutieren. Aber diese Initiative ist kein moderater Reformvorschlag – sie ist ein radikaler Kahlschlag. Sie berührt unsere Demokratie, was unverantwortlich ist in einer Zeit, in welcher der Kampf gegen Desinformation anspruchsvoller ist denn je. Unter anderem darum lehnt die Mitte-Fraktion die Halbierungs-Initiative entschieden ab.

Unser Mediensystem steht auf zwei Beinen: dem öffentlichen Rundfunk und den privaten Medien. Beide sind wichtig für die Meinungsvielfalt. Mit Annahme dieser Initiative würde eines dieser Standbeine massiv geschwächt. Das hätte einschneidende Folgen für alle Kanäle, für alle Landesteile und vor allem für alle Sprachregionen.

Die SRG ist kein gewöhnliches Medienunternehmen. Sie erfüllt einen gesetzlichen Auftrag: Sie sorgt für verlässliche Informationen in allen Landessprachen, und zwar auch dort, wo sich das wirtschaftlich nicht lohnt. Private Medien können das nicht im gleichen Umfang leisten, sie sind auf Reichweite und Werbung angewiesen. Wenn die SRG in diesem Umfang zurückgebaut wird, entsteht eine Lücke, die niemand füllt. Das trifft besonders Menschen in abgelegenen Regionen, ältere Personen und Haushalte mit kleinen Einkommen.

Eine starke SRG stärkt den Zusammenhalt unseres Landes. Formate wie "Rendez-vous" oder das "DOK"-Fenster mit Inhalten aus allen Sprachregionen leisten einen Beitrag zur nationalen Verständigung. Wird die SRG in diesem Umfang

AB 2025 N 747 / BO 2025 N 747

geschwächt, trifft das besonders die Regionen, die ohnehin schon am Rand stehen.

Ja, wir wissen es: Die Mediennutzung verändert sich. Und ja, auch die SRG muss sich laufend hinterfragen und sich auf ihren Kernauftrag konzentrieren. Genau deshalb begrüssen wir die angekündigte stärkere Kooperation zwischen der SRG und den privaten Medienhäusern – eine Entscheidung und ein Schritt, der sicherlich auch für die SRG anspruchsvoll ist. Doch das ist der richtige Weg: nicht ein radikaler Abbau, sondern eine verstärkte Zusammenarbeit zum Wohl der ganzen Medienlandschaft in der Schweiz.

Sie haben schon einiges über den Gegenvorschlag gehört. Auch ich möchte dazu einige Gedanken deponieren.

Herr Bundesrat Röstli hat der SRG mit der Gebührensenkung auf 300 Franken auf Verordnungsstufe einen anspruchsvollen Auftrag erteilt. So wie ein Teil der Mitte-Fraktion hätte ich mir gewünscht, dass wir als Parlament einen gesetzlichen Gegenvorschlag ausgearbeitet hätten, natürlich nicht in Ergänzung, sondern als Ersatz für die Beschlüsse auf Verordnungsstufe. Leider fanden sich dafür keine Mehrheiten, auch nicht für eine moderate Formulierung. Aus meiner Sicht ist das eine verpasste Chance.

Ein Gegenvorschlag hätte es uns erlaubt, die SRG sanft zu reformieren, statt zum Kahlschlag anzusetzen, wie es die Initiative macht. Er hätte uns erlaubt, die Inhalte und Grenzen des Service public zu diskutieren. Ein Gegenvorschlag auf Gesetzesstufe hätte zudem im Abstimmungskampf mehr Gewicht gehabt als eine Verordnungsänderung, die an jeder Mittwochssitzung des Bundesrates rückgängig gemacht werden kann. Das ist bedauerlich, denn der Abstimmungskampf wird nicht einfach.

Es gibt Menschen, die der SRG nicht mehr trauen. Es gibt Menschen – das sind vor allem die Jüngeren –, die sie nicht mehr nutzen. Andere wiederum sind froh um 135 Franken mehr im Portemonnaie. Seit der letzten Abstimmung über eine Erhöhung des Preises für die Autobahnvignette wissen wir, dass 135 Franken ein relevanter Betrag sind – vielleicht nicht für die meisten hier im Saal, aber bestimmt für andere Menschen in unserem Land. All das dürfen wir nicht unterschätzen.

Die Diskussionen über einen Gegenvorschlag sind geführt. Wir von der Mitte-Fraktion möchten diese Diskussion auch nicht wieder aufnehmen, da die Zeit drängt. Es bleibt uns nur noch der Weg, die Initiative an der Urne zu bekämpfen. Wir setzen auf die Einsicht der Bevölkerung, dass ein starker, unabhängiger Service public in Zeiten von Desinformation und Polarisierung unverzichtbar ist.

Im Namen der Mitte-Fraktion empfehle ich Ihnen daher, die Initiative zur Ablehnung zu empfehlen und alle Minderheitsanträge abzulehnen.

Matter Thomas (V, ZH): Nur eine kurze Frage, Herr Kutter: Sie haben ausgeführt, wie wichtig der Service public sei, und das bestreite ich auch nicht. Aber haben Sie das Gefühl, dass z. B. die Serie "CSI Miami",



die die SRG jahrelang ausgestrahlt und den privaten Medien entzogen hat, weil diese solche Beträge nicht bezahlen können, Service public sei?

Kutter Philipp (M-E, ZH): Danke für die Frage, Herr Matter, die ich gerne beantworte; ich wollte nicht die Flucht antreten. Ich möchte dazu zwei Dinge sagen: Erstens gehört Unterhaltung auch zum Service public, das ist einmal ganz wichtig. Die SRG muss eine gewisse Attraktivität haben, auch im Unterhaltungsbereich, sonst wird sie als Sender bei vielen Menschen an Relevanz einbüßen. Die Menschen werden sich anderen Kanälen zuwenden, vor allem ausländischen, und das ist nicht in unserem Sinne. Zweitens kann man über jede Sendung, über jedes Gefäss diskutieren, aber ich bin nicht der Programmdirektor, und Sie sind es auch nicht. Daher verzichte ich auf eine Einschätzung einer einzelnen Sendung.

Rutz Gregor (V, ZH): Wenn Sie sich jetzt selber zugehört hätten, dann hätten Sie wahrscheinlich Angst bekommen. Wir bekamen das Gefühl, der Weltuntergang stehe kurz bevor, und wir haben uns ernsthaft überlegt, ob wir während dieser Debatte ein Kerzlein anzünden sollen. Wir hörten von der Desinformation, die droht. Wir hörten vom gesellschaftlichen Zusammenhalt, der verloren zu gehen scheint. Die Leute erhalten keine Nachrichten mehr. Die Schweiz fällt auseinander. Der Höhepunkt war wahrscheinlich die Bemerkung von Kollege Pult, dass die mediale Souveränität in Gefahr gerate.

Ja, Herrgott, wie ist denn die Schweiz stark geworden? Was zeichnet unsere Demokratie aus? Was macht unser Land so erfolgreich? Das ist die Tatsache, dass wir freier sind als andere Nationen; das ist die Tatsache, dass man bei uns verschiedene Meinungen haben darf; und das ist die Tatsache, dass sich auch in der Medienlandschaft die Vielfalt der Meinungen widerspiegeln soll.

Sie sprechen ja immer wieder von Diversität. Wir sind auch für Diversität. Hier führen wir diese Diskussion. Wollen Sie mehr Freiraum für Private schaffen, oder glauben Sie wirklich daran – und diesen Eindruck habe ich fast etwas erhalten, als ich Ihnen zugehört habe –, dass der einzige Weg zu sachgerechter Information und zu einer lebendigen Demokratie über staatlich finanzierte Institutionen führt? Das können Sie doch nicht ernst meinen. Aber das genau ist Ihre Botschaft.

Schauen Sie, wir führen diese Diskussion nicht erst seit gestern. Die erste Petition ist fünfzehn Jahre her. In ihr haben wir gesagt, dass die Gebühren zu hoch sind und sinken müssen. Damals waren wir bei 462 Franken. Sie haben gesagt: Das ist ein Angriff auf die SRG! Die Schweiz wird leiden! Die Medienlandschaft geht kaputt! Es passierte nicht so viel. Wir sind dann auf 365 Franken, auf 335 Franken zurückgegangen, jetzt sprechen wir von 300 Franken. Es gibt die SRG immer noch. Sie macht mehr denn je. Sie baut auf und aus. Von einem Untergang kann wahrscheinlich nicht die Rede sein. Aber jedes Mal haben Sie gesagt: Es geht nicht ohne! Dies, ohne im Auge zu behalten, dass die Schweiz stark geworden ist dank privater Initiative und dank echter Diversität, und das ist das, was private Medien liefern können.

Was mich in dieser Diskussion in den letzten Wochen und Monaten erschüttert hat, ist die permanente Gesprächsverweigerung gewisser Kreise. Das ist unglaublich! Wir erleben auch das seit Jahren. Wir hatten diese Service-public-Debatte bereits vor zehn Jahren. Bundesrätin Doris Leuthard hat damals gesagt, es werde eine Debatte geben ohne jegliche Tabus, alles solle offen diskutiert werden. Aber auch darauf passierte nicht wahnsinnig viel.

Es folgte das Bestreben, den Gebührenanteil der SRG zu plafonieren. Auch das ist nicht mehr sakrosankt, und die Online-Aktivitäten nahmen immer mehr zu.

Die Mediensteuer für Unternehmen, die heute auch verschiedentlich angesprochen worden ist, ist vor zehn Jahren – einfach um Sie noch einmal daran zu erinnern, auch all diejenigen, die nicht dabei gewesen sind – hier drin mit Stichentscheid des Präsidenten entschieden worden; das war nicht eine klare Mehrheit. Sehr viele waren sich bewusst, dass dies verfassungsrechtlich ein Problem ist, weil der Staat keine Steuern erheben darf, wo keine Verfassungskompetenz dafür besteht. Trotzdem hat man es beschlossen.

Es gab dann ein Referendum über die Revision des Radio- und Fernsehgesetzes. Die Gesetzesrevision wurde im Juni 2015, vor zehn Jahren, mit 3700 Stimmen Unterschied angenommen. Sie sehen, in dieser ganzen Diskussion steht alles auf tönernen Füßen; wir haben hier wirklich Handlungsbedarf.

Kollege Silberschmidt hat es richtig gesagt: Die Leute zahlen privat schon ihre Beiträge und gehen nicht ins Geschäft, um Radio zu hören oder Fernsehen zu schauen. Darum ist diese Unternehmenssteuer etwas, was völlig falsch ist.

Da wir hier über den Service public diskutieren, sollten wir uns bewusst werden, was das überhaupt ist. Hierzu gibt es einen guten Bericht, einen Mitbericht der Wettbewerbskommission vom 13. Mai 2016. Das war während der damaligen Service-public-Debatte. Die Wettbewerbskommission hielt damals klar und richtig fest, dass der Service public nicht ein eigenes Angebot sei, welches sich im Markt gegen die Privaten behaupten müsse,



sondern eine Ergänzung des bestehenden Marktangebots. Und weiter hielt sie fest, dass sich Grenzen eines öffentlich finanzierten Angebots aus der Wirtschaftsverfassung der Schweiz ergäben, indem grundsätzlich der Markt zu spielen habe und Eingriffe durch den

AB 2025 N 748 / BO 2025 N 748

Staat nur insofern gerechtfertigt seien, als sie zur Erreichung effektiv notwendig seien. Das ist die ordnungspolitische Einordnung des Ganzen.

Wenn also etwas fehlt im Markt, dann muss die öffentliche Hand das bereitstellen. Jetzt sagen Sie mir bitte schön: Was genau fehlt denn wo online? Wo finden Sie etwas nicht, das Sie im Internet suchen? Es gibt dort alles, in allen Sprachen. Das zeigt doch: Es ist ganz gefährlich, wenn sich staatliche Aktivitäten immer mehr ausbreiten. Das ist nicht der Sinn des Service public.

Insofern bin ich froh, dass zumindest Kollege Töngi auch gesagt hat, dass wir zuerst einmal den Inhalt dieses Auftrags diskutieren sollten, bevor wir dann zur Gebührenhöhe kommen. Hier haben wir schon gewisse Erwartungen an das Departement. Eigentlich hätten wir jetzt über die Konzession diskutieren sollen, über erste Rahmenbedingungen, welches genau der Auftrag der SRG ist und worauf dieser fokussiert werden sollte. Dann sähe man, was das kostet und wie hoch die Gebühren sein müssen.

Es wurde erwähnt: Wir haben mehrmals versucht, diese Diskussion in Gang zu bringen. Zweimal hat die Kommission einen Gegenvorschlag entworfen und beschlossen, zweimal hat sich die Ständeratskommission der Diskussion verweigert. Das war peinlich, um nicht zu sagen etwas beschämend – ein dünnes Protokoll, das Interesse war null Komma null. Das ist widersprüchlich bei einem Thema, bei dem alle sagen: Das ist für uns ganz ein wichtiges Thema, es ist staatspolitisch von enormer Bedeutung, und der Vielfalt der Meinungen müssen wir Sorge tragen – und dann möchte man nicht einmal darüber sprechen. Also: Diesem Service public, dem müssen wir Sorge tragen.

Dann kam ja diese erstaunliche Wende in der Diskussion. Der Verlegerverband hatte die Initiative zuerst unterstützt, weil er feststellte, dass wir hier tatsächlich ein Problem haben, weil die SRG für ihn eine zu grosse Konkurrenz geworden ist, gerade im Online-Bereich. Sie wissen es: Print nimmt ab, und die Verlagshäuser müssen auf den Online-Bereich ausweichen. Der Verlegerverband hatte diese Initiative unterstützt. Was sahen wir nun vor einem Monat? Auf wundersame Weise einigte sich die SRG plötzlich mit dem Verlegerverband – also mit dem Deutschschweizer Verlegerverband, muss man sagen. Die Tessiner und die anderen italienischsprachigen Verleger sowie die Verleger der Suisse romande haben diesen Vertrag meines Wissens noch nicht unterschrieben. Er wurde mit dem Deutschschweizer Verlegerverband vereinbart.

Ich weiss nicht, ob Sie die Vereinbarung gelesen haben. Kollege Silberschmidt hat sie auch erwähnt. Was darin steht, entspricht zu einem Teil dem, was wir seit Jahren gefordert haben, aber es ist nicht die Lösung des Problems. Es ist die Dokumentation des Problems. Indem sich die SRG mit den Verlegern hinsetzt, gibt sie zu: Ja, wir haben ein Problem. Das ist insofern schon etwas historisch. Was darin steht, müssen Sie aber einmal anschauen. Das ist unglaublich: Man will sich im Online-Bereich auf zweieinhalbtausend Zeichen beschränken. Wir haben einmal über tausend Zeichen online gesprochen. Die SRG gibt nach wie vor jeden Tag eine ganze Zeitung heraus!

Und dann heisst es unter Ziffer 5.8 – ich habe es zweimal lesen müssen -: Die SRG ist bereit, dem Verlegerverband als Mitglied beizutreten. Das steht in der Vereinbarung. Stellen Sie sich das einmal vor, das ist ja absurd! Was will die SRG im Verlegerverband? Sie hat doch ganz andere Aufgaben. Das zeigt, wie heikel diese Vereinbarung ist. Das ist keine Lösung, das ist etwas PR, um den Verlegerverband gefügig zu machen. Das steht dann auch ein paar Zeilen weiter unten. Teil der Vereinbarung ist: Der Verlegerverband setzt sich gegen die Initiative und dafür ein, dass sich die eigenen Mitglieder gegen die Initiative einsetzen. Also Entschuldigung, das ist wirklich starker Tobak; das müssen Sie sich genau anschauen. Und das, hoffe ich, schaut dann auch das BAKOM, die Aufsichtsinstanz, genau an. Ich muss es immer wieder sagen: Beim BAKOM habe ich ab und zu das Gefühl, es sei die PR-Agentur der SRG; eigentlich wäre es aber die Aufsichtsinstanz. Auch hier zeigt sich: Wir haben noch viel Luft nach oben.

Wir diskutierten in den Kommissionssitzungen viele Fragen. Eine Frage betraf Social Media. Das ist ein Punkt, den die Verleger immer wieder kritisiert haben. Die SRG konkurrenziiert sie unnötig. Wir haben gefragt: Welche Social-Media-Strategie gibt es? Das BAKOM sagt uns: Dazu liegen kaum Informationen vor. Eine spezifische Social-Media-Strategie wird von der SRG weder verlangt, noch hat sie eine formuliert. Sie schätzen, dass es etwa vierzig bis fünfzig Stellen sind, die sich damit beschäftigen. Nennen Sie mir ein Unternehmen in diesem Land, das fünfzig Leute hat, die sich zu 100 Prozent mit Social-Media-Kanälen beschäftigen. Das ist doch absurd, und ebenso absurd ist es, dass die Aufsichtsinstanz, welche diese Sachen überwachen müsste, offenbar keine Ahnung hat, was da vor sich geht.



Stimmen Sie dem Rückweisungsantrag der Minderheit Fischer Benjamin zu. Dann haben wir die Chance, all diese ernsthaften Probleme noch einmal in Ruhe zu diskutieren.

Töngi Michael (G, LU): Kollege Rutz, seit 2004 sind in der Schweiz siebzig Zeitungstitel verschwunden. Sie haben von der Vielfalt der Meinungen in den Medien gesprochen. Können Sie mir erklären, worin diese Vielfalt in den zahlreichen Regionen, in denen es nur eine einzige Zeitung gibt, besteht?

Rutz Gregor (V, ZH): Kollege Töngi, Sie wissen so gut wie ich, dass die Lokalzeitungen für die Medienvielfalt in der Schweiz nicht die Hauptfaktoren sind. Selbstverständlich sind sie wichtig, und ich unterstütze die lokalen und regionalen Zeitungen auch, indem ich sie abonniere. Aber für die Medienvielfalt sind vor allem nationale Medien wichtig. Es stimmt: Auf nationaler Ebene sind Titel weggefallen. Es sind aber auch neue Formate entstanden, nämlich all diese Online-Portale. Hier müssen wir schon aufpassen. Wenn ich Ihnen zuhöre, habe ich immer das Gefühl, dass für Sie eine abonnierte, gedruckte Zeitung eine gewisse Qualität hat; dass alles, was es gratis gibt, Humbug ist; und dass alles, was online ist, sowieso fragwürdig ist. Aber so einfach ist es natürlich nicht. Es gibt diese Vielfalt, einfach auf anderem Wege. Wir müssen nur genügend Freiraum schaffen, damit die Konkurrenz spielen und der Kunde entscheiden kann, welches das beste Angebot ist. Heute haben wir nicht mehr diese Konkurrenz. Heute haben wir ein Wettrennen um Subventionen, und das macht mir Angst.

Hässig Patrick (GL, ZH): Herr Kollege Rutz, ich habe achtzehn Jahre lang bei den Medien gearbeitet, in der Privatwirtschaft wie auch bei der SRG. Ich kann Ihnen also sagen, jeder Radiobeitrag, jeder Fernsehbeitrag wird auf die Goldwaage gelegt, damit links und rechts, die Mitte, das Pro und Contra ausgewogen dargelegt werden, insbesondere bei der SRG. Das kann ich Ihnen aus eigener Erfahrung garantieren. Wahrscheinlich ist die Ausgewogenheit bei der SRG noch fast besser als bei den privaten Medien.

Jetzt komme ich zur Frage: Können Sie bestätigen, dass Sie tatsächlich so viel sparen wollen, bis die SRG tatsächlich auseinanderfällt?

Rutz Gregor (V, ZH): Geschätzter Kollege Hässig, ich habe Ihnen früher ab und zu zugehört, hier auch wieder. Dies ist etwas, was ich gar nicht bestritten habe, vor allem bei den Privaten nicht. Die Privaten schauen sehr genau, dass sie ausgewogen berichten, weil sie wissen, dass sie ein grosses Publikum brauchen. Bei der SRG ist es anders, bei ihr sind nicht die Quoten entscheidend, sondern entscheidend ist der Auftrag.

Aber Sie haben gefragt: Wollen wir sparen, bis etwas auseinanderfällt? Nein. Sie wissen ganz genau: Jeder, der einmal in der Privatwirtschaft tätig war, weiss es, dass ein Unternehmen sich immer wieder hinterfragen muss. Sind wir effizient, erfüllen wir unseren Auftrag, sind wir auf das fokussiert, was wir machen müssen? Und die SRG wächst und wächst und wächst und verzettelt sich immer mehr. Das ist auch aus unternehmerischer Sicht ein absoluter Widerspruch. Wenn ein Unternehmen sagt, es habe Mühe mit der Refinanzierung, dann muss es sich auf die Kernkompetenzen konzentrieren und sich nicht immer mehr verzetteln und dieses und jenes

AB 2025 N 749 / BO 2025 N 749

auch noch machen. Das ist das, was wir mit dieser Initiative erreichen möchten. Wenn Sie der Rückweisung zustimmen, haben wir ein Jahr Zeit, das in Ruhe zu diskutieren, und ich freue mich, wenn Sie sich dann auch wieder dazu äussern.

Marti Min Li (S, ZH): Herr Kollege Rutz, nur aus Neugier: Woher haben Sie die Vereinbarung, aus der Sie zitieren? Ist diese öffentlich? Das wäre mir neu.

Rutz Gregor (V, ZH): Ich weiss nicht, ob die Vereinbarung öffentlich ist, aber sie lag mir vor. Ich habe sie gelesen, weil ich der Auffassung bin, dass es, wenn ich über eine Initiative rede, zu deren Thema eine solche Vereinbarung besteht, zu meiner Aufgabe gehört, darüber Bescheid zu wissen. Und ich weiss nun Bescheid. Ich bin etwas erschüttert, dass das offenbar bei vielen nicht der Fall ist, aber vielleicht ändert sich das nach der heutigen Debatte, und der Verlegerverband macht die Vereinbarung öffentlich.

Wismer-Felder Priska (M-E, LU): Herr Kollege Rutz, Sie haben vorhin die privaten Medien gelobt, wie ausgewogen sie informieren würden, so wie das zum Beispiel die SRG macht. Würden Sie sagen, dass die "WOZ" sehr ausgewogen Bericht erstattet?

Rutz Gregor (V, ZH): Nein, private Medien müssen nicht ausgewogen sein. In der Regel berichten die grossen Publikumsmedien aber ausgewogen. Ich muss Ihnen sagen: Ich lese die "WOZ" immer wieder mit Vergnügen,



weil ich das sehr spannend finde. Auch wenn ich mit vielen Sachen nicht einverstanden bin, die dort geschrieben stehen, finde ich es spannend, zu sehen, wie die Gegenseite argumentiert, wie sie zu ihren Forderungen, zu ihren Resultaten kommt. Das ist eben die Vielfalt, und das ist das Schöne. Das Problem ist: Sobald Sie Subventionen geben, sobald Sie öffentliche Gelder geben, müssen Sie zu kontrollieren beginnen. Da müssen Sie schauen, wo dieses Geld hingehet und ob der Auftrag erfüllt wird. Das ist genau das, was wir nicht wollen. Wir wollen diese staatliche Kontrolle nicht. Sie beklagen immer wieder, wir wollten staatliche Kontrolle – "Chabiszög". Das Gegenteil ist der Fall, wir wollen Freiheit, und wir wollen, dass jeder seine Meinung sagen kann.

Matter Thomas (V, ZH): Am Anfang noch eine Bemerkung zu Kollege Hässig, der vorhin gesagt hat, wie politisch ausgewogen die SRG sei: Da finde ich es schon komisch, dass ich, wenn ich über den Bundesplatz ins Parlament gehe, nur linke bis extrem linke NGO mit Plakaten "Nein zur SRG-Initiative" sehe. Warum wollen diese NGO ein Nein zur SRG-Initiative, wenn die SRG so ausgewogen berichtet? Ich habe etwa vierzig Mails bekommen, alle von linken Vereinigungen, inklusive von Corine Mauch aus der Stadt Zürich. Wir sollen unbedingt Nein zur Initiative sagen. Meinen Sie, Corine Mauch schreibt eine E-Mail, wenn sie das Gefühl hat, die SRG sei nicht links? Das einfach schnell zur Einführung.

Aber ich muss auch sagen, unsere SRG-Initiative "200 Franken sind genug!" hat bereits etwas erreicht. Dank der Einsicht von Bundesrat Albert Rösti, dass es mit den weltweit höchsten geräteunabhängigen Zwangsgebühren nicht so weitergehen kann, werden die Gebühren gestaffelt für alle um 10 Prozent reduziert. Auch hat sich die SRG offenbar endlich bereit erklärt, Kollege Rutz hat es erwähnt, ihre Online-Übermacht einzuschränken – allerdings, wie vorgängig erwähnt, mit einem korruptionsähnlichen Deal. Wir werden sicher später noch darauf zurückkommen.

Daneben aber liegt in unserer öffentlich-rechtlichen, durch Zwangssteuern finanzierten Medienpolitik noch immer allzu vieles im Argen. Noch immer sind die Gebühren für die Konsumentinnen und Konsumenten zu hoch. Dank unserer SRG-Initiative müssen wir alle nur noch 200 Franken pro Jahr bezahlen. Alle Haushalte hätten faktisch ein Halbtags-Abo fast gratis, und das Jahr für Jahr. Diese 200 Franken sind immer noch mehr als genug für das, was wir dafür bekommen.

Vor allem räumt unsere Initiative mit dem Missstand der ungerechten Doppelbesteuerung auf, wo Gewerbe und Arbeitgeber zweimal zur Kasse gebeten werden – nicht nur als Privatpersonen, sondern auch durch umsatzabhängige Zwangsabgaben, die schnell einmal mehrere tausend Franken ausmachen, unabhängig davon, ob die Firma Gewinn oder Verlust macht. Befreien wir unsere Wirtschaft und unsere Arbeitsplätze endlich von dieser unsinnigen Belastung.

Das heutige System der SRG-Zwangssteuern ist auch höchst unfair und unsozial gegenüber der jungen Generation. Denn die Jungen, die oft wenig verdienen, müssen für ein Medienangebot bezahlen, das sie kaum oder überhaupt nie nutzen. Die Initiative bringt auch mehr Gerechtigkeit für die fast 40 Prozent an Einzelhaushalten. Heute werden Alleinlebende durch die hohen SRG-Steuern höchst ungerecht zur Kasse gebeten.

Auch bei einer Begrenzung auf 200 Franken erhält die SRG noch immer mehr als genug Geld, es sind immer noch mehr als 900 Millionen Schweizerfranken. Aber sie wird sich vermehrt auf ihren Kernauftrag der Grundversorgung besinnen müssen. Wir würden endlich die monopolartige Stellung der SRG reduzieren, damit wir im Medienbereich wieder etwas mehr Markt und etwas weniger Staat bekommen.

Unsere SRG-Initiative sieht ausdrücklich vor, dass die privaten Radio- und Fernsehsender keine Einbussen befürchten müssen. Sie erhalten auch in absoluten Zahlen nach wie vor mindestens die gleiche Summe aus dem Gebührentopf wie bisher.

Auch den sprachlichen Minderheiten in unserem Land droht keine Gefahr. Sie werden dank dem Finanzausgleich innerhalb der SRG weiterhin eine hochwertige mediale Grundversorgung erhalten.

Lassen Sie uns die personell, finanziell und machtmässig ungesund aufgeblähte SRG endlich auf ein vernünftiges Mass zurückführen. Sorgen wir bei der SRG endlich für eine Effizienzsteigerung und für eine Fokussierung auf den Kernauftrag.

Ich möchte Sie darum bitten, die SRG-Initiative "200 Franken sind genug!" zu unterstützen.

Roth David (S, LU): Auch ich habe sieben Jahre bei einem Privatrado gearbeitet, im Gegensatz zu Kollege Hässig aber nie bei der SRG. Ich habe mich aber immer für einen starken medialen Service public eingesetzt. Die Halbierungs-Initiative, die wir vor uns haben, hat bereits eine Vorwirkung, die weit über das hinausgeht, was die Initianten je zu hoffen gewagt haben. Nicht, weil sie überzeugt, sondern weil sie instrumentalisiert wird. Bundesrat und Mitinitiant Rösti wusste genau, dass diese Initiative keine Chance hat. Genau deshalb hat er ihr eine Chance herbeigeredet, um ihr dann – als Gegenprojekt seiner eigenen Verklärung – einen Abbau



entgegenzustellen. Aus einer chancenlosen Initiative wurde ein realer Abbau. Das kann man als cleveres Polit-handwerk und formaljuristisch korrektes Vorgehen bezeichnen, aber politisch ist es eine krasse Strapazierung, und es ist eine Umgehung des parlamentarischen Willens. Das gipfelt darin, dass die SRG fast einen Fünftel ihrer Ausgaben kürzen muss.

Und die Schäden gehen weiter: Mit dem bereits erwähnten Deal, den die SRG und die grossen Verlage geschlossen haben, werden nicht nur finanzielle Ressourcen für das Mediensystem Schweiz reduziert. Vielmehr demontieren die am Deal beteiligten Akteure die Glaubwürdigkeit der Schweizer Medien nachhaltig, und das alles mit dem Segen des Departementes, welches den Deal bereits kennt, ihn schriftlich vorliegen hat – wie offenbar auch Kollege Rutz –, aber sich weigert, ihn herauszurücken, so wie sich auch die Beteiligten weigern, ihn herauszurücken. Ich habe an mehreren Stellen nachgefragt und den Vertrag nicht erhalten.

Sie fragen sich deshalb vielleicht auch, von welchem Deal hier eigentlich gesprochen wird. Ja, auch hier im Rat kennen ihn nur wenige, weil eben kaum darüber berichtet wurde. Ausser der "Weltwoche", der "WOZ" und ein paar Fachpublikationen wie "Persönlich" hat niemand kritisch darüber berichtet. Die Redaktionen der grossen Medien schweigen, oder besser gesagt: Sie wagen es offenbar nicht mehr, die Machenschaften ihrer Managements zu hinterfragen, die daran beteiligt sind.

AB 2025 N 750 / BO 2025 N 750

Die Verlage haben Geld aus der SRG herausgepresst, und die SRG hat sich erpressen lassen. Das ist schlicht ein Skandal, aber aus dem komplett gegenteiligen Grund, den Kollege Rutz und Kollege Matter vorhin genannt haben. Wenn die SRG diesen Deal eingeht, dann reduziert sie ihr Angebot freiwillig und schränkt sich in ihren Entwicklungschancen ein. Geht sie diesen Deal ein, dann amputiert sie gerade einen Teil von dem, was sie ausmacht – und das alles im Namen der Verteidigung gegen eine Initiative, die eigentlich keine Chance hätte. Das ist paradox und gefährlich.

Wir müssen jetzt gemeinsam handeln. Diese Initiative gehört mit vereinten Kräften abgelehnt, und danach braucht es eine Medienpolitik, die diesen Namen verdient, eine Politik, die den Journalismus stärkt, nicht schwächt. Wir brauchen eine nachhaltige Finanzierung für unabhängigen Journalismus, die insbesondere kleinere Redaktionen direkt mit journalistischen Arbeitsplätzen unterstützt. Wir müssen die Vielfalt der nachgefragten Verbreitungs Kanäle sichern, auch Print gehört heute noch dazu. Wir brauchen echte Konkurrenz, auch für die SRG: warum nicht eine zweite öffentlich-rechtliche Anstalt, die andere Perspektiven einbringt? Da bin ich offen. Aber das geht sicher nicht, wenn wir dem Medienplatz Geld entziehen, und das ist ja der Ursprung dieser Initiative: weniger Geld für kritische Medien.

Ein starker Medienplatz braucht Vielfalt, Konkurrenz und kritische Distanz, nicht Abhängigkeit und Deals im Hinterzimmer. Das SRG-Management, das Verlagsmanagement und das zuständige Departement haben bereits einen erheblichen Flurschaden angerichtet. Es ist Zeit, dass die Politik wieder Verantwortung übernimmt. Journalismus ist nicht einfach ein Marktprodukt, es ist die tragende Säule unserer Demokratie. Wer den Medienplatz schwächt, stärkt die Autokratien in Moskau und im Silicon Valley genauso wie die Putinisten in unserem Land.

Darum sagen wir heute klar und deutlich Nein zur Halbierungs-Initiative und Ja zu einem starken, vielfältigen, unabhängigen Medienplatz Schweiz.

Addor Jean-Luc (V, VS): Le 4 mars 2018, après un débat très dur, plus de 70 pour cent des Suisses et tous les cantons rejetaient l'initiative "No Billag". Il faut dire que ses auteurs n'y étaient pas allés de main morte : ils ne proposaient rien de moins que supprimer purement et simplement toute redevance de radio-télévision. L'énorme mobilisation des médias régionaux, qui jouaient leur existence, avait porté l'estocade. Depuis lors, après avoir senti le vent du boulet, le Conseil fédéral a réduit ce prélèvement obligatoire, qui frappe non seulement tous les ménages, mais aussi les entreprises, de 451 à 365 francs et aujourd'hui à 335 francs.

Pour autant, ni le Conseil fédéral ni la direction de la radio-télévision d'État, malgré la révolution qui touche les médias électroniques et les habitudes des téléspectateurs et auditeurs, notamment des jeunes, n'ont voulu mener un débat de fond sur le rôle des médias d'État par rapport aux médias privés dans une société pluraliste. Face à cette arrogance, le seul moyen restant d'imposer ce débat nécessaire était de toucher au pactole de la redevance, en conservant un atout de l'initiative "No Billag", à savoir l'exonération des entreprises, mais en évitant l'erreur fatale de menacer la part des diffuseurs régionaux privés, qui est explicitement garantie dans le texte de l'initiative SSR.

Notons d'emblée que si vous n'osez pas toucher maintenant au montant de la redevance, mais que vous jugez néanmoins nécessaire un débat de fond sur le service public, une variante va précisément dans cette direction : la proposition de la minorité Fischer Benjamin, qui vise, dans ce sens, un renvoi en commission.



Si vous ne saisissez pas cette opportunité, alors je me réjouis de mener ce débat devant le peuple. Je me réjouis, en particulier, de parler à tous les Suisses qui, l'an dernier, ont subi l'augmentation spectaculaire du nombre de mises en poursuite que Serafe a fait notifier aux récalcitrants. Tous les Suisses ont eu beaucoup de plaisir à apprendre que cette entreprise, en 2024, a doublé ses bénéfices sur notre dos et sur celui des entreprises de ce pays.

Je me réjouis de parler de tous les journaux qui ne reçoivent pas un sou de cette redevance et dont les journalistes se voient parfois traités par leurs collègues de la radiotélévision d'État comme des espèces de professionnels de seconde zone, comme si les journalistes que nous sommes contraints de payer par le biais de notre redevance étaient les seuls à jouer un rôle d'utilité publique pour préserver et faire vivre le débat démocratique, alors que les médias d'État faussent la concurrence et, parfois, menacent le pluralisme par la diffusion d'une forme de pensée unique qui n'a rien à voir avec la pensée critique dont je viens d'entendre parler.

Je me réjouis de parler aux entreprises qui continuent à payer ce tribut comme si elles n'avaient pas déjà assez d'autres charges. Je me réjouis de parler du rôle de la SSR comme vecteur du wokisme, avec comme exemple emblématique le rôle qu'elle a joué pour lancer Nemo, comme on lancerait un produit, comme fer de lance de la propagande LGBT, avec comme point culminant l'Eurovision de Bâle, dont je préfère éviter de commenter plus avant le message qu'il a voulu donner.

Je me réjouis de parler d'une télévision qui condamne les policiers et défend les dealers. Finalement, 200 francs, est-ce que cela suffit ? Est-ce même encore trop, comme le disent certains quand ils écoutent ou regardent la radiotélévision d'État ?

Écoutons Alain Morisod qui, dans une interview récente, a déclaré : "Franchement, si c'est pour continuer à produire ce genre de programme, alors oui, je comprends ceux qui veulent couper la redevance à 200 francs. Mais en ce moment ça ne vaut même pas cette somme. Les gens payaient 365 francs pour une offre bien plus riche. Désormais, il ne reste presque rien. C'est comme aller au resto, payer le prix plein et se retrouver sans viande ni pain. Tout le monde le voit, mais personne ne dit rien, ni en interne ni en politique."

Oui, vraiment, je me réjouis de défendre devant le peuple l'initiative SSR, "200 francs, ça suffit !".

Wasserfallen Christian (RL, BE): Die SRG darf kein unberührbares goldenes Kalb sein. Viele der Vorrednerinnen und Vorredner haben hier zelebriert, dass die SRG unberührbar sein soll. Das ist falsch, und es ist auch nicht angebracht, wenn man Medienvielfalt und nicht -einfalt will. Die Losung von Links-Grün ist, dass es am besten sowieso nur die SRG geben sollte, und das ist wirklich falsch. Die SRG soll sich auf ihren Service-public-Auftrag, auf ihren Kernauftrag, konzentrieren und den privaten Medien in der Berichterstattung mehr Raum lassen. Ohne einen Gegenvorschlag bleibt einem nichts anderes übrig, als der Initiative zuzustimmen, und das mit Überzeugung.

Ich kann es Ihnen sagen: Es ist nicht so, dass die SRG in irgendeiner Konkurrenzsituation wäre. Egal, ob die SRG eine Zuschauerin oder sechs oder sieben Millionen Zuschauer hat: Sie kriegt 1,2 Milliarden Franken aus der Abgabe, Punkt, Schluss. Die SRG strebt nicht nach Verbreitung, das steht sogar in der Konzession, und deshalb steht die SRG nicht im Wettbewerb zu Netflix, Youtube, RTL, RAI – auch eine konzessionierte Medienanbieterin, die einen Grundauftrag hat – usw. Dieses Konkurrenzdenken bei der SRG ist völlig verkehrt. Es wird gesagt, die SRG als heilige Instanz sei in Bezug auf den Service public und die sogenannte unabhängige journalistische Medienberichterstattung unentbehrlich. Dazu muss ich sagen: Bei ihrem Kernauftrag, der ausgewogenen Berichterstattung, hat sie oftmals grosse Mühe. Die Ombudsstelle ist ständig damit beschäftigt, SRG-Beiträge aus "Rundschau", "10 vor 10", "Tagesschau" usw. zu kritisieren. Dort brilliert die SRG nicht, die "NZZ" ist da besser.

Was ich vonseiten der Linken auch nicht begreifen kann: Wenn Sie eine starke Medienvielfalt wollen und die Privaten auch unterstützen wollen, dann kann es doch nicht sein, dass die SRG im geschriebenen journalistischen Teil die Privaten konkurrenzieren kann. Sie könnten mit dem journalistischen Inhalt der SRG-Website jeden Tag eine ganze Tageszeitung drucken. Auf der anderen Seite gibt es Privatmedien, die nur diese Einkünfte haben, die mit Paywalls Journalismus

AB 2025 N 751 / BO 2025 N 751

finanzieren wollen, und die SRG setzt ihnen journalistische Texte eins zu eins als Konkurrenz entgegen.

Service public gibt es nicht nur von der SRG. Was machen denn die Lokalradios und die Lokal-TV-Stationen in ihren Regionen? Machen die nur etwas für sich? Nein, die machen auch Service public. Service public ist nicht einfach SRG. Das habe ich heute vielfach gehört, und das ist grundfalsch. Service public gibt es auch von Lokaljournalistinnen und -journalisten zu haben und nicht nur von der SRG. Deshalb ist es auch wichtig, zu



verstehen, dass es eine gute Botschaft ist, wenn die SRG den Privaten etwas mehr Raum lässt. Wofür haben wir sonst das Gebührensplitting? Die Privaten sagen immer: "Wir wollen mehr Gebührensplitting, damit wir mehr Produkte finanzieren können." Ja, wir haben das Splitting, weil es eben auch private Medien und nicht nur die SRG gibt. Und ich gebe all denen recht, die sagen, die SRG sei vor allem in jenen Sprachregionen wichtig, die nicht so viele Möglichkeiten für private Medien haben. Das stimmt. Aber weshalb muss dann in der Deutschschweiz ein so üppiges Unterhaltungsangebot mit Blödel-Satiresendungen gemacht und irgendwelche teuren Unterhaltungsformate finanziert werden? Das ist unnötig. Das kann man den Privaten überlassen. Aber ich bin einverstanden, wenn es bei der SRG eine Art Finanzausgleich gibt, mit dem vor allem in der Romandie, in der italienischen Schweiz und in der rätoromanischen Schweiz ein grösseres Grundangebot finanziert wird, weil dort weniger privates Potenzial da ist. Damit bin ich absolut einverstanden.

Ein letzter Punkt: Wenn die Konsumentinnen und Konsumenten bei dieser Medienabgabe bzw. Mediensteuer – man kann sich ja nicht davon ausnehmen – etwas einsparen können, haben sie am Ende des Tages auch mehr Geld, um selber zu entscheiden, was sie konsumieren wollen. Sie können dann vielleicht Sport schauen, sie können auch Kulturangebote oder anderes nutzen. Lassen Sie doch den Konsumentinnen und Konsumenten etwas mehr Wahlfreiheit.

Deshalb bin ich der Meinung, dass sich die SRG deutlich zurücknehmen und den Privaten, die auch Service public machen, mehr Raum bieten sollte, und letztlich können die Konsumentinnen und Konsumenten auch noch eine Entscheidung fällen.

Marti Min Li (S, ZH): Ja, geschätzter Herr Kollege Wasserfallen, mir sind die privaten Medien auch sehr wichtig. Sind Ihnen die Studien der Universität Fribourg und der Universität Zürich bekannt, die zum Schluss gekommen sind, dass die SRG die privaten Medien nicht konkurrenziert, sondern im Gegenteil sogar stärkt, weil Menschen, die für private Medien zahlen, auch öffentlich-rechtliche Medien konsumieren? Sind Ihnen diese Studien bekannt? Wenn ja, warum behaupten Sie dann, dass die SRG die privaten Medien konkurrenziert und ihnen schadet?

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Das waren zwei Fragen, es ist aber nur eine erlaubt, Frau Marti.

Wasserfallen Christian (RL, BE): Sie können auch drei Fragen stellen, Frau Marti, ich beantworte gerne alle. Der Punkt ist: Sie müssen dringend mit Ihrem Fraktionskollegen Roth sprechen, der vorhin kritisiert hat, dass die Privaten mit der SRG nicht irgendwelche Kooperationen eingehen können. Warum macht man Kooperationen, Frau Marti? Weil damit die privaten Medien etwas mehr Spielraum in der Verwertung der journalistischen Tätigkeit erhalten, ohne dass die SRG alle diese Angebote zur Verfügung stellt. Dieses Zusammenspiel ist wichtig; aber es bedeutet letztlich, dass die SRG ihr journalistisches Angebot beim geschriebenen Text reduziert – 2400 Zeichen war der Deal – und den Privaten mehr Raum gibt. Das ist ein Postulat, das übrigens schon seit Jahren auch in der SRG-Konzession steht. Das ist genau das Zusammenspiel, bei dem man den privaten Medien Raum belässt und die SRG sich etwas zurücknehmen muss. Genau das ist wichtig und richtig.

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Herr Wasserfallen, die Antwort sollte knapp sein.

Roth David (S, LU): Herr Wasserfallen, ich kann Ihnen versichern, dass Frau Marti und ich durchaus miteinander sprechen. Wie kommen Sie zur Einschätzung, dass private Medien mehr schreiben und mehr produzieren, wenn die SRG weniger produziert? Wie kommen Sie darauf, dass sie mehr Geld hätten, wenn Sie den Gebührentopf, der auch den Privaten zur Verfügung steht, verkleinern? Dann steht doch auch weniger für das Gebührensplitting zur Verfügung.

Wasserfallen Christian (RL, BE): Dann haben Sie die Initiative nicht richtig gelesen. Dort ist erstens eine Besitzstandsgarantie bezüglich der Höhe des Plafonds beim Gebührensplitting drin, und zweitens haben wir das Gebührensplitting gerade erst vor Kurzem erhöht. Das ist der Punkt, mit welchem wir einverstanden sind, und das ist auch richtig. Aber Sie verkennen die Tatsache, dass es private Medien gibt, die ebenfalls einen Service-public-Auftrag erfüllen und entsprechende Dienstleistungen erbringen. Warum ist es notwendig, Herr Roth, dass die SRG so viel Text auf ihrer Website publiziert, dass man in einem Tag eine ganze Tageszeitung damit füllen kann, wenn die Privaten gleichzeitig die Paywall hochziehen? Was machen Sie, wenn Sie den Artikel zu irgendeinem Thema lesen wollen, eine Paywall haben (*Zwischenruf der Präsidentin: Herr Wasserfallen!*) und ihn gratis bei der SRG lesen können? Das ist eben nicht das, was wir machen sollten, Herr Roth. Das sollten Sie auch als Sozialdemokrat begreifen.

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Herr Wasserfallen, ja, Sie sind fertig. – Da bin ich froh. (*Heiterkeit*)



Bendahan Samuel (S, VD): On dit toujours que cette initiative est une initiative de division par deux, mais il faut être clair: il n'y a pas de division par deux. Si vous faites le calcul, à la fin, les gens payeraient plus que la moitié. Pourquoi? Parce que les entreprises, elles, ne payeraient plus rien. Déjà, dans le concept, la réduction de moitié ne s'applique pas à tout le monde; on fait payer moins aux gens, mais on ne fait plus rien payer aux entreprises. Cela montre bien que cette initiative veut servir. Ce texte n'est pas un texte pour servir la population, c'est un texte pour servir les grands propriétaires d'entreprises, les oligarques, ceux qui ont les moyens et pour qui, en plus, on veut supprimer toute la redevance.

Et si ça divise plus ou moins par deux la charge, ça divise par six le produit. C'est bien ça le problème: quand vous devez avoir une couverture nationale, si vous divisez par deux le budget d'une organisation, ce qu'elle pourra faire avec un budget divisé par deux est beaucoup plus petit que la moitié. Parce qu'évidemment il y a un immense coût à garantir la liberté des régions linguistiques, à garantir les infrastructures de base, à garantir ce qu'on appelle les coûts fixes. Cette initiative vise à diminuer un peu le prix pour les gens et à supprimer tout ce que payent les entreprises, donc à alléger les plus riches et les plus grandes entreprises, en démolissant le service public. C'est évidemment scandaleux, parce qu'il s'agit, en réalité, d'une tentative de donner le coup de grâce à l'un des joyaux de la couronne de la Suisse, son service médiatique, sa liberté d'expression. La RTS n'est évidemment pas le seul média en Suisse, mais sa présence est une garantie de la liberté d'expression et de la possibilité de continuer à vivre dans une réelle démocratie.

L'importance de l'information et de la confiance que l'on peut apporter à la qualité de l'information est extrêmement élevée aujourd'hui. On voit qu'il est de plus en plus facile de créer des faux, de dire n'importe quoi. Il y a besoin de gens dont le métier est de dire où sont les faits et de le partager avec la population pour que la démocratie puisse vivre.

Quel monde veulent les gens qui soutiennent cette initiative? Ils veulent d'un monde où l'on peut acheter les médias plutôt que d'en faire profiter les gens. Ils veulent d'un monde où les milliardaires et les oligarques décident quelle information est diffusée, plutôt que les faits, la valeur scientifique et le travail de recherche. Ils veulent d'un monde où l'argent détermine tout, détermine qui gagne les élections, détermine qui sait

AB 2025 N 752 / BO 2025 N 752

quoi, détermine qui travaille où, détermine qui a le droit de diriger et qui n'en a pas le droit. L'information de service public est une des seules façons de lutter contre ce monde et de garantir que la société puisse se faire avec une démocratie où les gens font société en se fondant sur les faits.

Évidemment, nombre de modèles existent pour le partage des médias. Vous pouvez acheter un abonnement, vous pouvez choisir. Cette SSR, qui existe, n'empêche pas les gens de choisir les médias qu'ils veulent consommer. Le modèle de la redevance, du moins le modèle où, en commun, on finance le service public, est le meilleur modèle pour garantir que chacun puisse avoir le maximum. Faites donc la comparaison: le prix d'un abonnement de presse écrite est à peu près équivalent à celui de la RTS pour un ménage. Cela coûte à peu près la même chose.

Vous rendez-vous compte de la différence de contenu qui est offerte d'un côté et de l'autre? Non parce que les journalistes travaillent moins ou parce qu'ils ne travaillent pas bien, mais parce que le système de cohésion nationale, où tous ensemble nous finançons le service public permet de faire beaucoup plus avec la même contribution individuelle.

Si six services sont payés individuellement, mais sont séparés par des barrières, les personnes ont six fois moins accès à l'information. Avec un service commun financé en commun, la RTS peut fournir à la fois une information de qualité, du contenu audiovisuel, du contenu radio, des émissions de débat, de la discussion politique et peut soutenir la démocratie. Cela ne serait plus possible si chaque bout de contenu devait être payé individuellement. On paierait plus cher qu'avec la redevance, mais nous n'aurions accès qu'à un dixième du catalogue. Le système de catalogue que fournissent les organisations comme la SSR, le service public de l'information, n'est pas seulement important pour la démocratie: c'est rationnellement et économiquement la meilleure façon de fournir un média grâce auquel les auditeurs peuvent vraiment choisir une grande quantité de contenus.

Hug Roman (V, GR): Nun ist es uns möglich, über die SRG-Initiative zu sprechen. Was für ein staatspolitisch schlimmes Projekt, möchte man nach den Hiobsbotschaften einiger Vorredner meinen. Vom politischen Gegner wird darauf hingewiesen, dass bereits umfassende Sparprogramme eingeleitet wurden und diese Initiative unnötig sei. Selbstverständlich wurde die Gebührenabgabe in der vergangenen Zeit gesenkt. Aber es ist entscheidend, die Gründe dafür zu analysieren.

Ich sehe in erster Linie zwei Hauptgründe: erstens den politischen Druck des zuständigen Bundesrates. Herr



Bundesrat Rösti, besten Dank für all Ihre Bemühungen in die richtige Richtung. Die zahlende Bevölkerung dankt es Ihnen. Zweitens muss auch festgehalten werden, dass ohne den Druck der heute zu beratenden Initiative vieles nicht geschehen wäre. Die vergangenen Jahre haben eindrücklich aufgezeigt, dass die Organisation SRG nur auf Druck reagiert, und Druck bedeutet im politischen Umfeld meist Mittelentzug.

So kann man heute in diesem Rat gut über die konkrete Höhe der zu entrichtenden Gebühr streiten. Man kann mit guten Gründen für oder gegen die Initiative argumentieren. Was mich aber grundlegend stört, ist die Angstkampagne der Initiativgegner, die bereits heute breit ausgelegt wird. Ich spüre das in meinem Heimatkanton hautnah, dem dreisprachigen Graubünden. Insbesondere die Angstmacherei bezüglich der kleinsten unserer vier Sprachgemeinschaften, der rätoromanischen Bevölkerung, stört mich.

Wer behauptet, dass der kulturelle und insbesondere der sprachliche Zusammenhalt bedroht sei, spricht die Unwahrheit oder hat den Initiativtext nicht gelesen. Ich zitiere hier nochmals aus den Übergangsbestimmungen, Artikel 197 Ziffer 15 Absatz 1: "Der Gesamtertrag der Abgabe unterliegt den vor Inkrafttreten dieser Verfassungsänderung geltenden Regeln über den Finanzausgleich zwischen den Sprachregionen" – und jetzt kommt es – "um für die sprachlichen Minderheiten gleichwertige und hochwertige Programme zu verbreiten." Also klarer kann von den Initianten nicht mehr festgehalten werden, dass eben genau dieser Grundauftrag nicht im Ansatz angetastet wird.

Genau dieselbe Angst wird verbreitet, indem gesagt wird, dass eine lokale Berichterstattung nach Annahme dieser Initiative nicht mehr möglich sei. Das ist eine völlig verdrehte Argumentation, denn die Gelder für lokale Medienunternehmen werden nicht angetastet. Die Volksinitiative "200 Franken sind genug!" will die privaten Angebote von Radio und Fernsehen gegenüber denjenigen der SRG auf keinen Fall schwächen. Die Privaten erhalten ihre heute schon knapp bemessenen Gebührenanteile ausschliesslich – ich wiederhole: ausschliesslich – zur Erfüllung ihres Informationsauftrages. Deshalb soll in Artikel 197 der Bundesverfassung, Absatz 2 der Übergangsbestimmungen, festgehalten werden: "Der Anteil der privaten regionalen Radio- und Fernsehveranstalter an der Abgabe für Radio und Fernsehen entspricht mindestens" – mindestens! – "der vor Inkrafttreten dieser Verfassungsänderung in ihren Konzessionen definierten Summe."

Auch ich als Vertreter eines dreisprachigen Kantons kann gut hinter dieser Initiative stehen, denn mit der Annahme ebendieser kann in diesem Parlament endlich wieder seriös über den Grundauftrag der SRG debattiert werden. Um es etwas plakativ darzustellen: Wir brauchen in diesem Land wieder mehr echte und unabhängige Berichterstattung aus allen Landesteilen und weniger Glorifizierung von C-Promis in seichten Unterhaltungsformaten. Oder kurz zusammengefasst: mehr Grundauftrag und weniger Nemo.

Mit der Annahme dieser Initiative kann der Grundstein für diese Entwicklung gelegt werden, besten Dank dafür.

Durrer Regina (M-E, NW): Geschätzter Herr Hug, Sie sagten, dass der Verteilschlüssel gleich bleibe. Aber ist es dann, wenn der Verteilschlüssel gleich bleibt und die Menge halbiert wird, nicht so, dass nur noch die Hälfte zur Verfügung steht und das gerade auch in Ihrer Sprachregion wirklich schmerzt?

Hug Roman (V, GR): Nein, ich sehe das anders. Schmerzen würde uns, wenn die SRG weiterhin diese Politik betreibt und eben voll auf diese Unterhaltungsformate setzt. Wir brauchen in unserem Kanton mit drei Sprachregionen gute Informationsgefässe. Die haben wir schon heute, und die werden wir auch in Zukunft behalten. Den Rest sollen Private erledigen.

Fonio Giorgio (M-E, TI): Sette anni dopo l'iniziativa gemella che chiedeva l'abolizione tout court del canone, il popolo svizzero sarà nuovamente chiamato alle urne per esprimersi su una nuova proposta che questa volta non mira ad azzerare il finanziamento, ma in modo più subdolo a dimezzarlo. Un'iniziativa dal titolo accattivante, "200 franchi bastano!". Peccato che non viene mai detto per cosa dovrebbero bastare. Bastano per un servizio pubblico serio, pluralista, in quattro lingue? Assolutamente no! Bastano per una SSR che garantisca informazione regionale e culturale in tutte le aree del Paese? Assolutamente no! Bastano per assicurare alle regioni periferiche, da cui provengo, un servizio di qualità al servizio della cittadinanza? Assolutamente no!

I fautori dell'iniziativa non hanno mai risposto a una domanda fondamentale – bastano per cosa? – e da quello che abbiamo sentito, non lo faranno nemmeno oggi. Quello che è certo sono invece le conseguenze che l'approvazione di questa iniziativa comporterebbe: 2400 posti di lavoro diretti cancellati, altri 2400 nell'economia privata colpiti a cascata, e centralizzazione dell'offerta con un inevitabile impoverimento informativo, culturale e sul piano dell'intrattenimento nelle regioni come il Canton Ticino. È davvero questo che vogliamo?

Tutto ciò accade mentre il canone in passato è già stato ridotto da 451 a 335 franchi e scenderà a 300 franchi entro il 2029, un taglio ulteriore del 17 per cento. Si tratta di una decisione politica già presa che la SSR sta affrontando con serietà e responsabilità, ma non senza dolore. I licenziamenti sono purtroppo già iniziati, e altri seguiranno. Nessuno di noi in questa sala ha vissuto un solo giorno della propria vita senza la SSR. La



AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Nationalrat • Sommersession 2025 • Erste Sitzung • 02.06.25 • 14h30 • 24.060
Conseil national • Session d'été 2025 • Première séance • 02.06.25 • 14h30 • 24.060



conosciamo ciascuno nella nostra lingua, nella nostra regione, nella nostra cultura. Questa Camera ha votato per salvare gli uffici postali e giustamente ci

AB 2025 N 753 / BO 2025 N 753

indigniamo quando le ex regie federali si comportano come il peggior datore di lavoro del Paese. Quindi, se vogliamo essere coerenti, se vogliamo davvero salvaguardare la coesione nazionale e sociale, allora dobbiamo in modo chiaro, netto e responsabile respingere questa iniziativa popolare.

Die Beratung dieses Geschäftes wird unterbrochen
Le débat sur cet objet est interrompu

Schluss der Sitzung um 19.00 Uhr
La séance est levée à 19 h 00

AB 2025 N 754 / BO 2025 N 754





24.060

200 Franken sind genug!
(SRG-Initiative).
Volksinitiative

200 francs, ça suffit !
(initiative SSR).
Initiative populaire

Fortsetzung – Suite

CHRONOLOGIE

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 02.06.25 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 11.06.25 (FORTSETZUNG - SUITE)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 12.06.25 (FORTSETZUNG - SUITE)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 22.09.25 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 24.09.25 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 26.09.25 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 26.09.25 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Wir fahren mit der allgemeinen Aussprache über die Volksinitiative fort.

Porchet Léonore (G, VD): Quel est le prix d'une information indépendante, de qualité, plurilingue et objective ? Sans doute bien plus cher que les 335 francs que nous payons aujourd'hui. Pourtant, c'est ce que cette initiative et son contre-projet veulent remettre en cause. En divisant de moitié le financement de la SSR, c'est bien un affaiblissement brutal du service public que nous aurons à assumer, un affaiblissement dont les effets ne se limiteront pas à quelques économies budgétaires. Cet affaiblissement touchera au coeur de notre démocratie, de notre diversité culturelle et de notre cohésion nationale. Dans un monde saturé de désinformation, l'information sourcée, vérifiée et plurilingue est un trésor, un joyau que la Suisse a su préserver jusqu'à présent et que nous serions bien malavisés de sacrifier, d'autant plus que la confiance du public envers la SSR est remarquable : 73 pour cent de taux de confiance et 83 pour cent de la population qui utilise ses offres chaque semaine. Cela signifie que soutenir la SSR n'est pas un luxe, mais une nécessité démocratique.

J'aimerais annoncer mes intérêts. Je codirige le festival BDFIL, le plus grand festival de bande dessinée de Suisse. À ce titre, nous collaborons chaque année avec la RTS pour mettre en avant la production suisse de bande dessinée. C'est aussi à ce titre que je voudrais insister aujourd'hui sur un aspect essentiel du débat : le rôle irremplaçable de la SSR pour la culture suisse et, donc, pour notre pays tout entier. Parce que, oui, la culture n'est pas une décoration, ce n'est pas "nice to have" ; la culture, c'est un pilier de notre identité collective et la SSR est l'un de ses plus puissants relais.

AB 2025 N 947 / BO 2025 N 947

Quelques chiffres suffisent à en mesurer l'ampleur : 266 millions de francs investis en 2023 dans les programmes culturels, sociétaux et de formation, 187 films, séries et documentaires suisses soutenus dans le cadre du Pacte de l'audiovisuel, des émissions en direct depuis des événements culturels spécifiques de nos régions. Je prends l'exemple du Carnaval de Monthey, de la Fête cantonale des fédérations vaudoises de jeunesse campagnarde à Givrins et de presque tous les festivals de musique et de littérature, dont BDFIL.

Ce n'est pas un hasard si la culture suisse est visible, dynamique, plurielle. C'est le fruit d'un engagement public fort. Sans la SSR et l'irrigation qu'elle apporte aux médias locaux, qui portera la diversité des voix suisses ? Qui portera à notre connaissance ce que nous créons, ce qui est à notre disposition pour rêver, découvrir, réfléchir ? Qui donnera à entendre les dialectes, à voir les documentaires régionaux, à soutenir la création musicale, littéraire, cinématographique suisse ? Ce que cette initiative appelle des économies, c'est en fait un recul massif de la production culturelle indépendante et pluraliste. Et, surtout, ce sont les régions périphériques, les





minorités linguistiques et les jeunes talents qui en payeront le prix fort. Aucun autre média national ne propose une offre en quatre langues, produite dans chacune de nos régions culturelles. Ce plurilinguisme, cette égalité d'accès à un coût estimé à 40 pour cent du budget de la SSR. Mais c'est le prix de l'équité, de la cohésion et de la démocratie vivante. La philosophe Hannah Arendt, connue pour son travail sur le totalitarisme, nous rappelait que la liberté d'opinion est une farce si l'information sur les faits n'est pas garantie et si ce ne sont pas les faits eux-mêmes qui font l'objet de débats. Alors, comment prétendre nourrir un débat démocratique éclairé dans le pays berceau de la démocratie directe en coupant les moyens de celles et ceux qui rendent les faits accessibles, en disant que cet outil précieux de la démocratie ne vaut rien ou presque rien, que la pluralité de langues, d'opinions et de visions de notre pays ne vaut rien ou presque rien ?

Chères et chers collègues, ce que nous défendons ici, ce n'est pas un modèle passéiste ou coûteux, c'est la capacité, pour chaque Suisse, pour chaque Suissesse, où qu'il ou qu'elle vive, de s'informer, de comprendre, de créer, de participer. C'est le choix d'une culture vivante, exigeante, accessible à toutes et à tous. C'est le refus d'un appauvrissement démocratique, social et culturel.

Pour toutes ces raisons, je vous invite à rejeter avec conviction l'initiative populaire "200 francs, ça suffit ! (initiative SSR)" et son contre-projet.

Schmezer Ueli (S, BE): Wir reden oft von Krisen, wir reden von der Energiekrise, Demokratiekrise, Finanzkrise, Bankenkrise, Klimakrise. Von einer Krise reden wir praktisch nie, nämlich von der Medienkrise, aber das ist etwas, das wir haben; wir haben eine Medienkrise. (*Der Redner zeigt ein Plakat mit der Aufschrift "Wir haben eine Medienkrise"*) Ich habe das für Sie und für mich, für uns alle, extra ausgedruckt, damit wir uns das vor Augen führen können, damit uns das heute während dieser Debatte bewusst ist.

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Herr Schmezer, ich mache Sie darauf aufmerksam, dass das Mitführen und Zeigen von Gegenständen, während man spricht, nicht erlaubt ist. Ich zeige Ihnen die Bestimmung, die eigentlich jedem hier im Saal bekannt sein sollte, gerne im Reglement.

Schmezer Ueli (S, BE): Weshalb ist diese Medienkrise dermassen wichtig und dermassen schlimm? Sie ist deshalb schlimm, weil unabhängige Medien für das Funktionieren eines demokratischen Landes unabdingbar zur Infrastruktur gehören, genauso wie Schulen, wie Universitäten, wie Spitäler. Ich nenne drei Indizien für die Krise.

Erstes Indiz: Wir haben fast keine Vielfalt mehr. Im Gebiet zwischen Basel, Genf und Zürich gibt es bei den Printmedien im Wesentlichen noch genau zwei grosse Verlagshäuser mit entsprechend kleiner Medienvielfalt. Zweites Indiz: Der Printjournalismus ist im besten Fall noch schwach rentabel. Das ist eine ganz schlechte Nachricht für den unabhängigen Qualitätsjournalismus, der den Mächtigen auf die Finger schauen müsste. Dieser Journalismus kostet etwas, aber sein Geschäftsmodell funktioniert nicht mehr, weil das Werbegeld dorthin geht, wo die Zielgruppen sind. Wir wissen es: Sie sind heute zum grossen Teil auf Social Media. Milliarden von Franken gehen also jedes Jahr statt an Schweizer Verlage ins Ausland zu Google, Facebook und Co.

Drittes Indiz: Manche Verleger sind heute gar keine Verleger mehr. Sie können sich erinnern: Früher waren die Zeitungen dick, und das Geschäft mit den Anzeigen konnte den Journalismus, der nie ein grosses Geschäft war, querfinanzieren. Heute gibt es diese Querfinanzierung nicht mehr, weil viele Verleger Geschäftsleute geworden sind. Schauen Sie Ringier, schauen Sie Tamedia an. Diese verstecken das nicht einmal. Sie zeigen das offen, sie sagen mehr oder weniger direkt, dass Journalismus für sie nur noch ein Nebengeschäft ist. Wenn es nun mit den Zeitungen in Zukunft noch schlechter läuft, werden sich diese Verleger bzw. Geschäftsleute wahrscheinlich vom Journalismus verabschieden, und dann bleibt als grösseres unabhängiges Haus nur noch die SRG.

Ausgerechnet jetzt kommt diese Halbierungs-Initiative, die nichts anderes ist als eine Breitseite gegen dasjenige Medienhaus, das nicht den Auftrag hat, Dividenden für schwerreiche Aktionäre zu generieren, sondern nur eine einzige und von uns allen finanzierte Aufgabe, nämlich für uns alle gute Programme zu machen. Die SRG macht das für ziemlich wenig Geld, auch wenn das Gegenteil behauptet wird. Nur zwei Zahlen: Das Durchschnittsbudget für Medienkonsum für einen Haushalt beträgt pro Jahr 3168 Franken. Davon gehen lediglich etwas mehr als 10 Prozent an die SRG. Ums Sparen von Geld kann es bei dieser Initiative wirklich nicht gehen. Wenn sie angenommen würde, würde jeder Haushalt 36 Rappen pro Tag sparen.

Es kann auch nicht darum gehen, die Privaten zu retten. Lassen Sie sich das nicht einreden, denn es ist widerlegt. Eine Schwächung der SRG bedeutet keine Stärkung der Privaten – es ist umgekehrt. Wer Angebote der SRG konsumiert, leistet sich auch ein Zeitungsabonnement. Das Problem der Privaten ist, dass die Werbegelder – ich sage es noch einmal – ins Ausland fliessen, dass das Geschäftsmodell nicht mehr funktioniert,



und das hat nichts mit der SRG zu tun.

Worum geht es den Initianten dann? Ich finde, es ist relativ offensichtlich. Es sind die gleichen Leute, die vor ein paar Jahren mit der No-Billag-Initiative die SRG ganz weghaben wollten. Warum sollten sie heute eine andere Absicht haben?

Zum Abschluss noch ein letzter Gedanke. Ich kann mir vorstellen, was jetzt manche von Ihnen denken: Ja, da spricht halt ein Ex-SRGler. Das stimmt. Aber wissen Sie, was? Es geht hier nicht um mich. Es geht um Fakten, und es geht um die Frage, welche Medien wir in Zukunft in unserem Land noch haben werden. Denn wir haben eines ganz gewiss, und das ist eine Medienkrise.

In diesem Sinne: Nein zu dieser unsinnigen Initiative.

Portmann Hans-Peter (RL, ZH): Herr Schmezer, es spricht hier nicht nur ein Ex-SRGler, es spricht einer der Journalisten, der nicht zwischen linker Ideologie und neutralem Journalismus unterscheiden konnte.

Meine Frage an Sie: Was sagen Sie heute all jenen kaputten Existenzen, die Sie als "Kassensturz"-Verantwortlicher zu verantworten haben? Sie haben damit auch diese Initiative zu verantworten. Was sagen Sie all denen? Sie führen sich hier als Feuerwehrmann auf, haben aber selber den Brand gelegt.

Schmezer Ueli (S, BE): Ich gebe Ihnen gerne eine Antwort auf diese Frage. Sie haben sie mir ja schon im privaten Rahmen einmal gestellt, und ich habe mit Ihnen dann eine Diskussion geführt. Diese Frage hat mit der Debatte hier überhaupt nichts zu tun. Wir können das gerne noch einmal diskutieren, und dann können Sie auch Ihre Unterstellungen wiederholen, ich habe damit überhaupt kein Problem; aber wir machen das vielleicht besser im bilateralen Rahmen.

AB 2025 N 948 / BO 2025 N 948

Buffat Michaël (V, VD): Chaque année, 335 francs sont prélevés uniformément sur tous les ménages, peu importe qu'ils consomment peu ou beaucoup de médias, leurs revenus ou leurs situations ; 335 francs pour tous. Pour les entreprises, c'est la même logique : des boulangeries, des cabinets et des indépendants, même ceux qui n'ont jamais un écran allumé doivent également payer. Ce n'est pas une critique gratuite de la SSR. Comme beaucoup, je reconnais l'importance de son rôle : informer, représenter nos langues, nos régions et notre diversité. Cependant, cela ne doit pas nous empêcher de poser cette question essentielle : jusqu'à quand continuera-t-on à faire peser une telle charge sur le budget de nos concitoyens ? L'initiative "200 francs, ça suffit !" n'est pas une provocation, mais une main tendue et une proposition claire de faire évoluer un modèle. Elle vise simplement deux objectifs : premièrement, ramener la redevance des ménages à 200 francs par année et, secondement, exonérer les entreprises. Rien de plus : pas de démantèlement et de privatisation, mais juste un ajustement nécessaire et équitable.

On nous dit souvent que la qualité en souffrirait, mais qui peut dire qu'avec plus de 600 millions de francs de budget la SSR ne pourra pas encore accomplir sa mission essentielle ? Il ne s'agit pas de faire moins, mais de faire mieux, de se recentrer, d'investir dans l'essentiel et, surtout, de répondre à une attente réelle de la population, celle de revoir un modèle de financement devenu lourd, rigide et parfois déconnecté. Le Conseil fédéral le reconnaît d'ailleurs lui-même en proposant une baisse à 300 francs d'ici 2029 et une exonération partielle des entreprises. L'initiative "200 francs, ça suffit !" va plus loin, va plus vite, offre un soulagement réel aux familles, libère les entreprises d'emplois inutiles et garde intact le cœur du service public tout en l'obligeant à évoluer. Ce que nous défendons, ce n'est pas une réduction, mais un rééquilibrage et un geste vers celles et ceux qui, tous les jours, doivent faire des choix en ayant un budget de plus en plus serré.

Gredig Corina (GL, ZH): Wir diskutieren heute nicht nur über Preisschilder und die Frage, ob es um 335 Franken oder um 200 Franken geht. Es geht auch um die Frage, welchen Wert wir dem unabhängigen Journalismus in der Demokratie beimessen wollen.

"Halbierungs-Initiative" mag harmlos klingen, doch sie zielt gerade ins Herz unseres viersprachigen Landes. Denn Demokratie lebt nicht nur von Lärm, auch wenn wir diesen hier bisweilen sehr gerne selber produzieren. Demokratie lebt eben auch von der sogenannten geteilten Wirklichkeit. So hat das die Philosophin Hannah Arendt genannt. Sie hat auch davor gewarnt, dass der öffentliche Raum zerfällt, wenn die Menschen keine gemeinsamen Informationen mehr haben, wenn alle nur noch in ihrer eigenen Wahrnehmung leben. Das ist sehr gefährlich für unsere Demokratie.

Das ist heute eine ernst zu nehmende Gefahr, auch wenn wir das bisweilen gar nicht wahrhaben wollen. Viele Algorithmen bestimmen mittlerweile, was wir sehen, und sie wissen auch, was wir sehen wollen. Wir bekommen daher immer mehr von dem, was wir eben auch gerne sehen wollen. Wer sich online für eine



Meinung interessiert, bekommt nur noch diese – verstärkt, wiederholt und vereinfacht. Was nicht geklickt wird, verschwindet.

Seien wir ehrlich: Viele Debatten, die wir hier führen, sind vielleicht auch vom Verschwinden bedroht, und wir bekommen nur noch Aufmerksamkeit, wenn wir sie quasi zusammen mit Lärm an die Frau, an den Mann bringen. Was polarisiert, das befeuert. Das wissen wir alle. Studien zeigen, dass die sozialen Medien nicht unbedingt das Wahre und Korrekte bevorzugen, sondern eben genau das, was Lärm produziert.

Das führt eben auch zu Rückzug. Fast die Hälfte aller Menschen in der Schweiz meidet heute Nachrichten. Vielleicht tun sie dies, weil sie überfordert sind und das Ganze nicht mehr aushalten. Weil die liberale Demokratie herausgefordert wird und immer mehr Autokraten übernehmen, ist der mediale Service public, so wie wir ihn kennen, keine Nebensache. Er ist für die Demokratie systemrelevant.

Die SRG liefert verlässliche Informationen und generell ein breites Angebot an Sport und Kultur, nicht nur für eine Zielgruppe, sondern für alle Menschen in der Schweiz. Studien aus der Schweiz, Europa und den USA zeigen: Gut informierte Menschen stimmen häufiger ab. Sie gehen eher wählen, sie engagieren sich in der Gesellschaft. Wer versteht, worum es geht, redet und macht mit. Wer gut informiert ist, ist resistenter gegenüber Fake News und Desinformation. Gerade in einer direkten Demokratie wie unserer, in der alle paar Monate komplexe Vorlagen zur Abstimmung kommen, braucht es diese Orientierung. Es braucht unabhängige, verständliche, verlässliche Informationen, und das ist kein Luxus, das ist schlicht Demokratiepflege. Darum braucht es auch entsprechende Ressourcen, gerade in einem viersprachigen Land.

Diese Initiative will den öffentlichen Rundfunk ausbluten lassen. Wer heute 200 Franken fordert, wird morgen 100 Franken und übermorgen dann die komplette Abschaffung des öffentlichen Rundfunks fordern. Genau das ist die Strategie. Erst das Budget halbieren, dann den Auftrag halbieren, weil das Publikum, darüber braucht man sich ja dann nicht zu wundern, ausbleibt, und dann eben selber mit Populismus und Fake News Lärm produzieren.

Hannah Arendts Einsicht, dass Demokratie nicht nur von Institutionen, sondern eben auch von dieser gemeinsamen Wirklichkeit lebt und es einen offenen Diskurs für eine Demokratie braucht, ist im digitalen Zeitalter sogar noch wichtiger geworden. Die Schweiz hat sich stets dadurch ausgezeichnet, dass sie auf Zusammenhalt, Gemeinsinn, Bildung und Aufklärung setzt. Das gilt heute genauso. Die Gebühren für den medialen Service public sind eine Investition in dieses Fundament. Sie sichern nicht nur Programme, sie sichern Vertrauen, Verständigung und das Wahrnehmen von Verantwortung.

Tschopp Jean (S, VD): Face à la vie chère, une redevance à 200 francs peut être tentante, mais attention au mirage de cette initiative. Quelle offre voulons-nous ? Pour le sport, aujourd'hui, nous avons une offre qu'on nous envie loin à la ronde. Nous pouvons suivre les grandes manifestations, les exploits de la Nati, avec l'Euro féminin qui approche, nos skieurs et nos athlètes. Vibrer, c'est quelque chose qui rassemble. Avoir accès aux films et aux séries télé, comme "Tschugger", qui a trouvé son public des deux côtés de la Sarine, relève de la même logique. On crée des référentiels communs. Quantité de productions culturelles locales n'existe que par le soutien de nos chaînes publiques. Sans offre adaptée, les téléspectateurs qui en ont les moyens se tourneront vers les chaînes payantes pour des documentaires, des fictions et du sport. Ceux qui ont un budget plus serré renonceront. Le système actuel de la redevance n'est pas parfait. On peut le faire évoluer. C'est ce que propose la minorité Pult en allégeant la charge des ménages à bas et moyens revenus. Reste que le système de la redevance a le mérite d'ancrer le service public dans la continuité, sans l'exposer aux aléas des débats budgétaires. Une redevance au rabais compromet le droit à une information de qualité. Il n'y a pas de démocratie sans droit à l'information et cela passe par un service public fort et indépendant. Dans un monde qui change, nous avons besoin de grilles de lecture, d'enquêtes, de confronter les points de vue et de comprendre. Ce sont ces formats que cible l'initiative en réduisant notre droit à l'information à son plus simple appareil. "Temps présent", "Mise au point" et "À bon entendre" : ces enquêtes seront les premières à passer à la trappe en cas d'acceptation de l'initiative. Or, ces émissions font le succès de la RTS, depuis plus de 50 ans pour certaines. Pour la Romandie, comme minorité culturelle et linguistique, le risque est considérable.

La presse écrite s'est déjà recentrée en Suisse alémanique en perdant parfois une sensibilité qui fait pourtant partie intégrante de notre pays. Ce risque est encore plus grand pour la Suisse italienne ou pour nos amis romanches. Sans chaînes de télévision ou de radio ayant les moyens d'assurer leur mission de service public, les réseaux sociaux prendront encore plus d'importance dans la formation de l'opinion et l'accès à l'information. Combien de fois sommes-nous confrontés à du contenu présenté comme informatif sur les réseaux sociaux sans aucune vérification ? Loin de moi l'idée de clouer les réseaux sociaux au pilori. Ils peuvent faire vivre la



démocratie ; nous l'avons vu, par exemple, lors de soulèvements populaires dans des régimes autoritaires, mais regardons la réalité en face. Des associations de prévention de la santé des jeunes sont amenées à désertier les réseaux sociaux pour leurs campagnes. Leurs contenus sont devenus invisibles en raison d'algorithmes, définis sans aucun contrôle, par les géants de la tech. Quelques hommes immensément riches de la Silicon Valley contrôlent les informations. Ils élaborent des algorithmes qui favorisent l'outrance au détriment des faits. L'ingérence des patrons de la tech dans les démocraties européennes s'observe élection après élection. Elle représente un danger pour notre souveraineté. Une information fouillée et documentée est à protéger à tout prix. Un affaiblissement des médias de service public face aux réseaux sociaux est un danger pour ce que nous partageons en commun. Les algorithmes créent des bulles qui nous confortent dans nos certitudes. Sans confrontation à la diversité des opinions, on ne sait plus débattre. Les avis de plus en plus tranchés nous conduisent vers l'intolérance et une société clivée, rythmée par des affrontements de plus en plus violents. Cela va à l'encontre de nos valeurs fondamentales, à savoir le consensus et la concertation. Le prix à payer pour renoncer à une information de qualité est vertigineux et ce risque est aussi présent dans le contre-projet du Conseil fédéral de redevance au rabais.

Faisons confiance en notre génie helvétique pour raconter ce qu'il se passe dans ce pays. Non à une SSR au rabais.

Bühler Manfred (V, BE): Cher collègue, vous avez dit que si le budget de la SSR était réduit, des émissions à succès comme "Temps présent" et d'autres seraient supprimées. Pensez-vous vraiment que, si elle avait moins de moyens, la direction de la RTS, vu que c'est la chaîne dont il s'agit, serait suffisamment incompétente pour supprimer les émissions qui ont le plus de succès plutôt que de supprimer ce qui n'intéresse personne ?

Tschopp Jean (S, VD): Merci pour votre question, cher collègue Bühler. Je pense qu'il y a précisément un risque pour ces émissions qui coûtent plus cher que d'autres formats, parce qu'il faut enquêter, parce que cela prend du temps, parce que ce sont des documentaires qui se déclinent sur plusieurs semaines, voire sur plusieurs mois. En réduisant, comme le propose l'initiative, l'information à sa portion la plus congrue, c'est précisément ce type de format qui est en danger.

Meier Andreas (M-E, AG): Die Volksinitiative "200 Franken sind genug!" verlangt eine massive Kürzung der Abgaben der Haushalte für Radio und Fernsehen sowie die vollständige Befreiung der Unternehmen von den Abgaben. Dies würde im medialen Service public zu einem tiefgreifenden Abbau führen. Ich teile deshalb die Haltung des Bundesrates, der die Initiative zur Ablehnung empfiehlt, und dies aus fundierten, nachvollziehbaren Gründen.

Die SRG spielt eine zentrale Rolle für die Grundversorgung aller Sprachregionen mit Information, Bildung und Kultur. Gerade in Randregionen oder für Minderheitssprachen kann der freie Markt diese Versorgung nicht sicherstellen. Der durch Gebühren finanzierte Service public ermöglicht eine unabhängige, demokratierelevante Medienlandschaft. Eine radikale Kürzung, wie sie die Initiative vorsieht, würde dieses bewährte System gefährden und hätte spürbare Folgen für die mediale Vielfalt und Qualität in der Schweiz.

Gleichzeitig ist es berechtigt, kritisch zu hinterfragen, wie die SRG ihre Mittel einsetzt. In meiner Interpellation zum Erwerb von Sportrechten habe ich aufgezeigt, dass die SRG allein für Sportrechte jährlich rund 40 Millionen Franken ausgibt, darunter auch für Rechte, die vorher im privaten Free TV verfügbar waren. Mir war wichtig, dass die SRG und die privaten Medien gemeinsam Lösungen finden. Darum freut es mich sehr, dass dies nun gelungen ist. Am 15. Mai haben der Verlegerverband, der Verband Schweizer Medien, und die SRG gemeinsam kommuniziert, dass sie sich künftig auch im Sport in ihren Stärken ergänzen werden. Bei Sportübertragungen wird sich die SRG auf Inhalte konzentrieren, die von kommerziellen Anbietern nicht abgedeckt werden, und bei der Auswahl von Rechten verstärkt Rücksicht auf private Anbieter nehmen. Die SRG prüft hier aktiv Kooperationen wie beispielsweise Bietergemeinschaften, dies immer unter Berücksichtigung der kartellrechtlichen Vorgaben.

So lehnt nun auch der Verlegerverband die Halbierungs-Initiative klar ab. Er anerkennt, dass die Initiative dem Schweizer Mediensystem jährlich Hunderte von Millionen Franken entziehen will. Das ist nicht im Interesse der Schweizer Medien. Zudem muss die SRG bereits sparen. Der Bundesrat hat bereits gehandelt. Mit einem Gegenvorschlag auf Verordnungsstufe werden die Haushalte bis 2029 entlastet. Kleinere Unternehmen werden neu von den Abgaben befreit. Gleichzeitig erhält die SRG einen Sparauftrag. Diese Massnahmen zeigen, dass Anpassungen möglich sind, ohne den medialen Service public zu gefährden.

Daher lehne ich auch die beiden Minderheitsanträge ab:

1. Die Rückweisung an die Kommission mit dem Ziel, einen neuen indirekten Gegenvorschlag zu erarbeiten, ist unnötig. Der Bundesrat hat bereits eine zielgerichtete und praktikable Lösung gefunden. Eine Kommissi-



onsinitiative in diesem Moment würde das Verfahren unnötig verzögern und zusätzliche Unsicherheit schaffen. 2. Den Antrag der Minderheit Pult, im Rahmen von Artikel 139b der Bundesverfassung die Initiative und einen neuen Gegenentwurf zur Volksabstimmung zu bringen, lehne ich ebenfalls ab. Es besteht kein Bedarf für eine neue Vorlage "Entlastung [...] ohne Abbau des medialen Service public" – die Entlastung ist bereits eingeleitet. Ein solcher zusätzlicher Weg schafft nur Komplexität ohne klaren Mehrwert und gefährdet den politischen Fokus.

Fazit: Die Initiative geht zu weit. Der Gegenvorschlag des Bundesrates ist ausreichend. Die Minderheitsanträge machen die Dinge unnötig kompliziert.

Ich bitte Sie deshalb klar, die Initiative zur Ablehnung zu empfehlen, die Minderheitsanträge abzulehnen und den Gegenvorschlag des Bundesrates zu unterstützen.

Seiler Graf Priska (S, ZH): Ich spreche hier als Vorstandsmitglied des Schweizerischen Gemeindeverbands. In meinem Votum möchte ich den Fokus darum vor allem auf die Schweizer Gemeinden legen, und ich möchte aus Gemeindesicht sagen, dass die Initiative zur Ablehnung empfohlen werden sollte. Der Schweizerische Gemeindeverband spricht sich nämlich deutlich gegen die Halbierungs-Initiative aus. Gerade aus Sicht der Gemeinden und der lokalen Behörden gefährdet die Initiative die demokratische Teilhabe, die Informationsversorgung der Bevölkerung und den gesellschaftlichen Zusammenhalt, insbesondere eben auch auf kommunaler Ebene. Mediale Vielfalt und eine starke viersprachige SRG sind wichtig für eine lebendige Demokratie und eine qualitativ hochstehende journalistische Grundversorgung, insbesondere auch in den sprachlichen Randregionen.

Die Gemeinden in der Schweiz sind auf gut informierte Bürgerinnen und Bürger angewiesen. Nur wenn lokale Medien über kommunale Entwicklungen, Abstimmungen, Gemeinderatsentscheide und Veranstaltungen berichten, kann eine aktive Teilnahme am politischen Leben stattfinden. Nur so können sich die Bürgerinnen und Bürger auch eine eigene Meinung bilden. Diese Funktion wird durch die Initiative gefährdet, da diese zentrale Finanzierungsquellen für die öffentlich-rechtlichen und privaten Lokalmedien massiv einschränken will. Insbesondere die SRG trägt durch ihre Inhalte in allen Landessprachen und für alle Bevölkerungsgruppen ganz wesentlich zum nationalen Zusammenhalt bei. Sie unterstützt die kulturelle Vielfalt und die Sichtbarkeit von Minderheiten. Gerade für ein vielfältiges Land wie die Schweiz ist das ein unentbehrlicher Mehrwert.

Die SRG-Regionaljournale und die Lokalmedien leisten im lokalen Bereich wertvolle Arbeit. Sie geben den Gemeinden eine Stimme und fördern den Dialog. Sie würden bei einer Kürzung wohl als Erste über die Klinge springen müssen. Ohne diese Berichterstattung würden lokale Themen kaum mehr über die Region hinaus wahrgenommen werden, und auch innerhalb der Bevölkerung würde das Wissen über lokale Entwicklungen sinken. Das wäre für den Zusammenhalt

AB 2025 N 950 / BO 2025 N 950

und das gegenseitige Verständnis – ich denke hier auch an das Verständnis zwischen Stadt und Land – geradezu fatal.

Es gibt aber noch einen anderen Aspekt, der für die Gemeinden nicht ganz trivial wäre. Ein Rückzug der Medien aus den regionalen Inhalten würde Städte und Gemeinden dazu zwingen, selbst noch stärker in Information und Kommunikation zu investieren. Für kleinere Gemeinden wäre das aber kaum zu stemmen. Es würde zu noch höheren Kosten für digitale Kanäle, eigene Publikationen und personelle Ressourcen führen. Diese Mittel würden dann in anderen Bereichen wie Bildung, Infrastruktur oder Soziales fehlen. Viele Gemeinden müssen schon jetzt jedes Jahr Kunststücke vollbringen, um in einer angespannten finanziellen Lage ihre Leistungen erbringen zu können.

Last, but not least: Medienunternehmen sind nicht nur Informationsanbieter, sondern auch Arbeitgeber in der Region. Ein Rückbau der Medienlandschaft hätte direkte Auswirkungen auf den lokalen Arbeitsmarkt und die wirtschaftliche Vielfalt.

Ich wiederhole es darum gerne nochmals: Der Schweizerische Gemeindeverband lehnt die SRG-Initiative entschieden ab. Sie stellt eine ernsthafte Bedrohung für die Medienvielfalt dar – eine Bedrohung für die politische Information der Bevölkerung und den gesellschaftlichen Zusammenhalt, gerade auf kommunaler Ebene.

Ich bitte Sie darum, es dem Schweizerischen Gemeindeverband gleichzutun und die Initiative zur Ablehnung zu empfehlen.

Mahaim Raphaël (G, VD): En 2023, j'ai le souvenir de m'être retrouvé un soir dans une salle de cinéma dans la campagne vaudoise pour la projection d'un film sur les jeunesses campagnardes. Un film magnifique, dont je vous recommande le visionnement d'ailleurs, qui s'intitulait "Jeunesses !" et qui a été filmé en plusieurs épisodes, en format documentaire. Lors de la présentation du film, les producteurs et les réalisateurs ont dit



qu'ils remerciaient la redevance, parce que c'était aussi grâce à la redevance que ce genre de production cinématographique pouvait être effectué dans notre pays.

Je vous raconte cette anecdote, parce que, au fond, quand on y réfléchit deux secondes, on arrive assez rapidement à la conclusion que la redevance et le travail fourni par les médias de service public dans notre pays sont aussi et surtout ce qui contribue au miracle helvétique. Le miracle helvétique est cette espèce de recette magique que nous envient beaucoup de pays voisins, ce fonctionnement en démocratie avec des cultures, des langues extraordinairement différentes ; c'est un pays serein, paisible – on peut le voir en comparaison internationale –, avec un degré élevé de confiance envers les institutions, quelque chose que l'on retrouve très peu, voire pas du tout, dans les pays voisins. Tout ceci tient du miracle, en quelque sorte, mais se fonde sur toute une série de piliers fondamentaux, dont les médias de service public en sont un.

La question que l'on se pose aujourd'hui, c'est : pourquoi veut-on affaiblir les médias de service public ? J'avoue très humblement que j'ai beaucoup réfléchi à cette question et que je n'ai toujours pas les réponses à cette question, mais je ne peux pas m'empêcher de dire qu'il y a un certain nombre de constantes dans les attaques formées contre les médias de service public. On l'a vu avec Silvio Berlusconi, à l'époque, en Italie ; on l'a vu avec Viktor Orbán en Hongrie ; on le voit avec Donald Trump. C'est systématiquement ce type de gouvernement autoritaire qui fait des attaques contre les médias l'un de ses chevaux de bataille. Derrière cela, il y a des raisons évidentes et assez graves qu'il convient de dénoncer avec la dernière énergie, celle que nous allons mettre d'ailleurs, aussi, dans la campagne référendaire. On s'en prend aux médias, parce que les médias représentent le contre-pouvoir par excellence. Ils représentent le lieu, par excellence, où l'on critique les décisions prises de façon hâtive, les décisions unilatérales ou, justement, les décisions des gouvernements autoritaires. Les médias représentent le lieu où l'on exerce le contre-pouvoir pour protéger la diversité, pour éviter la pensée unique et pour éviter la démagogie. C'est le rempart contre la démagogie et contre toutes les tentatives pour affaiblir la démocratie. Quand on voit, au fil de l'histoire, à quel point ces gouvernements autoritaires s'en sont pris aux médias de service public, nous sommes obligés de reconnaître que l'attaque portée aujourd'hui en Suisse contre la SSR procède d'une même logique. Il faut la combattre avec la dernière énergie, parce qu'il en va de notre démocratie et de notre vivre ensemble. Si ce miracle helvétique est possible, si tout ceci tient ensemble malgré nos différences, malgré nos divergences, malgré les langues différentes, c'est notamment grâce aux médias de service public.

Encore deux mots pour répondre à deux choses dites dans ce débat qui me paraissent totalement absurdes et sur lesquelles j'avais envie de revenir. La première chose qui a été dite lors du début du débat, c'est que, oui, certains médias privés font preuve de davantage de neutralité que la SSR qui, elle, serait partielle et servirait uniquement les théories de certains partis politiques ou de certains cercles. Rien n'est plus faux que ceci. Rien de ceci n'est vrai. Qui parmi les médias privés – sur lesquels je ne veux évidemment pas porter de critique, j'ai aussi beaucoup de respect pour leur travail, il faut porter tous les médias ensemble – dispose de voies de droit vers une instance des plaintes neutres qui peut traiter des plaintes lorsqu'il y a un désaccord sur le contenu, lorsqu'il y a un soupçon ou un reproche d'impartialité ? Cela n'existe pas. C'est une spécificité des médias de service public de la SSR, qui est une instance qui fonctionne bien, qui reçoit toute une série de plaintes chaque année, qui en traite beaucoup, qui en admet certaines et en rejette d'autres ; c'est bien ainsi.

Le deuxième point sur lequel je voulais revenir, c'est qu'on a beaucoup critiqué que la redevance était prélevée sur la tête des entreprises. Évidemment, une entreprise ne peut pas être elle-même devant son écran pour regarder la télévision le samedi soir, mais une entreprise a aussi un intérêt à ce que son communiqué sur sa dernière invention, sur ses dernières modifications au sein de sa structure, soit repris, diffusé, commenté et critiqué par les médias de service public.

C'est donc dans l'intérêt du pays et aussi des entreprises qu'il faut rejeter cette initiative. C'est ce que je vous invite à faire.

Bühler Manfred (V, BE): Cher collègue, vous avez parlé de gouvernements autoritaires qui s'en prennent aux médias. Sauf erreur, la chaîne de télévision française C8 a été fermée récemment sur décision d'une autorité, certes indépendante, mais tout de même mise en place par le gouvernement français. Considérez-vous donc que le gouvernement français est autoritaire, puisqu'il a fermé cette chaîne, qui détonnait visiblement dans le paysage médiatique ?

Mahaim Raphaël (G, VD): Merci pour cette question. Ce qui est intéressant, c'est que l'on a précisément affaire, ici, à une chaîne de média qui ne respectait pas les obligations de neutralité et d'impartialité que l'on fait peser sur la tête de la SSR. On est donc dans une situation où, justement, ce que l'on cherche à préserver, c'est la neutralité, l'impartialité, la diversité. Et c'est le but du combat que nous menons contre la diminution



de la redevance. Du reste, permettez-moi encore un mot pour dire que ce que nous espérons, évidemment, c'est que la démocratie s'exprime et que le peuple, souverainement, rejette cette initiative en comprenant les enjeux qui se cachent derrière cette attaque contre la SSR.

Roduit Benjamin (M-E, VS): Cher collègue, dans un pays où le pouvoir est élu démocratiquement, n'y a-t-il pas une contradiction à dire que les médias doivent être à la fois un contre-pouvoir et un service public ?

Mahaim Raphaël (G, VD): C'est une bonne question, presque philosophique. J'ai envie de vous dire que non, parce qu'avoir des institutions élues démocratiquement et des contre-pouvoirs pour les critiquer quand cela ne fonctionne pas et que les décisions sont mauvaises, fait partie de l'architecture démocratique. Cela participe du débat démocratique, comme le référendum populaire. Cela participe au débat démocratique. Vous savez comme moi que, lors des

AB 2025 N 951 / BO 2025 N 951

derniers scrutins fédéraux, la population n'a pas suivi le gouvernement ou notre Parlement dans toute une série de votes. Cela a été rendu possible parce que des médias critiquent notre travail. Je suis le premier à être heureux, en quelque sorte, si l'on me critique. Ça fait partie du job. Dans une réelle démocratie, les pouvoirs ne se suffisent pas à eux-mêmes. Il faut aussi des contre-pouvoirs, et les médias en sont probablement l'un des plus importants représentants.

Vontobel Erich (V, ZH): Wir haben schon viele Voten zum Thema gehört, und es fällt mir auf, dass vor allem die Ratslinke die SRG verteidigt. Mich macht das hellhörig, wenn sich diese Leute auf einmal für den nationalen Zusammenhalt starkmachen. Ich habe dafür folgenden Erklärungsversuch: Die SRG ist das Sprachrohr der Linken. Klar verteidigen die Linken ihr Megafon.

Nun aber zu meiner eigentlichen Rede: Der Respekt vor den 126 290 Stimmberechtigten, die ihre Unterschrift für diese Volksinitiative gegeben haben, verpflichtet uns, ihre Stimme ernst zu nehmen. Als das Schweizer Radio und Fernsehen (SRF) am 29. April 2025 die Initiative in einem Halbsatz pauschal als erneute Initiative aus Kreisen der SVP abtat, wurden all diese Menschen in ein Parteikorsett gezwängt. Dass sich ein gebührenfinanzierter Koloss so selbstverständlich als ein politischer Akteur gebärdet, zeigt, weshalb er endlich kleiner werden muss.

Gleichzeitig steht die SRG vor einem massiven Wahrnehmungs- und Glaubwürdigkeitsproblem. Fast drei Viertel ihrer Journalistinnen und Journalisten ordnen sich selbst links der Mitte ein. Die "Sonntags-Zeitung" belegte das schon 2017. Wenn diese Köpfe dann über Themen wie den Nahostkonflikt berichten, entsteht nachvollziehbarerweise der Vorwurf tendenziöser Auswahl und Gewichtung. Medienvielfalt entsteht nicht aus Gesinnungsmonokulturen, sondern aus Wettbewerb.

Die Revision des Bundesgesetzes über Radio und Fernsehen von 2015 legte den Grundstein für die heutige Haushaltsabgabe. Sie gilt schweizweit seit dem 1. Januar 2019 für alle, egal ob man SRG-Programme nutzt oder nicht. Das Bundesgericht spricht bei dieser Abgabe von einer eigentlichen Spezialsteuer. Es ist Geld, das einzig und allein dazu dient, die SRG zu finanzieren. Für Firmen bedeutet das eine Doppelbelastung. Zuerst zahlt jeder Mitarbeitende und jeder Firmeninhaber daheim die obligatorische Haushaltsabgabe. Zusätzlich wird das Unternehmen selbst zur Kasse gebeten, die Höhe des Betrags gestaffelt nach Jahresumsatz. So finanziert derselbe Betrieb die SRG faktisch zweimal.

Solche Zwangsabgaben ohne jede "Ich kann abwählen"-Option widersprechen dem liberalen Grundverständnis vieler Bürgerinnen und Bürger. Besonders hart trifft es Junge, Singles und Nichtnutzer. Selbst die SRG räumt ein, dass sie junge Leute schlechter erreicht als andere Altersgruppen. Trotzdem zahlen diese Jungen und alle, die die SRG-Angebote kaum nutzen, den vollen Betrag. Damit wandert das Geld von vielen Leuten zu wenigen Nutzern und von Jung zu Alt. Ein Blick auf das Angebot der SRG macht das Missverhältnis deutlich: 17 Radioprogramme, sieben Fernsehkanäle und eine wachsende Streaming-Plattform – all das wird aus dem Gebührentopf finanziert, obwohl Schweizer Haushalte schon heute die weltweit höchsten Rundfunkabgaben zahlen, ganz egal, ob sie überhaupt ein Radio oder einen Fernseher besitzen. Die SRG besetzt jede Nische und verdrängt private Innovation.

Zu den Kosten hinzu kommt die mangelnde Transparenz beim Inkasso. Für das Eintreiben der Radio- und TV-Gebühren erhält die private Serafe AG vom Bund jährlich rund 17,5 Millionen Franken. Wie viel davon tatsächlich als Kosten anfallen und wie viel als Gewinn übrig bleibt, ist nicht öffentlich einsehbar. Selbst der neu abgeschlossene Vertrag legt die Marge nicht offen. Recherchen zeigen lediglich, dass 2024 ein Gewinn von knapp 6 Millionen Franken als Dividende an die Muttergesellschaft floss. Wer hier wen kontrolliert, bleibt unklar.



Selbst der Bundesrat gesteht Spielraum nach unten ein. Er will die Abgabe bis 2029 auf 300 Franken senken. Wenn sogar die Regierung anerkennt, dass weniger genügt, ist der von der Volksinitiative geforderte Schritt auf 200 Franken pro Haushalt konsequent, nicht radikal. Dabei bleiben private Sender geschützt. Die Initiative schreibt ausdrücklich fest, dass die heutigen Gebührenbeiträge an 34 private Regionalradio- und TV-Stationen unverändert weiterfliessen. Die Volksinitiative schwächt also nicht die Vielfalt, sondern stärkt sie, indem sie dem marktbeherrschenden Player den Gürtel enger schnallt.

Fridez Pierre-Alain (S, JU): Payer moins pour la redevance, la belle affaire ! Mais avec quelles conséquences sur les prestations de la SSR, dans un pays d'une grande diversité ? Une diversité linguistique, avec quatre langues nationales. Une diversité géographique : les montagnes, la région des lacs, le Plateau et le Jura sont des lieux totalement différents. Surtout, des régions excentrées ont besoin d'avoir accès à des informations privilégiées.

L'initiative se traduirait obligatoirement par des coupes dans les prestations sportives et culturelles, et dans l'information locale, surtout dans les régions périphériques. On aurait également un grand problème pour avoir une information diversifiée de qualité, la possibilité de débattre et de réaliser des productions multiples qui enrichissent la vie culturelle de la Suisse.

J'aimerais vous expliquer ce que j'ai vécu fin avril dernier. J'ai été invité par la RTS à assister au départ du Tour de Romandie. C'était à Saint-Imier, un contre-la-montre. À cette occasion, j'ai eu la possibilité de visiter les installations mises sur pied par la RTS pour diffuser cet événement. La RTS a quasiment envahi la place centrale de Saint-Imier avec des cars transformés en bijoux technologiques. Plus de 80 personnes étaient présentes pour permettre la retransmission en direct de cette manifestation sportive dans des dizaines de pays ; un véritable défi technologique relevé avec une équipe très précise, très réactive et faisant preuve d'un grand professionnalisme. En voyant cela, je me suis dit que l'on avait besoin d'énormément de moyens et d'une technologie de pointe pour réaliser une émission de peut-être deux heures. À l'évidence, si l'on réduit les moyens de la RTS, ce type de retransmission pourrait disparaître. Avec l'initiative, cette prestation ne serait certainement plus possible à l'avenir. Je pense que nous devons réfléchir. On a énormément de moments privilégiés, dans notre pays, lors desquels on peut assister à des manifestations culturelles, sportives ou autres. C'est grâce à ces moyens que la RTS réussit à offrir ces prestations. Si l'on coupe dans la somme mise à disposition de cette institution, il y aura obligatoirement des déceptions. Il ne faut pas croire que c'est ce que l'on préfère qui sera sauvegardé. Tout cela sera étalé sur l'ensemble de la population. Réagissons et refusons cette initiative !

Marchesi Piero (V, TI): Questo dibattito sul servizio pubblico nei media, avremmo verosimilmente dovuto aprirlo già alcuni anni fa, ovvero dopo la bocciatura dell'iniziativa "No Billag". All'epoca mi opposi a quell'iniziativa perché era troppo estrema. Abolire in toto il canone avrebbe messo a rischio la coesione nazionale e la presenza dei media per le minoranze linguistiche. Ma proprio per questo, dopo quel voto sarebbe stato necessario sedersi al tavolo e ridefinire cosa intendiamo oggi per servizio pubblico. Era stato promesso che dopo il voto questo discorso si sarebbe svolto, che si sarebbero tagliati gli sprechi e che ci si sarebbe concentrati sull'essenziale.

Chi ha mantenuto queste promesse? Nessuno. Anzi, la SSR, di fatto, ha preferito non cambiare nulla, continuando ad espandere la propria offerta ed a gravare sui cittadini con un canone tra i più alti del mondo. Allora la domanda che oggi dovremmo porci è questa: vogliamo davvero continuare così? Vogliamo continuare ad imporre ad ogni economia domestica un canone di 335 franchi l'anno per finanziare tutto, cioè sport, fiction, intrattenimento e quiz televisivi? Oppure vogliamo finalmente ridefinire ciò che è veramente un servizio pubblico? È davvero giusto che con un canone obbligatorio si paghino programmi che nulla hanno a che fare con l'informazione o la coesione nazionale? Vogliamo concentrarci su ciò che serve davvero alla nostra democrazia,

AB 2025 N 952 / BO 2025 N 952

ovvero un'informazione indipendente, un approfondimento di qualità, cultura e pluralismo linguistico? Se la qualità dei programmi della SSR è così alta come viene sempre rivendicato, perché mai si dovrebbero temere i servizi – che a mio avviso esulano dal mandato pubblico – ad abbonamento facoltativo? Perché non lasciare dunque che i cittadini scelgano liberamente che cosa pagare e che cosa invece rifiutare?

Con l'iniziativa "200 franchi bastano!" si propone esattamente questo approccio equilibrato. Chi vuole più contenuti li potrà acquistare volontariamente, come già oggi facciamo per tanti altri servizi televisivi. Chi invece vuole semplicemente un servizio pubblico essenziale, vale a dire informazione, approfondimento e coesione nazionale, pagherà un canone obbligatorio ridotto e più equo di 200 franchi.



Naturalmente comprendo le preoccupazioni che emergono, soprattutto qui nella Svizzera italiana, nel Canton Ticino, e nelle regioni di minoranza linguistica. È giustificata la paura che ad esempio la RSI sparisca o venga penalizzata? Assolutamente no! Il testo dell'iniziativa lo conferma e dice in modo esplicito che la perequazione finanziaria tra le regioni linguistiche resta garantita. Le minoranze linguistiche dunque non devono temere. Evidentemente ci sarà una riorganizzazione dell'azienda SSR, ma la presenza nelle regioni linguistiche come nel Canton Ticino e nella Svizzera italiana dovrà essere mantenuta.

Diciamoci la verità, il vero pericolo per le minoranze linguistiche non è l'iniziativa "200 franchi bastano!"; il vero pericolo è l'immobilismo. È un sistema che continua ad allontanare i cittadini, soprattutto i giovani, che fruiscono delle informazioni in modo totalmente diverso rispetto al passato, e che oggi non apprezzano – questo lo dicono i dati statistici – l'informazione com'è proposta attualmente. Dunque è l'occasione per sviluppare nuove tecnologie, per permettere di avvicinare i giovani con altri sistemi. Confermando un sistema con un canone obbligatorio molto alto, imposto a tutti, non darà le risposte che qui tutti noi auspichiamo.

Con questa iniziativa non si cancella dunque il servizio pubblico, lo si salva, lo si rende più sostenibile, più onesto, più rispettoso dei cittadini e della pluralità linguistica della nostra Svizzera. Per questo vi invito con convinzione a sostenere il rinvio in commissione, come proposto dal collega Fischer, e a sostenere l'iniziativa "200 franchi bastano!".

Pamini Paolo (V, TI): Come riconcilia il fatto che il servizio pubblico dovrebbe essere indipendente, eppure la maggior parte dei giornalisti che operano in SSR si sono più volte dichiarati di sinistra?

Marchesi Piero (V, TI): A questa domanda non sono in grado di rispondere in modo compiuto. È un dato statistico che la maggioranza dei giornalisti sono di sinistra – o così si dichiarano. Evidentemente, l'informazione deve essere sotto la lente da parte della SSR in modo particolare per assicurare che l'informazione sia equilibrata e trasparente. È un tema che esula anche in parte da questa iniziativa, perché essa chiede di ridurre il canone che si preleva alle famiglie e alle imprese, mentre l'orientamento politico dei giornalisti è un altro tema.

Müller-Altermatt Stefan (M-E, SO): Ich habe den Fraktionssprecherinnen und -sprechern und den Einzelrednerinnen und -rednern bisher relativ aufmerksam zugehört. Ich habe eine Diskussion über Information und Desinformation, über Kultur und Vielfalt dieses Landes vernommen. Ich habe vernommen, wie die Befürworter der Initiative uns Gegnern der Initiative doch recht süffisant vorwerfen, wir würden wohl übertreiben, denn es könne ja kaum sein, dass die Kultur und die Vielfalt des Landes an dieser einen Institution, der SRG, hängen. Ich möchte Ihnen deshalb, auch als Präsident der parlamentarischen Gruppe Musik, einfach einmal aufzeigen, was die SRG beispielsweise für das musikalische Schaffen leistet. Seit 2004 verpflichtet sich die SRG durch die Unterzeichnung der Charta der Schweizer Musik, in ihren Radioprogrammen einen angemessenen Anteil an Schweizer Produktionen zu berücksichtigen. Das Resultat daraus ist unter anderem, dass der Anteil an Schweizer Musikern auf den SRG-Sendern 38 Prozent beträgt; bei einzelnen Radiosendern sind es über 50 Prozent. Pro Jahr werden von der SRG 600 Musikproduktionen, also 600 Konzerte und Showcases, aufgenommen. Diese werden auch auf "Play Suisse" zur Verfügung gestellt. Auf "Play Suisse" gibt es auch die Plattformen "mx3.ch" für aktuelle Musik, "volksmusik.mx3.ch" für die Volksmusik und "neo.mx3.ch" für zeitgenössische Musik.

Die SRG unterstützt 300 Festivals, darunter das Label Suisse Festival in Lausanne, welches die Vielfalt der Schweizer Musik abbildet. Im letzten September fanden allein an diesem Festival 66 Konzerte mit Schweizer Musik vor 60 000 Zuschauerinnen und Zuschauern statt.

Die SRG tauscht gezielt Musik zwischen den Sprachregionen aus. Radio SRF 2 Kultur, RTS Espace 2 und Rete Due tauschen regelmässig Konzertaufnahmen aus ihren Regionen aus, und sie haben auch eine gemeinsame Sendung, den dreisprachig moderierten "Pavillon Suisse". Last, but not least ruft die SRG für den Eurovision Song Contest jedes Jahr junge Musiktalente auf, sich auf die grosse europäische Bühne zu begeben – im Jahr 2024 sogar siegreich, wie wir wissen.

Es geht bei dieser Initiative nicht einfach um "CSI: Miami", wie schon gesagt wurde. Es geht auch nicht um den "Kassensturz". Es geht tatsächlich um die Schweizer Kultur und die Vielfalt des Landes – da können die Initianten noch so süffisant lächeln und uns vorwerfen, wir würden übertreiben. Denn das, was ich soeben aufgezählt habe – nur schon aus dem Musiksektor, die Durchdringung mit Schweizer Musik, 600 Musikproduktionen, 300 Festivals, die Plattformen –, macht kein Privater. Das ist auch kein Ausufern irgendwo in den privaten Sektor hinein, denn einen privaten Sektor gibt es in diesem Bereich nicht – es gäbe ihn selbst dann nicht, wenn wir im Übermass Geld hätten. Diese Aufgabe würde einfach niemand übernehmen.

Die Initiative halbiert nicht einfach die SRG, sie halbiert tatsächlich auch das Musikschaffen und die Musikwirtschaft in der Schweiz, welche von der SRG angestossen, verbreitet, multipliziert wird. Sie halbiert die



Schweizer Musik. Unser nationales Instrument ist das Alphorn, nicht das Halbhorn. Ein Halbhorn klingt nicht. Bitte empfehlen Sie die Initiative zur Ablehnung.

Zryd Andrea (S, BE): Als langjährige Sportlerin, Trainerin und auch Mitglied von vielen Sportorganisationen glaube ich, einschätzen zu können, wie wichtig der Sport für die Gesellschaft ist. Es ist eben mehr als nur Wettkampf und Bewegung. Es ist Begegnung, Gemeinschaft und Identität – Schweizer Identität. Sport bringt Menschen zusammen, unabhängig von Kanton, Sprachregion, Altersgruppe und Geschlecht. Er begeistert Tag und Nacht, in der Halle, auf dem Rasen, aber eben auch auf dem Bildschirm. Die SRG spielt dabei eine unverzichtbare Rolle: Sie macht Sport sichtbar. Sie bringt Emotionen, Geschichten, Leistungen aus allen Enden und Ecken unseres Landes ins Radio, auf den Bildschirm oder auch auf unser Handy.

Wer von den Älteren hier im Rat kennt die Geschichten nicht, beispielsweise über Pirmin Zurbriggen's Knie? Oder wer kennt den Ruf "Flieg, Simi" nicht, als Simon Ammann zur Doppel-Olympia-Medaille geflogen ist? Ich glaube, das ist Grund genug dafür, dass wir eben eine starke SRG brauchen. Florence Schelling, Daniela Ryf, Martina Hingis, sie alle haben begeistert und begeistern immer noch. Vielleicht etwas aktueller: Wer hat die Tränen von Angelica Moser nach der verpassten Olympiamedaille nicht gesehen – und vielleicht selber sogar eine vergossen? Wer hier im Saal kennt die Geschichte um Christian Stucki und seine Ernährung nicht? Ich denke, etliche konnten nicht nur Leistungen mitnehmen, sondern auch Geschichten, die betroffen machen und uns alle irgendwie etwas angehen. Marcel Hug und Catherine Debrunner haben den Parasport revolutioniert. Sie sammeln einen Rekord nach dem anderen.

Die SRG berichtet nicht nur über grosse internationale Events, sondern auch über die nationalen Meisterschaften und über kleinere, weniger bekannte Sportarten oder über

AB 2025 N 953 / BO 2025 N 953

Frauensport, also über Dinge, die sonst nicht so viel Sichtbarkeit geniessen. Das ist existenziell für diese Sportarten, aber auch für unsere Nachwuchsförderung. Diese Vielfalt ist einzigartig und von existenzieller Bedeutung für den Schweizer Sport ganz im Allgemeinen. Eine Halbierung der Mittel würde unweigerlich zu einem massiven Abbau führen. Die Sportberichterstattungen würden stark gekürzt. Sportarten wie Handball, Frau Fussball, Bob, Leichtathletik, Unihockey würde man am Fernseher wohl kaum noch oder nur in Sequenzen sehen. Der beliebte Breitensport und unser Fussball wären auch betroffen. Es wären nicht mehr so viele Spiele im Fernsehen zu sehen. Die Übertragungsrechte sind sehr teuer, und Grossanlässe wie die Olympischen Spiele, die Fussball-EM oder -Weltmeisterschaften wären nicht mehr frei für alle zugänglich – ein herber Verlust nicht nur für die Sportfans, sondern für die ganze Gesellschaft, denn Sport hat eine identitätsstiftende und integrative Wirkung. Wenn die Schweiz an einem Grossanlass mitfiebert, dann fühlen wir uns verbunden, wir fiebern mit, egal aus welchem Kanton wir kommen, welche Sprache wir sprechen. Das gemeinsame Erleben stärkt unser Zusammengehörigkeitsgefühl.

Die Kürzung der Sportberichterstattung hat ebenfalls Auswirkungen auf die Sportverbände und die Vereinskultur in der Schweiz. Die SRG publiziert rund 1000 Sportwettbewerbe pro Jahr und verfügt über langjährige Erfahrung und Kompetenzen in diesem Bereich. Davon profitieren zahlreiche Sportarten in Verbänden und Vereinen und ihre Mitglieder. Mit ihren Produktionen leistet die SRG einen essenziellen Beitrag zur medialen Präsenz und somit zur Sichtbarkeit unseres Schweizer Sportes. Das wirkt sich auf das Sponsoring und somit auch auf die Finanzierung der Sportarten aus. Ich bezweifle, dass die privaten Medien die Fähigkeit und das Interesse haben, die Angebote zu übernehmen, die die SRG aufgeben müsste. Sie sind eben sehr kostspielig, wie ich schon erwähnt habe.

Ich sage deshalb aus voller Überzeugung Nein zur Halbierungs-Initiative, Ja zu einem starken Service public, Ja zu einem vielfältigen, frei zugänglichen Sportangebot für alle – für unsere Kinder, unsere Vereine, unsere Gemeinschaft, für eine Schweiz, in der der Sport weiterhin eine zentrale Rolle spielt.

Andrey Gerhard (G, FR): Ich wage etwas Unorthodoxes und verzichte darauf, ausführlich herzuleiten, weshalb die Halbierungs-Initiative für das Funktionieren unserer direkten Demokratie gefährlich ist.

Die öffentlich-rechtlichen Medien und die durch öffentliche Gelder unterstützten privaten Medien sind nicht das Problem unserer Epoche der Desinformationsgesellschaft, sondern gemeinsam die beste Antwort darauf. Man brauche aber mehr Zeit, um sich an die neuen digitalen Realitäten anzupassen. Das sagen mir Medienvertreterinnen und -vertreter seit Jahren. Dazu brauche es beispielsweise im Rahmen des Leistungsschutzrechts eine Linksteuer. Dieser Ansatz würde jedoch Big-Tech-Player wie Google in ihrer Rolle als sogenannte Gatekeeper nur noch mehr stärken, und mit den KI-Modellen sind die Tage dieses eigentlich noch jungen Geschäftsmodells ohnehin gezählt. Mir scheint aber in der Debatte um die Medienlandschaft Schweiz ausgeblendet zu werden,



wie digitale Ökonomien funktionieren und welche auch technischen Herausforderungen es diesbezüglich zu bewältigen gibt.

Die Medienbranche steht als Ganzes in Konkurrenz zu Big-Tech-Organisationen. Deshalb sollte sie öffentlich-rechtliches wie privates Fernsehen und Radio, gedruckte Zeitungen und Online-Magazine als ein einziges Ökosystem verstehen, um tatsächlich eine Chance zu haben. Wir haben nämlich ein Grundversorgungsproblem. Gerade junge Menschen, also die künftigen Erwachsenen, haben nur noch genau ein Tor in den Informationsraum, ein 7-Zoll-Display, allzeit griffbereit und von einer Handvoll Tech-Giganten kontrolliert. Es geht also nicht nur um Inhalte, sondern um Infrastrukturen, die wegen der Plattformlogik Monopolcharakter haben. Wenn eine Infrastruktur monopolartig ist, darf sie nicht privat sein, sonst wird der Markt komplett verzerrt. Das erleben wir heute.

Eine Vision einer Medieninfrastruktur Schweiz könnte die einer gemeinsamen, digitalen Vertriebsplattform sein, betrieben als Service public; ein digitales, zeitgemässes und gemeinschaftliches Verteilschienenetz, auf dem die öffentlich-rechtlichen und privaten Inhaltswaggons, egal, ob als Bild, Ton oder Text, im gesunden Wettbewerb gleichermassen ausgespielt werden können; eine werbefreie Service-public-Medien-App, auf der die Beiträge aller Medienhäuser in allen Formaten erreichbar wären und die auf jedem Handy, das in der Schweiz verkauft wird, vorinstalliert wäre.

Die Inhalte würden den Medien über die tatsächlichen Nutzer finanziell vergütet, wie wir das beim Radio oder TV über die Serafe-Abgabe kennen. In einem Service-public-Modus gäbe es Zugang zu einer eingeschränkten Anzahl von Beiträgen, und für diejenigen, die das möchten, gäbe es im Vollmodus mit einem zusätzlichen Abonnement einen unbeschränkten Zugang zu allen Inhalten. Die Algorithmen, die bestimmen, was angezeigt wird, wären transparent und durch die Nutzenden frei einstellbar. Die Medien könnten sich wieder vermehrt auf ihre Kernaufgabe konzentrieren: guten Journalismus zu machen und nicht technologische Plattformen zu betreiben. So gewinnen wir als Gesellschaft etwas die Kontrolle über den Informationsraum zurück. Für die Menschen im Land entstünde ein moderner, digitaler Medienservice.

Zugegeben, das alles bräuchte Mut und Willen. Man müsste zum Beispiel über die Bücher gehen, wie neben den Serafe-Abgaben die Gelder zusammenkommen sollen, die die sowieso sinkenden Werbeeinnahmen kompensieren. Man könnte zum Beispiel Online-Werbung stärker besteuern. Wenn Werbung nicht mehr die journalistischen Inhalte quersubventioniert, wie das in der Vergangenheit der Fall war, könnte man diesen Ausfall mit einer Sondermehrwertsteuerabgabe auf Online-Werbung kompensieren.

Ich bin mir bewusst, dass ich hier Ideen teile, die ziemlich stark von der aktuellen Debatte abweichen. Mir scheint die Ausgangslage so schwierig und gleichzeitig so wichtig zu sein, dass neue Ansätze diskutiert werden müssen: neue Ansätze, um die vierte Gewalt so auszustatten, dass sie ihren gesellschaftlichen Auftrag möglichst unabhängig ausführen und gleichzeitig die tektonischen Veränderungen im Informationsraum überwinden kann. Es braucht dazu die Willensnation Schweiz, so wie es uns unsere Vorfahren damals bei der Gründung der SRG vorgelebt haben. Was es jetzt aber ganz sicher nicht braucht, ist eine Schwächung der SRG.

Gianini Simone (RL, TI): Nel breve tempo che mi è concesso suddividerò il mio intervento in due parti. Nella prima parte porterò all'attenzione due degli elementi di carattere generale in virtù dei quali ritengo che l'iniziativa debba essere respinta. Nella seconda parte desidero fare un appello alle colleghe e ai colleghi delle minoranze linguistiche, in particolare a quelle del mio cantone, rendendoli attenti al rischio di perdere una realtà, una delle poche rimaste dopo le dismissioni delle ex regie federali, che considera a pieno titolo – e forse anche di più – il Ticino, la Svizzera italiana, nell'ambito dei meccanismi ridistribuivi federali.

Prima però una premessa: rispetto alla situazione odierna, la SSR può senz'altro risparmiare ed è infatti ciò che ha già deciso di imporre il Consiglio federale con la modifica della relativa ordinanza che prevede la riduzione progressiva del canone a carico delle economie domestiche dagli attuali 335 ai 300 franchi entro il 2029 – dopo che nel 2019 era già sceso da 451 a 365 franchi – e l'innalzamento della cifra d'affari per l'esenzione dal pagamento del canone delle aziende dagli attuali 500 000 ai 1,2 milioni di franchi all'anno a partire dal 2027.

Una giusta direzione che, va riconosciuto, e vi è da scommettere che anche qualche sostenitore dell'iniziativa popolare avrà di che dolersene, accanto alla ricerca di maggiore efficienza comporterà la riduzione del budget complessivo in ragione di 270 milioni di franchi e la perdita di 900 posti di lavoro. Ben di più – si è calcolato sino a 750 milioni di franchi e fino a 3000 posti di lavoro in meno – se passasse invece l'iniziativa popolare.

Veniamo ai due punti generali. Il primo riguarda la coesione nazionale. Per un Paese così sfaccettato dal punto di vista



AB 2025 N 954 / BO 2025 N 954

geografico, culturale e soprattutto linguistico come il nostro, è essenziale che vi sia un ente radio-televisivo nazionale forte e con le risorse necessarie per coprire quelle particolarità che, altrimenti, nessun emittente privato riuscirebbe o avrebbe l'interesse a garantire. La SSR è un unicum nel panorama mediatico europeo perché produce in quattro lingue diverse per una popolazione di 9 milioni di abitanti. Il quadrilinguismo in Svizzera determina circa il 40 per cento del costo del canone. In altre nazioni molto più grandi e popolate della nostra il canone può invece essere suddiviso tra un numero molto più alto di abitanti senza dover produrre contenuti in più lingue.

Il secondo punto riguarda il mito della sussidiarietà. In un Paese piccolo e così variegato come il nostro, pensare che quanto oggi viene prodotto dalla radiotelevisione nazionale lo potrebbe essere dalle emittenti private, che per questo si farebbero pagare in base all'utilizzo effettivo, è una chimera. La realtà è che, a fronte di un pubblico numericamente limitato, una buona parte degli eventi culturali o sportivi, anche di rilevanza nazionale, non sarebbero più coperti.

Concludo con un appello rivolto in particolare ai rappresentanti, ma in fin dei conti anche alle cittadine e ai cittadini del Cantone Ticino: abbiamo visto partire filiali della posta, strutture dell'esercito e centri amministrativi delle telecomunicazioni, contro la cui centralizzazione anche chi oggi promuove l'iniziativa si è battuto. Sostenere il dimezzamento del budget della SSR che le permette di produrre in Ticino i contenuti audiovisivi che raccontano nella nostra lingua la nostra realtà regionale è quanto meno autolesionista. Il Ticino lamenta giustamente che l'attuale sistema perequativo finanziario intercantonale sia sbilanciato. Sono quindi periodiche le richieste di revisione per portare al sud delle Alpi più soldi. E parallelamente cosa si farebbe accettando l'iniziativa? Si minerebbe alla base uno degli unici sistemi perequativi grazie al quale il Ticino riceve molto di più, circa 240 milioni di franchi, pari al 20 per cento del canone complessivo, rispetto a quanto versa, 50 milioni, pari al 4 per cento del canone complessivo a livello nazionale. Con il canone a 200 franchi la SSR dovrebbe funzionare con un budget ridotto della metà, il che non permetterebbe più di finanziare la produzione nella forma decentralizzata che conosciamo oggi. Ne risulterebbe una centralizzazione maggiore, a scapito, in particolare, fatalmente, del Cantone Ticino.

Vengo alla conclusione: se vogliamo continuare ad avere in Ticino con la SSR una realtà radio-televisiva che – pur con tutti i miglioramenti e risparmi che le si possono chiedere senza problemi – produce contenuti radiofonici, televisivi e web in lingua italiana, non si sostenga l'iniziativa! Se vogliamo continuare ad avere in Ticino una SSR che garantisce un indotto di oltre 200 milioni di franchi all'anno, generando, oltre ai posti di lavoro diretti, indirettamente altri 450 impieghi presso le centinaia di aziende fornitrici sul territorio, alle quali si rivolge per l'acquisto di beni e servizi pari a oltre 50 milioni di franchi all'anno, non si sostenga l'iniziativa! Ci si limiti, invece, a implementare il controprogetto indiretto deciso dal Consiglio federale.

Crottaz Brigitte (S, VD): À première vue, qui serait contre une baisse de facture, moins de charges et donc plus de pouvoir d'achat ? Voilà le refrain simpliste des initiants de l'initiative "200 francs, ça suffit !". Toutefois, derrière ce slogan vendeur, cette initiative a un projet plus inquiétant, celui d'un affaiblissement méthodique de notre service public audiovisuel, avec une atteinte directe à la qualité de l'information, à la diversité culturelle, à la cohésion nationale et à notre démocratie. Il est pour le moins surprenant d'entendre les défenseurs de l'initiative invoquer leur volonté d'augmenter par ce biais le pouvoir d'achat de la population, alors que ce sont les mêmes qui refusent de maîtriser les coûts des loyers ou de plafonner les primes d'assurance-maladie à 10 pour cent du revenu, mesures qui permettraient réellement d'agir sur le pouvoir d'achat, plutôt que l'économie de 28 francs par mois et par ménage qui serait effectuée grâce à cette initiative.

Cette initiative prétend que 200 francs, ça suffit. Mais non, ça ne suffit pas pour financer un journalisme rigoureux, indépendant et enraciné dans toutes les régions linguistiques du pays ; ça ne suffit pas pour garantir que chaque citoyenne et chaque citoyen ait accès à une offre médiatique de qualité. Diminuer la redevance annuelle de 335 à 200 francs par ménage et supprimer purement et simplement la contribution des entreprises représente une coupe de plus de 400 millions pour la SSR – une saignée budgétaire sans précédent. L'information, mais également les offres culturelles et sportives, seraient particulièrement menacées. On nous assure que la SSR pourrait continuer à remplir un service indispensable à la collectivité. Or, qui définit ce qui est indispensable et pour qui ? Ce flou sémantique est une aubaine pour ceux qui veulent en finir avec la SSR sous sa forme actuelle. L'objectif n'est pas caché : réduire la taille du service public, recentrer ses missions et laisser le champ libre aux acteurs privés. Peu importe que ces derniers soient animés par la recherche du profit ou peu soucieux des minorités linguistiques ou des exigences démocratiques. À nos yeux, ce qui est indispensable pour notre démocratie directe et notre cohésion sociale, c'est un service public médiatique fort



avec une mission de pluralité politique servant de contrepoids dans le paysage médiatique. Sa fragilisation accentuerait la désinformation et la polarisation de la société.

Le Conseil fédéral, pourtant sensible aux préoccupations économiques, propose lui-même de rejeter cette initiative. La Commission des transports et des télécommunications du Conseil national propose de même le rejet de cette initiative et souligne, à juste titre, que la redevance actuelle est la condition sine qua non pour garantir une offre quadrilingue, indépendante et pluraliste. Elle rappelle que la SSR n'est pas seulement une prestataire de programmes, mais aussi un acteur essentiel de notre vie démocratique. Une démocratie directe comme la nôtre ne peut survivre sans des outils d'analyse critique, sans un espace d'informations partagées, ce qui est aujourd'hui mis en péril par la désinformation galopante. L'ère numérique a décuplé les canaux de diffusion, mais pas la véracité des contenus. Dans ce contexte de "fake news", d'algorithmes de polarisation ou de manipulation de l'opinion, le rôle d'un service public fort n'est pas un luxe : c'est un garde-fou et un rempart contre les dérives populistes. Ceux qui dénoncent les prétendus biais de la SSR sont souvent les mêmes qui préfèrent ces plateformes opaques. Ils ne veulent pas plus de liberté d'expression, mais moins de contradictions, moins de nuances et moins de réalités.

La Suisse mérite mieux. Elle mérite une SSR capable de couvrir aussi bien les grands enjeux que les affaires locales ; une SSR qui informe, qui relie, qui fait vivre nos langues, nos cultures et notre esprit critique. Affaiblir ce lien, c'est faire le jeu du repli, de l'individualisme et du chacun pour soi. À l'heure où les crises s'enchaînent, où la confiance dans les institutions se fragilise, voire disparaît, couper dans le financement de l'information publique est un non-sens. Loin de renforcer la liberté, l'initiative ouvre la porte à un désert médiatique dans lequel seules les voix les plus bruyantes, les plus riches et les plus radicales sauront se faire entendre. Nous devons résister à cette illusion d'économie, dire non à cette attaque idéologique et réaffirmer haut et fort que l'information de service public est un pilier de notre démocratie ; un pilier que nous ne devons ni fragiliser ni brader.

Rüeggsegger Hans Jörg (V, BE): Mit der Volksinitiative "200 Franken sind genug!" soll die Abgabe für Radio und Fernsehen für Haushalte von heute 335 auf 200 Franken reduziert und mehrere zehntausend Unternehmen gänzlich von der Mediensteuer befreit werden. Besonders störend ist für mich die Tatsache, dass auch Unternehmen ab 500 000 Franken Jahresumsatz mit der Mediensteuer belastet werden. Seit Jahren engagieren sich der Schweizerische Gewerbeverband und der Schweizerische Bauernverband für eine Befreiung der Unternehmen von der Mediensteuer. Alle Versuche zur Abschaffung sind bisher leider gescheitert, obwohl sowohl das Bundesverwaltungs- als auch das Bundesgericht in der Vergangenheit das System der Unternehmensbesteuerung durch die Radio- und Fernsehgebühr kritisiert haben, zuletzt am 20. Dezember 2024, als das Bundesgericht die Tarifstruktur der

AB 2025 N 955 / BO 2025 N 955

Unternehmensabgabe für Radio und Fernsehen als verfassungswidrig taxierte.

Im Grunde genommen handelt es sich bei der Unternehmensabgabe um eine ungerechte Doppelbesteuerung, das wissen wir schon länger, und wir wissen es eigentlich alle. Die Unternehmer bezahlen zweimal, als Privatperson und als Unternehmen, das Gleiche gilt auch für die Arbeitnehmenden. Die gleiche Person kann nicht gleichzeitig am Arbeitsplatz und zuhause Radio hören oder fernsehen. Zudem bricht auch ohne SRG eine wahre Kostenlawine über die KMU herein: Ausbau des Sozialstaates, immer neue Vorschriften, Auflagen, Gebühren und Abgaben. Es braucht jetzt endlich, mit konkreten Taten, eine Entlastung für unsere KMU.

Nun noch in eigener Sache zur Arbeit der SRG und von SRF: Ich schätze die Arbeit, die beim Radio und beim Fernsehen tagtäglich geleistet wird, ich nutze diese Informationen. Ich möchte auch die flächendeckende Grundversorgung in den Sprachregionen nicht missen. Ich denke aber – die Diskussionen in den letzten Wochen haben es gezeigt –, dass es Luft nach oben gibt. Es ist unbestritten, dass die neue Generaldirektorin den Willen zeigt, diese Luft nach oben zu nutzen, damit dieses wichtige Unternehmen in eine erfolgreiche Zukunft überführt werden kann.

Sagen Sie in diesem Sinne Ja zur Initiative.

Nause Reto (M-E, BE): Ich lehne die Initiative aus sicherheitspolitischen Überlegungen ab. Erstens wird die Welt gerade mit Falschinformationen, Deepfake-News und staatlich gelenkter Propaganda geflutet, und die SRG kann hierzu ein Gegengewicht bilden. Zweitens gibt es eine Leistungsvereinbarung der SRG mit dem Bund. In Krisenszenarien, zum Beispiel bei einem landesweiten Blackout, ist die SRG verpflichtet, pro Sprachregion den ersten Radioprogrammsender während zehn Tagen weiterzubetreiben. Das ist die einzige Möglichkeit, breite Kreise der Bevölkerung zu erreichen. Sonst stünden Ihnen in einer solchen Situation nur die Notfall-



treffpunkte zur Verfügung, wo Sie quasi physisch mit der Bevölkerung sprechen und Informationen übermitteln müssten. Dieses Szenario ist sehr real, wie die jüngsten Ereignisse in Spanien oder in Portugal gezeigt haben. In einer solchen Notsituation ist die SRG auch verpflichtet, eine Not-"Tagesschau" zu produzieren.

Ausserdem betreiben Kantone, Bund und SRG das Informationssystem, das beispielsweise bei einem Sirenenalarm zum Tragen kommt und mit welchem über die Radiosender Handlungsanweisungen für die Bevölkerung weitergegeben werden können. Im Kriegsfall begleiten Journalistinnen und Journalisten der SRG den Bundesrat in geschützte Führungsanlagen und stellen eine Berichterstattung sicher. Diese Berichterstattung stellen sie dann auch den privaten Sendern zur Verfügung.

All diese Aufgaben sind in der aktuellen Zeit zentral. Sie können meines Erachtens nicht delegiert werden, und ich sehe auch keinen anderen Akteur, der hier in die Bresche springen würde.

Aus diesem Grund bin ich dankbar, wenn Sie die Initiative zur Ablehnung empfehlen.

Fehlmann Rielle (S, GE): Dans une démocratie directe comme la nôtre, la diffusion d'informations sérieuses basées sur des faits, ainsi que le débat d'idées, sont indispensables à son bon fonctionnement. Il est donc indispensable d'assurer la diffusion d'émissions dans toutes les régions linguistiques du pays. Or, seul un service public suffisamment doté et indépendant peut offrir une information de qualité et garantir sa diffusion dans toutes les régions de Suisse. Le service public joue un rôle essentiel dans les régions de montagne et dans les zones rurales où le paysage médiatique est moins diversifié que dans les zones urbaines.

Pourtant, l'initiative dont nous discutons aujourd'hui va exactement dans le sens inverse : en voulant réduire la redevance radio et télévision de 335 francs à 200 francs par an pour les ménages privés et exonérer totalement les personnes morales, elle affaiblira les bases de notre cohésion nationale. Cela revient en fin de compte à miner notre démocratie. Cette baisse se traduira par de sévères coupes budgétaires qui obligeront la SSR à faire des choix difficiles, par exemple en fermant certains sites régionaux et bureaux locaux. Cela affaiblira encore le journalisme régional et local qui permet à l'heure actuelle de rendre compte de manière vivante des réalités très diverses de notre pays.

Les cantons ont bien compris cet enjeu puisqu'ils s'opposent clairement à l'initiative et aux coupes qui s'ensuivront. Les moyens pour couvrir les actualités, notamment la vie politique des collectivités locales, vont manquer, puisque ces coupes entraîneront inmanquablement une diminution du personnel. Selon les estimations, la réduction de moitié du budget de la SSR entraînera la suppression de 2400 postes à plein temps. Même la diminution plus modérée décidée par le Conseil fédéral, à savoir de faire passer la redevance de 335 francs à 300 francs, provoquera la suppression de 900 emplois d'ici à 2029. La Suisse romande et le Tessin seront proportionnellement plus touchés que la Suisse alémanique, ce qui portera un coup à la cohésion nationale, qu'il faut, au contraire, soigner. L'initiative aura pour conséquence d'appauvrir considérablement l'offre culturelle et sportive ; elle provoquera aussi une baisse du soutien dans les domaines de la création cinématographique et de la musique suisse. Est-ce vraiment cela que nous voulons ?

Contrairement à ce qu'affirment les initiants, le secteur privé, même s'il a sa place dans le paysage médiatique, ne peut pas remplacer les médias publics. Les médias privés attendent un retour sur investissement. Ils doivent être rentables, faire de l'audience, et leur indépendance n'est pas toujours garantie.

Alors que nous sommes envahis de "fake news", que l'avis d'influenceurs peu scrupuleux a souvent plus de poids qu'une émission bien documentée, le moment est particulièrement mal choisi pour affaiblir nos médias publics. Il faut un contrepoids aux réseaux sociaux où l'on réagit sous le coup de l'émotion, dans l'immédiateté, et sans prendre de recul face aux flux de nouvelles qui nous arrivent. La population doit être consciente qu'une information de qualité a un coût et qu'une économie à court terme peut être très dommageable pour le système démocratique dont nous sommes fiers et que nous vantons partout. Nous ne devons pas céder aux sirènes des populistes qui font croire que cela contribuera à augmenter le pouvoir d'achat de la population, alors que les mêmes refusent toute mesure qui serait efficace pour, précisément, augmenter ce pouvoir d'achat, par exemple en luttant contre les loyers trop élevés ou les primes d'assurance-maladie trop élevées également.

Nous devons donc nous opposer fermement à cette initiative nocive, d'abord aujourd'hui, au sein du Parlement, et ensuite dans les urnes.

Bürgi Roman (V, SZ): 335 Franken, das zahlt heute nicht nur jeder Haushalt in diesem Land für die SRG, sondern auch jede Firma wird zu dieser Zwangsabgabe genötigt, ob man das Angebot nutzt oder nicht. Und was kriegen wir dafür? Ein Medienhaus, das sich aufgebläht hat wie ein Staatsbetrieb, das teure und unnötige Produktionen in der ganzen Welt ausrichtet und über Dinge berichtet, die irrelevant sind. Das hat mit Service public nicht mehr viel zu tun.

Die Initiative "200 Franken sind genug!" bringt Ordnung in dieses Chaos. Dies ist keine Revolution und kein



Kahlschlag, sondern eine Rückbesinnung auf den Kernauftrag. 200 Franken pro Jahr, das reicht aus für eine seriöse Grundversorgung. Unternehmen werden endlich befreit von Gebühren, die sie nie hätten bezahlen sollen. Diese nicht bezahlten Gebühren fliessen übrigens über die Unternehmen wieder direkt in unsere Wirtschaft zurück. Junge Leute und Singles werden endlich entlastet.

Seit Jahren werden die Gebühren für die Schweizerinnen und Schweizer gesenkt, und die SRG existiert trotz alledem noch. Bei so vielen erfolgreich vollzogenen Sparmassnahmen sind weitere Sparmassnahmen definitiv möglich. Denn Fakt ist: Heute subventionieren die Jungen ein Angebot, das sie kaum mehr konsumieren. Sie zahlen brav und streamen dann trotzdem auf Youtube, Spotify oder Netflix. Wo bleibt da die Fairness? Und das Ganze geschieht unter dem Deckmantel von Service public, während die SRG sich immer

AB 2025 N 956 / BO 2025 N 956

weiter im Online-Markt breitmacht, wo längst unzählige private Anbieter unterwegs sind. Die SRG drängt mit Gebührengeld gegen die private Konkurrenz in den Markt. Das ist marktverzerrend und schlicht unnötig. Jedes Unternehmen in diesem Land muss kundenorientiert handeln. Die SRG erfüllt diesen Auftrag nicht. Es kann nicht sein, dass das Schweizer Staatsfernsehen Sendungen ausstrahlt, die die Schweizer Bevölkerung nicht mehr interessieren.

Die SRG ist nicht nur zu teuer, sie ist auch zu mächtig. Journalisten, Aufsichtsgremien, Verwaltungsrat: Von politischer Ausgewogenheit ist da nicht mehr viel zu spüren. Da fragt man sich: Wie soll da eine bürgerliche schweizerische Bevölkerung repräsentiert sein?

Die Initiative "200 Franken sind genug!" bringt ein System ins Gleichgewicht, das aus dem Lot geraten ist. Sie reduziert die Zwangsbelastung, sichert die Grundversorgung, schützt sprachliche Minderheiten und stärkt die privaten Medien, und dies mit Augenmass, präzise, nüchtern und wirksam.

Wer Markt statt Monopol will, sagt Ja. Wer fair zahlen will, sagt Ja. Wer eine ausgewogene Medienlandschaft will, sagt ebenfalls Ja – Ja zur Initiative "200 Franken sind genug!".

Wismer-Felder Priska (M-E, LU): Herr Bürgi, Sie haben am Anfang Ihres Votums gesagt, dass 335 Franken für die SRG bezahlt werden. Wissen Sie, wer alles von den Serafe-Gebühren profitiert?

Bürgi Roman (V, SZ): Natürlich – es sind viele Leute, die davon profitieren. Aber ich muss Ihnen Folgendes sagen, Frau Kollegin Wismer: Angesichts der Tatsache, dass das Schweizer Fernsehen Sendungen in der ganzen Welt produzieren kann, von denen nur wenige Bürger Gebrauch machen, sind 335 Franken schon sehr viel. Und ich muss Ihnen sagen, dass wir als Unternehmen kein Schweizer Fernsehen und kein Schweizer Radio konsumieren und trotzdem Gebühren zahlen. Dann, das muss ich sagen, reichen diese 200 Franken.

Glättli Balthasar (G, ZH): Wir haben gerade die Selbstwidersprüchlichkeit der Argumentation der Gegnerinnen und Gegner gehört. Mein Vorredner argumentierte damit, dass er sagte, es sei unfair, wenn man den jungen Menschen mit diesen Gebühren Geld abverlange; diese seien doch nur auf Social Media und auf Youtube unterwegs. Gleichzeitig sagte er zwei Absätze später, es sei doch ein Skandal, wenn die SRG dort unterwegs sei, dort gebe es ja ganz viele andere, gute Informationsquellen, die man konsumieren könne.

Ich muss Ihnen sagen, ich sehe das zu 180 Grad anders. Wenn es eine Aufgabe gibt, die von den Privaten nicht oder dort, wo sie es tun, nur sehr schlecht gemacht wird, dann ist es die Präsenz mit qualitativ guten, neuen, innovativen Formaten eben auch dort, wo die jungen Medienkonsumierenden unterwegs sind. Das ist tatsächlich nicht wirklich im linearen Fernsehen, ausser bei den grossen Kaminfeuerereignissen der Nation oder bei grossen Sportevents. Entsprechend muss ich Ihnen aber auch sagen, dass ich von der SRG selbst unheimlich enttäuscht bin, weil sie in ihrer Vereinbarung mit den Verlegerinnen und Verlegern diesen einen ihrer massiven Pluspunkte nun selbst infrage stellt.

Wo findet man heute online qualitativ gute Informationen über schweizerische Inhalte? Das ist auf diesen Plattformen dort der Fall, wo SRF unterwegs ist. Die Frage ist ganz einfach: Überlassen wir das Russia Today, oder wollen wir unserer jungen Generation noch eigene Informationen mitgeben?

Wir haben in diesem Rund in den letzten Wochen immer wieder eine Thematik diskutiert – wir werden es auch in der nächsten Woche und sicher in den kommenden Sessionen wieder tun -: Wir müssen die Demokratie schützen, wir müssen wehrhaft sein, wir müssen es schaffen, dass wir unsere Demokratie stärken. Demokratie ohne Information ist keine Demokratie. Demokratie lebt davon, dass die Menschen wissen, was wir machen, dass sie das auch kritisieren können, dass sie uns wählen und wieder abwählen können. Wie sollen sie das können, wenn sie gar nicht wissen, was wir hier machen? Dafür muss man diese Informationen auch dorthin tragen, wo die Menschen sind, und sie nicht irgendwo in ein paar Analog-Fernsehstationen verstecken, die man tatsächlich immer weniger schaut. Da gehöre ich auch dazu, ich bin in diesem Sinne jung geblieben, ich



schaue auch nicht mehr Analog-TV.

Das Zweite ist: Es gibt einen Grundfehler in dieser Debatte. Es gibt in der Politik zwei Bereiche. Es gibt Bereiche, da ist weniger mehr, da ist Konkurrenz vorhanden, da gilt ein Entweder-oder. Daneben gibt es in der Politik Bereiche, da ist mehr mehr. Medienvielfalt ist ein Punkt, wo mehr mehr ist. Wenn Sie mehr gute Angebote von der SRG haben, dann führt das dazu, dass mehr Menschen ein Interesse haben, sich qualitativ hochwertige Informationen zuzuführen, und das führt dazu – das ist nicht einfach eine These, das ist bewiesen, die Studie wurde zitiert –, dass auch mehr Menschen wieder ein Zeitungsabo haben, ob jetzt online oder auf Papier. Dann führt das dazu, dass man eher wieder Radio hört, auch wenn es mal ein Privatrado ist, durch welches auch spannende, wichtige Inhalte verbreitet werden.

Mehr ist mehr. Bitte sparen Sie nicht die demokratische Vielfalt in diesem Land zu Tode.

Reimann Lukas (V, SG): Sehr geehrter Herr Kollege Glättli, Sie haben richtig gesagt, dass der Kern der Demokratie davon lebt, dass man jemanden wählen und auch abwählen kann. Gehört zu diesem Kern der Demokratie nicht auch, dass man Fernsehsender wählen oder eben auch abwählen kann und damit keine Zwangsgebühren zahlen muss?

Glättli Balthasar (G, ZH): Zum Kern der Demokratie gehört ganz genau, dass Sie entscheiden können, was Sie schauen, dass Sie eine Auswahl bei dem haben, was Sie schauen, und dass kein "Einparteiensystem" besteht. Genau diese Auswahl, diese Medienvielfalt, wird durch eine Stärkung der SRG eben auch gestärkt. Was Sie wollen, ist, dass es dann irgendwie einen Einheitsbrei gibt, also in ganz vielen Regionen nur noch ein Medienhaus. Ich lebe in einer bevorzugten Region, in der Stadt Zürich. Dort gibt es Medienvielfalt auch ohne SRG. Aber in ganz vielen Regionen in diesem Land – wir haben es gehört – gibt es keine Medienvielfalt. Wenn Sie meinen, die Schweiz bestehe nur aus Zürich, dann muss ich Ihnen als Zürcher sagen: Nein, die Schweiz besteht nicht nur aus Zürich, und auch Menschen, die nicht in Zürich leben, haben Anrecht darauf, verschiedene, vielfältige, unterschiedliche Haltungen zu hören, und genau das ist die Auswahl, die sie auch wollen.

Farinelli Alex (RL, TI): Oggi parliamo di un'iniziativa che mette in discussione non solo il futuro della SSR, ma anche la coesione culturale e democratica del nostro Paese. Viviamo in un'epoca in cui le notizie corrono ben più veloci della verità, dove un solo elemento che non ci piace basta per mettere in dubbio un intero sistema. È proprio questo che rischia di accadere se dovessimo accogliere l'iniziativa "200 franchi bastano!". Non si tratta infatti di un semplice risparmio, ma di un attacco chiaro e diretto a una struttura e alla sua missione di servizio pubblico. L'iniziativa dimezzerebbe il budget della SSR; sarebbero quasi 800 milioni di franchi in meno e oltre 2400 posti di lavoro a rischio all'interno dell'azienda, e altrettanti all'esterno. Ma in realtà non si tratta solo di questi numeri. Tagliare in questo modo significa centralizzare, chiudere delle sedi nelle regioni periferiche, indebolire la copertura giornalistica regionale, limitare la pluralità culturale, sportiva e musicale.

Vengo dalla Svizzera italiana, da una delle regioni che chiaramente sarebbe chiamata a pagare uno dei prezzi più alti per questa iniziativa. Ma oggi, qui, vi parlo esclusivamente da svizzero. Sarebbe sbagliato infatti dire che con la SSR difendiamo la regionalità nel nostro Paese. Al contrario, difendiamo proprio la Svizzera, che può esistere solo grazie alla sua diversità, a una SSR infatti che non solo racconta il nostro Paese, ma che in realtà lo fa vivere e quindi in definitiva contribuisce a farlo esistere.

Chi pensa che altri attori potranno sostituirsi alla SSR in questo compito sbaglia. Magari occuperanno lo spazio, magari occuperanno la parte di intrattenimento del pubblico, ma non potranno farlo con lo stesso risultato, perché il mandato della

AB 2025 N 957 / BO 2025 N 957

SSR è chiaro. Raggiungere tutte e tutti, in tutte le regioni, in tutte le lingue, è l'essenza stessa del nostro servizio pubblico. Attaccare la SSR in definitiva significa attaccare la cultura svizzera, perché è anche attraverso la SSR che la nostra cultura si esprime, si diffonde e si rafforza.

Il Consiglio federale ha già proposto un controprogetto che chiede parecchi sforzi a questa azienda, che prevede una riduzione progressiva del canone da 335 a 300 franchi entro il 2029, e che chiede anche una riduzione del canone per le imprese. Questo implica per la SSR risparmi dell'ordine di 270 a 300 milioni di franchi, ossia del 17 al 20 per cento del suo budget attuale. È un sacrificio importante che va riconosciuto. È una trasformazione che è già iniziata, che va accompagnata, ma che non va ulteriormente estremizzata.

Oggi quindi non possiamo che essere chiari: questa iniziativa è sbagliata nei contenuti ed è pericolosa nelle conseguenze. È un salto nel buio che mette a rischio la qualità dell'informazione, la coesione nazionale e la vi-



talità culturale della Svizzera. Chi ama davvero il nostro Paese e la sua diversità, chi crede nella responsabilità politica e nella forza democratica, non può che dire un chiaro no all'iniziativa "200 franchi bastano!".

Suter Gabriela (S, AG): Die Initiative, über die wir heute debattieren, will die Haushaltsabgabe für Radio und Fernsehen von heute 335 Franken auf 200 Franken senken und alle Unternehmen von der Abgabe befreien. Das ist Politik mit der Abrissbirne. Das Budget der SRG würde von heute auf morgen halbiert. Statt 1,2 Milliarden Franken hätte sie nur noch 630 Millionen Franken zur Verfügung. Die Initiative wird deshalb nicht von ungefähr auch Halbierungs-Initiative genannt.

Was auf den ersten Blick verlockend für das eigene Portemonnaie klingen mag, hätte einen regelrechten Kahlschlag bei der SRG zur Folge. Denn eine Halbierung der Mittel würde ja nicht einfach bedeuten, dass das Programm ein bisschen entschlackt und ein wenig abgespeckt würde. Eine Halbierung würde bedeuten, dass ganze Regionalstudios geschlossen, Formate eingestellt und eine Vielzahl von Stellen abgebaut werden müssten. Vom Kahlschlag bedroht wären die inklusionsfördernden Leistungen und die Angebote für die Sprachminderheiten. Denn es ist wenig wahrscheinlich, dass die SRG mit den begrenzten Mitteln an der Viersprachigkeit ihres Angebots festhalten könnte. Ist es wirklich das, was die Befürworterinnen und Befürworter der Initiative wollen?

Ich bin der Meinung, dass die Schweiz einen starken, unabhängigen, inklusiven und vielfältigen medialen Service public braucht, heute mehr denn je. Denn in den letzten Jahren ist die Qualität der journalistischen Inhalte in der Schweiz leider nicht gerade gestiegen, um es einmal euphemistisch zu sagen. Haben Sie heute Morgen einen Blick auf die Tageszeitungen im Vorzimmer geworfen? Viele Titelblätter sehen fast gleich aus, weil die Zeitungen einigen wenigen Konzernen gehören und Mantelberichterstattung betrieben wird. In der Schweizer Medienlandschaft wurden in den letzten Jahren Redaktionen zusammengelegt und Stellen abgebaut, es wird mehr oder weniger schamlos voneinander abgeschrieben und weniger selbst recherchiert. Die Artikel werden so aufgemacht, dass sie möglichst viele Aufreger und damit Klicks produzieren. Für die Einordnung von Informationen – essenziell für die Meinungsbildung, das Fundament einer funktionierenden Demokratie – wird immer weniger Zeit aufgewendet. Gerade in der heutigen Weltlage wäre es wichtig, der Bevölkerung die komplexen politischen, sozialen und wirtschaftlichen Zusammenhänge aufzuzeigen.

Immer wieder wird gesagt, die SRG sei eine Konkurrenz für die privaten Medien. Das stimmt nicht, und das behaupte nicht einfach ich, sondern das zeigt eine Studie des Forschungszentrums für Öffentlichkeit und Gesellschaft der Universität Zürich. Wer SRG-News-Angebote nutzt, konsumiert auch häufiger Pendler-, Boulevard- und Abonnementmedien als Personen, die keine SRG-Angebote nutzen. Die SRG-Angebote werden also ergänzend zum übrigen Medienkonsum genutzt. Und genau diese Vielfalt an Medienkonsum ist wichtig für die Meinungsbildung, wichtig für eine funktionierende Demokratie.

Ich lade Sie ein, diese schädliche Initiative zur Ablehnung zu empfehlen. Sie gibt vor, das Portemonnaie der Schweizer Bevölkerung zu schonen. In Tat und Wahrheit ist sie aber eine Anti-Service-public-Initiative. Sie gefährdet den nationalen Zusammenhalt, sie gefährdet die Meinungsvielfalt, und sie gefährdet die unabhängige politische Meinungsbildung. Wer einen starken Service public will, einen unabhängigen, inklusiven und vielfältigen medialen Service public in allen vier Landessprachen für alle Regionen, muss ihn auch finanzieren.

Kamerzin Sidney (M-E, VS): Aujourd'hui, nous débattons d'un sujet qui peut paraître pertinent, à savoir réduire la redevance pour les ménages, réduire la redevance pour les entreprises et limiter le rôle de la SSR à l'information, et encore, à une information limitée, puisque pour certains cette information serait orientée trop à gauche, en particulier. Mais la SSR, ce n'est pas seulement l'information. Aujourd'hui, en tant que Valaisan, j'aimerais mettre l'accent sur la culture, sur le sport et sur les traditions, puisque la SSR retrace trois activités ou trois manifestations essentielles pour la Suisse, c'est-à-dire les courses de ski alpin, les combats de reines – essentiels en Valais, en Suisse et en Suisse romande – et bien évidemment, aussi, la Patrouille des glaciers. Tout d'abord, le ski alpin : c'est un sport emblématique en Suisse, qui est diffusé non seulement gratuitement, mais aussi dans toutes les régions linguistiques de la Suisse. Le ski alpin est un sport clé en Suisse, qui inspire la jeunesse, qui met en valeur les clubs de ski alpin locaux et qui valorise nos stations de montagne. Sans la SSR, ces images disparaîtraient ou seraient reléguées aux chaînes payantes, car produire et diffuser du sport, et en particulier du ski alpin, est difficile. Mais la SSR bénéficie d'une expertise dans ce domaine. La preuve : c'est la SSR qui produit les images des épreuves de ski alpin pour les Jeux olympiques.

Autre exemple, la Patrouille des glaciers : course mythique dans un contexte militaire, devenue un événement populaire d'envergure internationale, elle incarne la solidarité, le dépassement de soi et aussi le lien entre les activités civiles, sportives et l'armée. La SSR, en collaboration avec les médias privés, transmet cette course mythique dans le paysage médiatique suisse pour toute la population et même au-delà. Elle permet de vivre



cette aventure humaine, de ressentir ces émotions, de découvrir la beauté des paysages alpins. Une telle couverture est très exigeante sur le plan de la sécurité, sur le plan logistique et sur le plan technique. Enfin, la SSR permet de faire vivre la culture. Je prends pour exemple les combats de reines : vous avez la chance de vivre la finale nationale des matches de reines, le fameux dimanche, dans l'arène de Pra Bardy de Sion, en Valais. Quelle chaîne privée retransmettrait cet événement mythique pour la Suisse, cet événement qui véhicule nos valeurs, nos traditions, dans la Suisse tout entière ? Aucune chaîne privée ne serait en mesure de le faire, parce que c'est une question de coûts et que c'est une question de retombées. Il y a peu de retombées pour un événement comme celui-là. Et il ne s'agit pas seulement des combats de reines, bien évidemment, mais aussi des manifestations locales en Valais. Je prends pour exemple le carnaval de Monthey, les festivals et artistes locaux comme Sion sous les étoiles, le Verbier Festival, le Palp Festival. Ce sont quelques exemples parmi les 300 festivals qui sont soutenus et couverts par les programmes de la SSR. L'initiative proposée aujourd'hui met tout cela en péril. Avec un budget réduit de moitié, la SSR ne pourra plus assumer la qualité et la diversité. Les sports seraient moins médiatisés, les événements culturels et de tradition, comme je viens de les mentionner, les matches de reines, les courses de ski alpin et la Patrouille des glaciers seraient tout simplement rayés de la carte télévisuelle et médiatique, parce que cela coûte cher à produire et parce que cela rapporte peu. Ce serait une perte immense, non seulement pour la mise en valeur de ces manifestations, mais aussi pour la cohésion nationale, car la SSR offre bien plus que des programmes,

AB 2025 N 958 / BO 2025 N 958

c'est-à-dire un lien entre les régions, une plateforme d'expression pour toutes les voix qui sont le reflet de toute la diversité de nos activités traditionnelles, culturelles et sportives.

Je vous invite donc à rejeter cette initiative pour notre culture, pour notre patrimoine et pour notre tradition, afin que des manifestations comme les combats de reines et comme la Patrouille des glaciers restent accessibles à toutes et à tous. Merci de rejeter cette initiative.

Quadri Lorenzo (V, TI): L'iniziativa "200 franchi bastano!" di cui oggi stiamo discutendo è un'iniziativa moderata e ragionevole, non è un'iniziativa estrema come poteva essere l'iniziativa "No Billag" che prevedeva l'azzeramento del canone. Con 200 franchi di canone la SSR continuerà a disporre di 650 milioni di franchi all'anno che sommati a 200 milioni di franchi di pubblicità fanno circa 850 milioni di franchi all'anno – cifra destinata oltretutto a crescere a seguito dell'immigrazione.

Trovo difficile sostenere che nell'anno 2025, quindi con anche i progressi tecnologici che permettono la riduzione dei costi, 850 milioni non bastino per produrre un servizio pubblico radiotelevisivo in un Paese di 9 milioni di abitanti. Sappiamo che in tanti Paesi europei i canoni radiotelevisivi sono stati ridotti o addirittura cancellati. Il Belgio, un piccolo Paese bilingue, l'ha cancellato nel 2018.

In Svizzera le maggioranze politiche parlano costantemente di innovazione, digitalizzazione, intelligenza artificiale ecc., però quando si tratta di preservare intatto l'orticello del potere politico-mediatico, la SSR appunto, scatta il contrordine e bisogna rimanere ancorati a modelli di almeno cinquant'anni fa. Il mondo è cambiato, siamo nell'era del pay per view, delle piattaforme on demand. La SSR continua a perdere pubblico. 335 franchi all'anno di canone non si giustificano più. Il risultato di questa fattura è che poi ai cittadini mancano i soldi per acquistare i prodotti mediatici a cui sono interessati o per abbonarsi magari a un giornale, tutto in barba alla pluralità. La tesi che la SSR sia indispensabile alla coesione nazionale ha poco fondamento. I giovani tra i 15 e i 19 anni guardano in media 28 minuti di televisione al giorno e non necessariamente si tratta di programmi della SSR.

Infine l'assurda decisione di spegnere le trasmissioni in FM ha fatto crollare gli ascolti radiofonici. In Ticino la RSI ha perso un terzo della sua penetrazione netta. Quindi è il colmo che da un lato la SSR parli di coesione nazionale e dall'altro ricatti la Romandia e la Svizzera italiana dicendo che in caso di approvazione dell'iniziativa smantellerà nelle loro regioni.

In Ticino l'iniziativa "200 franchi bastano!" ha raccolto quasi 32 000 firme. Questo record è un segno di un disagio vero. La RSI e anche la Società cooperativa per la Radiotelevisione svizzera di lingua italiana (Corsi) farebbero meglio a porsi qualche domanda. Attorno al canone i margini di risparmio di certo non mancano. La SSR, come detto, ha spento le trasmissioni in FM asserendo di voler risparmiare 15 milioni all'anno. Ma nel 2024 i costi operativi delle emittenti sono aumentati di 39 milioni rispetto al 2023, mentre il numero di dipendenti ha raggiunto la quota record di 7200. La Serafe, la ditta che riscuote il canone, nel 2024 ha distribuito 6 milioni di dividendi di cui quasi la metà è finita nelle tasche di un singolo imprenditore privato. Qui qualcosa non torna. La SSR ha poi firmato un accordo con gli editori della Svizzera tedesca il cui contenuto non è pubblico, ma il voto di scambio è evidente. Con i soldi del canone la SSR si è comprata l'appoggio politico degli editori privati



che faranno pertanto propaganda contro l'iniziativa "200 franchi bastano!" – è un esempio tangibile di media mainstream in Svizzera!

Infine l'informazione SSR non è neutrale; è orientata e spesso apertamente ideologica. Sappiamo che un'ampia maggioranza dei giornalisti si identifica con posizioni di sinistra. Passando alla RSI, che è la realtà che conosco meglio, vediamo che l'ex direttore, subito dopo essere andato in pensione, è diventato gran consigliere socialista. I corrispondenti dall'estero della RSI sono praticamente tutti collaboratori della "Repubblica" o addirittura del "Manifesto". I pensionati delle redazioni della RSI si convertono in editorialisti per giornali o siti internet di sinistra o di estrema sinistra.

Si può quindi aggiungere che la SSR non ha rispettato gli impegni presi dopo la votazione sull'iniziativa popolare "No Billag". Un canone a 200 franchi, che resterebbe comunque uno dei più alti d'Europa, costituisce un adeguamento ragionevole.

Vi invito pertanto a sostenere questa iniziativa.

Docourt Martine (S, NE): Cette initiative représente une menace pour la démocratie, la cohésion et l'identité de notre pays. En effet, en réduisant de moitié les moyens dévolus aux médias audiovisuels de service public, cette initiative les fragilisera au point que les missions actuelles ne pourront plus être assumées. Or, ces missions sont essentielles à notre système démocratique, à notre cohésion et à notre identité en tant que pays quadrilingue.

Notre système unique de démocratie semi-directe implique une information de qualité, factuelle, vérifiée et présentant les éléments en jeu de manière impartiale. La SSR est tenue à ces exigences par la loi sur la radio et la télévision et par la concession. Deux garde-fous qui permettent à tout un chacun, estimant que la SSR ne les aurait pas respectés, de porter plainte. Les médias privés, dont les soutiens de l'initiative prétendent qu'ils pourraient remplacer la SSR, ne sont pas tenus par ces mêmes règles. Libre à eux d'être partisans d'un objet de votation ou d'un autre, de ne donner la parole qu'à un camp ou d'en dénigrer un autre. Cela est interdit à la SSR. C'est une bonne chose, car nous savons toutes et tous que de la qualité de l'information que nous recevons dépend notre capacité à former librement notre opinion. Nous le voyons dans de nombreux pays, certains très proches, quelques milliardaires possèdent la majorité des médias privés et orientent leur ligne éditoriale en fonction de leurs intérêts personnels ou de leurs opinions politiques, influençant fortement le débat public. Nous voyons aussi, dans d'autres pays, des médias étatiques relayant uniquement les positions officielles. Dans les deux cas, c'est la démocratie qui en pâtit. Or, la SSR est protégée contre ces deux risques, car le système de redevance et de mandat de service public que nous connaissons garantit son indépendance à la fois des pouvoirs de l'argent et du pouvoir politique.

De la même manière, dans les temps troublés que nous traversons, la qualité de l'information est un enjeu d'importance stratégique. À l'heure où les guerres sont aussi des guerres d'image et où les principaux réseaux sociaux ont abandonné tout combat contre les "fake news", il est capital de pouvoir compter sur des médias de masse ayant les moyens de garantir la vérification des informations. Cela passe par l'envoi de correspondants permanents, d'envoyés spéciaux, et par la capacité à mener des enquêtes parfois longues et complexes; autant d'éléments qui ont un coût et qui sont menacés par cette initiative, alors même que la question de l'ingérence de pays étrangers dans les politiques nationales est de plus en plus présente. Mais il n'y a pas que sur des enjeux internationaux qu'il y a menace, la proximité est elle aussi en danger avec cette initiative: le maintien des antennes cantonales des rédactions n'est pas garanti.

La capacité à produire dans plusieurs langues sera fortement amoindrie. Les conséquences seront graves, puisque nous savons, par exemple, que la pérennité du romanche tient pour bonne partie à l'existence d'un média audiovisuel dans cette langue. C'est donc, au-delà de la démocratie, notre cohésion nationale même qui serait mise à mal en cas d'acceptation de cette initiative.

Enfin, il en va également de notre identité culturelle. La redevance sert aussi à la façonner, la conserver et la mettre en valeur. Sa contribution à la production de documentaires et d'oeuvres de fiction est fondamentale à l'existence d'un secteur audiovisuel dans notre pays. Cet engagement permet de conserver un point de vue suisse, de raconter nos propres histoires, plutôt que de laisser à d'autres le soin de choisir quel sujet serait digne d'intérêt ou de formater les contenus pour correspondre aux standards d'une plateforme internationale. Une série comme "Wilder" raconte aussi bien la Suisse qu'un documentaire sur nos magnifiques Alpes.

Pour toutes ces raisons, démocratie, cohésion et identité nationales, nous devons recommander le rejet de cette initiative et permettre à la SSR de poursuivre ses missions et de respecter les exigences qui les accompagnent.



Pamini Paolo (V, TI): Prendiamo un altro esempio di servizio pubblico, la giustizia. Se voi aveste dei tribunali dove una giuria composta da 20 giudici giudicasse ogni singolo caso avreste sicuramente un problema di inefficienza. Le decisioni verrebbero sicuramente prese con grandi approfondimenti, ma sicuramente non sarebbe il modo migliore di organizzare la giustizia. Perché faccio questo esempio? Per far capire che anche un eccesso di servizio pubblico può causare delle inefficienze – e non soltanto una carenza di servizio pubblico. Con la votazione sull'iniziativa "No Billag" ci siamo già posti la questione del servizio pubblico nell'ambito radiotelevisivo, e il popolo ha preso la decisione. Oggi stiamo semplicemente decidendo quale debba essere l'estensione del servizio pubblico. L'esempio citato su una ipotetica giustizia dove ogni caso viene giudicato da ben 20 giudici fa capire che forse oggi giorno la SSR è sovradimensionata. Ha a disposizione 650 milioni di franchi, prelevati col prelievo forzoso, contro la volontà di chi viene tassato. Si tratta dunque di un'imposta illegale – poi ci ritorno. Non ditemi che 650 milioni di franchi all'anno siano insufficienti per produrre perlomeno un servizio di informazione. La domanda è naturalmente se per esempio l'intrattenimento, e anche le serie sportive oggi facciano parte di un servizio pubblico, dato che oggi viviamo in un mondo dove questi servizi vengono largamente offerti dal mercato attraverso servizi a pagamento di "pay-per-view".

Il canone radiotelevisivo è un'imposta illegale, ricordiamolo. Nel 2015 questo Parlamento decise la revisione della legge federale sulla radiotelevisione, introducendo per la prima volta un'imposta a tutti gli effetti sulle aziende, sulle imprese e sulle economie domestiche. Lo fece senza nessuna base costituzionale, cosa gravissima per la Confederazione, perché viola il principio di sussidiarietà e di enumerazione. Guardate caso, nella votazione sul referendum contro la revisione di questa legge essa passò di misura, per meno di 3000 voti di differenza, mentre la maggioranza dei cantoni era contraria. Pertanto, l'attuale canone è illegale. Però, non avendo una Corte costituzionale non possiamo cassarlo. Se fosse stato posto correttamente in votazione, con l'esigenza della doppia maggioranza, con una modifica della Costituzione, oggi questo canone non ci sarebbe. Ora, che cosa potrebbe fare la SSR, se passasse questa iniziativa moderata? Potrebbe smetterla di occuparsi di intrattenimento a spese dei contribuenti, lasciando scegliere a chiunque che cosa vuole consumare. E potrebbe focalizzarsi sull'informazione, magari coinvolgendo anche altri media privati. Potrei immaginare che la SSR seguisse l'esempio delle ferrovie dove lo Stato si occupa dei binari su cui circolano dei treni privati. La SSR potrebbe mettere a disposizione l'infrastruttura tecnica ma anche permettere a giornalisti privati di varie testate di offrire i loro servizi, a quel punto, sì, offrendo un'informazione pluralista che permetta al telespettatore di essere confrontato con vari punti di vista. Perché questo è il problema! Chiediamoci perché ben un quarto delle firme a sostegno dell'iniziativa popolare federale "200 franchi bastano!" arrivino dal Ticino, che, come è stato giustamente detto, è una delle regioni che riceve proporzionalmente più soldi dal canone. Nella letteratura economica in questi casi si parla di "Dutch Disease", termine coniato quando i Paesi Bassi scoprirono improvvisamente giacimenti di gas che li resero particolarmente ricchi: ci si aspettava un boom della crescita economica, ma successe proprio il contrario, perché con questa scoperta si scatenò una guerra clientelare e si arrivò a un cambio della struttura economica.

Il Ticino soffre proprio di questa malattia: il sovradimensionamento di SSR fa sì che il clientelismo politico venga alimentato proprio dalla grossa azienda di Stato. Non è un caso che i partiti storici sostengano a grandissima maggioranza questo leviatano e questa incredibile struttura.

La distorsione del processo politico è palese. Si parla di lotta alle "fake news", ma mi preme menzionare solo due casi molto concreti: il primo sono i dibattiti in tema di Covid ai quali io stesso partecipai, e durante i quali furono avanzate delle affermazioni unilaterali, benché quanto chi vi parla dicesse cose documentate. Oppure, un altro esempio concreto tocca la RSR e il tema dell'abolizione del valore locativo: ecco che l'azienda romanda si guardò bene dall'intervistare le persone che favorivano l'abolizione del valore locativo, e nei suoi servizi andò a intervistare soltanto il consigliere agli Stati Carlo Sommaruga, manifestamente di parte, dando subito voce all'Associazione degli inquilini.

Per tutti questi motivi vi invito a sostenere l'iniziativa popolare federale "200 franchi bastano!".

Molina Fabian (S, ZH): "Der Krieg gegen die Ukraine und die sich weltweit verschärfende machtpolitische Konfrontation haben die hybride Bedrohung auch für die Schweiz erhöht, vor allem durch russische Aktivitäten der Beeinflussung." Das schreibt der Nachrichtendienst des Bundes in seinem Lagebericht "Sicherheit Schweiz 2024". Seither haben Propaganda und die Verbreitung von Hassbotschaften auch aus den USA oder China zugenommen. Desinformation durch Trollarmeen, Fake News, KI-Deepfakes und Social-Media-Algorithmen sind heute Teil einer hybriden Kriegsführung gegen unsere Demokratie.

Dass die gezielte Verbreitung von Falschinformationen, das Bilden von virtuellen Filterblasen und damit von alternativen Realitäten oder das gezielte Schüren von Hass verheerende Folgen für demokratische Gesellschaften haben können, sehen wir leider in Echtzeit in verschiedenen Ländern – in Rumänien oder in den



USA, aber auch im Vereinigten Königreich – und haben es auch bei uns während der Corona-Pandemie am eigenen Leib erlebt. Hybride Angriffe aus dem Ausland können demokratische Prozesse untergraben. Die wichtigste Massnahme dagegen sind verlässliche, glaubwürdige und für alle zugängliche Informationen. Fakten sind die beste Medizin gegen Propaganda. Nicht umsonst führt der Nachrichtendienst die Medienförderung explizit als mögliche Massnahme gegen Desinformation auf. Eine starke SRG ist deshalb nicht nur zentral für den nationalen Zusammenhalt in unserem mehrsprachigen Land und zentral für die Förderung von Kultur, Bildung und Unterhaltung, sondern auch für die Sicherheit unseres Landes. Während sich die Medienkrise immer weiter zuspitzt und Medien verschwinden oder fusionieren, bleibt die SRG für die flächendeckende Versorgung der Bevölkerung mit Informationen und für den Bevölkerungsschutz auch in Krisenzeiten ein Fels in der Brandung.

Der massive Angriff auf die SRG, wie ihn die Halbierungs-Initiative lanciert hat, ist deshalb auch ein Angriff auf unsere Demokratie und unsere Sicherheit. In Zeiten, in denen die Demokratien weltweit unter Druck sind, ist die Schweiz keine Insel der Glückseligen. Auch wir müssen unsere Demokratie schützen und stärken. Und dazu brauchen wir einen starken medialen Service public. Der Rundfunk ist Teil des demokratischen Raums. Er darf nicht schweigen, wenn die Freiheit in Gefahr ist. Genau deshalb müssen wir die Halbierungs-Initiative, die nur den Feinden unserer Demokratie nützen würde, entschieden ablehnen. Unser Mediensystem muss geschützt und gestärkt und darf nicht weiter geschwächt werden.

Gafner Andreas (V, BE): Dass sich das Medienkonsumverhalten der Schweizer Bevölkerung in den letzten Jahrzehnten fundamental verändert hat, ist eine unbestrittene Tatsache. Immer weniger Menschen konsumieren klassisches lineares Fernsehen und Radio, insbesondere die Programme der öffentlich-rechtlichen Anstalten. Das Internetzeitalter hat die Medienlandschaft umgepflügt. Zahlreiche nicht von der öffentlichen Hand finanzierte Medienportale sind entstanden, und noch nie zuvor hatten die Menschen ein so reiches Medienangebot wie heute. Es ist deshalb an der Zeit, dass wir diesen Veränderungen auch politisch Rechnung tragen.

Die Schweiz hat heute europaweit die höchsten Abgaben für den öffentlich-rechtlichen Rundfunk. Die SRG ist überdimensioniert, und viele ihrer Aktivitäten lassen sich rational nicht mehr rechtfertigen. Die SRG hat ihren Fokus auf ihre Kernaufgaben längst verloren und betreibt heute zum Beispiel Dutzende Kanäle in den sozialen Medien, mit denen sie private Dienstleister konkurrenziert. Das gleiche Bild zeigt sich im Online-Journalismus. Die SRG-Portale graben den Privaten mit ungleich langen Spiessen das Wasser ab. Leider sind bislang alle politischen Versuche, die SRG von ihren Irrwegen abzuhalten, gescheitert. Die SRG-Vertreter haben ihre Privilegien bis aufs Äusserste verteidigt, und mit Bezug auf

AB 2025 N 960 / BO 2025 N 960

ihren Leistungsauftrag wollen sie keinen Millimeter von ihrem Online-Aktivismus abrücken.

Auch die angekündigten Sparmassnahmen entpuppten sich bislang lediglich als heisse Luft. Statt dass die Ausgaben gesenkt wurden, stieg der Betriebsaufwand im Jahr 2024 um 39 Millionen Franken, und die Mitarbeiterzahl erreichte mit 7200 Personen einen neuen Höchststand. Derweil irritieren die Programme der SRG immer stärker mit politischer Voreingenommenheit, insbesondere was die Nahost- und die Innenpolitik betrifft, ganz zu schweigen von der dramatisierenden Informationsstrategie während Corona. Gemäss einer repräsentativen Umfrage von Ende 2024 bezeichnen sich drei Viertel der Schweizer Journalisten als politisch links stehend. Bei der SRG dürfte dieser Anteil gar noch höher sein, was nicht weiter schlimm wäre, wenn sich diese Haltung nicht so krass auf die mediale Berichterstattung auswirken würde.

Es ist klar: Ohne klare politische Vorgaben ist von der SRG selbst kein Sparwillen zu erwarten. Es braucht deshalb diese SRG-Halbierungs-Initiative, welche die Rundfunkgebühren auf 200 Franken festsetzt. Das ist immer noch weit mehr als genug, um ein gutes Programm auf die Beine zu stellen, das dem Kernauftrag der SRG entspricht.

Ich bitte Sie deshalb, die Initiative zur Annahme zu empfehlen.

Walder Nicolas (G, GE): La seule chose avec laquelle je suis pleinement d'accord dans cette initiative, c'est que ça suffit! Depuis bientôt 10 ans, la SSR fait l'objet d'attaques répétées des milieux de droite nationaliste avec toujours le même objectif : faire taire ce média public qui a l'outrecuidance de nous offrir une information objective, diversifiée et largement appréciée de notre population. Les pourfendeurs des médias de service public en remettent ainsi aujourd'hui une couche avec l'initiative "200 francs, ça suffit!", cela au mépris total de notre population qui avait déjà, faut-il le rappeler, massivement rejeté l'initiative "No Billag" en 2018, avec 71,6 pour cent de non et à l'unanimité des cantons.



Chères et chers collègues, on le sait, taper au niveau du porte-monnaie est une recette populiste et simpliste qui flatte le consommateur. Mais les initiants ont-ils bien mesuré toutes les conséquences qu'une acceptation de leur texte ferait courir aux fondements de notre cohésion nationale et à nos principes démocratiques ? Mais peut-être est-ce là leur vrai objectif, affaiblir notre démocratie. Si l'on y regarde de plus près, le doute est permis, car les mouvements et partis à l'origine de ce combat sont également ceux qui louent les politiques d'Orban, de Netanyahu, de Trump et qui s'opposent bec et ongles aux sanctions prises à l'égard de Vladimir Poutine, autant de dirigeants qui bafouent allègrement l'État de droit, les libertés et les valeurs démocratiques, et qui tous ont pris en grippe les médias qui ne s'alignent pas sur leurs positions idéologiques.

Mesdames et messieurs, à l'heure où les médias font l'objet de manoeuvres d'intimidation, d'infiltration, voire de déstabilisation de puissances étrangères à grand renfort de "fake news", il est de notre devoir de garantir des contenus fiables et objectifs sur les canaux traditionnels comme sur les plateformes numériques, ce que les médias privés aux mains de milliardaires d'extrême droite comme Bolloré ou Blocher n'offrent de loin pas. Bien au contraire, ils utilisent leur fortune pour diffuser massivement des messages qui divisent la population en stigmatisant et discréditant, ici, les étrangers, les homosexuels ou les féministes et, là, les fonctionnaires, les scientifiques ou même les citoyens. Et outre la démocratie, les conséquences d'une telle initiative extrémiste seraient dramatiques dans bien d'autres domaines, car sous prétexte de réduire la facture des Suisses et Suissesses et des entreprises, elle menace aussi la cohésion sociale. Une redevance à 200 francs par ménage et une exonération totale des entreprises seraient assurément ravageuses en matière d'emplois sur l'ensemble du territoire jusque dans les zones plus fragiles économiquement de notre pays.

Cette initiative porte aussi atteinte à l'unité nationale. En effet, avec deux fois moins de moyens, comment la SSR pourra-t-elle encore garantir la création et la diffusion de programmes et d'informations de qualité dans toutes les langues nationales sur l'ensemble de notre territoire avec une qualité reconnue ? Sans oublier que s'attaquer à la redevance c'est aussi menacer de nous couper de la cinquième Suisse, de briser ce lien si précieux qu'entretiennent quotidiennement des centaines de milliers de concitoyennes et concitoyens à l'étranger avec leur pays. Swissinfo et la participation à TV5 Monde, notamment, sont à cet égard particulièrement précieuses.

S'attaquer à la redevance, c'est risquer d'appauvrir la culture, sa diversité et son rayonnement à l'international. Car la SSR ne pourrait plus jouer son rôle clé de soutien principal à la production de programmes, de films, de documentaires qui font rayonner notre pays dans les festivals et événements du monde entier, comme on a pu le voir encore récemment avec l'organisation du concours Eurovision de la chanson à Bâle.

Enfin, s'attaquer à la redevance, c'est se priver d'un outil très efficace de promotion économique et touristique, grâce entre autres aux collaborations de la SSR avec TV5 Monde ou 3sat, qui permettent de diffuser les informations suisses, mais aussi des programmes faisant la promotion de nos paysages et de nos produits dans les foyers et chambres d'hôtel du monde entier.

Ajoutons à tous ces dangers, et ce n'est pas le moindre des arguments, que cette initiative est dépassée avant même d'être soumise au peuple. Car face à la nécessité de s'adapter aux défis contemporains et aux habitudes de consommation, la SSR a su entreprendre des réformes profondes afin de rester une entreprise dynamique et innovante en phase avec tous les publics. Et, si je n'ai pas toujours été d'accord avec les réformes proposées, force est de constater que la SSR est suffisamment agile pour s'adapter, encore faut-il lui en laisser le temps et les moyens.

Chères et chers collègues, vous l'avez compris, l'initiative "200 francs, ça suffit!", sous couvert d'économies pour les ménages et les entreprises, porte directement atteinte à notre pays. En votant, rappelez-vous que l'unité nationale, la cohésion sociale et la qualité de l'information ont certes un coût, mais elles n'ont pas de prix. Merci dès lors de suivre la position du Conseil fédéral, des commissions, ainsi que l'appel de dizaines d'organisations de tous les secteurs de la société civile qui vous enjoignent de ne pas abandonner l'information aux mains de quelques milliardaires peu scrupuleux qui n'ont que faire de notre démocratie.

Bühler Manfred (V, BE): Cher collègue, vous venez de Genève. Vous êtes donc proche de la France. Vous avez cité un milliardaire français que vous catégorisez à l'extrême droite et qui possède des médias. Pouvez-vous me citer, en regard d'une personne que vous avez citée à droite, le nombre de milliardaires de gauche qui possèdent également des médias ? Y en a-t-il plus ou moins ?

Walder Nicolas (G, GE): Des milliardaires de gauche possèdent également des médias. Il y en a de moins en moins, malheureusement, mais, dans tous les cas, je pense que la presse et, surtout, l'accès à une information de qualité ne doivent pas dépendre de la volonté de tel ou tel milliardaire, mais remplissent un des rôles centraux de l'État dans une démocratie qui se respecte.



Hässig Patrick (GL, ZH): Die Medien sind im Wandel. Der lineare Konsum von Information oder Musik existiert für gewisse Altersgruppen kaum noch. Der Krieg ist zurück in Europa und damit auch die Unsicherheit der Menschen und der Politik. Die neue US-Regierung hat unliebsame Nachrichtenagenturen und Medien aus ihren Pressebriefings entlassen. Im Jahr 2024 sind weltweit 51 Journalisten bei ihrer Arbeit umgekommen, rund 550 sitzen wegen ihrer Recherchen und Fragen weltweit in Haft. Zudem spammen unzählige Trollfabriken aus nah und fern die Schweiz mit gefälschten und erfundenen Nachrichten zu. Ihr einziges Ziel: Destabilisieren – Destabilisieren der Gesellschaft, der Demokratie und der freiheitlichen Ordnung.
Mitten in dieser Zeit sollen nun die Mittel für die Schweizerische Radio- und Fernsehgesellschaft (SRG) halbiert

AB 2025 N 961 / BO 2025 N 961

werden. Das Ziel: destabilisieren, journalistische Leistungen abbauen, kritisches Nachfragen schwächen. Die Gründe dafür mögen vielseitig sein, doch sind sie nahezu alle falsch. Eine Schwächung des öffentlich-rechtlichen Rundfunks in der heutigen Zeit ist gefährlich und kurzsichtig. Die Schweiz mit ihren vier Landessprachen hat beim Service public eine viel grössere Aufgabe als andere Länder zu stemmen. Programme in allen Landessprachen sind eine unverzichtbare Pflicht und ein Kernelement für den Zusammenhalt des Landes. Eine starke SRG und Informationen aus gesicherten Quellen, die ohne Gewinndruck gecheckt und verifiziert werden können, sind in der heutigen Weltlage existenziell.

Die SRG ist eine moderne und sehr gute Ausbildungsstätte für den journalistischen Nachwuchs und für die Vielzahl an Berufen in der digitalen Bild- und Tonwelt. Das Betreiben eines Service public heisst, dass alle Altersgruppen zielgruppengerecht angesprochen werden sollten. Dazu gehören auch die Entwicklung und Verbreitung von nonlinearen Formaten für ein digitales und junges Publikum. Das Argument, das könnten Private ja auch machen, hat etwas, aber nur beschränkt, und es hat im letzten Monat einen herben Dämpfer erlitten. Der grosse Münchner Konzern Seven.One mit den Sendern Pro 7 und Sat 1 hat den Abbau von 430 Stellen angekündigt. Bereits 2023 wurden 400 Stellen gestrichen. Der Konzern müsse sich "dem tiefgreifenden Strukturwandel in der Medienbranche anpassen und digitaler werden". Er hat die Zukunft verschlafen.

Die Existenzberechtigung einer unabhängigen und starken SRG ist in der heutigen Zeit mehr gegeben und relevanter denn je. Der digitale Wandel und die Aufgabe, alle Altersgruppen zu erreichen, darf und muss etwas kosten. Nachrichten, deren Inhalte, Quellen und Wahrheitsgehalt ohne Gewinndruck geprüft werden können, sind heute in Zeiten von Krieg und Desinformation für eine direkte Demokratie, wie wir sie haben, überlebenswichtig.

Ich lege Ihnen ans Herz, sich gegen die Initiative und für eine starke und unabhängige Radio- und Fernsehgesellschaft auszusprechen, die unser Land in vier Sprachen und Kulturen mit qualitativ hochwertigen Nachrichten und Informationen versorgt.

Steinemann Barbara (V, ZH): Herr Hässig, Sie haben am Anfang Ihres Votums erwähnt, es seien letztes Jahr mehr als 100 Journalisten ums Leben gekommen. Sind Sie ernsthaft der Meinung, dass das ein angemessenes Argument gegen die Höhe der Gebühren in der Schweiz ist?

Hässig Patrick (GL, ZH): Die Journalismusbranche ist unter Druck, und ich habe nicht gesagt, über 100, ich habe gesagt, 51 Journalisten seien bei ihrer Arbeit umgekommen.

Giacometti Anna (RL, GR): Il plurilinguismo, la diversità culturale e la coesione nazionale sono valori fondamentali del nostro Paese, spesso richiamati con grande orgoglio nei discorsi ufficiali, in particolare durante la festa nazionale del 1° agosto.

In occasione della Giornata del plurilinguismo del 24 settembre 2020, mi era stato chiesto di contribuire, con una citazione, alla pubblicazione del libro "4 piccioni con una fava". Avevo scritto: "Il plurilinguismo è parte integrante e fondamentale dell'identità svizzera. Esso rappresenta una risorsa straordinaria per il nostro Paese, un patrimonio linguistico e culturale che dobbiamo preservare e promuovere, sia in Parlamento che in tutti gli ambiti della nostra società."

Il servizio pubblico radiotelevisivo è uno dei pilastri che tengono unita la Svizzera, ed è essenziale per la tanto evocata coesione nazionale. Ridurlo, così come propone l'iniziativa "200 franchi bastano!", sarebbe pericoloso e dannoso, soprattutto per le minoranze linguistiche. Indebolire il servizio pubblico comporterebbe inevitabilmente una diminuzione dell'informazione nelle quattro lingue nazionali, e la soppressione di posti di lavoro nelle regioni periferiche. La SSR finirebbe per ritirarsi da queste aree, centralizzando le sue attività.

In passato, mi ero già mobilitata contro l'iniziativa "No Billag", portando la mia testimonianza come sindaco di un Comune di montagna colpito da una catastrofe naturale. In quell'occasione, l'informazione nelle lingue



nazionali e la copertura mediatica furono determinanti per la gestione del sinistro e anche per la raccolta dei fondi necessari alla ricostruzione delle zone danneggiate.

Garantire un servizio pubblico in tutte le lingue nazionali non è solo una questione di equità e di coesione. La RSI e la RTR sono la voce della Svizzera italiana e dei territori di lingua romancia: senza di loro, esiste il rischio concreto che le esigenze, le opinioni, e la cultura di queste regioni vengano ignorate o discriminate.

Viviamo in un'epoca in cui l'informazione è ovunque, e disponibile in ogni momento. Tuttavia, non tutta l'informazione è uguale, e non tutte le comunità hanno le stesse possibilità di essere rappresentate. Per questo, il ruolo della SSR – e in particolare quello della RSI per la Svizzera italiana e della RTR per la lingua romancia – è cruciale.

C'è poi un altro aspetto da non sottovalutare: la cultura. La RSI e la RTR non si limitano a trasmettere notizie. Raccontano storie, danno voce alla popolazione, promuovono eventi, valorizzano il territorio. In poche parole, contribuiscono a mantenere viva la diversità culturale e l'identità svizzera, che rischierebbero di svanire se affidate unicamente alle logiche del mercato.

L'informazione fornita dalla SSR nelle lingue minoritarie è uno strumento di democrazia, un ponte tra culture, una voce per chi rischia di non averne. E in una società sempre più complessa e frammentata, questa voce è più importante che mai.

Vi invito dunque a respingere con decisione l'iniziativa "200 franchi bastano!".

Stadler Simon (M-E, UR): Rechtspopulisten haben überall auf der Welt eine einzige Strategie. Man höhlt den Staat aus, schwächt die Demokratie und bläst zum Angriff auf die Meinungs- und Wissenschaftsfreiheit. Das Muster ist immer das gleiche. Die mit Gebühren unterstützten Medien werden finanziell geschwächt. Es gehört zum guten Ton, Journalistinnen und Journalisten und Medien als Mainstream-Medien und ihren Inhalt als Fake News zu verunglimpfen. Und wer meint, dass es bei uns nicht so ist, geht mit geschlossenen Augen durch unser Land. Auch bei uns gibt es diese Tendenzen. Auch in der Schweiz versucht man seit Jahren immer wieder, eine Scheibe nach der andern abzuschneiden und die SRG Stück für Stück zu zerlegen. Die Senkung der Serafe-Gebühren durch Bundesrat Albert Rösti ist bereits die dritte Scheibe, die abgeschnitten wird. 2019 wurde die Gebühr bereits von 451 Franken auf 365 Franken gesenkt, 2022 dann von 365 auf 335 Franken, und Bundesrat Rösti reduziert nun die Serafe-Gebühr von 335 Franken auf 300 Franken. Über sechs Jahre hinweg wurde so ein Drittel der SRG-Einnahmen gekürzt.

Dies geht den Befürworterinnen und Befürwortern der Halbierungs-Initiative immer noch nicht weit genug. Für sie ist die SRG ein willkommener Prügelknabe. Die SRG soll abgestraft und kaputt gemacht werden. Ja, heute gibt es sogar in den sozialen Medien einen Shitstorm, wenn das Wetter nicht so wird, wie es Herr Bucheli angekündigt hat. Natürlich verschleiert man, im Schafspelz, alles mit den Schlagworten "effizienter Service public" und "Wettbewerbsverzerrung".

Ich komme aus einer Region, in der die SRG für einen medialen Service public zentral ist. Sonst interessieren sich die Medien für unsere Regionen doch nur noch bei Katastrophen, Unfällen oder vermeintlichen Skandalen. Für grosse Medienhäuser wären wir ohne SRG nur noch eine Fussnote.

Und jetzt noch einige Worte an uns Politikerinnen und Politiker: Wir müssen wieder resilienter werden. Die Aufgabe von privaten, aber auch von staatlichen Medien ist es doch, uns auf die Finger zu schauen. Wir müssen es auch einmal aushalten, kritisiert zu werden. Die Halbierungs-Initiative ist für eine Retourkutsche sicher das falsche Ventil. Ein guter medialer Service public durch die SRG ist zentral für unsere vier Sprachregionen, wichtig für unsere direkte Demokratie und der Kitt für den gesellschaftlichen Zusammenhalt.

Einen Trugschluss muss ich zum Schluss noch aus der Welt schaffen. Wer denkt, dass es den anderen Medien besser gehen würde, wenn die SRG ein weiteres Mal geschwächt

AB 2025 N 962 / BO 2025 N 962

würde, erkennt die rasante Entwicklung in der Medienlandschaft. KI ist hier nur ein Stichwort.

Ich empfehle aus all diesen Gründen die Initiative entschieden zur Ablehnung. Breitbart oder andere Medien, welche sich auf die Seite von Diktatoren stellen, sind für mich sicher keine Alternativen.

Wyssmann Rémy (V, SO): Herr Kollege, eine kurze Frage: Sie haben das Wort "Populismus" erwähnt. Für mich sind populistische Parteien solche, die kein Parteiprogramm haben. Wir von der SVP haben ein Parteiprogramm. Haben Sie auch ein Parteiprogramm in Ihrer Partei, und wo finde ich dieses?

Stadler Simon (M-E, UR): Herr Kollege Wyssmann, das beste Parteiprogramm finden Sie auf unserer Homepage unter "Themen", wo wir uns zu verschiedenen nationalen und internationalen Themen äussern.



Friedl Claudia (S, SG): Diese Initiative ist ein Angriff auf die Demokratie. Es ist wichtig, dass dies in aller Deutlichkeit gesagt wird. Schauen Sie sich die Entwicklungen in diversen westlichen Ländern an, in denen die Demokratie infrage stellende Leute an die Macht kamen. Sie werden eine Gemeinsamkeit erkennen: Es wurde überall versucht, das öffentliche Fernsehen zu kontrollieren, zum Beispiel durch Entzug der Finanzen. Sie sehen das in den USA, wo aktuell ein Angriff auf das staatliche Radio läuft. Sie sehen solche Entwicklungen in Ungarn, Sie haben die Angriffe auf die BBC in England gesehen, und Sie sehen den Druck auf den ORF in Österreich.

Mit dieser Initiative ist es nicht anders. Das öffentliche Radio und Fernsehen soll geschwächt werden. Das dürfen wir nicht zulassen. Das öffentliche Radio und Fernsehen hat einen wichtigen Auftrag. Dass es ins Visier von Rechtsaussen geraten ist, lässt sich einfach erklären: Schauen Sie sich dazu die jährlichen unabhängigen Qualitätsanalysen des Forschungszentrums Öffentlichkeit und Gesellschaft (FÖG) der Universität Zürich an. Diese zeigen, dass die SRG weitgehend den qualitativ besten Journalismus der Schweiz liefert und dass unser öffentlich-rechtliches Fernsehen und Radio sich wenig von billigem Populismus instrumentalisieren lässt. Die Produkte der SRG widersetzen sich bewusst der Logik des Boulevardjournalismus. Genau so sollte ein öffentlich-rechtliches Radio und Fernsehen funktionieren. Die Analyse des FÖG zeigt denn auch, dass das SRG-Angebot die privaten Anbieter nicht konkurrenziert. Es stellt vielmehr sogar einen positiven Zusammenhang zwischen der SRG-Nutzung und der Nutzung der privaten Medien fest. Auch beeinflusst die Nutzung von SRG-Angeboten die Zahlungsbereitschaft für private Online-Medien nicht.

Glauben Sie mir, auch ich ärgere mich manchmal über Beiträge von SRF, finde sie schlecht recherchiert oder parteiisch oder thematisch zu schwach, frage mich, ob das wirklich sein müsse usw. Aber es liegt in der Natur der Sache, dass die Bedürfnisse und Erwartungen unterschiedlich sind.

Ein weiterer wichtiger Aspekt für die Aufrechterhaltung der SRG ist der Auftrag, in allen vier Landessprachen zu produzieren, um den Kulturaustausch zu fördern. Auch dies ist ein Teil des Service public, den die Schweiz für den Zusammenhalt braucht. In Randregionen und bei den sprachlichen Minderheiten wäre durch die Halbierung der Abgabe mit einem massiven Kahlschlag zu rechnen. Auch das schadet unserem gesellschaftlichen Zusammenhalt und der Demokratie.

Die Demokratieforschung zeigt klar: Eine gemeinsame, geteilte Wirklichkeit, also eine gemeinsame Öffentlichkeit, ist eine wichtige Grundlage für den öffentlichen Diskurs und für das Funktionieren unserer Demokratie. Wer an der Demokratie sägen möchte, der sägt am öffentlichen Radio und Fernsehen.

Das müssen wir verhindern und diese Initiative klar zur Ablehnung empfehlen.

Knutti Thomas (V, BE): Als ich den Titel dieser Initiative, "200 Franken sind genug!", gehört habe, war mir sofort klar, dass es dabei um die ungerechte und überhöhte Gebühr geht, die der Staat seit Jahren von unserer Bevölkerung einzieht. Es geht um eine Gebühr, die viel zu hoch ist und die Bürgerinnen und Bürger sowie Unternehmen unnötig belastet.

Ich spreche hier nicht nur aus politischen Gründen. Man sagt ja oft, dass die SRG eher linkslastig aufgestellt sei. Für mich sprechen andere Gründe gegen die Gebühr. Es geht um den unternehmerischen Gedanken, eine Mediengesellschaft wie die SRG eigenständig und effizient zu führen, statt sie mit immer neuen Staatsgebühren zu stützen. Dieser unternehmerische Gedanke fehlt seit Jahren, und die SRG zeigt wenig Bereitschaft, sich zu reformieren. Man droht uns eher noch, es müssten dann Angebote gestrichen werden. Diese Drohkulisse aufzustellen, zeugt aus meiner Sicht nicht von unternehmerischem Denken. Aber ich weiss, wenn man Politikern oder der Bevölkerung droht, werden sie verunsichert.

Wir diskutieren heute, weil die Bevölkerung es nicht mehr versteht, warum ein Unternehmen wie die SRG pro Haushalt jährlich 325 Franken einzieht. Privatanbieter wie Tele Bärn, das ich sehr stark wahrnehme, werden in den Randregionen sehr gut wahrgenommen, leisten gute Berichterstattungen, um die Vielfalt unseres Landes abzubilden. Ich muss aber eingestehen und sagen, dass es auch bei der SRG Journalisten gibt, die gute Arbeit leisten. Dies habe ich auch wahrgenommen.

Ich möchte noch einen Blick auf die Gehälter bei der SRG werfen, darauf, wie ungleich die Verteilung ist. Im Jahr 2024 verdiente der Generaldirektor oder die Generaldirektorin knapp 518 000 Franken, während der tiefste Jahreslohn bei 61 000 Franken lag. Das Verhältnis vom niedrigsten zum höchsten Gehalt beträgt 1 zu 8,5. Mitglieder der Geschäftsleitung verdienen im Durchschnitt über 388 000 Franken. Das ist aus meiner Sicht eine enorme Summe, die im Vergleich zu den Leistungen kaum gerechtfertigt ist. Zudem fehlt bei der SRG eine öffentliche, kritische Diskussion und Kontrolle. Die politische Berichterstattung ist einseitig, wie mehrere Untersuchungen belegen. Die "Sonntags-Zeitung" hat auf Verfehlungen hingewiesen, und die politische Haltung der SRG-Journalisten ist kaum zu übersehen.

Deshalb ist die Initiative "200 Franken sind genug!" so wichtig. Sie soll sicherstellen, dass die Berichterstattung



ausgewogener wird, die politische Macht der SRG eingeschränkt wird und die Gebühren auf ein vernünftiges Niveau gesenkt werden. Kein anderes Land verlangt derart hohe Zwangsgebühren, und das ist ein Grund, diese Initiative anzunehmen.

Gaillard Benoît (S, VD): Dans l'obscurité, la démocratie meurt. Sur cette phrase, je suis sûr que nous serons tous et toutes d'accord. Elle résume bien l'enjeu et explique que nous menions le débat sur cette initiative avec vigueur. Essentiellement, deux questions se posent à nous. D'abord, qu'achetons-nous avec la redevance ? Le prix est-il le bon ? Ensuite, que se passerait-il si la SSR et ses chaînes étaient affaiblies ?

Vous me permettrez de prendre ces deux questions à la suite. D'abord, de quoi la redevance est-elle le prix ? Lorsque nous parlons comme aujourd'hui de médias, nous ne parlons pas d'un produit comme d'un autre. Nous parlons de l'une des infrastructures de base de la citoyenneté. Pour se faire un avis, pour participer aux décisions et pour voter, il faut être informé ; il faut l'être par des sources plurielles, diverses et parfois contradictoires. Dans le marché médiatique d'aujourd'hui, la présence d'un pôle public aux côtés des éditeurs privés est le garant de cette diversité.

Il ne s'agit donc pas aujourd'hui de nous demander si les offres médiatiques de la SSR sont toujours bonnes ou toujours mauvaises ni de savoir si elles sont meilleures ou pires que ce qu'offrent les éditeurs privés de journaux ou de chaînes de télévision. Parfois – scoop –, les journalistes de la SSR se trompent. Parfois, ils font du mauvais travail. Parfois, ils corrigent ou améliorent les informations que d'autres ont publiées. Parfois, les autres se trompent et on est content de les avoir. En réalité, les offres médiatiques n'existent et n'ont de valeur que parce qu'elles se contredisent et se complètent. Le jour où il n'y a plus qu'un média, il n'y a plus de

AB 2025 N 963 / BO 2025 N 963

média ; il n'y a plus de débat organisé non plus et il n'y a qu'une pensée unique.

Avec notre redevance, nous achetons le fait que les Tessinois et les Romands ont droit à un téléjournal du soir et un journal radio du matin d'une qualité comparable à ceux des Alémaniques. Nous achetons le ticket d'entrée pour une démocratie vivante dans les régions et pour une information en profondeur des citoyens. À ce prix, ce n'est pas si cher.

Venons-en à la seconde question, que l'on pourrait appeler la question du gâteau : en réduisant la taille de la SSR, augmentera-t-on la place à disposition des prestataires privés sur le même marché ? Une population qui reçoit moins d'informations et de programmes de la RTS en achètera-t-elle davantage auprès des médias payants ? Malheureusement, cette arithmétique de coin de table ne tient pas la route. Le marché des médias n'est pas fait de vases communicants. Ce qui se passera est évident : d'autres producteurs, parfois guidés par des intérêts étrangers, prendront le relais sur les différentes plateformes et offriront leur contenu gratuitement, sauf que la contrepartie de cette gratuité ne sera pas une redevance payée sous contrôle démocratique à une institution publique. La contrepartie sera l'exposition à des techniques publicitaires manipulatoires et abrutissantes ou à de la propagande orientée. Au contraire, la recherche scientifique démontre que l'envie de s'informer augmente avec le niveau d'information.

Comment détruit-on la cohésion d'un pays ? En donnant l'impression à ses régions, y compris périphériques et linguistiquement minoritaires, qu'elles ne comptent pas. Le Tessin ou la Suisse romande seront les premières victimes des coupes dans l'offre de la SSR. La redevance n'est pas une bête charge parmi d'autres, c'est une cotisation, c'est une cotisation à l'avenir de la Suisse dans sa diversité. Comment mine-t-on durablement la culture démocratique ? En réduisant l'offre médiatique et l'offre d'information diversifiée, sur le local comme sur le global. Je l'ai dit précédemment : c'est ce qui se passerait avec cette initiative. Le prix à long terme est bien plus élevé que l'économie à court terme.

Le jeu en vaut-il la chandelle ? Je ne peux que comprendre les difficultés des médias privés. Ils travaillent dans un contexte qui se durcit. La tentation est forte de raboter chez le voisin quand on doit couper chez soi. Or, en réalité, le besoin d'un service public complémentaire couvrant toutes les régions et s'intéressant à toutes les audiences, y compris les moins lucratives, n'est pas moins fort : il est plus fort qu'avant. Si nous n'y répondons pas, tout le monde y perdra, y compris les éditeurs privés.

Pour la Suisse, pour notre démocratie et pour nos régions, je vous invite à recommander au peuple et aux cantons de rejeter l'initiative.

Reimann Lukas (V, SG): Ich gehöre zu diesen über hunderttausend Bürgerinnen und Bürgern, welche die Volksinitiative "200 Franken sind genug!" unterschrieben haben. Es gibt unter diesen über hunderttausend Bürgerinnen und Bürgern auch Menschen, die keinen Fernseher und kein Radio haben und die gezwungen werden, das Fernsehen bzw. den Medienkonsum der anderen zu bezahlen. Ich bekomme Briefe von älteren



Menschen, die eine kleine AHV-Rente, die kein Vermögen, die keinen Fernseher und kein Radio haben – dies bewusst, das kann auch ein Lebensstil sein – und die von der Serafe betrieben werden. Ihnen wird von ihrer Rente noch etwas abgezackt, weil die Serafe das mit aller Härte durchzieht. Ich empfinde es als höchst ungerecht und höchst undemokratisch, wenn man mit Menschen in diesem Land, die wenig Vermögen haben und die nicht fernsehen und kein Radio hören wollen, so umgeht.

Es ist das Hobby dieses Parlamentes, den Bürgern Geld aus der Tasche zu ziehen. Die meisten Diskussionen hier drin drehen sich darum, wie man Einnahmen generieren kann, wo man den Bürgern noch mehr abnehmen kann. Jetzt kommt für einmal eine Volksinitiative, die das Gegenteil will, die den Bürger entlasten will, die dem Bürger etwas zurückgeben will, und dies demjenigen Bürger, der das Angebot nicht braucht, demjenigen Bürger, der das Angebot nicht konsumiert, demjenigen Bürger, der es nicht will. Dabei ist der Widerstand gleich riesengross.

Wir müssen die Bürger entlasten. Es gibt in diesem Land ein Recht auf Selbstbestimmung, es gibt ein Recht auf Entscheidungsfreiheit. Es führt schlussendlich zu mehr Lebensqualität, wenn der Bürger selbst entscheiden kann, welche Medien er konsumiert und welche nicht. Wir brauchen dazu kein überteuertes Zwangsabonnement für bestimmte Medienkanäle. Bei einem Betrag von 200 Franken bleibt der SRG noch genug Geld für einen Service public. Die finanzielle Übermacht der SRG bleibt gross. Genau diese finanzielle Übermacht der SRG macht heute kleine, innovative Anbieter in der Schweiz kaputt. Die SRG ermöglicht anderen Programmen nicht, dass sie sich entfalten können, und verhindert, dass ein fairer, freier Wettbewerb zugunsten aller Meinungen, aller Debatten, aller Kanäle stattfinden kann.

Schlussendlich führt diese Volksinitiative zu einer grösseren Medienvielfalt, weil nicht die ganze Medienwelt durch einen grossen Anbieter dominiert wird. Es haben viele Vorredner – auch mein letzter Vorredner – gesagt, das Lokale gehe verloren und die grossen Verlierer seien das Tessin und die Westschweiz. Da muss ich Ihnen sagen: Der grosse Verlierer heute ist die Ostschweiz. Wenn ich mich lokal informieren will, schaue ich ganz sicher nicht SRF, weil da die Ostschweiz nicht vorkommt. Ich schaue Tele Ostschweiz, Teletop, Wil24 oder lese die "Wiler Zeitung" oder die "Wiler Nachrichten" und viele andere kleine lokale Angebote aus meiner Region, die viel über das lokale Geschehen berichten. Darüber wird im Schweizer Fernsehen nicht berichtet; da hört die Schweiz, wie es Herr Glättli richtig gesagt hat, tatsächlich in Zürich auf.

Die Reduzierung der Serafe-Zwangsgebühren würde der Medienfreiheit zum Durchbruch verhelfen. Es besteht heute ein ungesundes Abhängigkeitsverhältnis der SRG vom Staat. Eine Entkoppelung sorgt dafür, dass die Medien ihre Rolle als vierte Gewalt wahrnehmen und auch mächtigen Politikern kritisch auf die Finger schauen können, ohne dass sie gleich um einen Grossteil ihrer Einnahmen fürchten müssen. Die Reduzierung der Zwangsgebühren führt auch zu einer Ankurbelung der Wirtschaft. Für die Schweizer Volkswirtschaft würde eine ungeheure Kaufkraft von fast 1 Milliarde Franken pro Jahr freigesetzt. Um dieses Geld könnte sich dann nicht nur die SRG bewerben, sondern es könnten jede und jeder, innovative Start-ups, neue Unternehmen, Internetunternehmen darum buhlen und um Marktanteile und das Geld kämpfen, das freigesetzt würde. Es gäbe neue Arbeitsplätze in Branchen und Unternehmen, die heute vom Staat nicht privilegiert sind.

Der Staat hat gegenüber seinen Bürgern eine besondere Verantwortung bezüglich eines sorgsamen Umgangs mit Gebührengeldern. Wenn Sie heute die horrenden Saläre wie jene der SRG-Direktoren oder die goldenen Fallschirme von ehemaligen Fernsehchefs anschauen, dann ist das eine Zumutung für alle Zwangsgebührenzahler in diesem Land. Es gilt, dies zu stoppen. Die Initiative "200 Franken sind genug!" fordert nicht die Abschaffung der SRG, aber eine Halbierung der Zwangsgebühren, die dringend notwendig ist.

Machen wir Schluss mit überteuerten Bezahlabonnements, mit dem Zwang und der Abzockerei der Bürgerinnen und Bürger, sagen wir Ja zur Volksinitiative "200 Franken sind genug!".

Bregy Philipp Matthias (M-E, VS): Man kann sich durchaus die Frage stellen, ob es bei 76 Einzelrednern auch noch mich braucht. Ich habe mir diese Frage gestellt und habe sie dann abschliessend so beantwortet: Ja, es braucht mich, weil es mir um einen Aspekt geht, der nicht ganz zu unterschätzen ist. Ich gehöre zu jenen, die die Initiative klar ablehnen, die aber einen sinnvollen Gegenvorschlag befürworten. Ich mache das auch deshalb, weil ich schon einmal an diesem Pult gestanden bin und gesagt habe, dass es keinen Gegenvorschlag brauche – es ging um die 13. AHV-Rente –, und damals habe ich mich bezüglich dessen, wie das Volk schlussendlich reagiert hat, getäuscht.

Ich hätte in diesem Saal gerne über einen Gegenvorschlag diskutiert, aber ich mache es jetzt halt auf diesem Weg, denn

AB 2025 N 964 / BO 2025 N 964

es gibt schon einen Gegenvorschlag. Der Bundesrat hat quasi einen Gegenvorschlag verabschiedet. Er hat



die SRG verpflichtet, Sparmassnahmen zu ergreifen, und er wird die Gebühren senken. Ich persönlich mache keinen Hehl daraus, ich hätte die Unternehmen gerne komplett entlastet, weil am Arbeitsplatz einfach niemand fernsieht oder Radio hört, dort wird gearbeitet. Aber der Bundesrat hat einen anderen Weg gewählt, und es ist mir wichtig, den Leuten da draussen, die unsere Debatte verfolgen, zu sagen, dass es einen Gegenvorschlag gibt – und darum habe ich mich entschieden, heute trotzdem das Wort zu ergreifen.

Der Bundesrat hat Massnahmen ergriffen, und diese genügen. Mit diesen Massnahmen wird gewissermassen das eingeleitet, was auch die Initiative will, jedoch nicht in einem schädlichen, sondern in einem konstruktiven Ausmass. Darum werde ich die Initiative ablehnen. Ich hätte mir aber gewünscht, dass wir den Gegenvorschlag hier diskutieren, weil es dann transparenter gewesen wäre und er mehr politisches Gewicht erhalten hätte, als wenn das einfach der Bundesrat macht. Aber es ist nun mal so, wie es ist, und ich bitte Sie, das zur Kenntnis zu nehmen. Es wird dann auch im Abstimmungskampf unsere Aufgabe sein, klar zu sagen, dass es nicht nichts gibt, dass es nicht an einem Gegenvorschlag mangelt, sondern dass es einen gibt.

Das wollte ich hier unterstreichen, dafür habe ich die Hälfte meiner Zeit genutzt. Das ist zwar nicht die Halbierungs-Initiative, aber eine Zeitersparnis für die Präsidentin.

Badertscher Christine (G, BE): Die Halbierungs-Initiative, die wir heute behandeln, will der SRG auf einen Schlag die Hälfte ihres Budgets streichen. Dass dies das Angebot und die Präsenz der SRG in den Regionen erheblich reduzieren würde, dürfte klar sein. Doch was bedeutet das genau? Die SRG müsste ihre Redaktionen stark zentralisieren, und die Schweizer Medienvielfalt würde weiter zusammenschrumpfen.

Als Vizepräsidentin der Schweizerischen Arbeitsgemeinschaft für die Berggebiete kann ich Ihnen bestätigen: Die lokale Berichterstattung bis in die kleinsten Täler der Schweiz rechnet sich wirtschaftlich längst nicht mehr. Viele Redaktionen sind aus dem ländlichen Raum und aus den Bergregionen verschwunden, Titel wurden zusammengelegt, die Berichterstattung wurde zentralisiert und vereinheitlicht. Dabei ist die regionale und lokale Medienvielfalt in einer lebendigen und direkten Demokratie, wie wir sie in der Schweiz pflegen, ein kostbares Gut. In einem Land, in dem die Bevölkerung über nationale Abstimmungsvorlagen, aber auch über Lokales wie über den Bau von Lawenschutzanlagen in einer Gemeinde entscheidet, brauchen wir ein regional verankertes, viersprachiges Medienhaus. Die SRG macht die Vielfalt der Ansichten der gesamten Bevölkerung zugänglich. Mit ihrem breiten Angebot ist sie für alle Altersgruppen in allen Sprachregionen eine identitätsstiftende Plattform und ermöglicht gemeinsame Erlebnisse. Das schafft ein Gefühl der Zugehörigkeit und fördert das gegenseitige Verständnis.

Wenn wir die SRG kaputtsparen, kriegen wir sie nicht so einfach wieder zurück. Und in einer Welt, in der Fake News und Desinformation die gesellschaftliche Debattenkultur untergraben und den sozialen Zusammenhalt gefährden, brauchen wir sie erst recht. Ein Postulatsbericht zum Thema Beeinflussungsaktivitäten und Desinformation hat deutlich aufgezeigt, dass demokratiefeindliche Mächte wie China und Russland aktiv das Interesse verfolgen, westliche Länder mittels Desinformationskampagnen zu destabilisieren. Die Schweiz mit ihrem Bekenntnis zum Völkerrecht und zur Demokratie ist zunehmend auch direktes Ziel von Beeinflussungsaktivitäten. Angesichts der Entwicklung technologischer Möglichkeiten, Inhalte zu manipulieren und zu fälschen, namentlich durch KI, wird sich diese Gefahr in den nächsten Jahren noch verschärfen.

Im Vordergrund steht deshalb nicht nur ein hochwertiges Informationsangebot, sondern auch die Medienkompetenz der Bevölkerung. Die Stabilität unserer Demokratie hängt wesentlich davon ab, wie gut die einzelnen Bürgerinnen und Bürger dafür gerüstet sind, Fake News und Desinformation als solche zu erkennen. Die SRG investiert schon seit Jahren in die Vermittlung von Medienkompetenz, insbesondere auch an junge Menschen. Das ist sehr wichtig.

Ich glaube, wir sind uns in diesem Raum zumindest einig, dass wir anderen Ländern nicht Tür und Tor öffnen wollen, damit sie Einfluss auf die politische Meinungsbildung in der Schweiz nehmen können. Deshalb ist es nicht ratsam, ausgerechnet jenen Kräften die Mittel zu rauben, die unsere Gesellschaft davor schützen. Eine starke SRG erreicht die gesamte Bevölkerung, informiert sie über politische Aktualitäten und zeigt unterschiedliche Perspektiven auf. Sie schafft die Ausgangslage dafür, dass sich interessierte Bürgerinnen und Bürger an Abstimmungen und Wahlen beteiligen, und leistet damit einen zentralen Beitrag zu einer lebendigen Demokratie. Eine starke SRG ist ein Bollwerk gegen Fake News, festigt den sozialen Zusammenhalt und fördert die Resilienz der Bevölkerung gegenüber Beeinflussungsversuchen. Und nein, 200 Franken sind dafür nicht genug.

Deshalb appelliere ich heute an Ihre Weitsicht und bitte Sie, die Halbierungs-Initiative zur Ablehnung zu empfehlen.



AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Nationalrat • Sommersession 2025 • Siebente Sitzung • 11.06.25 • 08h00 • 24.060
Conseil national • Session d'été 2025 • Septième séance • 11.06.25 • 08h00 • 24.060



Die Beratung dieses Geschäftes wird unterbrochen
Le débat sur cet objet est interrompu

Schluss der Sitzung um 11.55 Uhr
La séance est levée à 11 h 55

AB 2025 N 965 / BO 2025 N 965





24.060

200 Franken sind genug!
(SRG-Initiative).
Volksinitiative

200 francs, ça suffit !
(initiative SSR).
Initiative populaire

Fortsetzung – Suite

CHRONOLOGIE

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 02.06.25 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 11.06.25 (FORTSETZUNG - SUITE)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 12.06.25 (FORTSETZUNG - SUITE)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 22.09.25 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 24.09.25 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 26.09.25 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 26.09.25 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Wir fahren mit der allgemeinen Aussprache über die Volksinitiative fort.

Schilliger Peter (RL, LU): Man kann es drehen und wenden, wie man will: Die Ungerechtigkeit bei der SRG-Mediensteuer für die KMU-Wirtschaft besteht. Wenn ein gesetzlicher Systemfehler besteht, muss man dagegen kämpfen. Das war von Anfang an meine grösste Motivation für den Einsatz im Initiativkomitee. Einmal mehr muss ich festhalten: Eine juristische Person, eine Unternehmung kann nicht Medien konsumieren. Es ist der Mensch, der dies tut. Und dieser Mensch bezahlt die Mediensteuer bereits unabhängig davon, ob er arbeitet oder nicht arbeitet.

Es ist längst klar, dass diese doppelte Medienbesteuerung verfassungswidrig ist. Auch das Bundesgericht hat die geltende degressive Tarifgestaltung als nicht verfassungskonform beurteilt, weil sie gegen das Rechtsgleichheitsgebot verstösst. KMU werden benachteiligt. Das Gericht hat auch klipp und klar festgehalten, dass es sich um eine Steuer handelt. In der Folge musste der Bund den Konsumenten die Mehrwertsteuer zurückerstatten, weil auf Steuern nicht zusätzliche Steuern erhoben werden dürfen.

Diese Besteuerung wird zudem absurderweise am Umsatz gemessen. Zwar will der Bundesrat die Umsatzschwelle im Rahmen eines eigenen Gegenvorschlages zur SRG-Initiative erhöhen. Doch das nützt vielen umsatzintensiven KMU wie Auto- und Schmuckhändlern oder Unternehmungen, die mit Rohstoffen wie Heizöl, Diesel und Benzin handeln, nichts. Die Tarifgestaltung an den Umsatz einer Firma zu binden, beurteile ich als Willkür. Zehntausende Unternehmungen in der Schweiz werden gezwungen, hohe Steuerbeträge an eine staatlich geschützte Medienanstalt zu zahlen; dies für einen Service, den sie nicht nutzen können, nicht bestellt haben und auch nicht abwählen dürfen.

Die Halbierungs-Initiative macht damit endlich Schluss. Sie schafft die Unternehmensabgabe vollständig ab. Das ist nicht nur gerecht, es ist auch längst überfällig. Es handelt sich um eine Doppelbesteuerung. Diese Doppelbesteuerung trifft insbesondere kleine und mittlere Unternehmungen. Die Menschen in diesen Unternehmungen – die Inhaber, die Geschäftsführer, die Mitarbeitenden – bezahlen die Medienabgabe bereits privat, und dann wird auch noch die Firma zur Kasse gebeten. Es gibt in unserem Steuersystem keinen vergleichbaren Fall dieser Art.

Ich bin nicht gegen die SRG, ich bin nicht gegen einen Service public, aber die SRG hat sich in den letzten Jahren von ihrem Kernauftrag entfernt. Statt sich auf Information, Bildung und Kultur zu konzentrieren, richtet sie ihr Angebot immer stärker auf Unterhaltung, teure Sportübertragungen und den Online-Service aus. Es geht bei dieser Initiative nicht um die Zerschlagung der SRG, sondern um die Rückbesinnung auf ihren ursprünglichen, öffentlichen Auftrag.





Noch ein letzter Punkt: Wenn wir die Konsumentinnen und Konsumenten mittels dieser Initiative entlasten, dann haben sie am Ende des Monats mehr im Portemonnaie und damit die Freiheit, selbst zu entscheiden, was sie konsumieren möchten, ob Sport bei Blue TV, die Swiss Music Awards auf 3Plus oder die "Rundschau" auf SRF. Die Menschen wissen selbst am besten, wofür sie ihr Geld einsetzen möchten. Warum also bevormunden wir sie weiter? Warum zwingen wir alle in ein Einheitsmodell, wenn die Medienlandschaft längst vielfältig und individuell geworden ist? Es ist Zeit, dass sich die SRG wieder auf ihren Kernauftrag beschränkt und den privaten Anbietern, die längst auch Service-public-Leistungen erbringen, den nötigen Raum lässt. Nicht der Staat soll entscheiden, was geschaut und gehört wird, sondern die Bürgerinnen und Bürger selbst. In diesem Sinn geht es letztlich auch um Freiheit.

Mit der Unterstützung der Halbierungs-Initiative stärken Sie die Freiheit der Bürgerinnen und Bürger in unserem Land.

Rosenwasser Anna (S, ZH): Als Erstes möchte ich meine Interessenbindungen offenlegen. Ich bin seit siebzehn Jahren Journalistin, und ich verstehe mich als Antifaschistin. Entsprechend habe ich Interesse an einer möglichst unabhängigen Medienberichterstattung.

Die Halbierungs-Initiative der SVP will der Schweizerischen Radio- und Fernsehgesellschaft die Hälfte des Budgets streichen. Das heisst: nur noch halb so viel Geld für Nachrichtensendungen, Podcasts, Apps, Sportsendungen, Kulturformate und zahlreiche Live-Anlässe. Wir reden hier von Formaten wie der "Arena", wo Sie und ich nur zu gerne hinwollen, um einander dreinzureden. Wir reden von "SRF Kids", wo Ihre Kinder nicht nur unterhalten, sondern auch gebildet werden. Und wir reden vom vielfach ausgezeichneten "Echo der Zeit", das wir hören, um dem Elend dieser Welt wenigstens informiert entgegenzutreten.

Glauben Sie mir, dass mir nicht alle Angebote der SRG gefallen. Manche von ihnen würde ich am liebsten am feministischen Streiktag höchstpersönlich canceln. Aber genau diese Vielfalt gehört doch dazu. Sie müssen nicht am SRF "Bounce Cypher" Ihre Lieblingsrapperin anfeuern oder zugeben, wie gerne Sie insgeheim die Sendung "G&G" geschaut haben. Der Sinn eines unabhängigen Medienangebots ist, dass unterschiedliche Teile der Bevölkerung angesprochen werden, und zwar in allen vier Landessprachen und für alle Alterskategorien, vom "Zischtigsclub" über den "Donnschtig-Jass" bis zum "Fenster zum Sonntag".

AB 2025 N 975 / BO 2025 N 975

Das Timing dieser SVP-Initiative ist höchst verdächtig. Die aktuellen technologischen Entwicklungen machen es zunehmend schwieriger, Information von Desinformation zu unterscheiden. Zum Glück gibt es eine Berufsgattung, die professionell Deepfakes erkennt, manipulative Narrative aufdeckt und Fake News entlarvt. Der Beruf heisst Journalismus. Es ist ein wirklich denkwürdiger, historischer Zeitpunkt, ihn genau jetzt noch mehr schwächen zu wollen.

Die Kritik an der SRG besteht oft aus dem Argument, sie sei zu links. Dabei ordnen Studien die SRF-Berichterstattung immer wieder als ausgewogen ein. Verstehen Sie mich nicht falsch, wir können liebend gerne zusammen die SRG kritisieren. Auch ich habe da meine Schmerzpunkte. Ich bin zum Beispiel noch immer nicht über die Absetzung des Formats "We, Myself and Why" hinweg. Aber um besser zu werden, muss die SRG überhaupt die Mittel haben, die lernfähiger Journalismus benötigt. Wir können nicht fordern, dass Medienschaffende auf dem Boden der Tatsachen recherchieren, und ihnen dann eben jenen Boden unter den Füßen wegziehen. Wir sehen es auf der ganzen Welt: Wenn Journalismus nicht mehr unabhängig ist, dann fördert das die Polarisierung. Demokratiefeindliche Kräfte haben ein Interesse daran, Medienplattformen entweder zu kaufen oder, wenn sie nicht käuflich sind, zu schwächen. Wir verhandeln hier nicht darüber, ob Sie lieber das Schwingfest oder den ESC mitverfolgen. Wir verhandeln hier über einen wesentlichen Teil unserer Demokratie. Wer Ja stimmt, verrät sich.

Ich bitte Sie deshalb, die Halbierungs-Initiative der SVP abzulehnen.

Bühler Manfred (V, BE): Le 24 février 1931, une petite graine a été plantée. Cette date correspond à la fondation de la SSR, notre Société suisse de radiodiffusion dont il est question aujourd'hui. La télévision a été ajoutée formellement en 1958 lorsque la concession correspondante est entrée en vigueur. Depuis sa fondation, la SSR a grandi. Non sans crises, comme en 1949, lorsqu'un directeur de studio radio, Emil Notz, a dû démissionner après que des membres du Parti communiste avaient été engagés à la SSR. Comme quoi, les penchants que d'aucuns reprochent à la SSR ne datent pas d'hier.

Aujourd'hui, la graine plantée en 1931 est devenue un arbre. Un grand arbre. Un très, très grand arbre. En vérité, un trop grand arbre. La taille de la SSR est définie par deux éléments principaux : le montant d'argent dont elle dispose et le contenu de la concession qui lui est octroyée par le Conseil fédéral en application de la



loi sur la radio et la télévision (LRTV).

Le budget total de la SSR est de plus de 1500 millions de francs actuellement, dont 1200 millions de produit de la redevance – vous connaissez ces chiffres. L'éternel débat est de savoir si c'est la concession qui doit dicter les moyens nécessaires ou si les moyens disponibles doivent piloter la taille de l'offre de la SSR. Les opposants éternels à toute réforme de la SSR clament sans cesse qu'on ne peut pas réduire les moyens financiers, car la concession doit être remplie. Ce n'est qu'une échappatoire bon marché pour ne jamais se poser les bonnes questions.

Pourtant, la question est simple, la bonne question : "Qu'est-ce qui relève du service public et qu'est-ce qui n'en relève pas ?" Si l'on considère la concession, je vois plusieurs points qui n'ont plus rien à faire dans le service public. Dans le domaine du sport, notamment, le privé peut parfaitement prendre le relais dans beaucoup de domaines. Il n'existe plus aucune raison de dépenser des dizaines ou des centaines de millions pour acheter les droits de grands événements sportifs qui ne font qu'engraisser des organisations mondialisées qui nagent littéralement dans l'argent. Dans le domaine du divertissement aussi, les offres privées sont légion, et chacune et chacun peut trouver son bonheur librement sur un marché aussi riche que jamais. Aucune raison, ici aussi, de dépenser des sommes folles pour produire du divertissement en imposant à tout le monde de le payer.

Du reste, il faut se remémorer le contenu de la concession. Je cite ici l'article 9 alinéa 2 en matière de divertissement : l'offre de la SSR – sous-entendu la production culturelle – "se caractérise par une plus grande prise de risque sur le plan de la création et de l'innovation". En clair, la SSR produit des contenus qui n'intéressent personne ou presque. On peut donc encore mentionner l'article 14 de la concession, qui enjoint la SSR à tenir compte des personnes issues de la migration et à transmettre des contenus contribuant à leur intégration. Or, l'intégration des personnes étrangères est leur devoir personnel et en aucun cas une tâche de l'État, et encore moins d'un média public financé par une redevance obligatoire. Ces quelques exemples montrent à quel point les activités de la SSR sont devenues touffues.

L'arbre SSR est devenu si imposant qu'il menace de s'effondrer sous son propre poids, de se casser au premier coup de vent ou tout simplement de dépérir. Oui, un arbre trop grand finit par dépérir et représente une menace. Que fait-on dans un tel cas ? On prend ses responsabilités et on procède à un élagage. Comment fait-on pour élaguer un arbre ? On réfléchit, on observe, on analyse et on identifie les branches trop grandes, dépérissantes ou inutiles, et on les coupe. Un grand soin doit être apporté aux branches charpentières ou maîtresses. Si un élagage est effectué avec soin, l'arbre sera, certes, transitoirement de taille réduite, mais il retrouvera une nouvelle vigueur et repartira de plus belle pour se consolider. Il est temps pour la SSR de procéder à cet élagage.

Comme strictement aucune des promesses de réforme faites lors de la campagne "No Billag" n'a été tenue, il faut contraindre le management par le seul moyen qui fonctionne : le budget. Jamais la SSR n'a fait de vraies économies. Les jérémiades permanentes de la direction ne sont plus supportables. Un seul chiffre : les frais de personnel – Mesdames et Messieurs, écoutez bien ! – sont passés de 666 millions de francs en 2016 à 794 millions en 2023. Plus de 130 millions supplémentaires en seulement sept ans. Et on veut nous faire croire que le service public serait menacé par une réduction de la redevance. C'est une plaisanterie !

Alors, oui, il faudra faire des choix lorsque la redevance baissera. Mais en faisant les bons, le cœur du service public sera préservé. Les branches maîtresses de la SSR, dont l'information, le débat politique et la formation, seront préservées. Ces domaines sont essentiels pour notre démocratie directe, j'en conviens bien évidemment et nous sommes tous d'accord. Ils peuvent très largement être financés, dans toutes les langues nationales, avec une redevance à 200 francs. Toutes les menaces agitées par les personnes qui ne veulent rien changer ne sont que du vent. Prenons donc notre courage à deux mains ! Donnons une chance historique à la SSR de se concentrer sur l'essentiel !

Merci de soutenir cette initiative.

Piller Carrard Valérie (S, FR): Il faut dire les choses comme elles sont : l'initiative populaire "200 francs, ça suffit ! (initiative SSR)" revient à priver la Société suisse de radiodiffusion et télévision (SSR) de la moitié de son budget. Il s'agit donc d'une initiative de réduction de moitié et je vous invite à en recommander catégoriquement le rejet, à l'instar d'ailleurs de tous les groupes parlementaires, à l'exception de celui de l'UDC, à l'origine du texte. Il en va de l'existence même du service public médiatique et de sa qualité, de la libre formation de l'opinion publique, du bon fonctionnement de notre démocratie et de notre cohésion nationale. C'est dire si l'enjeu est important.

Avant de prendre position, posez-vous la question : en quoi la SSR a-t-elle démérité ? Pourquoi vouloir la sanctionner pareillement ? L'UDC n'a pas vraiment de réponse, que des arguments populistes du style "les Suisses n'ont pas à payer autant", "les entreprises ne doivent pas payer" et "il faut moins d'État". Elle nous



apporte bien sûr une solution à l'emporte-pièce avec une concentration des médias en quelques mains privées et veut nous faire croire qu'avec 200 francs on garantit des médias de qualité dans toutes les régions linguistiques. Pardonnez ma franchise, mais c'est du grand n'importe quoi et des promesses en l'air, comme d'habitude. Le plus triste, c'est que ces arguments fonctionnent, puisque, sous la pression, le Conseil fédéral a déjà été contraint de revoir le montant de la redevance à la baisse. Pour rappel, la

AB 2025 N 976 / BO 2025 N 976

redevance qui était encore de 451 francs en 2018 est aujourd'hui de 335 francs. Pour la SSR, cette baisse a impliqué des choix très difficiles, des coupes dans les programmes, des licenciements. Résultat : désormais les ménages dépensent moins de 1 franc par jour pour profiter de la radio-télévision. C'est le strict minimum à payer pour des émissions et du contenu de qualité.

Voici plutôt les questions que nous devrions nous poser : à quoi sert la redevance ? Que nous apporte la SSR et les médias régionaux ? À quoi ressemblerait le paysage médiatique sans eux ? C'est très simple : nous serions totalement tributaires de groupes comme Tamedia, Ringier ou encore de Tele Züri, ou nous serions informés peut-être uniquement par TF1, CNews ou RTL, pour le côté alémanique. Comment l'information dans les différentes régions linguistiques de notre pays serait-elle traitée ? Il y a de quoi s'inquiéter lorsqu'on voit comment les groupes comme Tamedia et Ringier, notamment, traitent la Suisse romande, où les journaux qui ont survécu peinent à maintenir la qualité avec les coupes budgétaires auxquelles ils sont soumis.

La redevance radio-télévision permet de garantir un service public de qualité dans toutes les régions linguistiques du pays. Notre démocratie directe a besoin d'un système de médias efficace. Tous les citoyens en profitent, indépendamment du fait qu'ils consomment ou non ces programmes. Or, il se trouve que les médias sont en crise, particulièrement la presse écrite, qui voit disparaître des titres, mais aussi face aux réseaux sociaux et la propagation de fausses informations qui manipulent de façon insidieuse l'opinion. C'est donc tout sauf le moment pour réduire notre soutien aux services publics dans les médias.

Le système actuel est essentiel au bon fonctionnement du processus démocratique de la libre formation de l'opinion et à la cohésion nationale. La redevance permet de garantir l'accomplissement fiable et durable de la mission de service public et d'assurer le financement d'un service public de haute qualité. Les diffuseurs locaux et régionaux, financés également par une quote-part de la redevance, remplissent eux aussi un rôle de service public important. Ils ont le mandat légal de contribuer à la formation de l'opinion, à la cohésion nationale, au développement culturel et à la formation. Un système de radiodiffusion efficace est aujourd'hui d'une importance fondamentale pour notre démocratie directe et contribue fortement à son bon fonctionnement.

Dans ce contexte, j'ai plutôt envie de qualifier cette initiative d'initiative à deux balles, car, pour des motifs purement électoralistes, elle s'en prend directement à la SSR, aux services publics, aux minorités linguistiques de ce pays, à la diversité médiatique et à la libre formation de l'opinion.

Pour toutes ces raisons, je vous invite à recommander le rejet de cette initiative.

Gysin Greta (G, TI): Il titolo è accattivante tanto quanto la sostanza è dannosa: "200 franchi bastano!" Lasciatemelo dire con molta chiarezza, 200 franchi non bastano, non bastano per garantire un servizio pubblico radiotelevisivo di qualità, non bastano per dare voce alle minoranze linguistiche e non bastano per assicurare che anche in Ticino, nei Grigioni, in Romandia, nelle valli più remote, si possa continuare a raccontare e valorizzare la realtà locale nella propria lingua con competenza e con profondità.

Perché la SSR è informazione, certo, ma è anche cultura, intrattenimento, sport, memoria collettiva. È la promozione della musica, del teatro, del cinema svizzero. È la voce di un mondo artistico che altrove difficilmente troverebbe spazio. È il racconto di imprese sportive che uniscono il Paese dagli stadi alle piste di sci. È la copertura di eventi culturali che non avrebbero mai visibilità sulle piattaforme commerciali, ed è anche educazione e servizio alla società.

In poche parole, la SSR è un bene comune. Un bene comune in cui la pressione finanziaria si fa già sentire. Solo nella Radiotelevisione svizzera di lingua italiana negli ultimi anni sono stati tagliati 12 milioni di franchi, con la perdita di una cinquantina di posti di lavoro. E con l'ulteriore riduzione del canone da 335 a 300 franchi, decisa per via d'ordinanza dal Consiglio federale, si prevedono altri tagli del personale e altre riduzioni delle produzioni.

Il sistema radiotelevisivo svizzero si regge su un principio fondamentale, quello della solidarietà nazionale. La Svizzera italiana versa circa il 4 per cento del canone, ma riceve attorno al 18 per cento delle risorse della SSR. Non è un privilegio, è federalismo solidale. È la consapevolezza che ogni angolo del Paese, anche quello più periferico e dove si parla una lingua minoritaria, deve poter accedere a contenuti culturali, informativi e d'intrattenimento di qualità. Il mercato, lì, non basta; non basta oggi e non basterà mai. Il mercato, lì, non



funziona, perché semplicemente non ci sono i numeri per garantire un'offerta commerciale sostenibile. E allora o c'è la solidarietà o c'è il rischio concreto di un vuoto culturale e informativo in buona parte del nostro Paese. Tagliare il canone a 200 franchi significherebbe distruggere questo equilibrio, significherebbe impoverire l'offerta culturale e spegnere una parte importante della nostra diversità linguistica, culturale e informativa. Significherebbe svuotare il servizio pubblico di quelle produzioni che non fanno grandi ascolti, ma che fanno crescere il nostro tessuto culturale. Naturalmente la SSR non è perfetta. Il servizio pubblico deve poter essere criticato, migliorato, stimolato e anche ripensato e ridotto laddove necessario. È quello che sta già accadendo, con le riduzioni di entrate importanti decise negli scorsi anni e di cui ho parlato in precedenza. Ma il servizio pubblico radiotelevisivo non deve essere demolito, perché senza un'offerta culturale ricca, senza sport che racconta la Svizzera intera, senza intrattenimento che ci rappresenta e che rispecchia tutte le sensibilità culturali, linguistiche e regionali, il Paese rischia davvero di perdere pezzi della sua identità comune.

Per questo, 200 franchi non bastano e non basteranno mai! Non per una Svizzera che vuole continuare a parlarsi, a raccontarsi, a crescere insieme in tutte le sue lingue e in tutte le sue regioni. Non per una Svizzera che tiene alla pluralità delle opinioni, che tiene ad avere una cittadinanza veramente informata, e che tiene alla propria democrazia diretta a tutti i livelli del sistema federale.

Per tutti questi motivi io vi invito veramente a difendere il nostro servizio pubblico, a difendere la nostra cultura. Facciamo sì che sport e intrattenimento restino non solo di qualità ma anche accessibili a tutti, e diciamo con chiarezza no a questa iniziativa pericolosa e dannosa per la Svizzera intera.

Christ Katja (GL, BS): Wir haben schon alle Argumente gehört, die gegen diese Initiative sprechen, nur noch nicht von mir, und weil es so wichtig ist, dass wir diese Argumente immer wieder wiederholen, mache ich das gerne auch nochmals.

Wir sprechen hier eigentlich von der sogenannten Halbierungs-Initiative. Es gibt tatsächlich Dinge, die sich verdoppeln, wenn man sie teilt, die Liebe zum Beispiel; wir wissen es. Aber halbiere ich zum Beispiel eine Kuh, habe ich keine halbe Kuh, sondern die Kuh ist tot. Genau das droht mit dieser Initiative. Man verspricht, dass der Service public weiterhin existieren könne, einfach nur zum halben Preis. Aber das ist eine Illusion. Die Folge wäre nicht eine kleinere, aber immer noch funktionsfähige SRG, sondern eine massiv geschwächte, zentralisierte SRG mit zerstückeltem Service public.

Diese Initiative ist ein Frontalangriff nicht nur auf die SRG, sondern auch auf den Zusammenhalt unseres Landes. Denn was macht die Schweiz aus? Dass sich vier Sprachregionen auf Augenhöhe begegnen. Diesen Austausch ermöglicht keine KI, kein privates Newsportal, sondern der öffentlich finanzierte Service public. Ja, auch ich bin für Effizienz. Auch ich glaube, dass sich staatlich finanzierte Strukturen modernisieren müssen. Aber genau das passiert ja. Der Bundesrat hat bereits entschieden, die Gebühr bis 2029 auf 300 Franken zu senken. Die SRG streicht 270 Millionen Franken, das sind 17 Prozent ihres Budgets. Mehr als 900 Stellen fallen weg. Die Rosskur läuft, aber die SRG ist noch überlebensfähig. Diese Initiative hingegen wäre tödlich. Natürlich muss man auch wachsam bleiben, dass die SRG nicht in Bereiche vordringt, wo sie private Medienanbieter

AB 2025 N 977 / BO 2025 N 977

unnötig konkurrenziert. Die Trennlinie zwischen öffentlichem Auftrag und privatem Markt muss sauber gezogen und laufend überprüft werden. Aber dafür braucht es keine Kahlschlag-Initiative.

Die SRG ist nicht nur Senderin, sie ist auch Arbeitgeberin, sie ist Partnerin der Sportförderung, sie ist Produzentin von Schweizer Filmen und Serien, von Musik und Kultur, und sie ist die einzige Plattform, die Rand- und Nischensportarten eine Bühne gibt. Wollen wir wirklich, dass in Zukunft nur noch Fussball und Skifahren stattfindet, weil es sich rechnet?

Ich frage mich ernsthaft: Welches Land wollen wir sein? Eines, in dem man den medialen Zusammenhalt zerschlägt, weil man glaubt, Informationen können auch per Algorithmus aus Kalifornien geliefert werden? Oder eines, das sich seiner sprachlichen, kulturellen und demokratischen Vielfalt bewusst ist und sie pflegt? Wir haben kein Einnahmenproblem, wir haben ein Erwartungsproblem. Diese Initiative gaukelt vor, dass man für die Hälfte des Geldes denselben Service bekommt. Das ist populistisch und gefährlich.

Ich werde diese Initiative deshalb zur Ablehnung empfehlen und bitte Sie, dasselbe zu tun.

Jaccoud Jessica (S, VD): Nous discutons aujourd'hui d'une initiative qui menace bien plus que la SSR. Cette initiative souhaite retirer des millions de francs à la place médiatique suisse, et cela touchera également les minorités linguistiques, la culture, le cinéma et le sport. Ce dernier thème me tient particulièrement à cœur.

Le sport joue un rôle crucial dans la cohésion nationale de la Suisse, en rassemblant des personnes de régions différentes, de langues différentes, d'âges différents et de cultures différentes autour d'événements communs.



Il crée des moments de partage et de fierté collective, renforçant ainsi notre identité en tant qu'habitantes et habitants de ce pays. Les prestations de la SSR dans le domaine sportif sont essentielles à cette dynamique. En diffusant une large gamme de disciplines sportives et en couvrant des événements nationaux et internationaux, la SSR permet à toutes et tous de suivre et de célébrer les exploits de leurs athlètes. Cette couverture médiatique de qualité, accessible à toutes et à tous, contribue à unir la population suisse autour de valeurs communes.

Voici un exemple concret : le 18 janvier passé, que faisiez-vous ? Il y a de grandes chances que vous ayez été devant votre télévision pour regarder la descente du Lauberhorn. Plus de 1,2 million de personnes se sont rassemblées pour regarder l'épreuve de ski alpin de Wengen en direct, sur les antennes de la SSR ; 1,2 million de personnes ont vibré, retenu leur souffle, puis célébré ensemble le doublé suisse de Marco Odermatt et de Franjo von Allmen. Pouvez-vous me citer beaucoup d'autres types d'événements, à part le sport, qui rassemblent autant, où le public, venu des quatre coins de la Suisse, chante la même chanson en suisse allemand ?

La SSR ne fait pas que transmettre le sport. Elle est un partenaire important des compétitions qui ont lieu en Suisse. Elle produit environ 1000 compétitions sportives par an, c'est-à-dire qu'elle filme et qu'elle réalise les images qui sont transmises dans le monde entier. Je reprends encore une fois l'exemple du ski : lors des épreuves de Crans-Montana, cette année, la RTS a mobilisé une équipe de 60 personnes, 29 caméras, un car de régie et un drone pour produire les images à diffuser à l'international. C'est un savoir-faire crucial pour mettre en valeur les compétitions qui ont lieu en Suisse.

Tout cela coûte cher. Si la SSR voyait son budget réduit de moitié, cela affecterait également les prestations qu'elle met dans le sport, ce qui se répercuterait sur le public et sur les disciplines. Beaucoup d'événements parmi les plus populaires ne seraient ni produits ni transmis. Et vu que le sport n'est pas rentable à diffuser, il est fort probable que nous devrions payer des abonnements à des acteurs privés pour regarder nos disciplines favorites. Avez-vous envie, véritablement, de payer un abonnement de plusieurs centaines de francs par mois pour regarder les matchs de foot de la Suisse, les Jeux olympiques ou encore le Tour de France ? Personnellement, je préfère largement la redevance, qui est par ailleurs bien meilleur marché que tous ces nouveaux abonnements.

Par ailleurs, pour les athlètes et les fédérations sportives, il y a encore plus en jeu. Seule la SSR met en lumière toute la diversité du sport suisse. Ces dernières années, la SSR a programmé une centaine de disciplines sur ses différents canaux. Mettre en valeur la diversité du sport suisse sensibilise non seulement le public aux sports moins connus, mais également au sport féminin. Et c'est également crucial pour le financement de ces disciplines. Apparaître sur les canaux de la SSR garantit une visibilité, ce qui permet d'attirer des sponsors. Sans visibilité, pas de sponsors, moins de moyens, et cela se répercute sur les athlètes, la relève et les fédérations.

Pour conclure, affaiblir la SSR, c'est affaiblir le sport suisse dans sa totalité. Et le sport, ce sont des émotions, des expériences qui nous rapprochent, qui nourrissent la cohésion nationale. C'est une mission centrale du service public et je vous invite donc à refuser clairement cette initiative.

Roduit Benjamin (M-E, VS) : L'initiative populaire "200 francs, ça suffit !" traduit un ras-le-bol palpable au sein de la population. Dépassant son rôle de service public pour exercer un contre-pouvoir, la RTS a le don d'entretenir les rancœurs en traitant des sujets d'actualité avec certaines oeillères, pour ne pas dire des oeillères certaines. Débats aux intervenants douteux, traitement de l'information de manière polarisée et journalistes aux orientations partisans à peine voilées : les griefs peuvent être nombreux et sont tenaces.

Faut-il pour autant couper la tête de ce service – je le répète – public, en sachant pertinemment que le corps de l'audiovisuel ne tarderait pas à s'effondrer ? Faut-il vraiment condamner, sans tenir compte des répercussions, juste pour l'exemple ? Doit-on faire payer à toute la branche certains choix de la SSR qui ne plaisent pas à tous ? Victor Hugo aurait pu écrire "Les derniers jours de ce condamné", mais j'espère qu'il en sera autrement et que la raison sortira gagnante.

Dans les faits, la redevance passerait de 1,25 milliard à 630 millions de francs par année. Le choix est clair : voulons-nous un service public fort dans le domaine de l'information et du débat d'idées, ou voulons-nous tendre vers des chaînes privées et un débat biaisé et contrôlé par de riches magnats inspirés par Elon Musk ? La commission du Conseil national, en avril de cette année, a estimé que l'offre journalistique de qualité dans nos quatre régions linguistiques dépend du maintien de la redevance à son niveau actuel. Elle ajoute très justement qu'un service public indépendant et complet est nécessaire au bon fonctionnement de la démocratie directe, mais également à la cohésion sociale en Suisse.

Prenons une nouvelle fois des faits : avec une réduction de moitié du budget, c'est une refonte totale de la SSR



qui est demandée et pas la suppression de quelques émissions discutables ou la mise à l'écart de quelques journalistes honnis. Les premières coupes – ce n'est un secret pour personne – interviendraient dans l'offre globale et dans la structure fédéraliste de l'entreprise au profit d'une centralisation ignorant les réalités locales. De multiples entreprises connexes sont concernées par ces aspects et, par conséquent, des milliers d'emplois. Vous avez les chiffres de CinéSuisse : 5600 employés et 750 millions de francs annuels de valeur ajoutée brute créés par la production cinématographique directement liée au travail de la SSR. Pour rappel, en 2023, environ 50 millions ont été investis dans des films et des séries suisses.

Afin de calmer le jeu, le Conseil fédéral a jugé bon de faire un pas dans le sens de l'initiative, avec sa réduction progressive à 300 francs d'ici 2029 et un relèvement de la limite du chiffre d'affaires à 1,2 million pour les entreprises. La SSR touchera ainsi 120 millions de moins par année. C'est déjà pas mal. Il l'a fait par voie d'ordonnance et pas par un contre-projet direct ou indirect. C'est peut-être cette manière de faire qui peut gêner. D'un point de vue démocratique, le Conseil fédéral limite les options du Parlement, en repoussant une discussion pourtant nécessaire sur les contenus et sur la portée du mandat de service public. On sait que la commission du Conseil

AB 2025 N 978 / BO 2025 N 978

national a essayé par deux fois de proposer un contre-projet, sans succès.

On peut notamment regretter que la redevance des entreprises ne soit pas complètement abolie. Sur le principe, faire contribuer l'économie est très contestable et n'a pas vraiment de sens. De plus, le barème actuel ciblant les entreprises en fonction de leur taille sans tenir compte de leur capacité contributive est contesté par le Tribunal fédéral et devra tôt ou tard être modifié.

Cependant, contentons-nous, sans jubiler, de la solution proposée par le Conseil fédéral, qui est plus pragmatique et susceptible de réunir une majorité. Au final, on refusera cette initiative brutale aux répercussions graves pour tout un secteur et des milliers de familles suisses, mais également, bien sûr, de manière tout aussi ferme, le contre-projet de la gauche, qui souhaite financer la radio et la télévision par le biais d'un fonds indépendant alimenté par la TVA. On ne peut quand même pas baisser le pouvoir d'achat de la population au motif que l'information sacro-sainte de la RTS serait un bien de consommation vital ! Comme souvent, ce qui est acceptable et raisonnable se trouve au centre.

Schlatter Marionna (G, ZH): Ohne Journalismus keine Demokratie – so einfach und so entscheidend ist das. Demokratie lebt davon, dass Menschen informiert sind, dass Themen von verschiedenen Seiten beleuchtet, kritisch hinterfragt und eingeordnet werden. Nur so können wir fundierte Entscheide treffen, nur so funktioniert unser politisches System.

Medien sind nicht einfach nur Informationslieferanten, sie sind die vierte Gewalt. Sie kontrollieren, schaffen Transparenz und sichern die Meinungsvielfalt, die unsere Demokratie stark macht. Aber genau dieser Journalismus ist heute massiv unter Druck. Fast wöchentlich hören wir von eingestellten Zeitungen, von Redaktionen, die zentralisiert oder ganz aufgelöst werden, von Journalistinnen und Journalisten, die ihre Arbeit verlieren. Die Qualität leidet, die Vielfalt schwindet, und mit ihr schwindet auch das Vertrauen in die Medien, was die Zahlungsbereitschaft weiter senkt. Es ist ein Teufelskreis.

Die Ursache liegt auf der Hand. Die Werbegelder, die früher die Arbeit der Redaktionen mitfinanziert haben, fließen heute zu Google, zu Meta oder zu digitalen Plattformen. Guter Journalismus ist teuer, und er ist kein Selbstläufer. Die Leute sind es gewohnt, Inhalte gratis zu konsumieren, und gleichzeitig gefährdet künstliche Intelligenz die Glaubwürdigkeit der Informationen zusätzlich. Ausserdem ist Desinformation kein Randproblem mehr. Der Global Risk Report 2024 nennt Desinformation die grösste Bedrohung weltweit, weil sie Vertrauen zerstört in die Politik, in die Institutionen, in das, was wir früher gemeinsam als Wahrheit verstanden haben.

Genau hier kommt der Service public ins Spiel. Die SRG liefert verlässliche Informationen in allen Landessprachen und in alle Regionen. Sie ist kein perfektes System, aber sie ist ein starkes Fundament gegen Fake News. Sie ist unabhängig, sie hat einen Auftrag, und sie erreicht auch jene, die sich Informationen sonst nicht leisten könnten oder würden. Was also tun wir, was tut man, wenn die Medien in der Krise sind, wenn die Qualität und die Vielfalt abnehmen, wenn Fake News zunehmen? Ganz sicher nicht, was die Halbierungs-Initiative tun will. Die Initiative der SVP will die Haushaltsabgabe für den öffentlichen Rundfunk halbieren. Das klingt populär, ist aber brandgefährlich. Es gibt keine einzige ernst zu nehmende Studie, die zeigt, dass eine Schwächung der SRG zu stärkeren privaten Medien führt. Im Gegenteil, je weniger öffentlich-rechtlicher Journalismus, desto schlechter informiert ist die Bevölkerung. Und wer schlechter informiert ist, interessiert sich weniger und lässt sich leichter beeinflussen, vor allem von jenen, die das Geld und die Macht haben, ihre Sicht der Dinge flächendeckend zu verbreiten. Das ist unfair, und das ist undemokratisch.



Deshalb sage ich entschieden Nein zur Halbierungs-Initiative.

Storni Bruno (S, TI): L'iniziativa dell'UDC e dei Giovani liberali-radicali "200 franchi bastano!" già dal titolo si identifica come una tipica operazione neoliberista, in termini moderni "da motosega", strumento diventato protagonista nel linguaggio politico d'oltreoceano sui palchi dei comizi elettorali.

L'operazione neoliberista "200 franchi bastano!" ha l'obiettivo di debilitare il servizio pubblico dell'informazione nel nostro Paese, che storicamente la SSR garantisce assieme agli organi di stampa tradizionali. E lo fa in un momento di grandi stravolgimenti nel settore mediatico svizzero, in crisi per la sempre più prevalente presenza delle piattaforme dei giganti tecnologici americani che hanno acquisito, direi sottratto, importanti risorse finanziarie e di pubblico ai media tradizionali nazionali.

Anche la SSR ha già subito una diminuzione delle entrate pubblicitarie, come pure una diminuzione del canone, già sceso da 451 a 336 franchi, e che scenderà a 300 franchi per il 2029. Significa meno di un franco al giorno per un servizio pubblico nazionale di primaria importanza e per un Paese che grazie alla democrazia diretta vede un'attiva partecipazione della popolazione ai processi decisionali; si vota quattro volte all'anno su disparati e sovente complessi temi. Per questo SRF, RTS, RSI, RTR e Swissinfo creano informazione e approfondimenti in modo indipendente a garanzia della pluralità del dibattito politico.

Ma oltre all'informazione la SSR produce e promuove cultura nel senso più largo del termine, come pure sport e intrattenimento di grande qualità nelle quattro lingue e culture nazionali, con un occhio di riguardo alle minoranze. Alcuni esempi concreti sono stati presentati da chi mi ha preceduto. Ci sarebbe molto di più ma non ho lo spazio per descriverli tutti. Per farsi un'idea di quanto è valida la produzione audiovisiva della SSR basta accedere a Play Suisse, un'altra ottima iniziativa della SSR pagata con il canone.

Per la Svizzera italiana, minoranza linguistica e culturale che oggi beneficia di un finanziamento 4,5 volte maggiore di quanto versiamo tramite il canone, l'iniziativa motosega sarebbe disastrosa. L'impegno per la cultura svizzera italiana sarebbe minimizzato. A fronte del tentativo d'indebolimento della SSR che questa iniziativa promuove, abbiamo la situazione geopolitica che vede crescere le campagne di disinformazione da parte di poteri e gruppi d'interesse antidemocratici, tentativi di manipolazione dell'opinione pubblica che fanno purtroppo parte del quotidiano flusso di informazioni sulle piattaforme sociali. È quindi essenziale offrire alla popolazione un'alternativa credibile e smettere di indebolire la SSR.

Come in tutte le aziende e nei servizi pubblici, ci sono aspetti che si possono migliorare, ma la motosega non è lo strumento giusto. La SSR ci sta già lavorando, ma la diminuzione a 300 franchi non sarà indolore.

Hess Erich (V, BE): Früher musste man der Kirche zwingend über den Staat Geld abgeben, damit man am Sonntag vom Pfarrer politisch und mental beeinflusst wurde. Heutzutage gibt es diese Gebühr, die man über den Staat zwangsentrichten muss. Es kommt aufs Gleiche hinaus. Gebetsmühlenartig wird im SRF die ganze Zeit über Klimawandel und links-grüne Politik Bericht erstattet. Das Staatsfernsehen und -radio sind politisch nicht neutral und nehmen somit auch ihren wirklichen Auftrag nicht wahr.

Diese Initiative geht viel zu wenig weit. Eigentlich müsste man diese Zwangsgebühr völlig abschaffen. Es ist aber ein Schuss in die richtige Richtung. Es kann nicht sein, dass das rot-grüne Staatsfernsehen und -radio die Leute immer wieder zu beeinflussen versuchen. Aber das kommt tagtäglich vor. In den Berichterstattungen sieht man, es ist nicht ausgewogen. Man nimmt einen Experten immer nur von einer Seite und betrachtet jedes Thema, das behandelt wird, nur durch die rot-grüne und allenfalls noch regenbogenfarbene Brille. Kommt hinzu: Heutzutage kann ich Radio SRF gar nicht mehr hören, denn mein Auto hat nur einen UKW-Empfänger, und Radio SRF, das eigentlich den Auftrag hätte, die Gesamtbevölkerung zu informieren, hat die UKW-Wellen abgeschaltet. Jetzt kann ich in meinem Auto nur noch private Radiosender empfangen. Der Auftrag des Staatsradios wäre es eigentlich, möglichst breit und nicht als erste Radiostation schweizweit nur noch über DAB zu senden.

AB 2025 N 979 / BO 2025 N 979

Ich bitte Sie im Interesse der Bürgerinnen und Bürger und der Unternehmungen in der Schweiz, diese Initiative ganz klar anzunehmen.

Wismer-Felder Priska (M-E, LU): Herr Hess, Sie haben in Ihrem Votum von einem Staatsfernsehen gesprochen. Ich gehe davon aus, dass Sie den Unterschied zwischen einem Staatsfernsehen und einem öffentlich-rechtlichen Sender kennen. Wieso benutzen Sie dieses Wort als Synonym?

Hess Erich (V, BE): Ja gut, ich tue das erstens, weil die SRG durch Gebühren, durch vom Staat zwangseingetriebene Gelder, finanziert wird. Zweitens ist sie nicht wirklich unabhängig, sprich: Sie ist rot-grün dominiert.





Jauslin Matthias Samuel (GL, AG): Ja, auch ich nehme die Berichterstattung in den Nachrichtengefässen der SRG als spürbar links wahr. Und ja, auch ich finde etliche Sendungen aus dem Hause Leutschenbach eher peinlich als unterhaltsam. Doch das ist wohl ein persönliches Empfinden und beruht auf einer einseitigen Sichtweise. Ich frage mich, ob diese vereinfachte Darstellung herangezogen werden darf, um ein tief verankertes Medienhaus in die Knie zu zwingen.

Die Behauptung der Initianten, die SRG bedränge die privaten Medien und behindere dadurch die nationale Medienvielfalt, erachte ich als falsch. Vielmehr passiert nämlich das Gegenteil. Ohne eine stabile SRG, die sich bemüht, die schweizerische Vielfalt auf ihren Plattformen auszuspielen, wären die privaten Medienhäuser nicht imstande, der ausländischen Konkurrenz die Stirn zu bieten. Allein der nationale Werbemarkt würde vollständig von den internationalen Sendern abgezügelt.

Auch die Forderung der Initianten, die SRG solle sich nur noch auf Kernaufgaben konzentrieren, ist etwas schräg. Erstens haben es weder das Bundesparlament noch der Bundesrat bis heute geschafft, diesen Kernauftrag zu schärfen, und zweitens braucht ein Medienhaus einen maximalen Themenmix, um die notwendige Breite überhaupt zu erreichen. Diese Vielfalt gilt es auf möglichst vielen Kanälen zu verbreiten – ein multi-medialer Service public. Dazu gehören logischerweise auch Online-Anbindungen, zeitversetztes Ausstrahlen, Hintergrundinformationen, Bildmaterial und Kommentare, die Sie jederzeit und überall abrufen können.

Es macht etwas nachdenklich, wenn insbesondere die jüngere Generation mit einer Selbstverständlichkeit der Ansicht ist, dass all diese Angebote gratis zu haben sind, oder darauf hinweist, dass sie die Angebote der SRG gar nicht will und daher auch nicht einsieht, einen Obolus dafür zahlen zu müssen. Da kann man sich auch fragen, warum die gesamte Bevölkerung die Infrastrukturen wie Sportanlagen, Freizeit- und Kultureinrichtungen, Mobilitätsangebote, Schulen, höhere Berufsbildungsangebote oder Kindertagesstätten finanzieren soll, selbst wenn sie es gar nicht braucht. Die Antwort liegt auf der Hand: Es dient eben dem allgemeinen Wohlbefinden und dem Zusammenhalt; es dient uns als Gesellschaft. Unser Wohlstand misst sich nicht nur an materiellen Gütern, nicht nur am Kontostand, sondern auch am gegenseitigen Respekt, am Gemeinsinn und an einer aktiven Kommunikation. Die SRG ist ein Teil davon, und den sollten wir nicht über Bord werfen.

Selbstverständlich ist die SRG gefordert, nur ein Zurücklehnen darf es nicht geben, notwendige Korrekturen sind sorgfältig aufzugleisen. Ich erwarte von der SRG-Führung eine vermehrte Zusammenarbeit mit sämtlichen nationalen Medien. Projekte sind womöglich auch mal gemeinsam anzugehen. Warum nicht mal Sportübertragungen einem privaten Anbieter überlassen? Warum nicht mal Bildmaterial allen nationalen Medien zur Verfügung stellen? Warum nicht mal ein Filmprojekt gemeinsam aufgleisen? Warum soll man sich nicht regelmässig treffen, um Probleme anzusprechen, anstatt die Faust im Sack zu machen?

Den Initianten ist zu verdanken, dass die SRG aufgewacht ist und sich nicht mehr einfach hinter Artikel 93 der Bundesverfassung verstecken kann. Es braucht Bewegung, aber es braucht auch finanzielle Mittel.

Sagen wir daher Nein zur 200-Franken-Initiative und Nein zur Schwächung der SRG. Ärgern wir uns einerseits weiterhin über Sendegefässe wie "Arena" mit dem Besserwisser Sandro Brotz und über Fussballübertragungen mit dem nervigen Sascha Ruefer oder über das seichte Magazin "Gesichter und Geschichten". Erfreuen wir uns andererseits an gut recherchierten Wissenschaftsmagazinen, spannenden Leichtathletikübertragungen und dem traditionellen "Echo der Zeit". Das ist es mir wert!

Wismer-Felder Priska (M-E, LU): Zuerst möchte ich meine Interessenbindungen bekannt geben: Ich bin Präsidentin der IG Volkskultur (IGV). Die IGV ist der Dachverband der volkskulturellen Verbände, Organisationen und Institutionen mit rund 400 000 Aktiven. Der IGV gehören Personen aus folgenden Vereinsgruppen an: Jodler, Schwinger, Ländlerkapellen, Chöre, Blasmusik, Alphorn, Volkstanzgruppen, Volkstheater, Fasnacht, traditionelles Handwerk, Spitzenmacherinnen, Trachtenleute, Hornusser und viele mehr.

Sie fragen jetzt vielleicht: Was hat das mit der Halbierungs-Initiative zu tun? Ich kann Ihnen sagen: sehr viel. Unsere Volkskultur lebt. Sie lebt in manchen Fällen eher etwas versteckt, im Verborgenen, aber zum Teil auch in der Öffentlichkeit. Da kann man sie beachten. Zum Teil ist sie im Rampenlicht sehr präsent. Eine Form der Volkskultur, welche heute viel beachtet ist, ist zum Beispiel der Schwingsport. Er ist entsprechend in den Medien präsent und hat dadurch sehr grossen Zulauf im Nachwuchsbereich. An dem Punkt, an dem der Schwingsport heute steht, würde er nicht stehen, wenn er nicht diese Präsenz hätte, und diese Präsenz wurde durch das SRF aufgebaut.

Ein weiteres Beispiel ist das Hornussen. Letztes Jahr hat das SRF über das Eidgenössische Hornusserfest einen langen Bericht gemacht. Als Folge davon haben sich viele im Nachwuchsbereich angemeldet. Diese Präsenz, die hätte es sonst nicht.

Die Volkskultur ist aber noch viel breiter, und es lohnt sich für private Sender nicht, über jede Sportart und jeden Nischenbereich zu berichten. Aber genau dort hat das SRF einen Auftrag, den es auch wahrnimmt. So werden



Nischenbereiche bekannt, und es wird über Dinge berichtet, für die kein Privatfernsehen die Möglichkeit oder auch das Wissen und die Ressourcen hat, um sie breiter bekannt zu machen.

Bei einer Annahme der Initiative würde der SRG jedoch das Geld fehlen, um eigene Produktionen zu machen und über solche volkskulturellen Eigenheiten und Minderheiten zu berichten. Das Geld reicht dann vielleicht noch, um ausländische Serien einzukaufen oder die amerikanische Kultur näherzubringen. Eingekauft! Wollen Sie das?

Das alles setzen Sie aufs Spiel, wenn Sie die Halbierungs-Initiative zur Annahme empfehlen. Für die paar Franken, die wir bei der Radio- und Fernsehgebühr sparen, setzen wir doch nicht unser gesellschaftliches Modell aufs Spiel und nehmen Entwicklungen in Kauf, bei denen das Ichbezogene noch weiter betont wird. Auf dem Verordnungsweg hat der Bundesrat die Abgabe ja bereits gekürzt. Wir werden in den laufenden Jahren bei 300 Franken sein. Wenn ich jetzt diese Senkung auf 200 Franken umrechne, dann bleiben pro Haushalt und Tag 37 Rappen, die Sie sparen können. 37 Rappen! Sagen Sie mir: Was kaufen Sie mit 37 Rappen für einen Haushalt pro Tag? Vielleicht einen Kaugummi, für viel mehr reicht es nicht. Aber mit diesem Betrag können Sie weiterhin sicherstellen, dass es eine breite Berichterstattung gibt. Da gefällt uns nicht alles, das wurde heute schon erwähnt. Aber darum geht es nicht. Es geht darum, dass in einer gewissen Breite informiert werden kann, die nur durch ein Fernsehen mit diesen finanziellen Ressourcen gewährleistet werden kann.

Ich bitte Sie daher, empfehlen Sie diese schädliche Initiative zur Ablehnung. Setzen Sie den Zusammenhalt, den ein öffentlich-rechtlich finanziertes Medienhaus gewährleisten kann, nicht leichtfertig aufs Spiel.

Golay Roger (V, GE): Enfin, avec l'initiative intitulée "200 francs, ça suffit !" nous pouvons restituer du pouvoir d'achat à notre population et à nos entreprises. Il ne faut pas manquer l'occasion de le faire. Enfin, nous pouvons laisser à

AB 2025 N 980 / BO 2025 N 980

l'économie privée la place qui est la sienne dans notre système soi-disant libéral. Enfin, nous pouvons freiner la gourmandise étatique et sa volonté de mainmise permanente. Une société libérale a besoin de médias indépendants et libres. Une politique médiatique libérale se distingue par la libre concurrence et doit donc passer par une définition restrictive du service public. L'argent public qui coule à flots auprès des chaînes de radio et de télévision crée forcément une dépendance qu'il faut fermement rejeter et dont il faut mesurer l'effet sur la pluralité des opinions.

Évidemment, on me met en garde contre une baisse drastique de la qualité des programmes et de l'information. Cet argument, pour massif qu'il soit, ne résiste pas à l'examen. On n'a pas à dicter aux gens comment ils doivent solliciter ou ne pas solliciter les médias. Les gens, dans notre pays libre, doivent pouvoir faire leur propre choix. Les clients se déplacent vers les offres médiatiques qu'ils considèrent comme les plus avantageuses, les meilleures et les plus instructives. Les généreuses subventions et mesures d'encouragement de l'État n'y changent rien. Dans ce contexte, et alors que les Suisses paient actuellement les redevances de radio et de télévision quasiment les plus élevées du monde, il est approprié de réduire cette mesure publique de soutien.

L'exploitation abusive de la notion de service public, qui dure depuis des années, n'est pas acceptable. Une définition restrictive de ce principe amènerait notre chère SSR à se limiter à une offre de base et de qualité en se concentrant sur l'information. Avec 200 francs par an de redevance, on peut parfaitement atteindre le niveau d'information requis, et ce, dans toutes les régions linguistiques. Les autres programmes et thèmes peuvent, eux, être cédés au libre marché. Oui, chers collègues, pour nos jeunes, pour nos aînés, pour nous tous, 200 francs, ça suffit pour le service public que nous souhaitons, d'autant plus que de très nombreux citoyens de notre pays n'arrivent déjà pas à payer leurs factures courantes et vitales, tels leurs loyers, leurs primes maladies, leurs impôts, etc. Sachant que, en 2024, Serafe a enregistré un nombre record de poursuites – plus de 112 000 procédures ont été engagées conformément à l'article 60 alinéa 1 de l'ordonnance sur la radio et la télévision –, nous pouvons estimer que cette redevance au prix actuel met la tête sous l'eau à de trop nombreux compatriotes.

D'autre part, 0 franc pour les entreprises, c'est le montant juste. Contrairement aux particuliers, les entreprises ne peuvent en effet consommer ni la radio ni la télévision. L'obligation qu'il leur est fait de payer la redevance est injuste. En réalité, ce n'est pas, pour les entreprises, une redevance sur quelque chose dont elles font usage, mais un véritable impôt déguisé, destiné à financer le train de vie d'un service public surabondant.

Je vous invite à recommander de voter oui à cette initiative "200 francs, ça suffit !", qui est soutenue par de très nombreuses personnalités représentant un large front politique.



Jost Marc (M-E, BE): Nach über siebzig Voten könnte man meinen, alles sei gesagt. Doch wenn ich die Argumente der Initianten höre, muss ich tief durchatmen. Sie sprechen von Sparen, von Entlastung, aber ich frage: Was ist der Preis, wenn wir uns selbst amputieren? Was ist der Preis, wenn wir ein Herzstück unserer Schweiz, die SRG, ausbluten lassen? Diese Initiative ist kein Reformvorschlag, nein, sie ist ein Frontalangriff auf das, was uns als Schweiz zusammenhält, ein Angriff auf unsere Medienvielfalt, auf unsere vier Sprachen, auf unsere Fähigkeit, uns als Land selbst zu erzählen.

Stellen Sie sich vor, die Romandie, das Tessin und Graubünden würden sich plötzlich ausländischen öffentlichen Sendern zuwenden müssen. Wollen wir wirklich, dass unsere Kinder Heimatgeschichten auf Rai Uno schauen und hören müssen? Wollen wir das Rätoromanische in der medialen Stille versinken lassen? Wollen wir eine Schweiz, die ihre Seele an den billigsten Anbieter verkauft? In einer Welt, die von Fake News, Propaganda und Algorithmen überflutet wird, ist eine unabhängige, faktengestützte Information kein Luxus, sondern eine Lebensversicherung für unsere Demokratie. Die SRG ist unser Bollwerk gegen diese Flut. Sie ist die Stimme, die uns alle verbindet – von der kleinen Gemeinde im Berggebiet bis in die grossen Städte in der Fläche.

Diese Initiative sägt am Ast, auf dem wir alle sitzen. Ein kurzfristiger Gewinn von 37 Rappen pro Haushalt und Tag steht einer immensen, unumkehrbaren Zerstörung unseres medialen Ökosystems gegenüber. Wir können diese Initiative nicht zulassen – nicht für unsere Demokratie, nicht für unsere Kultur, nicht für unsere Sprachen, nicht für die unzähligen Menschen, die für unsere Medien arbeiten und unsere Geschichten erzählen.

Sagen Sie Nein zu dieser Initiative! Sagen wir Ja zu einer starken, vielfältigen und unabhängigen SRG, einem Pfeiler unserer Schweizer Identität.

Und zum Schluss noch dies:

Manch einer will den "Kassensturz" auf SRF seh'n,

aber wie soll dann "Happy Day" weiter besteh'n?

Nicht jeder Reporter trifft deinen Geschmack,

es wär' ja komisch, ginge dir keiner auf den Sack.

Ob "Schweiz aktuell" uns die Heimat zeigt

oder die "Tagesschau" die weite Welt uns neigt;

von "Meteo" geht's zum "Donnschtig-Jass" im Nu –

jeder findet, was er liebt, auch du.

"SRF bi de Lüt" bringt Freude ins Land,

für jeden Schweizer, so charmant.

Vom "Rendez-vous" bis "Echo der Zeit", tief und klar,

ein Service für alle, wunderbar.

Denn was uns eint, ist mehr als der Preis:

ein Stück Heimat, auf Schweizer Art und Weis'.

Büchel Roland Rino (V, SG): Geschätzter Kollege Jost, das Gedicht war wunderbar. Aber ein Wort, das Sie gesagt haben, hat mich gestört. Sie haben gesagt, wir dürften diese Initiative nicht zulassen. Was meinen Sie damit?

Jost Marc (M-E, BE): Ich empfehle Ihnen, die Halbierungs-Initiative zur Ablehnung zu empfehlen, insbesondere angesichts der Tatsache, dass Ihr Bundesrat bereits einen Gegenvorschlag auf Verordnungsstufe gemacht hat, mit dem die Gebühr auf 300 Franken reduziert wird. Dies hat bereits Folgen für die Haushalte und die Unternehmen – noch weiter zu gehen, ist gefährlich.

Rutz Gregor (V, ZH): Es wurden in dieser Debatte viele tiefschürfende Aussagen gemacht: "ohne Journalismus keine Demokratie", "die Demokratie stirbt in der Dunkelheit" und so weiter und so fort. Ich bin mit Ihnen einverstanden, dass es hier um grundsätzliche Fragen geht. Stellen wir uns daher doch einmal die Frage, was denn die Demokratie ausmacht. Kern jeder Demokratie ist es, dass wir den Bürgern zutrauen, als mündige Menschen selbstverantwortlich Entscheide treffen zu können.

Die Voraussetzungen dafür, dass eine demokratische Debatte stattfinden kann, dass die Demokratie funktioniert, sind die Freiheitsrechte. Die Meinungsäusserungsfreiheit und auch die Medienfreiheit ermöglichen, dass sich jeder eine eigene Meinung bilden und diese auch äussern kann. Die Medien sind ein ganz wichtiger Teil davon, weil sie eine Grundlage für diese Diskussion sind und die Meinungen verbreiten.

Aber was heisst "Freiheitsrechte"? Freiheitsrechte sind Rechte des Einzelnen, die ihn in seiner privaten Sphäre vor staatlichen Eingriffen schützen. Das sind Freiheitsrechte. Freiheitsrechte sind nicht Aufträge an den Staat,



Geld auszuschütten oder Massnahmen umzusetzen. Freiheitsrechte schützen Bereiche, in die sich der Staat nicht einmischen darf.

Wenn Sie sagen, Medien gehören zur staatlichen Infrastruktur, haben Sie den Mechanismus der Demokratie nicht verstanden. Wenn Sie es etwas gehobener gesagt haben möchten, nehmen Sie Ernst-Wolfgang Böckenförde, den deutschen Rechtsphilosophen und langjährigen Bundesverfassungsrichter. Er hat einmal gesagt, der freiheitliche, säkularisierte Staat lebe von Voraussetzungen, die er selbst nicht garantieren könne. Das ist der Punkt. Die Demokratie macht es aus, dass man vor dem einzelnen Bürger Respekt hat, dass man Vertrauen in die Stimmbürger hat, dass sie die Entscheide treffen können.

AB 2025 N 981 / BO 2025 N 981

Bei Ihnen habe ich immer ein wenig den gegenteiligen Verdacht, dass Sie kein Vertrauen haben, dass Sie das Gefühl haben, man müsse den Leuten helfen, man müsse sie unterstützen, man müsse ihnen erklären, was zu tun sei. Aber das ist nicht demokratisches Verhalten, das ist ziemlich genau das Gegenteil davon. Sie haben sich in viele Widersprüche verstrickt. Sie warnen vor staatlicher Propaganda, reden aber gleichzeitig nur öffentlich finanzierten Medien das Wort. Sie haben offenbar das Gefühl, private Medien, die sich kommerziell refinanzieren, hätten, was die Berichterstattung anbelangt, ein tieferes Niveau als die öffentlich finanzierten. Sie beklagen den Abfluss von Werbegeldern. Aber wenn ich schaue, woher all die Vorstösse kommen, die zusätzliche Werbeverbote fordern und den Werbemarkt noch mehr austrocknen wollen: Sie kommen immer von der linken Seite. Sie sagen, Sie möchten die Demokratie stärken, haben aber offenbar kaum Vertrauen in die private Initiative, in den Markt und in die Konkurrenz. Das widerspricht sich.

Diese Initiative ist nicht schädlich, diese Initiative ist sehr nützlich. Die Diskussion hier zeigt – siebzig Votanten, wann haben wir das schon? –, dass Diskussionsbedarf besteht. Der Gegenvorschlag des Bundesrates zeigt es: Der Bundesrat hat auch gesagt, wir hätten Handlungsbedarf. Wir haben einen solch eminenten Handlungsbedarf, dass der Bundesrat sogar einen eigenen Gegenvorschlag für den Fall vorbereitet hat, dass das Parlament keinen solchen erarbeiten würde. Ausserdem – ich habe es am Anfang der Debatte gesagt – dokumentiert die Vereinbarung zwischen dem Verlegerverband und der SRG ebenfalls Handlungsbedarf. Sogar die SRG hat festgestellt, dass wir Diskussionsbedarf haben.

All diese Diskussionen, all diese kritischen Auseinandersetzungen mit dem Thema wären nie passiert, hätte es diese Initiative nicht gegeben. Darum ist diese Initiative sehr wertvoll. Die Initianten möchten, dass eine Diskussion stattfindet. Wenn Sie an dieser Diskussion interessiert sind, wenn Sie die Demokratie wirklich stärken wollen, dann stimmen Sie für den Rückweisungsantrag der Minderheit Fischer Benjamin. Warum? Weil uns das ein Jahr lang die Gelegenheit gibt, die weiteren Diskussionspunkte, die sich stellen, zu erörtern: Es geht um die revidierte SRG-Konzession, die der Bundesrat leider erst nach dieser Debatte vorlegen will. Parallel zu diesen Debatten steht eine Revision des Urheberrechtsgesetzes an; da geht es um das Leistungsschutzrecht. Es geht um Regulierungsvorschläge für die künstliche Intelligenz, und der Bundesrat ist daran, ein Gesetz über die Regulierung von Kommunikationsplattformen zu erarbeiten. Es gibt diverse Fragen bezüglich des Werbemarktes und bezüglich der permanent überlasteten Unabhängigen Beschwerdeinstanz, die sich stellen. Es gibt ganz viele Fragen, die hier gestellt und beantwortet werden müssen.

Stärken Sie die Demokratie, diskutieren wir, stimmen Sie für den Rückweisungsantrag der Minderheit Fischer Benjamin, und sagen Sie Ja zur Initiative.

Rösti Albert, Bundesrat: Der Bundesrat hat Ihnen die Botschaft zur SRG-Initiative am 19. Juni 2024 vorgelegt. Die Initiative will die Haushaltsabgabe von heute 335 auf 200 Franken senken und die Unternehmensabgabe gänzlich streichen. Bei Annahme der Initiative würde die SRG statt der heutigen rund 1,3 Milliarden Franken – bei einem Umsatz von heute etwa 1,5 Milliarden Franken einschliesslich der Werbegelder – noch 630 Millionen Franken erhalten. Es handelt sich also um eine drastische Reduktion auf die Hälfte; das ist sehr viel.

Der Bundesrat lehnt die SRG-Initiative ab, weil sie ihm zu weit geht. Die SRG benötigt ausreichend finanzielle Mittel, um in allen Sprachregionen ein gleichwertiges publizistisches Angebot bereitstellen zu können. In der Schweiz sind wir stolz darauf, eine Gemeinschaft bestehend aus vier Sprachregionen und vier Kulturen zu sein, und dazu leistet die SRG einen wichtigen Beitrag. Nach der Annahme der Initiative wären diese umfassenden Leistungen für die vier Sprachregionen in der heutigen Form kaum mehr möglich. Die Halbierung des heutigen Abgabenanteils der SRG hätte sehr weitreichende Folgen für unsere Kultur und für den Medienplatz Schweiz insgesamt. Die SRG müsste das Unternehmen grundlegend umbauen, und eine Zentralisierung wäre unumgänglich.

Ich glaube, dass eine Zentralisierung der Standorte und der Arbeitsplätze möglich ist, das kann man machen, aber das würde in den Regionen, speziell in den ländlichen, auf erheblichen Widerstand stossen. Ich erin-



neren daran, dass die SRG heute strukturell aus sieben Hauptproduktionsstandorten und siebzehn regionalen Standorten besteht. Sie konnten die Schliessung des Radiostudios Bern mitverfolgen. Dagegen wurde parteiübergreifend gekämpft. Die Annahme der Initiative würde zu vielen solchen Aktionen führen, die wahrscheinlich auf erbitterte Gegenwehr stossen würden.

Auch das publizistische Angebot müsste deutlich reduziert werden, denn vieles, was die SRG heute dank der Abgabenfinanzierung publizieren kann, lässt sich in unseren kleinen sprachregionalen Märkten kaum mittels kommerzieller Einnahmen finanzieren. Diese Lücken könnten sicher nicht vollständig von anderen Medien gefüllt werden. Von einer Halbierung der SRG würden daher die in den Bereichen Sport und Unterhaltung tätigen Pay-Anbieter und damit verbunden auch die internationalen Streaming-Plattformen profitieren, die keine oder kaum Inhalte mit Schweizer Bezug anbieten.

Die Kommission Ihres Rates wollte der SRG-Initiative einen indirekten Gegenentwurf gegenüberstellen. Sie stimmte zwei Vorschlägen zu, die die Schwesterkommission, also die ständerätliche Kommission, dann aber deutlich verworfen hat. Gemäss der KVF-S besteht kein Handlungsbedarf für einen Gegenentwurf, der weiter geht als das Gegenkonzept des Bundesrates. Das heisst, die SRG soll keine Mindereinnahmen hinnehmen müssen, die über das hinausgehen, was der Bundesrat mit der Abgabensenkung bereits beschlossen hat. Zudem sollen nicht noch mehr Firmen von der Unternehmensabgabe entlastet werden.

Der Bundesrat verabschiedete ein Gegenkonzept, wie das hier verschiedentlich erwähnt worden ist, eigentlich ein Gegenprojekt – ich nenne es mal so, es ist nicht ein Gegenvorschlag – zur SRG-Initiative. Das erfolgte im Juni 2024 auf Verordnungsstufe. Der Bundesrat kann die Serafe-Gebühr auf Verordnungsstufe festlegen. Das steht ihm gestützt auf das Gesetz zu, und er kann auch die Verordnung entsprechend ändern; das an all diejenigen – ich habe das verschiedentlich gelesen –, die sagen, das sei demokratiepolitisch fragwürdig. Es ist die Aufgabe des Bundesrates, die Details in der Verordnung zu regeln. Ein Bundesrat, der führt, regelt auch die Verordnungen, verabschiedet die Verordnungen, macht rechtzeitig Verordnungen, wie wir das beim CO₂-Gesetz frühzeitig, auf den 1. Januar 2025, gemacht haben. Das ist die Grundaufgabe des Bundesrates. Wenn er diese Aufgabe nicht erfüllt, macht er seinen Job nicht. Das als Klammerbemerkung.

Der Bundesrat wird deshalb die Haushaltsabgabe ab 2027 schrittweise senken, in einem ersten Schritt von heute 335 auf 312 Franken, ab 2029 auf 300 Franken. Damit lässt er der SRG die nötige Zeit, um die strukturell nötigen Anpassungen zu machen.

Zur Unternehmensabgabe: Ab 2027 werden wir einen weiteren Teil der Unternehmen von der Abgabepflicht befreien und damit einem wesentlichen Anliegen der Initianten entgegenkommen, die vor allem die Befreiung aller Unternehmen wünschen. Heute sind die mehrwertsteuerpflichtigen Unternehmen mit einem Jahresumsatz von bis zu 0,5 Millionen Franken von der Abgabepflicht befreit. Wir wollen diese Limite auf 1,2 Millionen Franken erhöhen. Damit werden 80 Prozent aller Unternehmen ab 2027 von der Abgabe befreit, es werden nur noch 20 Prozent der Unternehmen abgabepflichtig sein. Das sind die grösseren KMU und die ganz grossen Unternehmen wie die Industriebetriebe.

Das macht auch Sinn, weil bei ganz grossen Unternehmen das Argument der Doppelfinanzierung seine Wirkung verliert. Ich habe Verständnis dafür, dass bei einem Einmann- oder Zweimann- bzw. Zweifraubetrieb die Frage gestellt wird: Weshalb muss ich, da ich nur zuhause Radio höre, in meinem Geschäft auch noch Gebühren bezahlen? Diese Betriebe würden entlastet. Bei Grossbetrieben hingegen handelt es sich vielfach um Betriebe, die auch sehr viele Grenzgängerinnen und Grenzgänger beschäftigen; diese bezahlen nichts und können deshalb durchaus ihren Beitrag über den Betrieb

AB 2025 N 982 / BO 2025 N 982

bezahlen. Deshalb meine ich, dass durch das Gegenprojekt des Bundesrates das Anliegen der Initianten, diese faktische Doppelbesteuerung zu streichen, mindestens teilweise erfüllt ist.

Mit dem Gegenprojekt des Bundesrates muss die SRG, und das ist nicht unwesentlich, insgesamt 17 Prozent einsparen. Sie erhält aus der Medienabgabe 120 Millionen Franken weniger. Dazu kommen der fehlende Teuerungsausgleich, der bisher gewährt wurde, sowie die parlamentarischen Initiativen Chassot 22.417, "Fördermassnahmen zugunsten der elektronischen Medien", und Bauer 22.407, "Verteilung der Radio- und Fernsehgebühren", die verlangen, dass der Prozentsatz der privaten Radio- und Fernsehgebühren an den Gebühren von heute 4 bis 6 auf 6 bis 8 Prozent erhöht wird.

Das heisst, die privaten elektronischen Medien werden keine Ertragseinbussen erfahren, weil es so aussieht, dass die beiden erwähnten parlamentarischen Initiativen Chassot 22.417 und Bauer 22.407 gut unterwegs sind. Aber die dafür notwendigen Mittel fehlen der SRG dann für ihre Programme. Zusätzlich haben wir noch das Problem, das Sie alle kennen, nämlich dass die Werbeeinnahmen sinken. Dazu gibt es Schätzungen und Berechnungen der SRG.



Wenn wir den reinen Verlust von 120 Millionen Franken aus der Reduktion der Gebührenabgabe mit dem Verlust zusammenzählen, der sich aus dem Beitrag an die privaten Radios und Fernsehen ergibt, und den Teuerungsausgleich und die Werbeeinnahmen hinzunehmen, dann kommen wir auf etwa 270 Millionen Franken, die reduziert werden müssen, oder eben auf 17 Prozent des Umsatzes. Eine Reduktion von 17 Prozent innerhalb der nächsten vier Jahre ist happig für ein Unternehmen, das weiterhin dezentral, in vier Sprachen, in vier Kulturen produzieren muss. Da haben die Initianten einiges erreicht.

Der Bundesrat erachtet das aber auch als richtig. Die gesamte Medienlandschaft ist aufgrund der fortschreitenden Reduktion der Anzahl Zeitungsleser und -leserinnen, aufgrund der Konkurrenz von Online-Anbietern, grossen Plattformen oder generell aufgrund des rückgängigen Medienkonsums unter erheblichem Druck. Und wenn die ganze private Medienlandschaft unter Druck ist, muss es eine Selbstverständlichkeit sein, dass auch die gebührenfinanzierte SRG ihre Strukturen überholen und vor allem überprüfen muss, was notwendigerweise öffentlich-rechtlich produziert werden muss und was privat gemacht werden kann. Diese Schnittstelle ist nie zu hundert Prozent eindeutig. Es ist nie möglich, zu sagen, das ist rein öffentlich-rechtlich, und das ist rein privat. Es muss geprüft und auch dargestellt werden, aber es ist keine exakte Wissenschaft. Klar ist aber, dass der Bundesrat von der SRG erwartet, dass die Einsparungen vor allem dort erfolgen, wo die Angebote, die dann wegfallen, auch von Privaten gemacht werden können.

Der Bundesrat erachtet sein Gegenprojekt aus zweierlei Hinsicht als notwendig: Man kann damit erstens sagen, die Anliegen der Initianten würden teilweise erfüllt. Die SRG muss ihre Budgets reduzieren, wenn auch nicht in diesem Umfang. Zweitens wollen wir auch für private Medien eine Basis schaffen, damit deren Umsatzmöglichkeiten steigen. Es sind also zwei Zielsetzungen.

Der Bundesrat empfiehlt die Initiative klar zur Ablehnung, weil sie zu weit geht, kommt ihr aber ein Stück weit entgegen. Damit will er auch bewirken, dass sie von einer Mehrheit der Bevölkerung abgelehnt wird. Er erlässt den Zuschauerinnen und Zuschauern jeweils 35 Franken; man kann sagen, das sei nicht viel, aber es ist ein Beitrag. Zudem entlastet der Bundesrat sehr viel mehr Unternehmen. Zusätzlich ermöglicht es das Gegenprojekt, dass private Medien, die Leistungen privat erbringen, auch einen Teil dieses Kuchens abschneiden können. Es ist ganz wichtig, dass die richtigen Restrukturierungen gemacht werden, dass dort restrukturiert bzw. auf Leistungen verzichtet wird, wo diese nicht einfach durch Online-Kanäle und grosse Plattformen abgesogen werden können. Das ist sehr herausfordernd. Aber es ist, wenn man den Verlegerverband hört, durchaus möglich.

Basierend auf diesen Überlegungen hat der Bundesrat bereits vor meiner Zeit, unter der Leitung der damaligen Bundesrätin Simonetta Sommaruga, folgende Eckwerte festgelegt, die dann in die nächste Konzession einfließen: Bei den journalistischen Inhalten soll die SRG den Fokus verstärkt auf Information, Bildung und Kultur und weniger auf Unterhaltung und Sport legen, also einen Service public im engeren Sinne leisten. Ich sage bewusst "weniger" – das heisst nicht "keine Unterhaltung" und "kein Sport", wie es auch schon verstanden wurde. Es ist klar: Die SRG braucht Sport- und Unterhaltungssendungen, damit auch die Informationssendungen angeschaut werden. Aber eine Fokussierung soll und muss im erwähnten Bereich stattfinden, weil es dort auch andere Anbieter gibt.

Dann braucht es eine Beschränkung im Online-Bereich. Die SRG soll sich dort stärker zu einem audiovisuellen Angebot verpflichten. Klar ist, dass die SRG in der heutigen Zeit mit zeitversetztem Fernsehen online präsent sein muss. Das ist absolut unabdingbar, um die Kundinnen und Kunden zu erreichen. Sie soll dieses Online-Angebot aber nicht mit Texten anreichern, die die Privaten durchaus in genügender Weise liefern. Wir erachten hier deshalb eine Beschränkung als notwendig und wollen den Privaten Platz lassen.

Nun komme ich zum Fazit: Das Gegenkonzept des Bundesrates ist ein hartes Konzept für die SRG, es gab auch entsprechend Kritik. Es ist aber aus Sicht des Bundesrates ein ausgewogenes Konzept. Gestützt darauf bitte ich Sie, die Initiative zur Ablehnung zu empfehlen und die Massnahmen des Bundesrates so, wie sie eingeleitet wurden, ohne Gegenvorschlag zu belassen. Ich bin auch der Meinung, dass eine Rückweisung zur Erarbeitung eines erneuten Gegenvorschlags nicht zielführend ist, wenn es darum geht, dass wir unsere Arbeit machen können und dass rasch über die Initiative abgestimmt werden kann. Die wichtige Arbeit folgt dann nach Ablehnung der Initiative: Das ist die Definition der neuen Konzession, in der wir diese Eckwerte genau formulieren, ins Detail gehen und festlegen können, wo die Schnittstellen gemacht werden sollen.

Ich bin dankbar, dass die SRG unter ihrer neuen Direktorin mit dem Projekt "Enavant SRG SSR" diesen Weg sehr engagiert eingeschlagen hat und aktiv begeht. Ich bin sicher, dass die Geschäftsleitung die Zeichen der Zeit erkannt hat und diese Schärfung geschickt, richtig und sozial verträglich umsetzen wird. Es ist aber nötig, dass Sie die Initiative zur Ablehnung empfehlen, damit wir diese Arbeit in Ruhe machen können, damit Rechtssicherheit herrscht und damit durch unsere SRG nach wie vor ein dezentrales Angebot in vier Kulturen und vier Sprachen geleistet werden kann.



Ich bitte Sie, die Initiative zur Ablehnung zu empfehlen und die Minderheitsanträge abzulehnen – nicht nur den Minderheitsantrag auf Rückweisung, sondern auch den Minderheitsantrag zur Finanzierung über die Mehrwertsteuer. Ich kann mir nicht vorstellen, dass die Bevölkerung in Anbetracht dessen, dass es noch andere Bedürfnisse gibt, einem solchen Ansinnen zustimmen würde; ich denke an die AHV, ich denke an die Armee, wo wir auch über die Mehrwertsteuer sprechen.

Abschliessend: Die SRG-Konzession wird nach der Abstimmung in eine Vernehmlassung geschickt. Sie alle werden mitsprechen können, wie diese Konzession auszusehen hat. Sie wird voraussichtlich 2029 in Kraft treten.

Rüegsegger Hans Jörg (V, BE): Geschätzter Herr Bundesrat, besten Dank für Ihre Ausführungen. Sie haben uns in Ihrem Votum mitgeteilt, dass ab 2027 zusätzliche Unternehmen von dieser Abgabe befreit werden, sodass 80 Prozent der Unternehmen nicht mehr betroffen sein werden. Meine Frage geht dahin: Wieso nicht 100 Prozent? Wie ist die Limite von 1,2 Millionen Franken beim Umsatz entstanden?

Rösti Albert, Bundesrat: Das ist eine sehr berechtigte Frage. Wir haben uns diese Überlegung gemacht. Es wäre natürlich eine elegante Lösung, 100 Prozent der Unternehmen auszunehmen. Aber ich muss Ihnen sagen, dass der Verlust dann einfach noch einmal erheblich grösser sein wird. Dann sprechen wir von einem zusätzlichen Verlust von weit über 100 Millionen Franken, von etwa 150 Millionen Franken. Wir haben im Gespräch und in den Diskussionen mit der SRG festgestellt, dass wir damit sehr nahe bei der Initiative wären,

AB 2025 N 983 / BO 2025 N 983

was den Verlust anbelangt, und das erachten wir als nicht verträglich.

Zudem ist die Abgabe bei den grossen Unternehmen auf maximal 39 000 Franken beschränkt. Viele dieser Unternehmen beschäftigen Leute aus dem Ausland, das ist auch gut und richtig. Diese hören aber auch Radio und schauen auch Fernsehen. Faktisch zahlen diese Unternehmen dann den Beitrag für ihre Leute, die keine Serafe-Gebühr zahlen. Die Doppelzahlung ist also nicht ausgeschlossen, aber deren Häufigkeit zumindest reduziert.

Knutti Thomas (V, BE): Herr Bundesrat, besten Dank für Ihre Ausführungen. Ich habe es gestern in meinem Votum erwähnt und auch im Geschäftsbericht 2024 der SRG gelesen: Der Generaldirektor respektive die Generaldirektorin verdiente 518 000 Franken im Jahr 2024. Finden Sie das gegenüber dem Steuerzahler korrekt? Wie rechtfertigt sich dieser Betrag?

Rösti Albert, Bundesrat: Herr Knutti, Sie müssen einfach wissen, dass die SRG letztlich ein privatrechtlicher Betrieb, eine Gesellschaft ist. Die SRG gehört nicht dem Staat, sie ist privat organisiert, sie erhält einfach die Konzession und hat so einen Grossteil ihrer Einnahmen gesichert. Bei einem privatrechtlich organisierten Betrieb legt der Bundesrat nicht die Löhne fest. Im Gegensatz zu den bundesnahen Betrieben, wo es die Aufgabe des Bundesrates ist, in den Zielen die Lohnmassnahmen festzulegen, haben wir diese Möglichkeit, das Lohnsystem für das Gesamtkader festzulegen, hier nicht. Wenn ich aber die Marktsituation ansehe, also die aktuellen Löhne in den bundesnahen Betrieben – ich nenne hier die meinem Departement angegliederten Betriebe: Swisscom, Skyguide, SBB und Post –, dann sehe ich, dass der SRG-Cheflohn unter diesen Chefgehältern liegt. Ich möchte aber schon sagen, dass der Bundesrat bezüglich der Anhebung dieser Löhne sehr vorsichtig ist, denn sie sind um ein Vielfaches tiefer als die Löhne in anderen, privaten Betrieben. Sie sind hoch und anständig, würde ich sagen, aber wenn man mit der Privatwirtschaft vergleicht, sind sie doch tiefer. Wir stehen aber immer dafür ein, dass sie nicht stark erhöht werden.

Schilliger Peter (RL, LU): Herr Bundesrat, Sie haben vorhin deklariert, dass die Befreiung aller juristischen Personen im Budget der SRG keinen Platz gehabt hätte. Bestätigen Sie damit, dass die heutige Regelung, also die von Ihnen vorgesehene Regelung, auf Willkür beruht und damit eigentlich systemfremd und nicht korrekt ist?

Rösti Albert, Bundesrat: Ich bestätige, dass es für die Festlegung der Gebühren keine exakte Wissenschaft gibt. Hingegen würde ich absolut ablehnen, es Willkür zu nennen. Aus meiner Sicht gibt es einen gewissen Grundbetrag an Einnahmen, der notwendig ist, um die öffentlich-rechtlichen Dienstleistungen zu erbringen. Wir sind der Meinung, dass dazu in Zukunft die 1,2 Milliarden Franken, auch im Bewusstsein der stark rückläufigen Werbeeinnahmen, notwendig sein werden. Es stellte sich die Frage: Wollen wir, dass nur die Unternehmen profitieren – dann hätten wir diese einfach stärker entlasten können –, oder wollen wir, dass auch die Privathaushalte profitieren?



Woran sieht man, dass die Festlegung der Gebühren nicht willkürlich erfolgte? Ich habe Ihnen vorhin gesagt, ich fände es nicht richtig, wenn die grossen Unternehmen, namentlich jene mit Tausenden von Mitarbeitenden, einfach nichts mehr bezahlen und trotzdem profitieren. Ich habe gesagt, es sind die Grenzgänger, die profitieren und nichts bezahlen. Deshalb wurde die Umsatzgrenze für Unternehmen angehoben. Dass die Kleinen profitieren, ist ein Konzept. Auch ein Konzept ist, dass die Privathaushalte eine gewisse Reduktion erfahren: 35 Franken, das ist immerhin fast der Preis einer Vignette; das ist nicht nichts. Wir hatten mal eine Abstimmung über den Preis der Vignette, der schliesslich nicht erhöht wurde; da ging es nicht um einen weit höheren Betrag. Dass Privathaushalte profitieren sollen, lässt sich auch damit begründen, dass beim heutigen Konsumverhalten wahrscheinlich ein gewisser Betrag für private Streaming-Angebote eingesetzt wird. Das sind die konzeptionellen Überlegungen, die man kritisieren kann. Man kann das anders sehen, aber ich verwahre mich gegen den Begriff "Willkür".

Matter Thomas (V, ZH): Herr Bundesrat, das Ziel der Initianten ist es, die SRG massvoll zu entfetten. Wenn wir mal ins Ausland schauen: Die fetteste Anstalt im öffentlichen Bereich ausserhalb der Schweiz ist die ARD. Ich gebe hier zu bedenken: Die Personalkosten bei der ARD betragen 35 Prozent des Gesamtbudgets und bei der SRG 55 Prozent. Die ARD hat 2500 Stellen abgebaut, seit sich die Medienszene in den letzten zwanzig Jahren verändert hat, und die SRG hat 1200 Vollzeitstellen neu geschaffen. Finden Sie, wenn man das alles bedenkt, nicht auch, dass unsere SRG einfach zu fett ist?

Rösti Albert, Bundesrat: Der Bundesrat hat mit seinem Gegenvorschlag klar dargelegt, dass ein Abbau stattfinden muss. Dieser Abbau muss namentlich – man konnte es lesen – auch im Personalbereich stattfinden, weil dieser einen hohen Anteil der Kosten ausmacht.

Ich erwarte von der SRG auch, dass von diesem Abbau von rund 270 Millionen Franken nicht in erster Linie Sendungen an der Front – die Leute, die die Sendungen produzieren – betroffen sein werden, sondern dass eben auch im Bereich Führungsunterstützung restrukturiert wird, wo tatsächlich ein Aufbau stattgefunden hat. Abbau bedeutet also nicht immer und zwingend Leistungsabbau. Ich erwarte, dass der für die Zuschauerinnen und Zuschauer spürbare Leistungsabbau nicht diesen 270 Millionen Franken entspricht, sondern dass man durch den internen Abbau in Bezug auf effizientere Massnahmen, effizientere Abläufe und die Beratungsunterstützung auch etwas hinkriegt. Das sind betriebswirtschaftliche Anliegen, die die SRG erfüllen muss. Damit kann die Vorgabe nicht vollständig erreicht werden, aber ja, mindestens ein Teil muss im Personalbereich abgebaut werden, dem würde ich zustimmen.

270 Millionen Franken, also 17 Prozent, sind ein hoher Betrag, der Bundesrat ist hier den Initianten recht stark entgegengekommen. Ich meine, sie dürfen auch stolz sein, dass sie hier einiges erreicht haben. Das wird zu grossen Anstrengungen führen, Anstrengungen, die aber angemessen, verhältnismässig sind. Der Bundesrat würde die Initiative selbst als zu einschneidend beurteilen, die Richtung ist aber letztlich dieselbe.

Bläsi Thomas (V, GE): Merci, Monsieur le conseiller fédéral. J'ai juste une question : quand la double taxation a été mise en place pour les entreprises, au départ, pour une société d'environ 1 million de francs de chiffre d'affaires, la taxe supplémentaire était de 1200 francs par année. Après deux ou trois ans, cela a été rectifié à 335 francs. Tout cet argent qui, finalement, a été prélevé en trop n'a jamais été rendu. À quelle fin a-t-il été utilisé ? En d'autres mots, les premières taxations aux entreprises, qui étaient très élevées en étant évaluées par rapport au chiffre d'affaires, ont été réduites d'environ deux tiers deux années plus tard. Ces taxations supplémentaires prises aux entreprises pendant deux ans n'ont pas été rendues après la meilleure évaluation. Qu'est devenu cet argent ?

Rösti Albert, Bundesrat: Man hat im gleichen Zeitraum die Privatgebühr sehr stark und schrittweise gesenkt. Beim ersten Schritt wurde die Gebühr insgesamt von – wie viel war es? – 460 auf 365 Franken gesenkt; das geschah noch unter Frau Bundesrätin Leuthard. Sie sprach von einem Franken pro Tag, und das konnte sie nur dank den Einnahmen der juristischen Personen, der Unternehmungen. Das war ein Zusammenspiel.

Weshalb dann später eine Reduktion stattfinden konnte, lautete Ihre Frage. Wir haben ein laufend steigendes Bevölkerungswachstum. Das heisst, bei gleicher Gebührenhöhe kommt dann auch mehr Geld rein. Deshalb konnte später eine Reduktion stattfinden und konnten auch die Haushaltsgebühren noch einmal reduziert werden. In unseren Berechnungen von 270 Millionen Franken geht man von einem

AB 2025 N 984 / BO 2025 N 984

Szenario aus, bei dem das Bevölkerungswachstum weiterhin steigend ist und es mehr Einnahmen geben wird, bei dem also mehr Haushalte die 300 Franken zahlen. Der Verlust wurde unter Einbezug dieser Mehreinnah-





men berechnet.

Zuberbühler David (V, AR): Herr Bundesrat, ich werde, wenn Sie mir Gehör schenken, mit der Frage beginnen. Ich bin Mitinhaber zweier Unternehmen, die ihren handelsrechtlichen Sitz an der exakt gleichen Adresse haben. Ich bezahle für beide Firmen etliche tausend Franken Serafe-Gebühr. Finden Sie das nicht paradox?

Rösti Albert, Bundesrat: Sie haben zwei Firmen?

Zuberbühler David (V, AR): Ja, zwei Firmen, die an der exakt gleichen Adresse sind, und wir bezahlen für beide Firmen etliche tausend Franken Serafe-Gebühren, obwohl eine juristische Person nicht fernsehen und nicht Radio hören kann.

Rösti Albert, Bundesrat: Wenn ein Gesetz die juristischen Personen belastet – das können Sie selbstverständlich kritisieren, das will die Initiative abschaffen –, dann spielt es im Sinne des Gleichbehandlungsgebots keine Rolle, wo die Firmen sind, auch wenn sie sich am gleichen Standort, im gleichen Gebäude befinden und dem gleichen Eigentümer gehören. Ich gehe davon aus, dass Sie Gründe haben, weshalb Sie zwei Firmen haben. Sonst können Sie daraus eine Firma machen, dann zahlen Sie nur noch eine Gebühr.

Golay Roger (V, GE): Monsieur le conseiller fédéral, on sait tous qu'une grande partie de notre population a la tête sous l'eau à cause des poursuites dues à des loyers excessifs, aux impôts, aux assurances-maladie, etc. On voit que Serafe a engagé 112 000 procédures de poursuite auprès de nos compatriotes pour le non-versement de cette redevance, qui fait justement qu'ils ont la tête encore plus enfoncée sous l'eau. Quel signal le Conseil fédéral peut-il donner par rapport à cette population en rendant cette redevance obligatoire, sans laisser le libre choix ? Je pense que 200 francs, c'est déjà beaucoup, même trop. Je pense, personnellement, que cette redevance ne devrait pas exister.

Rösti Albert, Bundesrat: Der Bundesrat hat ein Zeichen gesetzt, indem er ein Gegenprojekt lanciert hat. Jetzt können Sie sagen, das sei ein kleines Zeichen, das müsste ich akzeptieren. Aber durch eine Reduktion des Beitrages setzt er ein Zeichen. Wir haben nun einmal Abgaben und Steuern, bei denen alle gleich behandelt werden, und ich glaube, es ist im Sinn des Gleichbehandlungsprinzips, dass betrieben wird, wer nicht zahlt. Wenn jemand finanziell schwach aufgestellt ist, müssen wir das mit den Instrumenten der Arbeitslosenhilfe und der Sozialhilfe decken und können nicht einfach bei einer einzelnen Massnahme sagen: Der muss das jetzt nicht bezahlen.

Rutz Gregor (V, ZH): Herr Bundesrat, um noch einmal diese Fragen der Kollegen Schilliger und Zuberbühler aufzunehmen: Begreifen Sie, dass es Unternehmer und Gewerbler stört, wenn hier eine Steuer erhoben wird, für die zwar eine Grundlage im Gesetz besteht, aber nicht in der Verfassung? Bei Bundessteuern wäre eine Verfassungsgrundlage Voraussetzung dafür, dass die Steuer dann erhoben werden kann.

Rösti Albert, Bundesrat: Ja, dass das die Unternehmen stört, begreife ich. Deshalb machen wir auch, soweit es tragbar ist, eine Reduktion. Wir müssen einfach akzeptieren, dass die Vorlage zum Radio- und Fernsehgesetz damals, wenn auch sehr knapp, angenommen wurde. Wäre sie nicht angenommen worden, so hätten wir heute einfach noch höhere Abgaben für die Privathaushalte. Ich kann mich hier outen: Ich nahm die Vorlage damals nicht an, weil ich genau diese Doppelbesteuerung auch sehe. Aber nun geht die Geschichte weiter. Eine knappe Mehrheit der Bevölkerung wollte dieses Gesetz, das heute gilt, und das haben wir umzusetzen. Wir wollen jetzt aber die Auswirkungen abschwächen.

Es tut mir leid, Herr Nationalrat Zuberbühler, dass Ihre Firma grösser ist und nicht in diese Kategorie fällt; das ist so. Aber immerhin können wir die Ein-, Zwei-, Dreimann- bzw. -fraufirmen entlasten; die wirklich Kleinen werden also entlastet.

Es liegt an Ihnen, wie Sie jetzt entscheiden. Der Bundesrat ist der Meinung, dass wir so diesen Argumenten, die ich durchaus sehr gut verstehe, entgegenkommen und gleichzeitig den Betrieb einer SRG aufrechterhalten können, die die öffentlichen Leistungen weiterhin in vier Sprachen und regional verteilt erbringen kann.

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Herr Bläsi, Sie möchten gerne noch eine Zwischenfrage stellen. Ich erinnere an das Reglement unseres Rates und lese Artikel 42 Absatz 1 vor: "Jedes Ratsmitglied und die Vertreterin oder der Vertreter des Bundesrates können am Schluss eines Votums der Rednerin oder dem Redner zu einem bestimmten Punkt der Ausführungen eine kurze und präzise Zwischenfrage stellen; inhaltliche Ausführungen und eine Begründung sind nicht zulässig." Sie haben Herrn Bundesrat Rösti schon eine Frage



gestellt, Herr Bläsi.

Klopfenstein Broggin Delphine (G, GE), pour la commission: Affaiblir la SSR pour économiser 135 francs, c'est vendre notre cohésion nationale aux grandes chaînes étrangères à prix cassé. Nous avons été près de 80 conseillères et conseillers nationaux à nous exprimer sur cette initiative "200 francs, ça suffit !". C'est la preuve aussi que notre démocratie fonctionne bien, que le débat est important. Je ne vais évidemment pas refaire le débat ici et entrer dans tous les détails – parce que nous l'avons finalement construit ensemble sur presque 8 heures, ces discussions sont importantes –, mais j'aimerais revenir ici sur trois éléments qui m'ont particulièrement frappée dans les interventions de certains et certaines d'entre vous : tout d'abord, la question du pouvoir d'achat ; ensuite, le prix de la redevance ailleurs en Europe ; enfin, notre fameuse démocratie directe.

S'agissant du pouvoir d'achat, on nous dit que les ménages économiseraient 135 francs. C'est l'argument qu'on entend d'ailleurs le plus dans les prises de parole en faveur de cette initiative. Par rapport à ces 135 francs, la question que l'on se pose, c'est de savoir où ils iront ensuite. Si la SSR devait être amputée d'un tiers de ses moyens, il faudrait bien compenser. Ce que la SSR offre aujourd'hui à toutes et à tous gratuitement ou presque devrait demain être acheté ailleurs. Je pense ici à l'accès au sport : combien d'événements gratuits sur les chaînes publiques aujourd'hui ? Combien de compétitions, de matchs, de championnats rendus accessibles à toutes et à tous ? Demain, sans la SSR, ce seront des abonnements à des plateformes privées, à des chaînes cryptées. Je pense naturellement aussi à la culture : aux concerts, aux documentaires, aux films, aux séries suisses qui, sans financement public, ne seront plus produits ; ils ne seront ni achetés ni diffusés.

Et que dire de l'information ? Aujourd'hui, la SSR est un repère d'information fiable, indépendante, plurilingue ; elle garantit à chacun et à chacune d'entre nous, dans toutes les régions du pays, un accès équitable à l'actualité, aux débats, aux enjeux de société. Elle est un pilier de notre démocratie, nous avons été plusieurs à le rappeler ici. Je le dis : si on casse ce pilier pour économiser 135 francs – 135 francs par année, ce sont 35 centimes par jour –, on risque fort d'en dépenser 300, même jusqu'à 500, voire plus, dans d'autres plateformes, privées cette fois-ci, parce que le sport, la culture et les médias de qualité, tout cela deviendra payant. Ce seront toujours les mêmes qui seront exclus, celles et ceux qui n'auront pas les moyens de s'abonner ailleurs. Le deuxième élément sur lequel j'aimerais revenir est celui de la redevance ailleurs en Europe. Il a été mentionné à plusieurs reprises qu'ailleurs c'était moins cher : en France, en Italie, en Allemagne. C'est là que l'argument devient franchement trompeur. La Suisse n'est pas la France, ni l'Allemagne ou l'Italie. C'est un pays plurilingue, où quatre langues officielles vivent ensemble ; c'est un pays fédéral, décentralisé, multiculturel, et la SSR, c'est ce qui aide à faire tenir tout cela ensemble. Dans chaque région linguistique, la SSR

AB 2025 N 985 / BO 2025 N 985

produit des contenus adaptés, dans la langue locale, avec une rédaction propre ; c'est un effort colossal et particulièrement précieux pour nous, ici, en Suisse, et il n'a pas d'équivalent en Europe. Vous ne trouverez pas d'équivalent à Paris, à Berlin ou à Rome ; vous ne trouverez pas ceci, parce que c'est une spécificité de notre pays. Parce que nous avons en Suisse fait le choix de la cohésion nationale. En Suisse, nous avons aussi fait le choix de l'équité culturelle et de l'unité dans la diversité. C'est quelque chose qui est propre à la Suisse, et la SSR joue un rôle central sur cette question. Mais cela a naturellement un prix. C'est un prix qui est juste, un prix pour préserver notre identité, pour éviter que la Suisse romande ne se tourne uniquement vers TF1 ou France 2, que le Tessin ne vive qu'au rythme de la RAI ou que la Suisse alémanique ne soit submergée par les chaînes allemandes, sans parler même du romanche, qui serait tout simplement réduit au silence.

J'aimerais encore dire quelques mots sur notre démocratie directe, parce que c'est aussi un élément important ici, et sur le rôle de la SSR en matière d'information dans un pays qui vote si souvent, comme le nôtre. On le sait, on vote en Suisse quatre fois par an ; on élit souvent aussi ; des dizaines de sujets sont mis en discussion ; la population est appelée à se prononcer sur des objets parfois complexes. On sait ici l'importance de vulgariser et de s'exprimer, car ce sont des objets qui peuvent être techniques et sensibles. On a dès lors besoin de la garantie d'une information qui soit neutre, multilingue, avec un accès à tous et à toutes, pour que le débat ait lieu dans toutes les régions de notre pays et dans de bonnes conditions.

À ce titre, la SSR joue un rôle central face aux slogans, on le sait, face aux réseaux sociaux, face aux campagnes d'influence.

On nous dit souvent, et c'est la dernière chose que j'aimerais vous dire ici, après ces heures de débat, que les entreprises devraient être exonérées. C'est d'ailleurs une des propositions de cette initiative : les entreprises devraient être exonérées. Mais on oublie que ce sont justement ces entreprises qui bénéficient d'un environnement stable, d'un environnement avec une démocratie forte, d'une population qui est bien informée grâce à



ce service public. Ce sont tous des éléments importants pour la stabilité de notre propre économie, importants aussi pour la stabilité de notre tissu économique. Il est important d'avoir une information de qualité, de ne pas tomber dans les "fake news" et d'avoir ce rempart qui est aujourd'hui essentiel.

Alors, encore une fois, la SSR, ce n'est pas juste une télé. La SSR, ce n'est pas juste une radio. La SSR, c'est un ciment national. C'est un lien entre les régions, entre les cultures. C'est une colonne vertébrale de notre vivre ensemble. On tient à ce vivre ensemble et j'espère que chacun, chacune d'entre vous ici présent y tient aussi.

Alors, oui, il faut être vigilant sur les coûts. Oui, il faut de l'efficacité, probablement davantage d'efficacité. Mais, non, il ne faut pas casser ce qui fonctionne, ce qui nous unit et ce qui nous distingue. Ne tombons pas dans le piège de l'économie à court terme, refusons cette initiative, préservons un service public fort, indépendant et accessible à tout un chacun ! Affaiblir les médias publics, c'est affaiblir les contre-pouvoirs, c'est affaiblir notre démocratie.

Encore une fois, je vous invite à refuser cette initiative.

Bläsi Thomas (V, GE): Merci Madame la présidente pour ce rappel au règlement.

Ma chère collègue, vous avez parlé des entreprises comme si toutes les entreprises allaient bien, mais il y a des entreprises qui ne vont pas bien. Le Conseil fédéral l'a dit : pour les personnes qui ne vont pas bien, il y a l'aide sociale, et cette redevance peut même être prise en charge. Néanmoins, quand quelqu'un, qui se lève tous les jours, a une entreprise qui est déficitaire et se fait des cheveux blancs, quel moyen a-t-il pour ne pas payer cette redevance ?

Klopfenstein Broggini Delphine (G, GE), pour la commission: Merci, Monsieur Bläsi, pour cette question. Merci d'avoir trouvé de l'espace pour la poser. Ce que je vous dirai, c'est que cette initiative, de toute façon, ne répondra pas à des préoccupations de nature financière des entreprises, parce que – on le sait – cette initiative vise des économies à très court terme. Des économies à court terme qui, à terme, très clairement, coûteront de l'argent aux ménages et aux entreprises. On sait également que la stabilité de notre propre démocratie aide aussi à une certaine stabilité économique. Ce sont des éléments importants et ce n'est évidemment pas cette initiative qui répondra à ces problèmes.

Candinas Martin (M-E, GR), für die Kommission: Nach dieser langen Debatte mit 76 Einzelrednern möchte ich vor allem auf die Punkte eingehen, die oft erwähnt wurden.

Auf der einen Seite ist es die Unternehmensabgabe. Nochmals: Ab dem 1. Januar 2027 werden 80 Prozent aller Unternehmen von der Abgabe für Radio und Fernsehen befreit sein. Dann sind es noch 20 Prozent, die eine Abgabe leisten müssen. Wie sieht diese Abgabe nun aus? Wir haben von Kollege Zuberbühler gehört, wie viel er für Radio und Fernsehen bezahlen muss. Wir haben den konkreten Fall in der Kommission nicht behandelt, aber ich kann Ihnen sagen, wie die Tarife sind, wie die Fakten sind. Ein Unternehmen mit einem Umsatz von 1,2 Millionen bezahlt 325 Franken. Ein Unternehmen mit einem Umsatz von 5 Millionen bezahlt 905 Franken. Das sind 0,018 Prozent des Umsatzes. Wenn man 20 Millionen Umsatz hat, bezahlt man 3315 Franken. Das sind 0,017 Prozent. Wenn Kollege Zuberbühler mehrere tausend Franken bezahlt, dann haben also seine Unternehmen weit über 20 Millionen Franken Umsatz. Wenn man einen so hohen Umsatz hat, muss man die prozentualen Werte ansehen. Da kann man nicht mehr sagen: Wir sind ein kleines Unternehmen in der Schweiz. Es sind die grossen Unternehmen, die bezahlen.

Wir sind schon eine Insel der Glückseligen, wenn wir über solche Beträge so lange sprechen können. Das sage ich Ihnen auch in meiner Funktion als Mitglied der Gewerbekammer des Schweizerischen Gewerbeverbandes. Wenn wir es mit dem Ausland vergleichen – auch das haben wir in der Kommission besprochen –, dann stellen wir fest, dass in 95 Prozent aller Länder in Europa, die eine Medienabgabe haben, die Unternehmen mitbezahlen. Die einzige Ausnahme ist Albanien. Das steht übrigens auf Seite 71 des Berichtes der European Broadcasting Union, des europäischen Zusammenschlusses aller öffentlichen Radio- und TV-Unternehmen. Vor Bundesgericht war nur die Ausgestaltung der Abgabe bestritten, nicht die Abgabe als solche. Auch das haben wir in der Kommission breit diskutiert.

Jetzt sage ich noch etwas zur Abgabe für die Haushalte, auf die Unternehmen bin ich bereits eingegangen. Frau Wismer-Felder hat es Ihnen vorgerechnet: Die Initiative will unsere Haushalte um 37 Rappen pro Tag entlasten. Mit dem Gegenvorschlag des Bundesrates werden es noch 27 Rappen pro Tag und Haushalt sein. Darüber debattieren wir aktuell, und heute haben wir einen "full service" der SRG in allen vier Landessprachen. Nachher könnten wir vermutlich einiges über Blue TV oder andere Private einkaufen. Wir haben also einen Gegenvorschlag. Der Gegenvorschlag des Bundesrates bedeutet, dass die Haushaltsabgabe auf 300 Franken reduziert wird. Die SRG wird 17 Prozent weniger Mittel zur Verfügung haben. Sie wird bis 2029 mindestens



270 Millionen Franken einsparen müssen. Das ist nicht nichts, sondern eine grosse Herausforderung. Der letzte Punkt, auf den ich eingehen will, ist der Verteilschlüssel. Das war auch eine Diskussion. Der Verteilschlüssel bleibt gleich. Also ist alles bestens. Herr Hug hat das auch für den dreisprachigen Kanton Graubünden erwähnt. Wenn RTR ein Budget von 25 Millionen Franken hat, hätte man bei einer Halbierung noch 12,5 Millionen Franken. Ich glaube, wir sind uns einig, dass das die Hälfte von 25 Millionen Franken ist. Wir wissen aber auch, dass es mit hohen Fixkosten verbunden ist, Radio- und Fernsehen zu machen. Eine "Tagesschau" und auch die Sendung "Telesguard" müssen professionell mit Moderation und Reportagen auf ein gewisses qualitatives Niveau gebracht werden, unabhängig davon, ob 5000, 50 000 oder 500 000 Menschen zusehen. Entsprechend ist das eine ganz andere Challenge für die

AB 2025 N 986 / BO 2025 N 986

Minderheitensprachen. Wenn man etwas für die Kleinen hätte machen wollen, hätte man sagen müssen, dass der Verteilschlüssel angepasst werden muss. Die Initiative sagt aber klar, dass der Verteilschlüssel gleich gehalten werden soll, und darum wäre die Initiative ein Frontalangriff auf die Sprachminderheiten. Das haben auch die Kollegen der bürgerlichen Parteien aus dem Tessin, zumindest diejenigen der FDP, erwähnt. Darum sagt die Kommission klar Nein zu dieser Initiative, und zwar aus folgenden Gründen: Erstens würde die SRG in der heutigen Form nicht mehr existieren. Zweitens gefährdet die Initiative zentrale Pfeiler unserer direkten Demokratie. Drittens hätte die Annahme der Initiative gravierende wirtschaftliche Folgen. Viertens ist die Initiative medienpolitisch rückwärtsgewandt. Fünftens ist, dies als letzter Punkt, die Grundannahme der Initiative, mit 200 Franken liesse sich ein gleichwertiger Auftrag erfüllen, schlicht unrealistisch. Entsprechend bitte ich Sie im Namen der Mehrheit der Kommission, die Initiative klar zur Ablehnung zu empfehlen und auch die Minderheitsanträge Fischer Benjamin und Pult abzulehnen.

Gutjahr Diana (V, TG): Geschätzter Herr Kollege Candinas, Sie haben jetzt in aller Breite die Situation anhand des Umsatzes von Herrn Zuberbühlers Unternehmen ausgeführt. Ist Ihnen bewusst, dass Umsatz nicht gleich Gewinn ist? Oder zeigt das genau den systematischen Fehler auf, dass man sich hier am Umsatz und nicht am Gewinn orientiert?

Candinas Martin (M-E, GR), für die Kommission: Ja, das war schon 2015, als wir das Bundesgesetz über Radio und Fernsehen debattierten, die grosse Diskussion: Welchen Wert wollen wir nehmen? Da wurde beschlossen, und dabei ist man auch geblieben, dass man nach dem Umsatz geht. Es gibt achtzehn Tarifestufen. Wenn Herr Zuberbühler, um bei diesem Beispiel zu bleiben, einen Umsatz von 20 Millionen Franken macht, gehe ich davon aus, dass er ein so guter Wirtschaftsmann ist, dass er diese 3315 Franken für eine Institution, die für gute Berichterstattung in der direkten Demokratie steht, welche ja genau davon lebt, die auch zur Stabilität beiträgt, welche für viele Unternehmen zentral ist, weshalb so viele Unternehmen in die Schweiz kommen, die einen Wert hat, eigentlich gerne bezahlen sollte. *(Heiterkeit)*

Büchel Roland Rino (V, SG): Geschätzter Kollege, wie viele Zeitungen könnte Millionär Zuberbühler mit diesen 3315 Franken abonnieren und sich eine breit abgestützte Meinung bilden?

Candinas Martin (M-E, GR), für die Kommission: Mit diesen 3315 Franken kann er schon einige Zeitungen abonnieren. Ich hoffe auch, dass er damit "La Quotidiana" abonnieren würde. Aber ich traue ihm zu, dass er sich beides leisten kann, die Zeitungen und auch eine starke SRG für unser Land. *(Teilweise Heiterkeit)*

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Wir gratulieren unserem Kollegen Christoph Riner zum Geburtstag. Alles Gute! *(Beifall)*

1. Bundesbeschluss über die Eidgenössische Volksinitiative "200 Franken sind genug! (SRG-Initiative)"

1. Arrêté fédéral relatif à l'initiative populaire "200 francs, ça suffit ! (initiative SSR)"

Eintreten ist obligatorisch

L'entrée en matière est acquise de plein droit



Antrag der Minderheit

(Fischer Benjamin, Giezendanner, Hurter Thomas, Imark, Quadri, Schnyder Markus, Tuena, Umbricht Pieren)
Rückweisung der Vorlage an die Kommission

mit dem Auftrag, eine Kommissionsinitiative als indirekten Gegenentwurf zur Volksinitiative "200 Franken sind genug!" (SRG-Initiative) mit folgenden Eckwerten auszuarbeiten:

Effizienterer Service public im Bereich Radio und Fernsehen

Mit dem Gegenentwurf soll der Service public im Bereich Radio und Fernsehen effizienter ausgestaltet werden, insbesondere unter Berücksichtigung folgender Aspekte:

- Der Gegenentwurf soll eine Entlastung der Haushalte und Unternehmen anstreben, ohne die Grundversorgung zu gefährden.
- Die Rolle der SRG in Bereichen wie Unterhaltung, Sport und Online-Aktivitäten soll bei Bedarf eingegrenzt werden, um Wettbewerbsverzerrung zu vermeiden.
- Möglichkeiten zur Stärkung der unabhängigen Aufsicht und der politischen Mitgestaltung bei der Vergabe der Konzession und Service-public-Definition sind zu berücksichtigen.

Proposition de la minorité

(Fischer Benjamin, Giezendanner, Hurter Thomas, Imark, Quadri, Schnyder Markus, Tuena, Umbricht Pieren)
Renvoyer le projet à la commission

avec mandat d'élaborer une initiative de commission qui servira de contre-projet indirect à l'initiative populaire "200 francs, ça suffit !" (initiative SSR) et comprendra les grandes lignes suivantes :

Un service public plus efficace dans le domaine de la radio et de la télévision

Le contre-projet vise à rendre plus efficace le service public dans le domaine de la radio et de la télévision, en tenant compte notamment des aspects suivants :

- Le contre-projet doit viser à alléger la charge financière des ménages et des entreprises sans compromettre le service universel.
- Le rôle de la SSR dans des domaines tels que le divertissement, le sport et les activités en ligne doit être limité si nécessaire afin d'éviter toute distorsion de concurrence.
- Il convient d'examiner les possibilités de renforcer la surveillance indépendante et la participation politique dans l'octroi des concessions et la définition du service public.

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Wir stimmen über den Rückweisungsantrag der Minderheit Fischer Benjamin ab.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 24.060/30763)

Für den Antrag der Minderheit ... 82 Stimmen

Dagegen ... 106 Stimmen

(4 Enthaltungen)

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Art. 1

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, art. 1

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Bevor wir über die Abstimmungsempfehlung in Artikel 2 der Volksinitiative befinden können, beraten wir den direkten Gegenentwurf.

2. Bundesbeschluss "Entlastung von Bevölkerung und Wirtschaft ohne Abbau des medialen Service"





public" (direkter Gegenentwurf zur Eidgenössischen Volksinitiative "200 Franken sind genug! [SRG-Initiative])"

2. Arrêté fédéral "Allègement pour la population et l'économie sans affaiblissement du service public des médias" (contre-projet direct à l'initiative populaire fédérale "200 francs, ça suffit ! [initiative SSR])"

Antrag der Mehrheit
Nichteintreten

AB 2025 N 987 / BO 2025 N 987

Antrag der Minderheit

(Pult, Brenzikofer, Klopfenstein Broggini, Marti Min Li, Roth David, Schaffner, Storni, Töngi, Tuosto)

Titel

Bundesbeschluss "Entlastung von Bevölkerung und Wirtschaft ohne Abbau des medialen Service public" (direkter Gegenentwurf zur Eidgenössischen Volksinitiative "200 Franken sind genug! [SRG-Initiative]) vom ...

Ingress

Die Bundesversammlung der Schweizerischen Eidgenossenschaft, gestützt auf Artikel 139 Absatz 5 der Bundesverfassung, nach Prüfung der am 10. August 2023 eingereichten Volksinitiative "200 Franken sind genug! (SRG-Initiative)", nach Einsicht in die Botschaft des Bundesrates vom 19. Juni 2024, beschliesst:

Ziff. I Einleitung

Die Bundesverfassung wird wie folgt geändert:

Ziff. I Art. 93 Abs. 3bis

Radio und Fernsehen sowie andere Formen der öffentlichen fernmeldetechnischen Verbreitung von Darbietungen und Informationen werden über einen vom Bundeshaushalt unabhängigen Fonds finanziert. Diesem Fonds wird der Ertrag aus der Mehrwertsteuererhöhung nach Artikel 130 Absatz 3quinquies zugewiesen.

Ziff. I Art. 130 Abs. 3quinquies

Zur Finanzierung von Radio und Fernsehen sowie anderer Formen der öffentlichen fernmeldetechnischen Verbreitung von Darbietungen und Informationen erhöht der Bundesrat den Normalsatz um 0,4 Prozentpunkte sowie den Sondersatz für Beherbergungsleistungen um 0,2 Prozentpunkte.

Ziff. I Art. 197 Ziff. 17 Übergangsbestimmungen zu Art. 93 Abs. 3bis (Radio und Fernsehen) und zu Art. 130 Abs. 3quinquies

Spätestens 18 Monate nach Inkrafttreten von Artikel 93 Absatz 3bis und Artikel 130 Absatz 3quinquies erlässt die Bundesversammlung die entsprechende Ausführungsgesetzgebung und hebt die Abgabe für Radio und Fernsehen gemäss Kapitel 2 (Artikel 68 ff.) des Bundesgesetzes über Radio und Fernsehen (RTVG) auf. Eine allfällige Entschädigung der Erhebungsstelle gemäss Artikel 69d RTVG wird aus dem unabhängigen Fonds gemäss Artikel 93 Absatz 3bis finanziert.

Ziff. II

Dieser Gegenentwurf wird Volk und Ständen zur Abstimmung unterbreitet. Sofern die Volksinitiative vom 10. August 2023 "200 Franken sind genug! (SRG-Initiative)" nicht zurückgezogen wird, wird er zusammen mit der Volksinitiative nach dem Verfahren gemäss Artikel 139b der Bundesverfassung Volk und Ständen zur Abstimmung unterbreitet.

Proposition de la majorité

Ne pas entrer en matière

Proposition de la minorité

(Pult, Brenzikofer, Klopfenstein Broggini, Marti Min Li, Roth David, Schaffner, Storni, Töngi, Tuosto)

Titre

Arrêté fédéral "Allègement pour la population et l'économie sans affaiblissement du service public des médias" (contre-projet direct à l'initiative populaire fédérale "200 francs, ça suffit ! [initiative SSR]) du ...

Préambule

L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse, vu les article 139 alinéa 5 de la Constitution, vu l'initiative populaire "200 francs, ça suffit ! (initiative SSR)" déposée le 10 août 2023, vu le message du Conseil fédéral du 19 juin 2024, arrête :

Ch. I introduction

La Constitution est modifiée comme suit :



Ch. I art. 93 al. 3bis

La radio et la télévision ainsi que les autres formes de diffusion de productions et d'informations ressortissant aux télécommunications publiques sont financées par un fonds indépendant du budget fédéral. Le produit du relèvement de la TVA prévu à l'article 130 alinéa 3quintes, est affecté à ce fonds.

Ch. I art. 130 al. 3quintes

Le Conseil fédéral relève de 0,4 point de pourcentage le taux normal et de 0,2 point de pourcentage le taux spécial pour les prestations du secteur de l'hébergement, afin de financer la radio et la télévision ainsi que les autres formes de diffusion de productions et d'informations ressortissant aux télécommunications publiques.

Ch. I art. 197 ch. 17 dispositions transitoires ad art. 93 al. 3bis (radio et télévision) et ad art. 130 al. 3quintes

Au plus tard 18 mois après l'entrée en vigueur de l'article 93 alinéa 3bis et de l'article 130 alinéa 3quintes, l'Assemblée fédérale édicte la législation d'exécution y afférente et abroge la redevance de radio-télévision visée au chapitre 2 (art. 68 ss) de la loi fédérale sur la radio et la télévision (LRTV). L'éventuelle indemnisation de l'organe de perception visé à l'article 69d LRTV est financée par le fonds indépendant mentionné à l'article 93 alinéa 3bis.

Ch. II

Le présent contre-projet est soumis au vote du peuple et des cantons. Il sera soumis au vote en même temps que l'initiative populaire "200 francs, ça suffit ! (initiative SSR)" du 10 août 2023, si cette initiative n'est pas retirée, selon la procédure prévue à l'article 139b de la Constitution.

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Wir stimmen über den Nichteintretensantrag der Mehrheit ab.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 24.060/30765)

Für Eintreten ... 62 Stimmen

Dagegen ... 128 Stimmen

(2 Enthaltungen)

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Sie haben Nichteintreten auf den direkten Gegenentwurf beschlossen. Wir fahren mit der Beratung von Artikel 2 der Volksinitiative fort.

1. Bundesbeschluss über die Eidgenössische Volksinitiative "200 Franken sind genug! (SRG-Initiative)"

1. Arrêté fédéral relatif à l'initiative populaire "200 francs, ça suffit ! (initiative SSR)"

Art. 2

Antrag der Mehrheit

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit

(Pult, Brenzikofer, Klopfenstein Broggini, Marti Min Li, Roth David, Schaffner, Storni, Töngi, Tuosto)

Abs. 1

Sofern die Volksinitiative nicht zurückgezogen wird, wird sie zusammen mit dem Gegenentwurf "Entlastung von Bevölkerung und Wirtschaft ohne Abbau des medialen Service public" Volk und Ständen nach dem Verfahren gemäss Artikel 139b der Bundesverfassung zur Abstimmung unterbreitet.

Abs. 2

Die Bundesversammlung empfiehlt Volk und Ständen, die Initiative abzulehnen und den Gegenentwurf anzunehmen.

Antrag Rutz Gregor

Die Bundesversammlung empfiehlt Volk und Ständen, die Initiative anzunehmen.

Art. 2

Proposition de la majorité

Adhérer au projet du Conseil fédéral





Proposition de la minorité

(Pult, Brenzikofer, Klopfenstein Broggini, Marti Min Li, Roth David, Schaffner, Storni, Töngi, Tuosto)

Al. 1

Si l'initiative populaire n'est pas retirée, elle sera soumise au vote du peuple et des cantons en même temps que le contre-projet "Allègement pour la population et l'économie sans

AB 2025 N 988 / BO 2025 N 988

affaiblissement du service public des médias", selon la procédure prévue à l'article 139b de la Constitution.

Al. 2

L'Assemblée fédérale recommande au peuple et aux cantons de rejeter l'initiative et d'accepter le contre-projet.

Proposition Rutz Gregor

L'Assemblée fédérale recommande au peuple et aux cantons d'accepter l'initiative.

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Der Antrag der Minderheit Pult ist durch das Nichteintreten auf den direkten Gegenentwurf obsolet geworden.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 24.060/30764)

Für den Antrag der Mehrheit ... 116 Stimmen

Für den Antrag Rutz Gregor ... 74 Stimmen

(2 Enthaltungen)

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Da Eintreten obligatorisch ist, findet keine Gesamtabstimmung statt. Das Geschäft geht an den Ständerat.



24.060

200 Franken sind genug!
(SRG-Initiative).
Volksinitiative**200 francs, ça suffit !**
(initiative SSR).
Initiative populaire*Zweitrat – Deuxième Conseil*

CHRONOLOGIE

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 02.06.25 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 11.06.25 (FORTSETZUNG - SUITE)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 12.06.25 (FORTSETZUNG - SUITE)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 22.09.25 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 24.09.25 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 26.09.25 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 26.09.25 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)

Maret Marianne (M-E, VS), pour la commission: Nous voici arrivés au traitement de l'initiative "200 francs, ça suffit ! (initiative SSR)". Notre commission s'est réunie le 11 août dernier pour prendre position sur ce texte. Néanmoins, cela fait plusieurs mois qu'elle travaille sur ce dossier, puisque plusieurs propositions de contre-projet ont été discutées au préalable. J'y reviendrai, mais je commencerai toutefois par rappeler précisément de quoi nous parlons ici.

L'initiative populaire "200 francs, ça suffit !" vise, comme son nom l'indique, à réduire le montant de la redevance de radio-télévision payée par les ménages à 200 francs annuels. De plus, elle a pour objectif d'exonérer complètement toutes les entreprises de son paiement. Il est proposé dans ce texte, déposé le 10 août 2023 et présenté sous la forme d'un projet rédigé, d'ajouter un nouvel alinéa à l'article 93 de notre Constitution fédérale. Dans son message du 19 juin 2024, le Conseil fédéral a proposé de recommander le rejet de cette initiative, sans contre-projet direct ni indirect, estimant qu'elle aurait de trop lourdes conséquences sur l'offre journalistique et sur l'ancrage régional de la SSR. Le Conseil fédéral a néanmoins choisi de présenter un contre-projet par voie d'ordonnance, sur lequel nous n'avons donc pas directement la main. Celui-là prévoit une baisse progressive de la redevance pour les ménages, allant de 335 francs actuellement à 300

AB 2025 S 960 / BO 2025 E 960

francs à l'horizon 2029. Avec cette proposition du Conseil fédéral, 80 pour cent des entreprises seraient exonérées dès 2027.

Conformément à l'usage, c'est la commission compétente du conseil prioritaire, à savoir celle du Conseil national, qui a entendu le comité d'initiative et procédé à de nombreuses autres auditions. À l'issue des débats, le Conseil national a décidé de recommander le rejet de l'initiative, par 116 voix contre 74 et 2 abstentions.

L'impact concret d'une baisse de la redevance à 200 francs serait évidemment une baisse importante des recettes de la SSR. Dans son message, le Conseil fédéral estime que, sur la base des chiffres de 2023, la quote-part de la redevance revenant à la SSR se réduirait à 630 millions de francs en cas d'acceptation de l'initiative, au lieu du 1,3 milliard actuel, soit une baisse de moitié.

Il est vrai que la redevance audiovisuelle suisse est, en comparaison internationale, particulièrement élevée. Cette situation s'explique néanmoins, en grande partie, par le multilinguisme de notre pays. Si la Suisse était un État monolingue, on estime que les coûts de production de la SSR seraient inférieurs d'environ 40 pour cent. Le service public joue donc un rôle central dans notre cohésion nationale, en assurant une visibilité indispensable à l'actualité des régions et à la représentation des minorités linguistiques. Ce sont ces dernières qui seraient les plus durement frappées par une acceptation de l'initiative, qui fragiliserait gravement la production



d'une information pluraliste, indépendante et de qualité, affaiblissant ainsi le rôle des médias dans le débat démocratique.

De plus, une redevance abaissée à 200 francs signifierait la disparition de milliers d'emplois. Selon une étude de l'Office fédéral de la communication (OFCOM) citée dans le message, 6300 personnes, ce qui correspond à 4900 postes à plein temps, pourraient être concernées. La moitié de ces emplois concernerait la SSR, mais tout un écosystème serait également touché, par exemple le monde du cinéma ou celui de la musique, des domaines dans lesquels la SSR investit. La centralisation des activités entraînerait, en outre, la fermeture de plusieurs des dix-sept studios régionaux. C'est toute l'architecture de la production décentralisée et de la couverture locale qui serait impactée. La SSR devrait ainsi faire face à une situation financière très difficile, qui viendrait s'ajouter à la baisse des recettes publicitaires, une réalité désormais bien connue. À ce sujet, notre commission s'est d'ailleurs demandée si et comment il serait possible d'empêcher la fuite des recettes publicitaires vers l'étranger. Un rapport de l'OFCOM a néanmoins conclu qu'une interdiction des fenêtres publicitaires n'aurait pas réellement pour conséquence que les recettes publicitaires correspondantes reviendraient à la SSR.

Au final, et en raison des différents motifs que je viens d'évoquer, notre commission a décidé à une très large majorité, par 12 voix contre 1, de recommander le rejet de cette initiative qui va trop loin.

J'en viens maintenant aux alternatives qui ont été examinées. Tout d'abord, il convient de rappeler qu'il y a sur la table la proposition du Conseil fédéral de baisser la redevance à 300 francs via une modification de l'ordonnance qui prévoit en outre une exonération des entreprises assujetties à la TVA, dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 1,2 million de francs.

La mise en oeuvre de cette proposition du Conseil fédéral entraînerait déjà une réduction sensible du budget de la SSR à hauteur d'environ 270 millions de francs.

Par ailleurs, notre commission soeur a, à deux reprises, mais à chaque fois de justesse, proposé l'élaboration d'un contre-projet indirect. En janvier, elle a proposé, par 13 voix contre 12, une initiative de commission en ce sens. Celle-ci prévoyait, premièrement, la baisse de la redevance pour les ménages ; deuxièmement, l'exonération de la redevance pour les entreprises ; troisièmement, l'élargissement des compétences de l'Autorité indépendante d'examen des plaintes en matière de radio-télévision (AIEP) ; quatrièmement, une obligation de coopération entre la SSR et les prestataires privés, en particulier dans le domaine des droits sportifs, et l'inscription du principe de subsidiarité. Enfin, cinquièmement, l'initiative visait à ce que le contre-projet prévoie que les diffuseurs de programmes de radio et de télévision avec une concession assortie d'un mandat de prestations et donnant droit à une quote-part de la redevance, conformément aux articles 38 à 42 de la LRTV, aient droit à une quote-part du produit de la redevance au moins équivalente au montant qui était prévu avant l'entrée en vigueur d'un contre-projet abrogeant la redevance des entreprises.

Si je vous ai lu en détail le contenu du contre-projet proposé par notre commission soeur, c'est bien pour vous montrer que les demandes étaient diverses et, pour certaines, n'avaient pas lieu d'être dans ce texte. C'est pourquoi notre commission a refusé cette proposition, par 10 voix contre 2, estimant qu'elle était, encore une fois, trop vague et probablement aussi trop complète.

En mars, notre commission soeur a adopté une nouvelle version de l'initiative par 13 voix contre 11 et 1 abstention. Celle-ci visait, cette fois, à supprimer progressivement la redevance des entreprises afin qu'elles soient toutes exonérées d'ici 2035. En avril, notre commission a à nouveau décidé de ne pas approuver l'initiative parlementaire de notre commission soeur, par 9 voix contre 3, estimant que le contre-projet du Conseil fédéral prévoyait un allègement suffisant pour les entreprises, avec une exonération pour celles qui ont un chiffre d'affaires n'excédant pas 1,2 million de francs, ce qui concerne quand même 80 pour cent des entreprises qui ne seraient donc plus assujetties à la redevance. De plus, notre commission craint qu'une exonération complète de toutes les entreprises se fasse au détriment de la réduction prévue par le Conseil fédéral de la redevance des ménages.

Par ailleurs, bien que le Tribunal fédéral ait jugé, dans une décision de novembre 2023, que le tarif dégressif actuel appliqué pour la redevance des entreprises était anticonstitutionnel, il a confirmé que la redevance des entreprises en tant que telle ne l'était pas. En cas de rejet de l'initiative populaire, le Conseil fédéral s'est déjà engagé à revoir les dix-huit niveaux tarifaires actuels de la redevance payée aujourd'hui par les entreprises.

Enfin et pour être complets, précisons encore qu'une proposition de contre-projet direct émanant d'une minorité de la Commission des transports et des télécommunications du Conseil national qui prévoyait une nouvelle forme de financement via un fonds indépendant alimenté par une légère hausse de la TVA, a été refusée, cette fois directement par le Conseil national, par 128 voix contre 62 et 2 abstentions. Le Conseil national a estimé que les médias de services publics n'avaient pas à être financés par la TVA.

En résumé, le débat qui nous occupe ne consiste pas à absoudre la SSR de toute critique ni à ignorer la



nécessité de son évolution face aux défis actuels, ainsi que de définir plus précisément le rôle qu'elle doit jouer dans le service public. Aujourd'hui, il s'agit de décider si nous voulons diviser par deux les moyens financiers de la SSR, comme le vise l'initiative, en prenant le risque d'affaiblir durablement le pluralisme médiatique, la diversité culturelle et linguistique, ainsi que l'accès équitable à une information de qualité pour toutes les régions de notre pays.

Pour la majorité de notre commission, une telle réduction mettrait en péril non seulement la SSR, mais aussi tout un tissu audiovisuel national et régional, des emplois qualifiés et la capacité de nos médias à nourrir un débat démocratique solide.

Au nom de la commission, je vous invite donc à suivre le Conseil fédéral, le Conseil national et notre commission et à recommander au peuple et aux cantons de rejeter l'initiative "200 francs, ça suffit !", sans contre-projet direct ni indirect.

Hurni Baptiste (S, NE): La redevance de la SSR coûte cher aux ménages, il faut l'admettre, mais elle rapporte incommensurablement plus qu'elle ne coûte et permet une diversité de services incroyable. C'est là-dessus que je vais m'attarder un tout petit peu. En effet, je vous le demande, quelle entreprise est capable de fournir quatorze chaînes de radio, neuf chaînes de télévision, des applications

AB 2025 S 961 / BO 2025 E 961

d'information en continu dans toutes les langues, une présence sur les réseaux sociaux qui permet d'informer les nouvelles générations avec un cumul d'un peu plus de 1 million de "followers", rien que sur Instagram, même si toute la population n'y est pas, et cela pour 335 francs ou 300 francs à l'avenir ? Le rapport qualité-prix pour le consommateur est imbattable, même si c'est l'une des redevances les plus chères qui soit, cela a été rappelé par la rapporteuse. C'est précisément là l'intérêt d'un service public fort, même si chacun ne consomme qu'une fraction de ses productions. L'investissement reste extrêmement rentable et avantageux. Il est difficile de faire plus efficient dans l'allocation des ressources et dans le retour sur investissement, dans l'accès de la population au contenu.

Mais la SSR est aussi un puissant instrument, un instrument au service de la cohésion du pays, un outil qui ancre dans la même réalité des gens aux vies très différentes. C'est une institution qui constitue une partie du toit commun sous lequel nous citoyens vivons. Quand je dis cohésion nationale, c'est aussi une question d'accès au service public, un service public décentralisé qui parle aux gens, car il se situe près d'eux, partout sur le territoire. Ce n'est peut-être pas une réalité qui inquiète beaucoup les gens vivant dans les centres urbains, où la présence médiatique est automatiquement très forte et garantie, mais chez moi, dans l'Arc jurassien, l'antenne régionale de la RTS est capitale. La présidente l'a rappelé, en cas d'acceptation de l'initiative, elle serait menacée. Qui parlera de nous si nous coupons dans la présence de la RTS à Neuchâtel ? Si les gens ne se reconnaissent plus dans les médias, si la vie des périphéries neuchâteloise, jurassienne, valaisanne ou encore glaronnaise ou grisonne est oubliée du traitement médiatique, c'est une défiance justifiée qui s'installera, une défiance politique et citoyenne. Nous ne devons pas nous résoudre à créer des citoyens et des régions de seconde zone du point de vue de la présence du service public. Les habitants du Locle ou du Val-de-Travers ont les mêmes droits que ceux des grandes villes du pays. Cette initiative fait peser un grave danger sur les antennes régionales et nous ne nous y résolvons pas.

Si nous ne suivons pas la commission, le problème qui nous occupera à l'avenir ne sera plus de savoir s'il faut payer 40, 100 ou 200 francs de moins ou de plus chaque année pour la redevance, mais ce sera un problème politique et participatif fondamental. Notre démocratie fonctionne à la confiance, grâce à une présence médiatique qui couvre l'ensemble du territoire, soumise à une obligation de service public universel. Cela, nous ne pourrions jamais nous en passer.

La SSR, c'est aussi la gardienne du temple de notre patrimoine télévisuel. Elle documente le passé et le présent pour l'avenir. Elle offre une couverture et un soutien médiatique aux fêtes populaires, aux fêtes de lutte comme aux festivals de cinéma. En préparant cette intervention, un de mes collègues de notre conseil me précisait qu'un ami de son fils, grâce à la SSR, a pu découvrir la lutte suisse, qui est évidemment un peu moins populaire en Romandie qu'en Suisse alémanique, et qu'il s'est passionné pour ce sport. Quel autre média que la SSR nous permettrait de faire cela ? Autre exemple, le cinéma. J'ai la chance de présider le Festival international du film fantastique de Neuchâtel. Ce festival rencontre chaque année un plus grand succès public. Cet été, plus de 60 000 entrées en 10 jours de festival, c'est-à-dire deux fois la population de la ville. Sans le soutien de la SSR, des événements comme celui-ci seront remis en question. Et ce soutien est tout à fait à l'avantage de notre économie privée. Dans un festival de cinéma, par exemple, 1 franc investi en rapporte 3 à l'économie de la région. Cela vaut aussi pour la création télévisuelle. La dernière série de la RTS,



"The Deal", met en valeur les qualités de bons offices diplomatiques de notre pays. Elle s'exporte d'ailleurs, apparemment avec beaucoup de succès, en France et en Allemagne.

Le cinéma et la série sont de formidables outils de promotion touristique et culturelle, de "soft power" ; une façon de défendre notre vision du monde – ce "Sonderfall" qui nous rend si fiers –, notre souveraineté culturelle, face aux vents autoritaires auxquels nous faisons face. L'entier des fonds suisses a été dépensé ici et a stimulé notre économie.

La SSR est le principal soutien de la création suisse. Sans elle, le château de cartes s'effondrerait. Alors oui, la SSR coûte cher aux ménages, mais le retour sur investissement est important et bien présent. Je ne suis pas sûr que ce soit le pouvoir d'achat de la population, d'ailleurs, qui pousse tant les initiants à vouloir baisser la redevance. S'il s'agissait simplement de réformer le financement de la SSR, les initiants auraient pu proposer de nouvelles recettes. On pourrait proposer la taxation des GAFAM, qui pourrait rapporter 2 à 3 milliards de francs, sur les revenus publicitaires suisses qui ont été perdus par la TV publique, mais aussi privée. On pourrait proposer de libéraliser la publicité pour la SSR sur Internet. On pourrait empêcher les diffusions de télévisions transfrontalières, qui capturent une partie de la publicité TV suisse, même si la rapporteuse a eu raison de rappeler qu'un rapport tendait à nous démontrer que ce n'était pas une bonne idée.

Mais non, le but de cette initiative est bel et bien d'affaiblir la SSR, de la réduire comme peau de chagrin et non de soulager les ménages. Or, une Suisse forte, c'est une Suisse cohérente, avec une forte cohésion, et qui se comprend. En somme, c'est une Suisse qui fait le trait d'union entre ses régions. Et c'est la SSR qui constitue ce trait d'union. Ne l'affaiblissons pas, car nous affaiblirions ainsi notre pays.

Merci de suivre la commission et de recommander le rejet de cette initiative.

Gmür-Schönenberger Andrea (M-E, LU): Die Halbierungs-Initiative klingt auf den ersten Blick verlockend. Wer möchte nicht gerne weniger Abgaben leisten, die Unternehmen gar komplett davon befreien? Doch in Tat und Wahrheit kommt die Initiative fast schon einer Mogelpackung gleich. Warum? Die Konsequenzen bei einer Annahme der Initiative wären gravierend. Es käme wohl zu einer weitgehenden Zentralisierung an einem Hauptproduktionsstandort, wahrscheinlich in Zürich. Erinnern Sie sich noch an den Aufschrei, als man nur schon das Radiostudio von Bern nach Zürich verlegen wollte? Die Randregionen und Sprachminderheiten würden einmal mehr überdurchschnittlich getroffen. Soll die SRG ihre Präsenz in den Regionen weiter abbauen? Soll die SRG ihr Angebot weiter massiv reduzieren müssen? Soll auch die Kultur geschwächt werden, da die Zusammenarbeit in den Bereichen Film, Musik oder Literatur ebenso stark eingeschränkt werden muss? Ist es tatsächlich unser Ziel, dass künftig vor allem ausländische Serien eingekauft statt eigene produziert werden?

Dasselbe gilt beim Sport. Eine vielfältige Berichterstattung ist aufwendig und kostenintensiv. Sport ist essenziell, vor allem auch für den gesellschaftlichen Zusammenhalt. Würde das Budget weiter reduziert, gäbe es kaum mehr Übertragungen von Sportarten wie Handball, Biathlon oder Unihockey. Die privaten Sender würden diese Lücke nicht füllen, weil sich mit TV-Sportberichterstattung in diesem Bereich kaum Geld verdienen lässt. Wollen Sie eine solche Entwicklung wirklich unterstützen?

Nicht zuletzt auch aus sicherheitspolitischen Gründen ist die Initiative dringend abzulehnen. Wir leben in gefährlichen Zeiten. Die Desinformation als Teil einer hybriden Kriegsführung hat auch bei uns Einzug gehalten. Studien belegen, dass die Bevölkerung in Ländern mit schwachen öffentlich-rechtlichen Medien weniger resilient ist gegen Desinformation als in solchen mit starken öffentlich-rechtlichen Medien. Wir sollten uns hier nicht noch weiter schwächen, wo es doch um unsere Sicherheit und Verteidigungsfähigkeit nicht wirklich zum Besten steht.

Der Bundesrat hat die Initiative bereits im Juni 2024 abgelehnt. Er hat aber einen Gegenvorschlag auf Verordnungsstufe beschlossen. In den nächsten Jahren wird die Haushaltsabgabe von 335 auf 300 Franken sinken. Künftig werden zusätzlich auch Unternehmen von der Abgabe befreit, dies, wenn ihr Umsatz maximal 1,2 Millionen Franken beträgt. Es sind rund 80 Prozent der Unternehmen, die künftig befreit sind.

Auch die komplette Streichung der Unternehmensabgabe haben wir mehrfach eingehend und im Detail geprüft. Man konnte es drehen und wenden, wie man wollte: Hätte man

AB 2025 S 962 / BO 2025 E 962

sich dafür entschieden, hätte man die Haushaltsabgabe nicht senken können. Hätten Sie die Novartis, die UBS oder die Nestlé entlasten wollen, den Coiffeur oder die Fabrikarbeiterin aber nicht? Ausserdem ist es ja so, dass die Unternehmensabgabe von der Eidgenössischen Steuerverwaltung eingezogen wird. Unternehmen haben gegenüber Privaten auch einen steuerlichen Vorteil: Sie können die Abgabe vom Gewinn abziehen. Die Krankenschwester oder der Maurer können die Gebühr nirgends abziehen. Abgesehen davon konsumieren in den



Unternehmen sehr viele Mitarbeitende die Inhalte der SRG, ohne dafür zu bezahlen. Weiter profitiert jedes Unternehmen von einer ausgewogenen Berichterstattung und der breiten Information seiner Belegschaft. Aus all diesen Gründen haben wir schlussendlich darauf verzichtet, die Unternehmensabgabe total abzuschaffen. Die vom Bundesrat beschlossene Verordnungsänderung unterstütze ich. Sie hat es auch so in sich: Bis 2029 müssen 270 Millionen Franken gespart werden. Dies entspricht gegenüber 2024 einer Einsparung von rund 17 Prozent. Sie haben auch gehört, dass momentan laufend Stellen abgebaut und Restrukturierungen vorgenommen werden. Der Transformationsprozess "Enavant SRG SSR" ist in vollem Gange. Gleichzeitig muss aber der verfassungsmässige Auftrag erfüllt werden. Ich möchte, dass Radio und Fernsehen weiterhin in ausreichendem Masse zur Bildung und kulturellen Entfaltung, zur freien Meinungsbildung und zur Unterhaltung beitragen und dabei die Besonderheiten unseres Landes und die Bedürfnisse der Kantone berücksichtigen, wie das in Artikel 93 Absatz 2 der Bundesverfassung definiert ist. Mit der Halbierungs-Initiative wäre das nicht mehr in ausreichendem Masse möglich. Die SRG würde kaputtgespart.

Aus all diesen Gründen bitte ich Sie, die Initiative klar zur Ablehnung zu empfehlen.

Juillard Charles (M-E, JU): Je vous invite à mon tour à recommander le rejet de cette initiative et donc à suivre la commission. On l'a déjà dit à plusieurs reprises au sujet de plusieurs thèmes, l'ensemble du territoire de notre pays a besoin d'une couverture médiatique suffisante pour l'information, le sport ou la culture. Réduire la redevance à 200 francs, c'est mettre sérieusement en péril le rôle de lien culturel et politique de nos quatre cultures, de nos quatre langues et de l'ensemble de nos régions. Certes, nous toutes et tous, et en particulier nous, les politiques, ne sommes pas toujours d'accord sur la manière dont l'information est couverte sur le plan national ou régional, mais là n'est pas la question. Réduire pareillement la redevance, c'est mettre en péril l'information dans les régions les plus éloignées et, évidemment, moins intéressantes pour les médias privés. Certes, la collaboration entre médias publics et privés peut s'améliorer, mais pour cela, il faut que la SSR puisse poursuivre son mandat de service public décentralisé au profit de la population dans toutes les régions de notre pays, quelles que soient les sensibilités politiques, culturelles ou sportives des populations. Je voudrais aussi encore rappeler brièvement le rôle de la SSR, le lien qu'elle garantit avec les Suisses de l'étranger au travers des programmes, notamment de TV5 Monde.

Pour toutes ces raisons et en résumé – je ne voudrais pas continuer à répéter ce qui a déjà été dit –, je vous invite vraiment à recommander le rejet de cette initiative.

Burkart Thierry (RL, AG): Das Medienkonsumverhalten hat sich verändert. Der Medienmarkt hat sich verändert, es gibt neue Marktteilnehmer. Und die gesellschaftlichen Erwartungen an ein öffentlich-rechtliches Medienhaus haben sich ebenfalls verändert. Diese Grundvoraussetzungen führen dazu, dass es auf der Hand liegt und logisch ist, dass sich eine öffentlich-rechtliche Anstalt wie die SRG verändern muss. Sie muss angesichts der drei von mir genannten Veränderungen entsprechende organisatorische und inhaltliche Anpassungen vornehmen.

Darüber sprechen wir in der Politik und in der schweizerischen Gesellschaft schon seit mehreren Jahren. Schon damals, als ich zwischen 2015 und 2019 Mitglied der KVF des Nationalrates war, gab es verschiedenste medienpolitische Diskussionen. Ich habe damals schon ins Feld geführt, dass es vom Prozess her eigentlich logisch wäre, wenn man zuerst darüber spricht, was das Angebot der SRG beinhalten soll, dann, daraus abgeleitet, der Leistungsauftrag definiert wird und schliesslich von der Politik definiert wird, wie viel Geld es für die Erledigung dieses Auftrags braucht.

Wir mussten feststellen, dass die eigentlich logische Vorgehensweise in der Politik kaum möglich ist. Insofern habe ich Verständnis und auch Sympathie für die Initiative, die beim Budget ansetzt und damit auf die entsprechenden, eigentlich vorgelagerten Entscheidungen, die gefällt werden müssen – nämlich: Wie sieht das Angebot aus, und wie wird es bereitgestellt? –, Druck ausüben möchte. Dieser Prozess wurde bis vor kurzer Zeit verpasst. Er wurde seitens des Bundesrates – also desjenigen, der den Leistungsauftrag definiert – verpasst, und er wurde seitens der SRG verpasst. Ich habe aber, abgesehen von den Sympathien für die Initiative und auch nach den gescheiterten Gegenvorschlägen, für mich entschieden, die Initiative trotzdem zur Ablehnung zu empfehlen. Diese Empfehlung hat für mich zwei Namen: erstens "Rösti" und zweitens "Wille". Zuerst zu "Rösti": Mit der bundesrätlichen Botschaft vom 19. Juni 2024 liegt bereits ein faktischer Gegenvorschlag zur Halbierungs-Initiative vor. Mit der Halbierungs-Initiative geht einher, dass die Haushaltsabgabe bis 2029 schrittweise per 2027 und per 2029 auf 300 Franken zu senken ist und dass zusätzliche Unternehmen von der Abgabe befreit werden. Damit sind künftig 80 Prozent der Unternehmen von der Serafe-Abgabe befreit, und das führt zu erheblichen Mindereinnahmen für die SRG.

Da ich gerade über die Unternehmensabgabe spreche, verweise ich noch darauf – es wurde vorhin richtig



erwähnt –, dass die Unternehmensabgabe nicht durch die Serafe eingezogen wird; diese zieht lediglich die Haushaltsabgabe ein. Ich selbst bin Mitglied des Verwaltungsrates der Elca Group. Die Elca Group ist eine Gesellschaft, deren Sub-Sub-Sub-Tochtergesellschaft die Serafe ist, aber der heutige Entscheid hat überhaupt keinen Einfluss auf die Geschäftstätigkeit der Serafe, weshalb ich in keinem Interessenkonflikt stehe.

Zurück zur Sache: Die Senkung der Haushaltsabgabe, die zusätzlichen Ausnahmen für die Unternehmensabgabe und die sinkenden Werbeeinnahmen bedeuten zusammen, dass die SRG bis 2029 von Einsparungen von bis zu 270 Millionen Franken, also von rund 17 Prozent des Budgets im Vergleich zum Budget 2024, betroffen ist. Weiter werden die parlamentarischen Initiativen Bauer 22.407 und Chassot 22.417 ebenfalls zulasten der SRG gehen. Der Bundesrat schreibt in der Botschaft von zusätzlichen Mindereinnahmen für die SRG in der Höhe von 35 Millionen Franken.

Ab Anfang 2027, wenn weitere Unternehmen entlastet werden und die Haushaltsabgabe in einem ersten Schritt auf 312 Franken sinkt, muss die SRG bereits 215 Millionen Franken einsparen. Das ist, besonders angesichts der kurzen Zeit, ein hoher Betrag, der nicht, wie das bisher gemacht wurde, auf die regionalen Einheiten SRF, RTR, RTS und RSI verteilt werden kann. Darum steht die SRG vor einem grundlegenden Wandel.

Jetzt komme ich zum zweiten Namen, "Susanne Wille", also zur neuen Generaldirektorin und zum Transformationsprozess, den sie eingeleitet hat. Mehr als die Hälfte des Medienkonsums findet mittlerweile digital statt. Der Wettbewerb um die entsprechenden Werbeeinnahmen hat sich massiv verschärft. Dies führt dazu, dass die SRG bereits in den letzten zehn Jahren über 160 Millionen Franken der kommerziellen Einnahmen verloren hat. Aus all diesen Gründen ist die SRG stark gefordert. Der Transformationsprozess ist eingeleitet, und ich vertraue darauf, dass die öffentlichen Verlautbarungen ebenso wie das, was Susanne Wille gegenüber unserer Kommission gesagt hat, auch eingehalten werden. Die Einsparungen erfolgen nämlich primär in den Bereichen Struktur und Prozesse, mit dem klaren Ziel, dass der Journalismus möglichst umfassend geschützt wird, aber es ist klar, dass Einsparungen in dieser Grössenordnung nicht ohne Auswirkungen auf das Programm realisierbar sind.

In der aktuellen Phase wird die Transformation konkretisiert. Die ersten Massnahmen werden per Anfang 2026 in Kraft treten. Öffentlich geworden ist auch die Tatsache, dass es

AB 2025 S 963 / BO 2025 E 963

dagegen – selbstredend und nicht überraschend – grosse interne Widerstände gibt, aber ich stelle fest, die neue Generaldirektorin weiss, dass es Schritte braucht, um den Veränderungen im Medienverhalten und den veränderten Erwartungen der Bevölkerung gerecht zu werden.

Die SRG und Susanne Wille haben im letzten Jahr gezeigt, dass sie bereit sind, sich zu verändern und auch unangenehme Entscheide zu treffen. Die SRG muss jeden Franken aus der Medienabgabe überlegt und effizient für die Menschen in diesem Land einsetzen und kann es sich nicht leisten, Gelder in unnötige Strukturen zu pumpen. Jedes Unternehmen muss sparen. Bei der SRG ist es in kurzer Zeit viel, konkret 17 Prozent in vier Jahren. Das ist wertzuschätzen, aber die Politik wird das sicher genau beobachten müssen.

Schliesslich habe ich eine Forderung an die SRG. Es heisst, dass die SRG Sendungen streichen wird und Mitarbeiter entlassen muss. Man muss ehrlich sein, das ist unangenehm. Ich erwarte aber, weil es für diesen Transformationsprozess nötig ist, dass die betroffenen Gruppierungen konstruktiv mithelfen und nicht einfach nur jammern. Es braucht die SRG, aber sie soll effizient organisiert sein und ein gutes Programm in allen Sprachen bieten. Damit dies gelingt, soll sie auf Basis der Rahmenbedingungen, die die Politik vorgibt, unternehmerisch entscheiden können. Mit diesem Transformationsprozess ist der entsprechende Weg eingeleitet. Ich vertraue darauf, dass er weitergegangen wird, andernfalls gehe ich davon aus, dass die Politik zu einem späteren Zeitpunkt über eine ähnlich gelagerte Initiative anders urteilen wird.

Ich bitte Sie, die Halbierungs-Initiative trotz all dieser Bedenken zur Ablehnung zu empfehlen.

Herzog Eva (S, BS): Ich bin froh über den klaren Entscheid der Kommission, den wir Ihnen hier vorlegen können. Ich bin froh, dass wir keinen Gegenvorschlag beschlossen haben. Ein solcher hätte ein Gebührenniveau vorgesehen, welches natürlicherweise nicht zwischen dem heutigen und dem von der Initiative verlangten Niveau zu liegen gekommen wäre, sondern zwischen dem der bundesrätlichen Verordnung und dem der Initiative. Damit hätte er gegenüber der Gebührensenkung, die der Bundesrat bereits auf Verordnungsebene vorgenommen hat, nochmals eine Verschlechterung gebracht.

Ich habe ebenfalls nicht viel Verständnis für das Vorgehen. Es wurde schon gesagt: Noch vor einer Diskussion über die Inhalte wurde ein Preis festgelegt; statt zuerst den Leistungsauftrag festzulegen, senkte man die



Gebühren, dies mit der Haltung, dass nicht viel passiere, wenn man das mache. Wir sehen, dass dies mit den 270 Millionen Franken, die bis 2029 eingespart werden sollen, nicht der Fall ist. Ich glaube, jeder und jede von uns hat bereits seine und ihre Lieblingssendung verloren. Das zeigt auch die Breite des Programmes, das uns die SRG bietet.

Ich habe es wirklich versucht – ich habe die Botschaft mehrfach gelesen und die langen Diskussionen miterlebt, die wir in der Kommission hatten –, aber ich kann einfach nicht verstehen, warum man eine solche Initiative lanciert, in der heutigen Zeit, in der das Zurverfügungstellen von Fakten und von Informationen, die so umfassend sind wie möglich, wichtiger ist denn je, angesichts der Bubbles, in denen sich alle zunehmend bewegen. Deshalb bin ich froh, wenn wir uns hier hoffentlich einig werden, dass die Initiative abzulehnen ist, die eine Halbierung des Budgets bedeuten würde, und dies mit dem Wunsch verbinden, das Angebot in den Regionen aufrechtzuerhalten.

Die öffentlich-rechtlichen Sender unserer Nachbarländer haben ein Vielfaches dessen zur Verfügung, was der SRG an Geld zur Verfügung steht, obwohl wir, was die regionale Abdeckung angeht, mit vier Landessprachen ein kompliziertes Land sind. Das entsprechende Angebot will man eigentlich weiterhin zur Verfügung stellen, aber mit der Hälfte des Geldes geht das nicht.

Zur Ergänzung vielleicht noch ein paar wenige Punkte:

Zu den regionalen Lücken: Es wurde bereits darauf hingewiesen, wie wichtig das Angebot in den Regionen ist. Die privaten Sender bieten das nicht, weil es sich nicht rechnet. Ich glaube deshalb, dass es die Konkurrenz zu den Privaten wirklich nicht gibt. Verschiedenste Studien haben belegt, dass sich öffentlich-rechtliche Sender und Private ergänzen und nicht lediglich konkurrenzieren; vor allem aber sollten die Lücken, die hinterlassen würden, nicht durch die sozialen Medien, nicht durch die grossen Tech-Konzerne gefüllt werden. Diese interessieren sich nicht für regionale Besonderheiten.

Neben regionalen Angeboten sollten wir uns bis zu einem gewissen Grad auch weiterhin ein Auslandkorrespondentennetz leisten können, was eine sehr teure Sache ist. Schliesslich ist auch ein Blick über die Landesgrenzen etwas sehr Wichtiges.

Zur Unterhaltung: Manchmal hat man das Gefühl, Private könnten diesen Teil vielleicht am besten übernehmen. Es gibt aber auch Unterhaltung, die sich kommerziell nicht einfach und nicht so gut verwerten lässt, die aber dennoch wertvoll ist. Gerade das Filmschaffen in der Schweiz ist sehr stark auf die Zusammenarbeit mit der SRG angewiesen.

Ich bitte Sie also auch meinerseits, die Initiative klar zur Ablehnung zu empfehlen. Ich bin froh, dass uns kein Gegenvorschlag vorliegt. Ich hoffe, dass wir uns dann auch alle zusammen in diesem unvermeidbaren Abstimmungskampf gegen die Initiative einsetzen.

Friedli Esther (V, SG): Wir haben in der Schweiz mit 335 Franken pro Haushalt europaweit eine der höchsten Radio- und Fernsehgebühren. Ich glaube, vor diesem Hintergrund ist es richtig und wichtig, dass wir uns einmal die Frage stellen, ob diese Zahl eigentlich richtig und noch zeitgemäss ist oder ob es hier nicht Veränderungen braucht. Die privaten Haushalte in diesem Land bezahlen über 1,2 Milliarden Franken an Gebühren pro Jahr. Die Unternehmen steuern mit ihren Abgaben 173 Millionen Franken bei.

Die Diskussion über die Initiative zeigt mir, dass sie irgendwie in ein Wespennest gestochen hat. Sie hat nämlich schon sehr viel ausgelöst. Das zeigt auf, dass Handlungsbedarf bezüglich der Frage besteht, wie wir die Medien, seien es die öffentlich-rechtlichen oder die privaten, in Zukunft finanzieren. Dass Handlungsbedarf besteht, hat ja auch der Bundesrat erkannt. Er hat nämlich den Vorschlag gemacht, die Gebühren für die privaten Haushalte, aber auch für die Unternehmen zu senken, nicht so weit, wie die Initiative dies fordert, aber es ist schon mal ein erster Schritt in die richtige Richtung, und es hat etwas ausgelöst; Kollege Burkart hat dies vorhin ausgeführt.

Ich hätte mir gewünscht, dass wir in der Kommission zu diesem Thema einen indirekten Gegenvorschlag vorlegen. Unsere Schwesterkommission hat uns zweimal ein Angebot gemacht, es gab verschiedene Vorschläge. Die Mehrheit der Kommission wollte das nicht. Ich sage, es ist wie die Huhn-Ei-Thematik. Es stellt sich die Frage – sie kam vorhin schon auf, es gibt einfach unterschiedliche Beurteilungen -: Wollen wir zuerst das Geld sprechen oder zuerst die Konzession beschliessen und definieren, was eigentlich der Auftrag ist, den die SRG erfüllen müsste? Denn der allergrösste Teil der Fernsehgebühr geht ja an die SRG, ein kleiner Teil geht an die privaten Sender.

Eine solche Diskussion hätte ich mir gewünscht. Ich glaube, dass sie wichtig und richtig ist. Wir werden sie dann eben mit der Abstimmung über die vorliegende Initiative führen.

Wir sind ein mehrsprachiges Land, und das bedeutet, dass wir mehr Aufwand haben, gerade zum Beispiel die SRG, wenn sie aus den verschiedenen Landesgegenden berichtet. Aber es stellen sich da Fragen: Können



mehr Synergien genutzt werden? Kann man allenfalls Sachen gemeinsam nutzen? Kann es auch mal sein, dass ein Bericht vom Französischen ins Deutsche übersetzt wird oder umgekehrt? Braucht es immer alles in den Originalsprachen? Ich stelle mir verschiedene Fragen und bin der Meinung, dass diese Problematik angegangen werden muss. Am wichtigsten ist aber die Frage, was die SRG anbieten soll. Wie weit geht der Service public? Geht er so weit, dass man auch noch Verkopplungsshow's auf Inseln in Schweden mitfinanziert? Sollte nicht die Vermittlung von Nachrichten und Informationen im Zentrum stehen?

AB 2025 S 964 / BO 2025 E 964

Ich habe in diesem Rat schon mehrfach gesagt: Im Medienbereich legiferieren wir einfach für die Vergangenheit oder höchstens für das Heute, aber nicht für morgen. Der Medienkonsum in unserem Land – und nicht nur in unserem Land, sondern weltweit – hat sich massiv geändert. Dem sollten wir irgendwann politisch Rechnung tragen. Immer weniger Leute haben zuhause ein Radio oder ein Fernsehgerät, mit dem sie die Kanäle noch analog empfangen. Seit der Abschaltung von UKW sind die Hörerinnen- und Hörerzahlen im Bereich des Radios fast schon implodiert.

Wir müssen uns auch Gedanken darüber machen, für welches Durchschnittsalter die SRG Sendungen anbietet; dieses liegt nämlich deutlich über dem Durchschnittsalter der Bevölkerung. Es ist wichtig, dass wir auch für ältere Menschen ein Angebot machen. Aber wir dürfen auch die Jungen, die Zukunft nicht vergessen – gerade sie dürfen wir nicht vergessen. Das fehlt mir im Moment bei der SRG, und das fehlt mir eben auch bei dieser Diskussion, die ich sehr gerne im Zusammenhang mit der Konzession geführt hätte. Irgendwann werden wir die Diskussion über die Konzession führen, wahrscheinlich nach der Abstimmung, wenn wir wissen, wie viel Geld da ist. Und eben: Die Frage nach dem Huhn und dem Ei haben wir in der Diskussion unterschiedlich beantwortet.

Ich unterstütze die Volksinitiative, aber ich habe keinen Minderheitsantrag eingereicht, weil es eine Volksabstimmung geben wird und eine öffentliche, breite Diskussion darüber, wie viel die Bürgerinnen und Bürger für die Fernseh- und Radioabgabe bezahlen wollen. Es wird auch eine Diskussion darüber geben, was angeboten werden soll. Ich hoffe, es gibt nicht eine Diskussion über einzelne Sendungen. Im Gegensatz zu Kollegin Herzog habe ich bis jetzt keine der Sendungen, die nicht mehr angeboten werden, vermisst. Deshalb glaube ich, dass es hier noch ein gewisses Einsparpotenzial gibt.

Vor diesem Hintergrund unterstütze ich die Initiative, aber ich verlange heute keine Abstimmung.

Dittli Josef (RL, UR): Ich lehne die Volksinitiative "200 Franken sind genug!" ab. Die Reduktion des SRG-Budgets um die Hälfte ist willkürlich und beliebig, und damit stellt die Initiative auch kein geeignetes Instrument für eine sachgerechte, zielführende Medienpolitik dar.

Hingegen trage ich die bundesrätliche Verordnungsanpassung zu hundert Prozent mit. Sie senkt die Haushaltsabgabe von 335 auf 300 Franken und erwirkt damit bei der SRG, sich auf das Wesentliche zu beschränken, dies auf eine sinnvolle und machbare Art und Weise.

Die Initiative geht jedoch viel zu weit. Die Medienlandschaft in der Schweiz verändert sich stark. Das spüren insbesondere wir in den ländlichen Regionen. Dass der Erhalt einer vielfältigen Berichterstattung für unser demokratisches System wichtig ist, das, glaube ich, wissen wir hier drin alle. Die Initiative würde der SRG 800 Millionen Franken entziehen. Das ist nicht nur eine Kürzung, das ist ein Kahlschlag und würde sich auf alle Bereiche der SRG auswirken.

In diesem Rat wissen wir, wie wichtig es ist, unsere Regionen zu vertreten, unseren Regionen eine Stimme zu geben. Die Volksinitiative "200 Franken sind genug!" steht diesen Bemühungen jedoch diametral entgegen. Das würde sich bei einer Annahme gerade in den ländlichen Regionen zeigen. Aktuell ist die SRG mit ihren zahlreichen Standorten, sieben Hauptstandorten und siebzehn Regionalstudios, in allen Regionen der Schweiz verankert. Die Initiative hätte jedoch zur Folge, dass diese dezentrale Struktur schlicht nicht mehr finanziert werden könnte. Der Grossteil der Regionalbüros müsste geschlossen werden. Die journalistische Vielfalt in und die Berichterstattung aus unseren Regionen würde stark abnehmen. Ich frage Sie: Wollen wir wirklich nur noch Informationen aus den grossen Zentren haben und keine Korrespondenten mehr in den Regionen, die aus erster Hand berichten? Denn genau das steht auf dem Spiel, aber nicht nur.

Fehlt die Berichterstattung über lokale, regionale und kantonale Abstimmungen und finden keine Debatten und keine Einordnungen mehr statt, dann stellt das ein fundamentales Problem für die politische Meinungsbildung dar. Die regionale Berichterstattung vermittelt zwischen der Bevölkerung und der Politik, sowohl zwischen den einzelnen Regionen wie auch zwischen den politischen Ebenen. Diese Verständigung und Vermittlung unterschiedlicher Sichtweisen sind zentral für das Funktionieren unseres föderalen Systems. Unser Föderalismus muss gepflegt werden, und wir müssen den Institutionen, die ihn stützen, Sorge tragen. Dazu gehört auch die



SRG.

Bei der SRG-Halbierungs-Initiative geht es auch um die Teilhabe von Menschen mit Sinnesbehinderungen, um die Teilhabe an Informationen und damit nicht zuletzt um die Teilhabe an unserem politischen System. So bietet die SRG gerade für Menschen mit Sinnesbehinderungen ein beachtliches barrierefreies Angebot, das im Falle einer Annahme der Initiative mit grösster Wahrscheinlichkeit reduziert werden müsste. Ich stehe für eine liberale Demokratie ein, die auf informierte Bürgerinnen und Bürger in allen Regionen der Schweiz angewiesen ist.

Darum bitte ich Sie, die Initiative zur Ablehnung zu empfehlen.

Chassot Isabelle (M-E, FR): Je m'associe pleinement aux propos de mes collègues et remercie la présidente de la commission pour la qualité et la clarté de son rapport. Cette initiative est périlleuse et doit être rejetée. Elle met en effet en danger non seulement le financement, mais la structure même de notre média de service public. En retirant 800 millions de francs à la SSR, elle compromettrait irrémédiablement la capacité de notre pays à maintenir une offre médiatique de qualité, accessible à toutes et tous, et en particulier dans les régions linguistiques minoritaires ou périphériques. 800 millions, c'est deux fois le budget de la Radio Télévision Suisse romande. Oui, c'est plus du double. Comment, dès lors, le comité d'initiative peut-il affirmer en toute bonne foi que la péréquation financière entre les régions pourrait être maintenue alors qu'il abaisse la redevance à 200 francs ?

Il faut le dire et le répéter : si l'initiative était adoptée, les premières victimes de cette coupe seraient les régions périphériques et les minorités linguistiques. La SSR l'a déjà indiqué : elle serait contrainte de repenser sa structure décentralisée. Or, en Suisse romande, c'est précisément grâce à la décentralisation que la RTS peut couvrir l'ensemble de la région. Cet ancrage régional est essentiel pour une couverture globale, pertinente et proche de toute la population, au service de cette partie du pays. Les médias privés, obligés de centraliser leurs activités et de réduire les postes pour faire face à la baisse drastique des revenus publicitaires partis sur les plateformes étrangères, ne pourront pas remplacer ce que la SSR ne produira plus.

Avec l'acceptation de l'initiative, la redevance passerait de 300 francs – avec le contre-projet du Conseil fédéral – à 200 francs. Vous admettez comme moi que ce n'est pas avec 100 francs de gagnés sur la redevance qu'on s'abonne à un titre. Ces moyens qui financent aujourd'hui des contenus médiatiques seraient définitivement perdus. Or, ce ne sont pas seulement les régions qui en pâtiraient, ce sont de multiples acteurs culturels, sociaux et sportifs dans nos régions. Et permettez-moi de vous donner trois exemples concrets. Nous devons en effet expliquer, durant la campagne qui va s'ouvrir, les conséquences de cette initiative, et ces exemples concernent à dessein la Suisse romande et des domaines dans lesquels je m'engage.

Premièrement, la scène musicale suisse. En tant que présidente du Festival international de musiques sacrées de Fribourg, je peux témoigner de l'importance de la SSR pour la culture. La RTS, à travers Espace 2, est notre partenaire historique depuis la première édition, en 1986. Grâce à elle, nos concerts sont enregistrés et diffusés en direct ou en différé, et cela non seulement en Suisse, mais également dans plus de quarante pays, grâce à l'Union européenne de radiodiffusion. Le festival est ainsi devenu au cours des ans l'événement musical suisse le plus diffusé dans le monde, avec à chaque fois le nom de Fribourg, en Suisse. Ce partenariat est la raison pour laquelle nous pouvons attirer des ensembles de très grande qualité, de Suisse et de l'étranger.

La tenue toute récente de la vingt-deuxième Schubertiade RTS Espace 2, à Sion, illustre également ce propos. Tous

AB 2025 S 965 / BO 2025 E 965

les deux ou trois ans, une ville romande accueille cette manifestation culturelle majeure. Après Fribourg en 2022, Sion a ainsi à nouveau réuni plus de 13 000 personnes venues de toute la Suisse. Le secret de ce succès ininterrompu, c'est que la Schubertiade rend la musique classique populaire et l'amène au cœur des villes et hors des salles de concert. Sans le savoir-faire et l'investissement de la RTS, ce rendez-vous culturel majeur de Suisse romande n'existerait tout simplement pas. Plus de rassemblements ni de ferveur populaire autour de la musique, et une vitrine de moins pour nos ensembles et nos artistes.

Deuxième exemple, le cinéma suisse. Je préside Cinéforum, la Fondation romande pour le cinéma, mise sur pied par l'ensemble des cantons romands pour promouvoir et soutenir la création audiovisuelle dans notre région. À ce titre, je peux affirmer que la production romande ne connaîtrait pas le niveau réjouissant qui est le sien aujourd'hui sans l'implication de la RTS. Le Pacte de l'audiovisuel 2024–2027 prévoit 34 millions de francs par an. En Suisse romande, la RTS a investi en 2024 environ 10 millions de francs dans huit films, dix courts-métrages et trois séries télévisées, dont "The Deal" déjà mentionné par notre collègue Hurni.



Ces oeuvres sont tournées en Suisse romande, diffusées à une heure de grande écoute et accompagnées jusqu'aux festivals et plateformes numériques. Elles racontent nos histoires. La participation de la RTS à la coproduction de ces oeuvres est un élément central pour les maisons de production romandes. Elle leur permet de monter, réaliser et distribuer leurs projets, et leur offre aussi le gage de qualité de service public lorsqu'il s'agit de trouver d'autres partenaires, en particulier à l'étranger – la série "The Deal" en est un bon exemple. Troisièmement, la cohésion et la solidarité nationale. Je viens d'un canton bilingue et ai le privilège de vivre au quotidien cette réalité dans mes diverses activités, que ce soit sur le plan cantonal ou national. Je sais combien nos langues nationales, la solidarité entre les régions linguistiques et le maintien du lien sont essentiels pour le vivre-ensemble dans notre pays – nous l'éprouvons actuellement. La SSR joue un rôle fondamental pour nous informer sur les réalités des autres régions, pour créer des expériences communes à travers des événements culturels ou sportifs et des productions populaires. Laissez-moi mentionner un exemple très récent, celui de la Fête fédérale de lutte suisse et des jeux alpestres à Mollis, déjà mentionnée par notre collègue Hurni – nous étions donc plusieurs devant notre écran ce week-end-là. Je tiens d'ailleurs à féliciter nos collègues Glaronnais pour l'organisation exemplaire du plus grand événement sportif de Suisse. Le croirez-vous, la Suisse romande a suivi deux jours durant les huit passes ainsi que la passe finale. Elle gardera un souvenir marquant de l'arène géante de 56 500 spectateurs et du décor extraordinaire des Alpes glaronnaises, tout cela grâce à la retransmission de la RTS. Nous, Romands, savons maintenant que le roi de la lutte, Armon Orlik, vient certes de Maienfeld dans les Grisons, mais qu'il vit à Rapperswil-Jona, dont nous ne pouvons ignorer, grâce à mon collègue assis à ma gauche, que ce lieu est situé dans le canton de Saint-Gall. Si la Suisse romande a été en mesure de s'ouvrir et de vibrer à cette réalité, c'est parce que, grâce à la redevance, une offre médiatique de qualité est produite pour la Suisse italienne, la Suisse romande et la Suisse romanche et que cette offre est rendue possible par la solidarité de la population alémanique.

Dans la période pour le moins troublée que nous traversons, il est essentiel pour notre pays de rester soudé, que ce soit entre régions mais aussi entre individus. Ce qui nous unit est plus fort que ce qui nous sépare. La SSR y contribue par son offre pour toutes et tous, et la qualité de ses prestations est reconnue. C'est pourquoi je vous appelle, pour la vie culturelle, sociale et sportive de nos régions, à recommander le rejet de cette initiative.

Broulis Pascal (RL, VD): Je ne vais pas revenir sur tous les arguments qui ont été avancés. On a parlé de sport, d'information, de documentaires ; on voit que la SSR est une entreprise très large, qui garantit cette notion de cohésion au niveau suisse. Tous ces arguments, je les soutiens pleinement.

Permettez-moi d'ajouter quelques mots sur un aspect qui me tient particulièrement à coeur : le rôle du service public dans la construction et la préservation de l'identité romande. En Suisse romande, nous nous identifions souvent d'abord comme Vaudois – d'ailleurs, Charles Ferdinand Ramuz a écrit sur ce sujet quand il était à Paris –, ensuite comme Valaisannes, comme Jurassiens ou comme Fribourgeoises. C'est la conséquence naturelle de notre fédéralisme. Pourtant, malgré cette diversité cantonale, nous partageons une identité commune, celle de Romandes et de Romands, d'ailleurs bien évoquée dans le livre de Georges Andrey en 2012, "La Suisse Romande. Une histoire à nulle autre pareille".

Ce processus pour devenir romand, la RTS y contribue grandement. Historiquement, la radio publique a été le premier média à relier les Romands entre eux, bien au-delà des frontières cantonales. Tandis que les journaux restaient centrés sur l'actualité locale, la radio, puis la télévision, dès 1954, ont permis de partager des émotions, des récits, des débats, des moments de vie transcendant les frontières cantonales. Elle a été et reste un ciment culturel de la Romandie.

Aujourd'hui encore, cette identité se forge en écoutant la radio, en regardant les émissions de la RTS, en consultant son site Internet. Cela va bien au-delà de l'information. C'est aussi l'humour, le fait de rire ensemble de nos spécificités ; c'est aussi la langue, notre patrimoine linguistique vivant, que la RTS met en valeur. L'année passée, la RTS a réalisé un sondage de grande ampleur sur les expressions de nos régions. Le résultat est le "parlomètre romand", cette carte interactive qui recense les expressions de nos régions – qui dit "huitante" ou "quatre-vingts", "raisinets" ou "groseilles", "crousille" ou "tirelire". Autant de diversité dans un si petit pays, c'est impressionnant.

Ces nuances font notre richesse, notre fierté, elles méritent d'être préservées et mises en valeur. C'est exactement ce que fait la RTS, on peut le constater également à travers ses archives. Un bel exemple : en mai dernier, dans mon village d'origine, elle a organisé une projection intitulée "Mémoire(s) de Sainte-Croix", en partenariat avec le cinéma local. Ce moment a permis aux habitants de se rassembler autour d'un documentaire mêlant passé et présent, enrichi par les archives de la RTS ; une occasion précieuse pour toute une communauté de renouer avec son histoire et de la partager. Or, l'identité romande, ce n'est pas que le passé.



C'est aussi les traditions bien vivantes que la SSR met en lumière : la Fête des Vignerons, la Saint-Nicolas à Fribourg, les combats de reines en Valais, le cortège de l'Escalade à Genève, sans oublier les carnivals, les Brandons, l'absinthe et la Saint-Martin dans le Jura. Ces événements et ces coutumes sont autant de reflets de notre diversité culturelle. Cette diversité ne peut être diffusée et valorisée que si les moyens sont là. Je doute fortement que la SSR puisse maintenir ses activités dans nos régions avec la moitié du budget actuel. Le service public, c'est un pilier de notre cohésion, de notre culture, de notre démocratie. En tant que Romand, je suis convaincu qu'il mérite notre soutien.

Dernière anecdote : l'archéologie. Je préside à la destinée de l'archéologie suisse dans plusieurs pays, notamment en Grèce. La RTS a coproduit avec Arte un reportage, "Artémis, le temple perdu", qui a rencontré un succès incroyable à l'échelle internationale, avec des prix à la clé. Une nouvelle fois, cela montre que la RTS est capable de créer des partenariats au-delà de nos frontières cantonales, voire romandes.

Je voterai donc contre cette initiative, et je vous encourage à en faire de même et à suivre la commission en recommandant son rejet.

Regazzi Fabio (M-E, TI): Wie mehrmals erwähnt, will die SRG-Initiative die Abgabe für Radio und Fernsehen für Haushalte von heute 335 auf 200 Franken reduzieren und die Unternehmen gänzlich von der Abgabepflicht befreien. Der Bundesrat anerkennt einen gewissen Handlungsbedarf und hat einen faktischen Gegenvorschlag auf Verordnungsstufe beschlossen. Damit will er die Haushalte und die Wirtschaft

AB 2025 S 966 / BO 2025 E 966

finanziell entlasten. Die Radio- und Fernsehgebühr für Haushalte soll bis zum Jahr 2029 schrittweise auf jährlich 300 Franken gesenkt werden. Zudem erhöht der Bundesrat die Limite für die Entrichtung der Unternehmensabgabe von heute 500 000 Franken Jahresumsatz auf 1,2 Millionen Franken.

Aus Sicht der Wirtschaft – ich spreche heute auch als Präsident des Schweizerischen Gewerbeverbands – gibt es für die Annahme der SRG-Initiative viele Gründe. Für die Unternehmen bedeutet die Mediensteuer eine Doppelbesteuerung. Wenn natürliche Personen für den Medienkonsum im privaten Haushalt bezahlen und die Unternehmen gleichzeitig auch bezahlen müssen, ist eine Doppelbelastung gegeben. Die gleiche Person kann nicht gleichzeitig am Arbeitsplatz und zuhause Radio hören und fernsehen. Die Anknüpfung an den Umsatz ist zudem fragwürdig und höchst ungerecht. Umsatzstarke Firmen mit geringen Margen werden zusätzlich bestraft. Würde die Mediensteuer für Unternehmen ganz abgeschafft, würde das für die SRG einen Ausfall von rund 180 Millionen Franken auf ein Gesamtvolumen von etwa 1,3 Milliarden Franken bedeuten. Das ist überschaubar. Gleichzeitig haben wir durch die Zuwanderung und durch das generelle Wachstum der Haushalte, weil immer mehr Personen allein wohnen, ein Wachstum der Einnahmen der SRG. Die Entwicklung würde die fehlende Unternehmensabgabe zumindest teilweise kompensieren.

Der Vorschlag des Bundesrates, die Schwelle für die Befreiung von der Abgabe zu erhöhen, ist ungenügend. Die 20 Prozent der Unternehmen, die abgabepflichtig bleiben, machen über 80 000 Unternehmen aus. Verschiedentlich wurden mit Vorstössen – darunter eine parlamentarische Initiative von mir – Versuche unternommen, die Unternehmen ganz oder teilweise von der Mediensteuer zu befreien.

Hinsichtlich der Volksinitiative hat der Nationalrat zweimal mittels indirekter Gegenvorschläge nach konstruktiven Lösungen gesucht, doch moderate und vernünftige Lösungen sind verworfen worden, und die Volksinitiative bleibt auf dem Tisch.

Aus den erwähnten Gründen sehe ich mich gezwungen, die Initiative zur Annahme zu empfehlen.

Fivaz Fabien (G, NE): Il faut être honnête : si l'initiative est acceptée, les réformes ne suffiront pas, la SSR devra être simplement reconstruite à partir de zéro. Les auteurs de l'initiative prétendent vouloir recentrer l'activité de la SSR sur l'information et la culture, au nom d'un soi-disant mandat de base. Je vous invite à considérer cette proposition comme très risquée.

Je me suis plongé un peu dans l'histoire de la SSR pour comprendre sur quelle base la régie s'est construit une audience et a participé à la cohésion de la Suisse. La SSR, créée en 1931, a eu un impact sociétal grâce à un programme généraliste qui parle à tout le monde. Durant les premières décennies de la radio, l'information politique était presque absente. Même au début de la télévision, les programmes de la SSR étaient surtout faits de musique, de divertissement, de retransmissions sportives. C'est assez intéressant de noter qu'au moment où la télévision est arrivée au Parlement et plus largement dans la population, il y a eu des débats sur l'idée que la télévision, en arrivant dans les ménages, allait détruire la famille, ce qu'on n'imaginerait plus aujourd'hui. C'est cela qui a permis à la SSR de se faire connaître dans toute la population, de gagner la confiance des citoyennes et des citoyens et de s'ancrer à travers toutes les régions linguistiques, dans toutes les générations



et toutes les couches sociales. C'est son véritable mandat de base.

Je suis allé relire la fameuse concession de 1931, en vertu de laquelle la SSR était autorisée à diffuser de la musique instrumentale et des prestations vocales, des pièces radiophoniques et des représentations théâtrales, des conférences, des sermons des Églises nationales, des discussions, des interviews et des cours. Si vous regardez cette liste, le service d'information vient tout à la fin, entre les reportages, les signaux horaires et les bulletins météorologiques. Ce n'est qu'à partir de cette base solide, dans les années 1970, que la SSR a pu développer des formats d'information et de politique crédibles. Sans cet ancrage émotionnel très large, à travers le sport, le divertissement, le cinéma, elle n'aurait jamais eu la portée nécessaire pour transmettre l'information de manière efficace. Cela reste vrai aujourd'hui.

L'information ne fonctionne tout simplement pas dans le vide. Sans téléspectatrices et téléspectateurs, sans auditrices, sans auditeurs, même la meilleure émission politique est inutile. C'est le cinéma, c'est le divertissement, c'est le sport, beaucoup l'ont rappelé dans cette discussion, qui amènent les gens à l'information, en particulier ceux qui ne s'y intéressent pas spontanément. C'est pour cela qu'on ne parle pas d'un "mandat de base", mais bien d'un "mandat de service public". La SSR est au service de toute la population et doit atteindre et inclure tout le monde. En lui enlevant la moitié de sa voilure, on lui enlèverait cette portée nécessaire, nationale, qui lui permet de toucher toutes les Suisses et tous les Suisses.

Je vous remercie donc de recommander le rejet de l'initiative.

Sommaruga Carlo (S, GE): Je ne reviendrai pas sur les différents arguments qui ont été développés jusqu'à maintenant, qui montrent que, finalement, l'acceptation d'une telle initiative serait dramatique pour le service public dans le domaine des médias et, naturellement, aurait des conséquences sur la production et la diffusion culturelle en Suisse. Permettez-moi de ne pas évoquer uniquement la situation de la Suisse romande, comme l'a fait notre collègue Isabelle Chassot de manière extrêmement précise.

Ma vorrei anche parlare del Ticino, che sarebbe in una situazione molto più problematica della Svizzera francese o della Svizzera tedesca se ci dovesse essere una riduzione massiccia dei mezzi finanziari per la Radiotelevisione svizzera di lingua italiana (RSI). Voglio ricordare che la RSI sostiene diversi eventi in Ticino, tra cui i Concerti RSI con l'Orchestra della Svizzera italiana, la Stagione Musica del Grand Concert, il concorso Palco ai giovani per i gruppi locali, e sostiene anche il villaggio Rotonda del Locarno Film Festival. Dunque, ha anche un ruolo molto importante. E, a differenza di Ginevra, da dove vengo, o anche di città come Zurigo o forse anche Losanna, non ci sono le risorse nel settore privato per poter sostenere questi eventi culturali e farli conoscere anche al di là del Canton Ticino.

J'aimerais encore revenir sur un autre aspect qui n'a pas été évoqué jusqu'à maintenant, celui du rôle du service public média au-delà des frontières. En effet, vous savez qu'il y a plus de 800 000 Suisses à l'étranger, dont 220 000 qui sont inscrits sur les registres électoraux cantonaux et municipaux. Comment ces personnes-là s'informent-elles ? Non pas au moyen d'un abonnement au "Tages-Anzeiger", à la "Tribune de Genève" ou autre, parce que, parfois, il s'agit de pays dans lesquels un simple abonnement est beaucoup trop cher, vu la différence de ressources et le différentiel de revenus. Le seul moyen pour pouvoir rester informé, c'est d'utiliser le service public média et surtout Swissinfo ; or, Swissinfo va être une des premières victimes de la chute brutale des ressources. D'ailleurs, elle est déjà dans le paquet d'allègement budgétaire proposé par le Conseil fédéral ; elle est donc déjà visée indirectement. Donc, on voit bien qu'il y a nécessité de maintenir aussi un service public vis-à-vis de l'extérieur pour nos concitoyennes et concitoyens. C'est d'ailleurs dans ce sens que le Conseil des Suisses de l'étranger, dont je suis membre, et je déclare par là mes liens d'intérêt, a adopté une résolution contre cette initiative, afin de préserver un des canaux les plus importants de la communauté des Suisses de l'étranger.

Par ailleurs, il ne faut pas oublier que le service public média à l'étranger, c'est aussi la voix de la Suisse dans le monde, dans un monde où, en raison de la situation géopolitique, la manipulation de l'information, avec des "fake news", est extrêmement importante. Cela permet d'apporter de manière solide les points de vue de la Suisse.

L'affaiblissement du service public en Suisse pour les résidents suisses a des conséquences, tout comme pour les Suisses non résidents en Suisse, mais aussi pour ce qui concerne la voix de la Suisse dans le concert des nations.

Dans ce cadre, j'aimerais aussi dire que la participation de la SSR à TV5 Monde – c'est un partenariat qui existe –

AB 2025 S 967 / BO 2025 E 967

serait mise gravement en difficulté par une diminution brutale des moyens, et cela aurait des conséquences



énormes. Il ne faut pas oublier que TV5 Monde est regardée par 60 millions de ménages chaque semaine et que le téléjournal suisse romand y est diffusé ; il y a donc là la possibilité de diffuser également la voix de la Suisse et les informations sur la Suisse au-delà de la communauté de nos citoyennes et citoyens vivant ici en Suisse ou à l'étranger. Je pense que c'est un élément important.

Pour ces raisons, je vous demande également de recommander le rejet de l'initiative qui nous est soumise aujourd'hui et de suivre l'avis de la commission.

Schwander Pirmin (V, SZ): Ich verstehe nicht, wieso die Initiative teilweise so schlechtgeredet wird. Die Initiative ist für mich ein Glücksfall. Lesen Sie den Titel: "200 Franken sind genug!", mit Ausrufezeichen – das Ausrufezeichen ist geradezu eine Aufforderung an das Parlament, endlich einmal sachgerecht und zielführend über die Medienpolitik zu diskutieren. Das ist der Auftrag der Initiative. Das wollen wir offenbar nicht. Die logische Vorgehensweise – zuerst den Inhalt definieren, dann die Kosten kalkulieren – ist offenbar politisch nicht möglich, wie dies Kollege Burkart gesagt hat. Das verstehe ich nicht.

Ich bin in all meinen Lebensabschnitten immer gut damit gefahren, zuerst die Inhalte zu definieren und dann die Kosten festzulegen. Das kam immer gut heraus. Bei den IT-Projekten, bei allen Beschaffungsprojekten machen wir das auch so: Zunächst einmal wird sehr intensiv diskutiert, was wir brauchen, dann werden die Kosten festgelegt. Wenn Sie sagen, das sei ein Kahlschlag und schädlich für die Demokratie – woher wissen wir das denn, wenn wir den Inhalt politisch noch nicht diskutiert haben? Das verstehe ich nicht. Wenn wir das nicht machen und wenn wir das im Parlament verweigern, dann führt mich das dazu, dass ich persönlich im Parlament keine andere Wahl habe, als die Initiative zu unterstützen. Das ist nicht die Art und Weise, wie man vorgehen sollte. Das stört mich sehr. Deshalb bin ich für die Initiative, deshalb unterstütze ich die Initiative.

Es hätte auch so herauskommen können, dass wir zuerst den Inhalt definieren und dann die Kosten festlegen. Vielleicht wären wir bei 250, bei 280 oder bei 300 Franken, wie vorgeschlagen, gelandet, aber das wissen wir nicht – ich jedenfalls weiss es nicht, und ich habe heute auch nicht gehört, dass wir das wissen; ich habe auch die Debatte des Nationalrates im Amtlichen Bulletin nachgelesen, und auch auf dieser Grundlage habe ich nicht herausgefunden, ob wir wissen, dass 200 Franken tatsächlich einen Kahlschlag bedeuten.

Deshalb bleibt mir nichts anderes übrig, als die Initiative zu unterstützen.

Poggia Mauro (V, GE): Permettez-moi une touche un petit peu dissonante dans ce concert d'éloges. En 2018, nous apprenons à Genève que la SSR et la RTS ont décidé de délocaliser un nombre important de collaboratrices et collaborateurs à Écublens, dans le canton de Vaud. En d'autres termes, l'intégralité de l'actualité est déplacée de Genève au canton de Vaud, qui a évidemment tous ses mérites, si ce n'est que la grande majorité des organisations internationales qui font la Suisse internationale sont localisées à Genève. Le Conseil d'État genevois ne comprend pas cette décision. Il demande à rencontrer la direction générale de ces deux entités et il obtient, je dois le dire, des réponses extrêmement vagues, dont tout le monde s'est ouvert, d'ailleurs, dans les médias de l'époque. On ne comprenait pas pourquoi il fallait vider une tour qui était occupée, qui était en pleine activité, pour aller construire un bâtiment sur le campus de l'EPFL, sans qu'il y ait de projet concret quant à l'avenir de la tour de la télévision à Genève.

Comprenons-nous bien, mes critiques ne sont pas adressées aux collaboratrices et collaborateurs de notre télévision nationale et de notre radio nationale, qui, tous les jours, font un travail de terrain qui a été salué et qui contribue à la cohésion de notre pays. Il s'agit évidemment de soutenir ce travail quotidien et indispensable qui fait que l'on peut, dans un pays comme le nôtre, avec des cultures différentes et des langues différentes, se parler, se comprendre et continuer à travailler ensemble. Je conteste ici un projet mégalomane de direction générale dont on n'a toujours pas compris exactement le sens, et dont on le comprend encore moins aujourd'hui, puisqu'il s'avère que cette tour va se libérer en très grande partie et que c'est le secteur privé, finalement – une fondation bien connue à Genève – qui va venir au secours de l'opération en rachetant cette tour qui appartient à la SSR, mais qui est bâtie grâce à un droit de superficie sur un terrain mis à disposition par l'État de Genève. Entre-temps, il y a eu des locations fort discutables à des entreprises qui n'entraient pas dans le cadre des accords auxquels le droit de superficie était soumis ; j'en passe et des meilleures.

Tout cela laisse constater un certain amateurisme, puisque ce sont 250 collaborateurs qui, finalement, vont devoir quitter Genève pour Écublens, si les conditions sont acceptables et qu'ils les acceptent. Ces collaborateurs ont reçu des résiliations de leur contrat de travail – des congés-modifications, comme on les appelle – pour pouvoir renégocier de nouvelles conditions, souvent plus difficiles, bien sûr, puisque les temps de trajet ne permettront pas, pour beaucoup, de concilier vie professionnelle et vie privée. Ces personnes seront alors remplacées par des pigistes qui sont de plus en plus nombreux au sein de cette régie publique et qui viennent de France voisine. On perd ainsi des compétences, bien sûr. Les gens qui viennent d'ailleurs ont, évidemment,



ces compétences, mais n'ont pas la même implication dans la formation d'une relève dans le journalisme de notre pays. Je voulais que cela soit dit, que cela soit su. Tout n'est pas rose. Aujourd'hui, une partie de la redevance, payée par les contribuables que nous sommes toutes et tous va certainement être utilisée à combler des pertes financières dont nous ne savons pas encore tout.

Voilà ce que j'avais à vous dire, qui n'est évidemment pas dans la droite ligne de ce que vous avez entendu jusqu'ici. La population s'exprimera sur le sujet. Elle dira ce qu'elle en pense. Pour ma part, je m'abstiendrai.

Binder-Keller Marianne (M-E, AG): Diese Initiative ist die zweite Initiative, welche der SRG die Pfründe oder zumindest einen wesentlichen Teil ihrer Grundlage entziehen möchte. Das erste Ansinnen wurde klar abgelehnt. Steter Tropfen höhlt aber den Stein. Wenn hier gesagt wird, dieser zweite Anlauf habe etwas ausgelöst, dann ist das in einer direkten Demokratie so. Volksanliegen lösen etwas aus; man spricht darüber. Sie haben auch zu Überlegungen geführt, welche sich durch den Bundesrat auf Verordnungsstufe abbilden.

Aber erlauben Sie mir aus demokratie- und staatspolitischer Sicht doch noch zwei, drei Überlegungen: Was macht eigentlich unser Land, was macht die Schweiz aus? Ich richte diese Frage an alle, die in gewissem Sinne den Zusammenhalt, die Swissness, die Vielfalt, die verschiedenen Kulturen und Sprachen monieren, die von "Willensnation" sprechen und nicht zuletzt die direkte Demokratie im Munde führen. Diese Leute wohnen im Tessin, sie wohnen in der Suisse romande, sie sind in der Deutschschweiz und dort, wo Rätoromanisch gesprochen wird; also sind es wir alle. Wenn Sie damit argumentieren, dass Ihnen gewisse Sendungen nicht passen – das habe ich hier auch gehört – oder dass Sie sie gar nicht schauen, dann mag das Ihr freies Empfinden sein; aber nur, weil einem etwas nicht passt, kann man doch nicht gleich einen Kahlschlag einleiten, wie es Kollege Dittli ausgedrückt hat. Diese Bezeichnung ist meines Erachtens treffend. Nur, weil einem gewisse politische Einschätzungen nicht passen – das sind nämlich die Argumente, die bei der Initiative immer wieder gebracht werden –, kann man doch nicht gleich den Stecker ziehen.

Welches, und das wäre meine Frage, sind denn die Alternativen zu einer Plattform, die gewissermassen allen zusteht: soziale Medien? Nur noch private Medien? In einem Land mit einer solchen kulturellen und politischen Vielfalt, die letztlich unsere Legitimation oder einen Teil unserer Legitimation und Stabilität darstellt, kann man aus staatspolitischer Sicht

AB 2025 S 968 / BO 2025 E 968

das Instrument eines Senders, der diese Werte stützt, doch nicht ausschalten? Wollen wir nur noch den Wildwuchs der sozialen Medien, der faktenfreien Behauptungen, der Dominanz der Propaganda? Als Demokratie, finde ich, muss man das alles aushalten, auch das Faktenfreie; aber ein Medium komplett zu schwächen, welches den Auftrag hat, eine Stimme für die Berichterstattung in diesem Land zu sein – die, wenn sie falsch ist, wenigstens einklagbar ist –, ist meines Erachtens wirklich falsch.

Ich bitte Sie einfach, zu beobachten, was momentan weltweit mit der Pressefreiheit geschieht. Sie wird mit Füßen getreten; die andere Meinung ist zusätzlich bedroht. Kritische Stimmen und Medien werden mit Millionenklagen eingedeckt, Satiriker mundtot gemacht. Ich will den Teufel nicht an die Wand malen, aber freiwillig ein eigenes Medium, das die Medienvielfalt eigentlich bereichert, so drastisch zu schwächen, ist meines Erachtens einfach ein Schuss in jedes Knie, und zwar in jedes auch politisch ausgerichtete Knie. Es ist aus ökonomischer, demokratiepolitischer und staatspolitischer Sicht gegen unsere Institutionen. Dies ist meine Grundhaltung gegen die Initiative.

Chiesa Marco (V, TI): Sono stato stimolato dalle argomentazioni del collega Sommaruga. Il collega dipinge il mio Cantone, come se fosse alla canna del gas qualora i ticinesi dovessero pagare 200 franchi per il canone – solo 200 franchi. Certo, ha ragione su un punto: più di mille persone lavorano presso la RSI, è un bel numero. Però vorrei ricordare anche in questa sede, che nell'ambito della discussione sull'iniziativa "No Billag" – che io ho osteggiato, non ero d'accordo e non era d'accordo neanche il collega Regazzi –, a fronte di un sostegno del 28 per cento a livello nazionale, quindi un sostegno assolutamente minimo e anche corretto a mio modo di vedere, nel Canton Ticino è stato registrato una quota del 35 per cento in favore dell'iniziativa.

Questo perché? Bisognerebbe domandarselo! Perché sono state fatte delle promesse nel tempo che non sono mai state mantenute e perché probabilmente c'è anche un'insoddisfazione rispetto al lavoro della RSI. Non dico certo di tutti, però quando si vede che un direttore generale, al momento che si ritira, diventa magicamente parlamentare della sinistra in Gran Consiglio, quando si discute sempre a proposito della linea politica della RSI, quando c'è un conflitto perenne fra la destra e la RSI, io credo che non stiamo parlando di un servizio pubblico per tutti. Questi sono i punti da migliorare, perché altrimenti il canone sarà rifiutato dalla grande maggioranza e non solamente dal 35 per cento dei votanti che in Canton Ticino ha detto di sì all'iniziativa



"No Billag". Infatti, l'iniziativa "200 franchi bastano!", che è un'iniziativa assolutamente sostenibile, rischia, secondo me, di passare proprio nel Cantone che più ne approfitta a livello di perequazione, perché c'è una insoddisfazione rispetto al servizio pubblico e nessuno vuole metterci mano.

Regazzi Fabio (M-E, TI): Anche per quanto mi riguarda, l'intervento non casualmente fatto in italiano, almeno in una parte, del collega Sommaruga mi costringe a una breve replica, rispettivamente puntualizzazione. Il collega Sommaruga, forse memore delle sue origini ticinesi, ha ritenuto di assumere i panni dell'avvocato difensore del nostro Cantone, cosa che è piuttosto inusuale. Ma comunque ci può evidentemente stare. Quindi io lo ringrazio per questo suo interesse per il nostro Cantone, però vorrei anche precisare che nel suo intervento ha, in un certo senso, insinuato che da parte nostra, come colleghi consiglieri agli Stati del Canton Ticino, ci sia una sorta di autolesionismo nel non bocciare questa iniziativa.

Il collega Chiesa ha già evidenziato alcuni aspetti – a mio modo di vedere – interessanti che bisogna comunque ritenere in questo dibattito. Io vorrei anche evidenziare un altro aspetto, cioè che delle 126 000 firme depositate per questa iniziativa, ben 30 000 – 30 000, quindi praticamente un quarto – sono arrivate dal Canton Ticino, e questo dovrebbe comunque sollevare qualche domanda. Io non credo che 30 000 cittadini abbiano sottoscritto solo per caso questa iniziativa. Quindi, intanto per rimettere un po' come si suol dire la chiesa al centro del villaggio, alcune precisazioni e questa in particolare andavano fatte.

Per concludere, vorrei ribadire qual è il motivo che mi ha indotto a sostenere questa iniziativa, e cioè che nonostante tutti i tentativi che abbiamo fatto per abolire quella che io ritengo un'ingiustizia, e mi riferisco alla doppia imposizione a carico delle aziende che il Tribunale federale stesso ha ritenuto anticostituzionale, che nonostante tutti i tentativi, ripeto, non viene proposta l'abolizione di questa imposta a carico delle aziende. In tal senso, quindi, non posso fare altro che, come ho già detto prima, sostenere l'iniziativa.

Sommaruga Carlo (S, GE): Volevo aggiungere molto brevemente una piccola cosa: io sono ticinese, ma effettivamente sono eletto a Ginevra. Quello che ho difeso prima, non è il Canton Ticino, è la cultura svizzera italiana che tramite il media di servizio pubblico nazionale possiamo diffondere anche olttralpe e anche oltre i confini. Questo mi sembra essenziale. E questo bisogna anche trasmetterlo in modo pedagogico ai ticinesi e alle ticinesi che in fondo forse hanno una visione non ancora completamente chiara, visto i discorsi dei loro rappresentanti qui a Berna.

Präsident (Caroni Andrea, Präsident): Vielen Dank, Herr Sommaruga, damit hätten wir den Tag der Mehrsprachigkeit auch schon erledigt! (*Heiterkeit*)

Rösti Albert, Bundesrat: Die SRG-Initiative will die Haushaltsabgabe von heute 335 Franken auf 200 Franken senken und die Unternehmensabgabe ganz streichen. Bei einer Annahme der Initiative würde der SRG noch ein Abgabenteil von rund 630 Millionen Franken bleiben; es blieben ihr rund 800 Millionen weniger.

Die Halbierung des heutigen Abgabenteils hätte weitreichende Folgen. Die SRG müsste das Unternehmen grundlegend ab- und umbauen. Ein Grund, weshalb der Bundesrat die Initiative ablehnt, ist vor allem, dass eine Zentralisierung unumgänglich wäre. Man müsste die Strukturen aus sieben grösseren und sieben kleineren Zentren, also dezentralen Organisationen, zu wahrscheinlich maximal zwei Hauptzentren zentralisieren.

Auch das publizistische Angebot müsste die SRG deutlich reduzieren. Die Bevölkerung müsste zu einem bedeutenden Teil auf Schweizer Inhalte verzichten, denn vieles, was die SRG heute dank der Abgabenfinanzierung produzieren kann, lässt sich in unserem kleinen sprachregionalen Markt nicht mittels kommerzieller Einnahmen finanzieren. Diese Lücken könnten kaum von anderen Medien gefüllt werden. Von der Halbierung der SRG würden daher vor allem Schweizer Bezahlangebote und internationale Streaming-Plattformen profitieren, Streaming-Plattformen, die keine oder kaum Inhalte mit Schweiz-Bezug anbieten würden.

Der Bundesrat empfiehlt die SRG-Initiative deshalb zur Ablehnung. Sie geht ihm zu weit. Die SRG benötigt ausreichend finanzielle Mittel, um in allen Sprachregionen ein gleichwertiges publizistisches Angebot bereitstellen zu können.

Wie es aber auch verschiedentlich erwähnt wurde, hat der Bundesrat durchaus finanziellen und publizistischen Handlungsbedarf erkannt, dies vor allem auch aufgrund des bestehenden Wettbewerbsdruckes seitens der privaten Medien. Beim aktuellen Druck der privaten Medien ist der Bundesrat der Auffassung, dass eine schärfere Abgrenzung zwischen Angeboten, die privatrechtlich bereitgestellt werden können, und Angeboten, die eben nur im öffentlich-rechtlichen Fernsehen zur Verfügung gestellt werden, also eine Unterscheidung zwischen privat und öffentlich, umso notwendiger ist.

Aus diesem Hauptgrund stellte der Bundesrat der Initiative ein Gegenkonzept auf Verordnungsstufe gegenüber. Er will damit private Haushalte und Unternehmen entlasten und hat dazu die verschiedenen bekannten



Entscheide getroffen. Die Haushaltsabgabe wird bis 2029 von heute 335 Franken schrittweise auf 300 Franken gesenkt. Ab 2027 werden weitere Unternehmen von der Abgabepflicht befreit. Die Befreiung bei Umsätzen unterhalb von 1,2 Millionen Franken bedeutet, dass immerhin 80 Prozent der mehrwertsteuerpflichtigen Unternehmen von der Abgabepflicht befreit sind.

AB 2025 S 969 / BO 2025 E 969

Wie Sie wissen, stand die Unternehmensabgabe auch in der KVF Ihres Rates in der Kritik. Ich habe ein gewisses Verständnis dafür, aber der Bundesrat ist dieser Kritik mit seinem Konzept weitestgehend entgegengekommen. Immerhin ist auch zu erwähnen, dass das Stimmvolk das heutige Abgabensystem 2015 angenommen hat. Die Bevölkerung befürwortete, dass die Unternehmen auch einen Beitrag zur Finanzierung des Service public leisten sollen. Die Abgabelast der Unternehmen scheint uns vertretbar. Gemessen an ihrem Umsatz liegt sie bei allen Unternehmen lediglich im Promillebereich.

Das Gegenkonzept des Bundesrates geht natürlich mit einem Sparauftrag an die SRG einher. Der Bundesrat erhofft sich, dass mit der Reduktion von 335 auf 300 Franken durchaus mehr Platz für die privaten Sender bereitgestellt werden kann. Das heisst, dass die Schärfungen im Programm den Privaten mehr Möglichkeiten geben. Ich glaube, das war letztlich auch eine Voraussetzung für den Verlegerverband, dass er den Weg des Bundesrates unterstützen und eine Einigung über die zukünftige Zusammenarbeit zwischen SRG und Verlegerverband heute entwickelt werden konnte.

Ich möchte nochmals betonen: Es wurde im Rat gesagt, dass die Reduktion von 335 auf 300 Franken a prima vista als wenig erscheint. Auch die Erhöhung der Abgabengrenze von 500 000 auf 1,2 Millionen Franken erscheint vielleicht nicht als sehr grosser Schritt. Wenn man aber alle zukünftigen Verluste, die die SRG ertragen muss, zusammenzählt, ist es eben deutlich mehr: Es sind 120 Millionen Franken rein aus der Abgabensenkung. Es sind die erwähnten 35 Millionen im Falle der Umsetzung der parlamentarischen Initiativen Chassot und Bauer. Es ist der in Zukunft nicht mehr gewährbare Teuerungsausgleich von etwa 70 Millionen Franken, und es sind die auch in Zukunft zu erwartenden rückläufigen Werbeeinnahmen. Dann sind wir bei total 270 Millionen Franken, was 17 Prozent ausmacht. Das erfordert eine starke Transformation und sehr hohe Anstrengungen der SRG.

Ich meine, die Initianten können sich durchaus sagen, dass sie einiges ausgelöst haben. Mit einer Reduktion um 270 Millionen Franken muss sich die SRG sehr stark transformieren. Sie muss intern Fixkosten reduzieren. Sie wird im Overhead Kosten reduzieren müssen. Ich bin sehr froh, das muss ich sagen, dass die SRG, sowohl der Verwaltungsrat wie auch die neue Generaldirektion, hier die Zeichen der Zeit klar erkannt hat. In den Eckwerten dieses Projektes, das sie "Enavant SRG SSR" – "voraus" – nennt, sagt sie klar: Nicht nur im Programmbereich ist zu sparen, sondern es braucht vor allem auch bei den Strukturen Einsparungen. Sie bekennt sich klar zur Digitalisierung, sie will sich auf die Zukunft ausrichten. Sie hat sich aber auch, das ist wichtig hier im Rat, klar dazu bekannt, weiterhin dezentral zu produzieren und zu senden.

Auch mit den vom Bundesrat in der Verordnung gegebenen Eckwerten, mit diesem Gegenkonzept, dürfen wir eine dezentrale Produktion in vier Sprachen für vier Kulturen erwarten. Das ist ein klares Bekenntnis, dass man nicht in erster Linie einfach an der Front, in den Regionen sparen will, sondern bei den Gesamtstrukturen. Beispielsweise soll bei Querschnittdienstleistungen wie im IT-Bereich oder im Übersetzungsbereich durch Zentralisierung oder die Nutzung von Synergien gespart werden, aber nicht unbedingt bei den dezentralen Sendeformaten. Ohne das wird es auch nicht gehen, das ist klar, aber man bekennt sich zu einer Dezentralisierung. Der Bundesrat hat anerkannt, dass das bei einer Umsetzung der Initiative in der vorliegenden Form nicht möglich wäre; eine dezentrale Produktion in der bekannten Form wäre bei einer Umsetzung der Initiative kaum möglich.

Es ist nicht so, dass sich der Bundesrat um die Inhalte foutiert hätte, sondern der Bundesrat hat von Anfang an klar gesagt: Wir erwarten eine Schärfung im Bereich Sport und Unterhaltung. Das heisst nicht, dass die SRG keinen Sport und keine Unterhaltung mehr produzieren soll – im Gegenteil, das wird ein Teil des Programmes bleiben. Wenn aber zugunsten von Privaten geschärft werden muss, kann das bei Sportsendungen oder bei Unterhaltungssendungen sein, bei denen effektiv eine gewisse Konkurrenz herrscht, das heisst in Bereichen, in denen es private Sender gibt, die übernehmen können, während es in den Bereichen Kultur, Bildung und Information entsprechend dem öffentlichen Auftrag ein stärkeres Angebot geben soll.

Dass im Online-Bereich eine gewisse Beschränkung stattfinden soll, insbesondere was die Zeichenzahl anbelangt, um die Privaten nicht zu stark zu konkurrenzieren, ist auch klar. Dass eine Beschränkung vor allem auf Audio- und audiovisuelle Angebote erfolgen soll, das, glaube ich, versteht sich von selbst. Hier wurde eine klare inhaltliche Prämisse vorgegeben, die die Voraussetzung oder die Grundlage ist, wenn es darum geht, die Konzession neu zu erarbeiten. Tatsächlich hat der Bundesrat gesagt, dass man, um eine gute Konzession



zu erarbeiten, wissen muss, ob die SRG am Schluss aus den öffentlich-rechtlichen Beiträgen 630 Millionen Franken oder rund 1,2 Milliarden Franken zur Verfügung haben wird. Das ist ein fundamentaler Unterschied. Ich bin dem Rat sehr dankbar, dass er den Überlegungen des Bundesrates folgt, die Haltung des Bundesrates unterstützt und die Initiative zur Ablehnung empfiehlt.

Eintreten ist obligatorisch

L'entrée en matière est acquise de plein droit

**Bundesbeschluss über die Eidgenössische Volksinitiative "200 Franken sind genug! (SRG-Initiative)"
Arrêté fédéral relatif à l'initiative populaire "200 francs, ça suffit ! (initiative SSR)"**

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Titre et préambule

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Art. 1

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Art. 1

Antrag der Redaktionskommission

Abs. 2 Art. 197 Ziff. 17 Titel

(die Änderung betrifft nur den französischen Text)

Art. 1

Proposition de la Commission de rédaction

Al. 2 art. 197 ch. 17 titre

17. Dispositions transitoires ad article 93 alinéa 6 (Radio et télévision)

Développement par écrit

La Commission de rédaction a constaté une erreur, qui doit être corrigée.

Le texte français du titre de l'article 197 chiffre 17 fait référence à l'article 197 alinéa 6 alors qu'il s'agit de l'article 93 alinéa 6. Comme il s'agit du texte d'une initiative populaire, l'erreur doit être corrigée par une proposition formelle de la Commission de rédaction (art. 99 al. 2 LParl en relation avec l'art. 5 al. 2 de l'ordonnance de l'Assemblée fédérale sur la Commission de rédaction). Dans le texte soumis au vote final, l'erreur sera corrigée et la correction mentionnée dans une note de bas de page ("Rectifié par l'Assemblée fédérale le 26 septembre 2025.").

La Commission de rédaction a consulté les commissions des transports et des télécommunications (CTT), la Chancellerie fédérale et le comité d'initiative. L'office compétent a été rendu attentif à l'erreur par la Chancellerie fédérale et les CTT. Tous ces acteurs ont donné leur accord à la rectification.

AB 2025 S 970 / BO 2025 E 970

Präsident (Caroni Andrea, Präsident): Wir haben noch einen Antrag der Redaktionskommission zu behandeln. Gemäss Artikel 5 Absatz 2 der Verordnung der Bundesversammlung über die Redaktionskommission



kann diese nach Abschluss der Differenzbereinigung im Einvernehmen mit den Präsidenten der vorberatenden Kommissionen einen Antrag zur Bereinigung von materiellen Lücken, Unklarheiten oder Widersprüchen stellen. Ein solcher Antrag liegt Ihnen vor. Dazu hat der Berichterstatter, Herr Ettlin, das Wort.

Ettlin Erich (M-E, OW), für die Kommission: Es ist ungewöhnlich, dass die Redaktionskommission das am Schluss noch begründen muss, aber bei Volksinitiativen ist die rechtliche Hürde entsprechend hoch. Deshalb werde ich mir erlauben, den Antrag vorzulesen, um keinen rechtlichen Fehler zu machen, weil es um Gesetzestechnik im Feinsten geht. Er betrifft den Titel von Artikel 197 Ziffer 17, der einen falschen Verweis enthält: "Die Redaktionskommission ist auf einen Fehler gestossen, der korrigiert werden muss. Im französischen Text ist in der Sachüberschrift von Artikel 197 Ziffer 17 der Verweis falsch. Statt auf Artikel 197 Absatz 6 zu verweisen, muss auf Artikel 93 Absatz 6 verwiesen werden. Da es sich beim vorliegenden Erlass um eine Volksinitiative handelt, ist dieser Fehler durch einen formellen Antrag der Redaktionskommission zu berichtigen." Sie sehen die gesetzlichen Verweise: Artikel 99 Absatz 2 des Parlamentsgesetzes in Verbindung mit Artikel 5 Absatz 2 der Verordnung der Bundesversammlung über die Redaktionskommission erfordert als Grundlage also wirklich, dass wir hier nur so vorgehen können. "Im Schlussabstimmungstext wird dieser Fehler korrigiert, und es wird im französischen Text in einer Fussnote darauf hingewiesen 'Berichtigt von der Bundesversammlung am 26. September 2025'.

Die Redaktionskommission hat die Kommissionen für Verkehr und Fernmeldewesen (KVF), die Bundeskanzlei (BK) sowie das Initiativkomitee kontaktiert. Das zuständige Bundesamt wurde durch die BK und die KVF auf den Fehler aufmerksam gemacht. Es sind alle angefragten Personen mit der Berichtigung einverstanden. Die Redaktionskommission beantragt, den vorliegenden Antrag anzunehmen."

Abs. 2 Art. 197 Ziff. 17 Titel – Al. 2 art. 197 ch. 17 titre
Angenommen gemäss Antrag der Redaktionskommission
Adopté selon la proposition de la Commission de rédaction

Übrige Bestimmungen angenommen
Les autres dispositions sont adoptées

Art. 2

Antrag der Kommission
Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates
Proposition de la commission
Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Präsident (Caroni Andrea, Präsident): Da Eintreten obligatorisch ist, findet keine Gesamtabstimmung statt. Das Geschäft geht an den Nationalrat zurück. Stimmt auch der Nationalrat dem Antrag der Redaktionskommission zu, wird die Vorlage für die Schlussabstimmung entsprechend angepasst.



24.060

200 Franken sind genug!
(SRG-Initiative).
Volksinitiative

200 francs, ça suffit !
(initiative SSR).
Initiative populaire

Differenzen – Divergences

CHRONOLOGIE

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 02.06.25 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 11.06.25 (FORTSETZUNG - SUITE)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 12.06.25 (FORTSETZUNG - SUITE)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 22.09.25 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 24.09.25 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 26.09.25 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 26.09.25 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)

Bundesbeschluss über die Eidgenössische Volksinitiative "200 Franken sind genug! (SRG-Initiative)"
Arrêté fédéral relatif à l'initiative populaire "200 francs, ça suffit ! (initiative SSR)"

Art. 1 Abs. 2 Art. 197 Ziff. 17 Titel

Antrag der Redaktionskommission

(die Änderung betrifft nur den französischen Text)

Art. 1 al. 2 art. 197 ch. 17 titre

Proposition de la commission de rédaction

17. Dispositions transitoires ad article 93 alinéa 6 (Radio et télévision)

Développement par écrit

La Commission de rédaction a constaté une erreur, qui doit être corrigée. Le texte français du titre de l'article 197 chiffre 17 fait référence à l'article 197 alinéa 6 alors qu'il s'agit de l'article 93 alinéa 6. Comme il s'agit du texte d'une initiative populaire, l'erreur doit être corrigée par une proposition formelle de la Commission de rédaction (art. 99 al. 2 LParl en relation avec l'art. 5 al. 2 de l'ordonnance de l'Assemblée fédérale sur la Commission de rédaction). Dans le texte soumis au vote

AB 2025 N 1786 / BO 2025 N 1786

final, l'erreur sera corrigée et la correction mentionnée dans une note de bas de page ("Rectifié par l'Assemblée fédérale le 26 septembre 2025."). La Commission de rédaction a consulté les commissions des transports et des télécommunications (CTT), la Chancellerie fédérale et le comité d'initiative. L'office compétent a été rendu attentif à l'erreur par la Chancellerie fédérale et les CTT. Tous ces acteurs ont donné leur accord à la rectification.

Roduit Benjamin (M-E, VS), pour la commission: Il est inhabituel que la Commission de rédaction doive encore intervenir sur un objet soumis au vote final, mais lorsqu'il s'agit d'une initiative populaire, la technique législative est au plus haut niveau. C'est pourquoi je vais me permettre de lire la proposition de la Commission de rédaction afin de ne pas commettre d'erreur juridique. Cette proposition concerne l'article 197 chiffre 17, qui comporte une référence erronée.

La Commission de rédaction a constaté une erreur qui doit être corrigée. Le texte français du titre de l'article 197 chiffre 17 fait référence à l'article 197 alinéa 6, alors qu'il s'agit de l'article 93 alinéa 6. Comme il s'agit du texte d'une initiative populaire, l'erreur doit être corrigée par une proposition formelle de la Commission de





rédaction – article 99 alinéa 2 de la loi sur le Parlement en relation avec l'article 5 alinéa 2 de l'ordonnance de l'Assemblée fédérale sur la Commission de rédaction. Dans le texte soumis au vote final, l'erreur sera corrigée et la correction mentionnée dans une note de bas de page rectifiée par l'Assemblée fédérale le 26 septembre 2025. La Commission de rédaction a consulté les Commissions des transports et des télécommunications, la Chancellerie fédérale et le comité d'initiative. L'office compétent a été rendu attentif à l'erreur par la Chancellerie fédérale cet été. Tous ces acteurs ont donné leur accord à la rectification. La Commission de rédaction vous demande d'accepter la présente proposition.

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Die Redaktionskommission beantragt, den Fehler im französischsprachigen Titel von Artikel 1 Absatz 2 Artikel 197 Ziffer 17 zu korrigieren.

Angenommen – Adopté



24.060

200 Franken sind genug!
(SRG-Initiative).
Volksinitiative

200 francs, ça suffit !
(initiative SSR).
Initiative populaire

Schlussabstimmung – Vote final

CHRONOLOGIE

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 02.06.25 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 11.06.25 (FORTSETZUNG - SUITE)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 12.06.25 (FORTSETZUNG - SUITE)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 22.09.25 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 24.09.25 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 26.09.25 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 26.09.25 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)

Bundesbeschluss über die Eidgenössische Volksinitiative "200 Franken sind genug! (SRG-Initiative)"
Arrêté fédéral relatif à l'initiative populaire "200 francs, ça suffit ! (initiative SSR)"

Abstimmung – Vote
(namentlich – nominatif; 24.060/31294)
Für Annahme des Entwurfes ... 115 Stimmen
Dagegen ... 76 Stimmen
(5 Enthaltungen)

AB 2025 N 1925 / BO 2025 N 1925



24.060

200 Franken sind genug!
(SRG-Initiative).
Volksinitiative

200 francs, ça suffit !
(initiative SSR).
Initiative populaire

Schlussabstimmung – Vote final

CHRONOLOGIE

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 02.06.25 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 11.06.25 (FORTSETZUNG - SUITE)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 12.06.25 (FORTSETZUNG - SUITE)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 22.09.25 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 24.09.25 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 26.09.25 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 26.09.25 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)

Bundesbeschluss über die Eidgenössische Volksinitiative "200 Franken sind genug! (SRG-Initiative)"
Arrêté fédéral relatif à l'initiative populaire "200 francs, ça suffit ! (initiative SSR)"

Abstimmung – Vote
(namentlich – nominatif; 24.060/7752)
Für Annahme des Entwurfes ... 37 Stimmen
Dagegen ... 7 Stimmen
(1 Enthaltung)

AB 2025 S 1078 / BO 2025 E 1078